

BULLETIN OFFICIEL DU CNRS

N°12

DECEMBRE 2022



Table des matières

02. L'organisation générale du CNRS

02.10 Les instances consultatives

02.10.03 Les conseils scientifiques d'institut

Décision modifiant la décision DEC183082SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut de sciences de l'ingénierie et des systèmes - 21/11/2022 -

- DEC222763SGCN..... p.22

Décision modifiant la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut écologie et environnement.

- 21/11/2022 - - DEC222764SGCN..... p.23

Décision modifiant la décision DEC190670SGCN relative à la nomination des membres du bureau du conseil scientifique de l'Institut des sciences biologiques (INSB) - - - DEC222375SGCN..... p.24

Décision modifiant la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut écologie et environnement - 21/11/2022 - -

DEC222766SGCN..... p.25

Décision portant sur la composition de la commission nationale chargée de préparer l'établissement des tableaux d'avancement et de la liste d'aptitude pour le corps des ingénieures et ingénieurs de recherche. -

22/09/2022 - - DEC222238DRH..... p.26

Décision portant sur la composition de la commission nationale chargée de préparer l'établissement des tableaux d'avancement et de la liste d'aptitude pour le corps des ingénieures et ingénieurs d'études. -

22/09/2022 - - DEC222236DRH..... p.28

Décision portant sur la composition de la commission nationale chargée de préparer l'établissement des tableaux d'avancement pour le corps des adjointes et adjoints techniques de la recherche. - 22/09/2022 - -

DEC222235DRH..... p.30

Décision portant sur la composition de la commission nationale chargée de préparer l'établissement de la liste d'aptitude pour le corps des assistantes ingénieures et assistants ingénieurs. - 22/09/2022 - -

DEC222234DRH..... p.31

Décision portant sur la composition de la commission nationale chargée de préparer l'établissement des tableaux d'avancement et de la liste d'aptitude pour le corps des techniciennes et techniciens de la recherche. - 22/09/2022 - - DEC222239DRH..... p.33

Décision portant création du titre « CNRS Fellow-Ambassadeur » - 13/12/2022 - - DEC222394DAJ..... p.35

04. Personnels

04.02 Recrutement

04.02.04 Personnels contractuels de droit privé

04.02.04.01 Apprentis

Circulaire CIR222644DRH du 5 décembre 2022 relative à l'apprentissage - 05/12/2022 - -

CIR222644DRH..... p.37

04.08 Traitement, indemnités, primes et remboursements de frais

04.08.02 Rémunérations

Décision portant revalorisation des taux horaires de rémunération des personnels payés sur crédits de vacations - 23/12/2022 - - DEC223128DRH..... p.152

07. Mesures particulières du CNRS

07.01. Décisions de nomination, cessation de fonction

Administration centrale

2022

Décision portant nomination de Mme Anne Sigogneau aux fonctions de responsable du service « données et indicateurs » de la direction d'appui aux partenariats publics - 14/12/2022 - - DEC222819DAJ..... p.153

Décision portant nomination de M. Patrice Soullié aux fonctions de chargé de mission - 20/12/2022 - - DEC222921DAJ..... p.154

Décision portant nomination de M. Damien Marchal aux fonctions de responsable opérations auprès du directeur général délégué à l'innovation - 29/09/2022 - - DEC222209DAJ..... p.155

DR01 - Paris-Villejuif

2022

Décision portant nomination de M. Fabrice Ferron aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7216 intitulée "Epigénétique et destin cellulaire" - 22/12/2022 - - DEC222803DR01..... p.156

Décision portant nomination de Monsieur Damien Pailot aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR7164 intitulée Astroparticule et Cosmologie - 04/11/2022 - - DEC222675DR01..... p.157

Décision portant nomination de Mme Monique Frain aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7057 intitulée "Laboratoire Matière et Systèmes Complexes " (MSC) - 19/12/2022 - - DEC222607DR01..... p.159

Décision portant désignation de Mme Cécile Jouffret aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR8003 intitulée Institut des Neurosciences Paris Saint-Pères (SPPIN) - 22/12/2022 - - DEC222690DR01..... p.160

Décision portant nomination de Mme Véronique Lenoir aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR8104 intitulée Institut Cochin - 28/11/2022 - - DEC222335DR01..... p.162

Décision portant nomination de M. Matthieu FRADELIZI aux fonctions de directeur de la fédération de re-cherche n° 3522 intitulée « Fédération de recherche Bézout » (BEZOUT) à compter du 01 janvier 2023. - 22/12/2022 - - DEC222961INSMI..... p.164

Décision portant fin de fonction de Mme Céline Ransy aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8104 intitulée Institut Cochin - 04/11/2022 - - DEC222709DR01..... p.165

2023

Décision portant nomination de Mme Olivia VENOT-AIRAULT aux fonctions de déléguée scientifique en institut à l'INSU. - 15/12/2022 - - DEC222880INSU..... p.166

DR02

2022

Décision portant désignation de M Iurii Dovgaliuk aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR8004 intitulée Institut des MATériaux poreux de Paris (IMAP) - 23/06/2022 - - DEC221764DR02..... p.168

Décision portant cessation de fonctions de directeur adjoint de M. Pierre-Michel Forget de l'Unité Mixte de Recherche n°7179 intitulée « Mécanismes Adaptatifs et Evolution (MECADEV) » - 20/12/2022 - - DEC222989INEE..... p.170

Décision portant nomination de M. Mathieu LEWIN aux fonctions de directeur de l'unité de recherche n° 7534 intitulée « Centre de recherche en mathématiques de la décision » (CEREMADE) à compter du 01 janvier 2023.

- 22/12/2022 - - DEC222965INSMI..... p.171

Décision portant nomination de M. Fabien Pifferi aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'Unité Mixte de Recherche n°7179 intitulée « Mécanismes Adaptatifs et Evolution (MECADEV) » - 20/12/2022 - - DEC222869INEE..... p.172

Décision portant nomination de AUJARD Fabienne aux fonctions de déléguée scientifique en institut
- 21/12/2022 - - DEC222848INEE..... p.173

Décision portant nomination de M Christophe Tourain aux fonctions d'assistant de prévention au sein
de l'unité UMR7210 intitulée Institut de la Vision

- 08/07/2022 - - DEC221940DR02..... p.175

Décision portant fin de fonction et nomination de Mme Carine Vias aux fonctions d'assistante de
prévention au sein de l'unité UMR3215 intitulée Génétique et biologie du développement (UGBD)

- 07/11/2022 - - DEC222731DR02..... p.176

Décision portant nomination de M Yoan Marcangeli aux fonctions d'assistant de prévention au sein
de l'unité UMR7618 intitulée Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris (IEES)

- 03/10/2022 - - DEC222571DR02..... p.178

DR04

2022

Décision portant nomination de M. Jean-Roch LIEBGOTT, aux fonctions de chargé de sécurité des
systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR2301 intitulée Institut de chimie des substances
naturelles - 14/12/2022 - - DEC223001DR04..... p.180

Décision portant nomination de M. Julien BRUNA, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes
d'information (CSSI) de l'unité UMR8212 intitulée Laboratoire des sciences du climat et de
l'environnement - 18/10/2022 - - DEC222653DR04..... p.181

Décision portant nomination de M. Nicolas PERRIN aux fonctions de directeur de l'unité de
recherche n° 7640 intitulée « Centre de Mathématiques Laurent Schwartz de l'Ecole polytechnique »
(CMLS) à compter du 1er janvier 2023. - 22/12/2022 - - DEC222964INSMI..... p.182

Décision portant nomination de M. DILLMANN en qualité de chargé de mission institut (CMI) auprès
de la direction de la Mission pour les Initiatives Transverses et Interdisciplinaires du CNRS à partir du
01/01/2022 au 31/12/2023. - - DEC222050MITI..... p.183

DR05

2022

Décision portant fin de mission de M. Bruno BEZARD, chargé de mission institut (CMI) à l'INSU à
compter du 31/12/2022. - 15/12/2022 - - DEC222812INSU..... p.184

Décision portant nomination de M. François Bétard aux fonctions de délégué scientifique en institut -
13/12/2022 - - DEC222910INEE..... p.185

DR07

2022

Décision portant nomination de Mme Véronique MAUME-DESCHAMPS aux fonctions de directrice
de l'unité de recherche n° 5208 intitulée « Institut Camille Jordan » (ICJ) à compter du 01 janvier
2023. - 22/12/2022 - - DEC222963INSMI..... p.186

Décision portant nomination de Mme Yu ZHANG aux fonctions d'assistante de prévention au sein de
l'UMR5062 intitulée "Institut d'Asie orientale".

- 21/11/2022 - - DEC222712DR07..... p.187

Décision portant nomination de Mme Marie MARTIN aux fonctions d'assistante de prévention au sein
de l'UMR5280 intitulée "Institut des Sciences Analytiques". - 10/10/2022 - -
DEC222096DR07..... p.189

Décision portant nomination de M. Florent LAFAY aux fonctions d'assistant de prévention au sein de
l'UMR5280 intitulée "Institut des Sciences Analytiques". - 10/10/2022 - - DEC222095DR07.....
p.191

Décision portant fin de fonction de Mme Françoise MECHIN aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5223 intitulée "Ingénierie des matériaux Polymères".

- 21/12/2022 - - DEC222769DR07..... p.193

Décision portant nomination de M. Érik BONJOUR aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5280 intitulée "Institut des Sciences Analytiques".

- 10/10/2022 - - DEC222093DR07..... p.195

Décision portant nomination de Mme Carole FARRE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5280 intitulée "Institut des Sciences Analytiques". - 10/10/2022 - - DEC222094DR07..... p.197

Décision portant nomination de M. Sylvain DEVILLE en qualité de délégué scientifique en institut ou direction fonctionnelle auprès de la DRE. - 27/10/2022 - - DEC221947DRE..... p.199

DR08

2021

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire - 14/10/2021 - - DEC213480DR08..... p.201

2022

Décision portant désignation de M. Benjamin LANGEROME aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR7327 intitulée « Institut des Sciences de la Terre d'Orléans » - ISTO. - 18/11/2022 - - DEC222783DR08..... p.203

Décision portant nomination de Nicolas Teyssandier aux fonctions de délégué.e scientifique en institut - 13/12/2022 - - DEC222836INEE..... p.204

Décision portant nomination de M. Jérôme Fort aux fonctions de délégué scientifique en institut - 13/12/2022 - - DEC222969INEE..... p.205

Décision portant nomination de Mme Virginie DUFAUT aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité MOY800 intitulée « Délégation Centre Limousin Poitou-Charentes » - DCLPC. - 31/08/2022 - - DEC213535DR08..... p.206

Décision portant cessation de fonction et nomination de M. Florent POUPARD aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR3079 intitulée Conditions extrêmes et matériaux : haute température et irradiation (CEMHT) - 07/01/2022 - - DEC220531DR08..... p.207

Décision portant cessation de fonction et nomination de M. Marian ILIEV aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR3079 intitulée Conditions extrêmes et matériaux : haute température et irradiation (CEMHT) - 07/01/2022 - - DEC220532DR08..... p.208

Décision portant désignation de Mme Maryse BLET-LEMARQUAND aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7065 intitulée « Institut de Recherche sur les Archéomatériaux » - IRAMAT. - 20/06/2022 - - DEC220871DR08..... p.209

Décision portant nomination de Mme Anne BRACONNIER aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » - CBM. - 25/04/2022 - - DEC220883DR08..... p.210

Décision portant nomination de M. Pierre RIFFLET aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR4301 intitulée Centre Biophysique Moléculaire (CBM) - 16/02/2022 - - DEC220936DR08..... p.211

Décision portant nomination de M. Henrique DA MOTA ROCHA aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7065 intitulée Institut de recherche sur les archéomatériaux (IRAMAT) - 17/02/2022 - - DEC220956DR08..... p.212

Décision portant nomination de M. Xavier LAURE aux fonctions de responsable par intérim du service du Traitement de l'information de la délégation Centre-Limousin-Poitou-Charentes - 17/02/2022 - - DEC220960DR08..... p.213

Décision portant nomination de M. Xavier LAURE aux fonctions de responsable régional de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) de la délégation Centre-Limousin-Poitou-Charentes - 22/02/2022 - - DEC220995DR08..... p.214

Décision portant nomination de M. Vincent SAVART, aux fonctions de responsable de service adjoint du Service Ressources Humaines de la délégation régionale Centre Limousin Poitou-Charentes - 25/02/2022 - - DEC221016DR08..... p.215

Décision portant nomination de M. Miguel PINEIRUA MENENDEZ aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7261 intitulée Institut de Recherche sur la Biologie de l'Insecte (IRBI) - 25/02/2022 - - DEC221017DR08..... p.216

Décision portant nomination de M. Xavier LAURE aux fonctions de responsable du service du Traitement de l'information de la délégation Centre-Limousin-Poitou-Charentes - 21/03/2022 - - DEC221207DR08..... p.217

Décision portant désignation de M Louis HENNET aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité mixte de recherche UMR7374 intitulée « Interfaces Confinement Matériaux et Nanostructures » - ICMN. - 16/06/2022 - - DEC221424DR08..... p.218

Décision portant nomination de M. François JEROME en qualité de délégué scientifique en institut ou direction fonctionnelle auprès de la DRE. - 28/10/2022 - - DEC222058DRE..... p.219

Décision portant nomination de M. Sébastien BOUILLON aux fonctions de chargé de mission - - DEC222144DR08..... p.221

Décision portant nomination de Mme Fanny CAETANO aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Centre-Limousin-Poitou-Charentes - 03/10/2022 - - DEC222574DR08..... p.223

DR10

2022

Décision portant fin de fonction de M. Paulo Loureiro de Sousa aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7357 intitulée Laboratoire des sciences de l'ingénieur, de l'informatique et de l'imagerie (ICube). - 28/10/2022 - - DEC222719DR10..... p.224

Décision portant désignation de Mme Nathalie Gruber aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7140 intitulée Institut de Chimie de Strasbourg (IC). - 03/10/2022 - - DEC222573DR10..... p.225

Décision portant nomination de Mme Blandine Jauvain aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7361 intitulée Institut de Science des Matériaux de Mulhouse (IS2M). - 20/07/2022 - - DEC222009DR10 : DOCUMENT NON CONVERTIBLE OU DOCUMENT ABSENT..... p.227

Décision portant nomination de M. Géraud Delorme aux fonctions de délégué régional de la circonscription Alsace (DR10) - 16/12/2022 - - DEC222919DAJ..... p.228

DR11

2022

Décision portant nomination de ARNAUD Fabien aux fonctions de délégué scientifique en institut - 21/12/2022 - - DEC222847INEE..... p.229

Décision portant nomination de Mme Marie-Laure ESPINOUSE, directrice-adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5272 intitulée Sciences pour la Conception, l'Optimisation et la Production de Grenoble. - 14/10/2022 - - DEC222639INS2I..... p.231

Décision portant cessation de fonctions de M. Bernard PENZ et nomination de Mme Peggy ZWOLINSKI, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5272 intitulée Sciences pour la Conception, l'Optimisation et la Production de Grenoble. - 07/09/2022 - - DEC222014INS2I.....

p.232

Décision portant désignation de M. William Regairaz aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UPR 3228 intitulée LNCMI

- 01/07/2022 - - DEC221993DR11..... p.234

Décision portant désignation de M. Rémy Bruyère aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UPR 2940 intitulée Institut Néel.

- 26/10/2022 - - DEC221267DR11..... p.236

Décision portant maintien de Mme Peggy ZWOLINSKI aux fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5272 intitulée Sciences pour la Conception, l'Optimisation et la Production de Grenoble. - 17/10/2022 - - DEC222643INS2I..... p.238

Décision portant nomination de Mme Martine Giglio aux fonctions de chargée de mission - 29/03/2022 - - DEC220419MPR..... p.239

Décision portant fin de fonction Mme Emmanuelle FIORE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR5063 intitulée DPM

- 18/10/2022 - - DEC222654DR11..... p.240

Décision portant fin de fonction M. Cyril DOMINGOS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UPR2940 intitulée Institut Néel.

- 26/10/2022 - - DEC222402DR11..... p.241

Décision portant nomination de M. Dorin BUCUR aux fonctions de directeur de l'unité de recherche n° 5127 intitulée « Laboratoire de mathématiques » (LAMA) à compter du 01 janvier 2023. - 22/12/2022 - - DEC222962INSMI..... p.242

Décision portant nomination de Mme. Mylène ROBERT-GENTHON aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR5075 intitulée IBS

- 07/11/2022 - - DEC222689DR11..... p.243

Décision portant nomination de M. Jérôme LELONG aux fonctions de responsable de l'unité de recherche et d'appui n° 3458 intitulée « Agence pour les Mathématiques en Interaction avec l'Entreprise et le Société (AMIES) ». - 22/12/2022 - - DEC222707INSMI..... p.244

DR12

2022

Décision portant nomination de AUFFAN Mélanie aux fonctions de déléguée scientifique en institut à l'INSU. - 15/12/2022 - - DEC222817INSU..... p.245

DR13

2021

Décision portant nomination de M. David Munoz aux fonctions de chargé de mission - 19/01/2022 - - DEC220106MPR..... p.247

2022

Décision portant fin de fonctions de Mme Chantal Ginestoux, chargée de mission - 19/01/2022 - - DEC222019MPR..... p.250

Décision portant nomination de M. Jocelyn Méré aux fonctions de chargé de mission - 19/01/2022 - - DEC214096MPR..... p.251

Décision portant nomination de Mme Christelle Sandoval aux fonctions de chargée de mission - 19/01/2022 - - DEC220413MPR..... p.253

Décision portant nomination de MOUQUET Nicolas aux fonctions de délégué scientifique en institut - 21/12/2022 - - DEC222852INEE..... p.255

Décision portant nomination de FOUILLAND Eric aux fonctions de délégué scientifique en institut - 21/12/2022 - - DEC222851INEE..... p.257
Décision portant nomination de Mme Frédérique Viard aux fonctions de déléguée scientifique en institut - 13/12/2022 - - DEC222913INEE..... p.259

DR14

2022

Décision portant nomination de Mme Alexandra Magro aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'Unité Mixte de Recherche n°5174 intitulée « Évolution et Diversité Biologique (EDB) » - 25/11/2022 - - DEC222603INEE..... p.260
Décision portant nomination de M. Philippe TAILHADES aux fonctions de délégué scientifique auprès de la DRE - 02/12/2022 - - DEC222793DRE..... p.261

DR15

2022

Décision portant nomination de Mme Claire GOUNY aux fonctions de chargée de mission à temps partiel - 12/12/2022 - - DEC222863PDT..... p.263
Décision portant nomination de M. Vincent Koziarz directeur de l'unité mixte de recherche UMR 5251 intitulée « Institut de Mathématiques de Bordeaux » (IMB). - 22/12/2022 - - DEC221665INSMI..... p.264
Décision portant cessation de fonctions et nomination par intérim de M. Jean-Paul CALLOT, directeur et M. Guillaume GALLIERO, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche UMR5150 intitulée "Laboratoire des Fluides Complexes et leurs Réservoirs" (LFCR). - 28/11/2022 - - DEC222938INSIS..... p.265

DR16

2022

Décision n° DEC223055DCIF du 19/12/2022 portant cessation de Madame Catherine FAUCHET de ses fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Paris Michel-Ange » du CNRS, de Madame Marie CHANTREUIL-RIVETTTE de ses fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Normandie » du CNRS et nomination de Madame Catherine FAUCHET aux fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Paris-Normandie » du CNRS - 19/12/2022 - - DEC223055DCIF..... p.266
Décision portant nomination de M. Fabian Blanchard aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'Unité d'appui et de recherche n°3456 intitulée « Laboratoire écologie, évolution, interactions des systèmes amazoniens (LEEISA) ». - 30/08/2022 - - DEC221744INEE..... p.268

2023

Nomination de Thomas FAUCHER directeur par intérim de l'UAR3134 CEALEX - - DEC222889INSHS..... p.269

DR17

2022

Décision portant nomination de M. Ronan Calvez et de M. Pugnière-Saavedra aux fonctions de directeurs adjoints par intérim de l'UAR3549 (MSH Bretagne) - 22/12/2022 - - DEC222576INSHS..... p.270
Décision portant nomination de Mme Mariette Nivard aux fonctions de chargée de mission - 10/11/2022 - - DEC222767MPR..... p.271

DR18

2022

Décision portant nomination de Mme Virginie HOEL en qualité de chargée de mission institut (CMI) pour la filière industrie électronique à la direction des relations avec les entreprises - 28/10/2022 - - DEC222641DRE..... p.273

DR19

2022

Décision portant nomination de Mme Caroline Chanteloup aux fonctions de chargée de mission -
21/07/2022 - - DEC222018MPR..... p.275

Décision portant nomination de M. Vlad Stefan BARBU aux fonctions de directeur de la fédération de
recherche n° 3335 intitulée « Normandie Mathématiques » (Normath) à compter du 01 janvier 2023. -
22/12/2022 - - DEC222960INSML..... p.276

DR20

2022

Décision portant nomination de Mme Marie-Yasmine Dechraoui Bottein aux fonctions de directrice
adjoindue par intérim de l'Unité Mixte de Recherche n°7035 intitulée « Ecology and Conservation
Science for Sustainable Seas (ECOSEAS) » - 20/12/2022 - - DEC222864INEE..... p.277

Décision portant nomination de FERRARI Chiara aux fonctions de déléguée scientifique en institut à
l'INSU. - 12/12/2022 - - DEC222023INSU..... p.278

Instituts

2022

Décision de fin de nomination de M. Emmanuel Henry en tant que chargé de mission à temps partiel.
- 24/03/2022 - - DEC221033INSHS..... p.280

07.02. Décisions - délégations de signature

DR01 - Paris-Villejuif

2022

Décision portant délégation de signature à Monsieur Philippe Silar pour les actes relevant des
attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR8236 intitulée « Laboratoire
Interdisciplinaire des Énergies de Demain » (LIED) - 01/11/2022 - - DEC222756DR01..... p.281

Décision portant délégation de signature à Madame Rhalida Linda Amrani pour les actes relevant
des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8239 intitulée « Centre
d'Études Européennes et de Politique Comparée » (CEE) - 01/09/2022 - - DEC222757DR01.....
p.282

DR02

2022

- Décision portant délégation de signature à M. Gilles CRAMBERT, directeur de l'unité EMR8228
intitulée Métabolisme et physiologie rénales, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur
secondaire

- 21/11/2022 - - DEC222221DR02..... p.283

Décision portant délégation de signature à M. Xavier CARRIER, directeur de l'unité FR2482 intitulée
Fédération de Chimie et Matériaux de Paris-Centre - FCMat, par le délégué régional en sa qualité
d'ordonnateur secondaire - 21/11/2022 - - DEC222222DR02..... p.285

Décision portant délégation de signature à M. François ROCHET, directeur de l'unité FR2622
intitulée Institut Parisien de Chimie Physique et Théorique - IP2CT, par le délégué régional en sa
qualité d'ordonnateur secondaire - 21/11/2022 - - DEC222223DR02..... p.287

Décision portant délégation de signature à M. Christian MOUGIN, directeur de l'unité FR3020
intitulée Fédération Ile de France de recherche sur l'environnement - FIRE, par le délégué régional
en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/12/2022 - - DEC222224DR02..... p.289

Décision portant délégation de signature à Mme Ina REICHE, directrice de l'unité FR3506 intitulée
New-AGLAE, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/12/2022 - -
DEC222225DR02..... p.291

Décision portant délégation de signature à M. Bruno MIROUX, directeur de l'unité FR550 intitulée
Institut de biologie physico-chimique - IBPC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur

secondaire - 18/11/2022 - - DEC22226DR02..... p.293

Décision portant délégation de signature à M. Laurent PONCET, directeur de l'unité UAR2006 intitulée Patrimoine Naturel - PATRINAT, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur

secondaire - 29/11/2022 - - DEC22228DR02..... p.295

Décision portant délégation de signature à M. Frederic COQUELLE, directeur de l'unité UAR2016 intitulée Multimodal Imaging Center (Centre d'Imagerie Multimodale) - MIC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC22229DR02..... p.297

Décision portant délégation de signature à M. Dominique AVON, directeur de l'unité UAR2500 intitulée Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman - IISMM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 21/11/2022 - - DEC22230DR02..... p.299

Décision portant délégation de signature à Mme Claire GACHON, directrice de l'unité UAR2700 intitulée Acquisition et Analyse de Données pour l'histoire naturelle - 2AD, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/12/2022 - - DEC22231DR02..... p.301

Décision portant délégation de signature à M. Sébastien OLIVEAU, directeur de l'unité UAR2506 intitulée USR PROGEDO, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 21/11/2022 - - DEC22232DR02..... p.303

Décision portant délégation de signature à M. Jean-François LE GALLIARD, directeur de l'unité UAR3194 intitulée Centre de recherche en écologie expérimentale et prédictive - Ecotron IleDeFrance - CEREEP, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 21/11/2022 - - DEC22242DR02..... p.305

Décision portant délégation de signature à Mme Christine ANDRAUD, directrice de l'unité UAR3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation - CRC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/12/2022 - - DEC22243DR02..... p.307

Décision portant délégation de signature à M. Vincent ROGER DE GARDELLE, directeur de l'unité UAR3332 intitulée Relais d'information sur les sciences de la cognition - RISC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 21/11/2022 - - DEC22244DR02..... p.309

- Décision portant délégation de signature à Mme Cécile CALLOU, directrice de l'unité UAR3468 intitulée Bases de données sur la Biodiversité, Ecologie, Environnement et Sociétés - BBEES, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 21/11/2022 - - DEC22245DR02..... p.311

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie ROUX, directrice de l'unité UAR3608 intitulée République des savoirs : Lettres, Sciences, Philosophie, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 21/11/2022 - - DEC22246DR02..... p.313

- Décision portant délégation de signature à M. Mathias GIREL, directeur de l'unité UAR3610 intitulée Centre d'archives en philosophie, histoire et édition des sciences - CAPHÉS, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 21/11/2022 - - DEC22247DR02..... p.315

Décision portant délégation de signature à M. Bertrand CINQUIN, directeur de l'unité UAR3750 intitulée Unité mixte de service pour la plateforme technologique de l'IPGG - UMS IPGG, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/12/2022 - - DEC22248DR02..... p.317

- Décision portant délégation de signature à M. Franck PEREZ, directeur de l'unité UMR144 intitulée Biologie cellulaire et cancer, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC22249DR02..... p.319

Décision portant délégation de signature à M. Pascal HERSEN, directeur de l'unité UMR168 intitulée Laboratoire Physico-Chimie Curie - PCC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2022 - - DEC22250DR02..... p.321

Décision portant délégation de signature à M. Antonin MORILLON, directeur de l'unité UMR3244 intitulée Dynamique de l'information génétique : bases fondamentales et cancer - DIG-CANCER, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - -	
DEC222251DR02.....	p.323
Décision portant délégation de signature à M. Stephan VAGNER, directeur de l'unité UMR3348 intitulée Intégrité du génome, ARN et cancer, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - -	DEC222252DR02..... p.325
Décision portant délégation de signature à Mme Angela TADDEI, directrice de l'unité UMR3664 intitulée Dynamique du noyau, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - -	DEC222253DR02..... p.327
-	
Décision portant délégation de signature à M. Ludger JOHANNES, directeur de l'unité UMR3666 intitulée Chimie et Biologie de la Cellule - CBC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire	
- 18/11/2022 - -	DEC222254DR02..... p.329
Décision portant délégation de signature à Mme Valérie GUILLARD, directrice de l'unité UMR7088 intitulée Dauphine Recherches en Management - DRM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2022 - -	DEC222255DR02..... p.331
Décision portant délégation de signature à Mme Andrea-Luz GUTIERREZ CHOQUEVILCA, directrice de l'unité UMR7130 intitulée Laboratoire d'anthropologie sociale - LAS, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2022 - -	DEC222257DR02..... p.333
Décision portant délégation de signature à M. Yannick DE WILDE, directeur de l'unité UMR7587 intitulée Institut Langevin, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2022 - -	DEC222294DR02..... p.335
Décision portant délégation de signature à Mme Dominique MEDA, directrice de l'unité UMR7170 intitulée Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales - IRISSO, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - -	DEC222337DR02..... p.337
Décision portant délégation de signature à M. Pierre-Yves LAGREE, directeur de l'unité UMR7190 intitulée Institut Jean le Rond d'Alembert - DALEMBERT, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2022 - -	DEC222338DR02..... p.339
Décision portant délégation de signature à M. Thomas ROMER, directeur de l'unité UMR7192 intitulée Proche-Orient, Caucase : langues, archéologie, cultures, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - -	DEC222339DR02..... p.343
Décision portant délégation de signature à M. Jean-Jacques BAHAIN, directeur de l'unité UMR7194 intitulée Histoire naturelle de l'Homme préhistorique - HNHP, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - -	DEC222340DR02..... p.345
Décision portant délégation de signature à M. Jean-Baptiste BOULE, directeur de l'unité UMR7196 intitulée Structure et Instabilité des Génomes - StrInG, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire	
- 18/11/2022 - -	DEC222341DR02..... p.347
Décision portant délégation de signature à Mme Emmanuelle PORCHER, directrice de l'unité UMR7204 intitulée Centre d'Ecologie et des Sciences de la Conservation - CESCO, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 15/12/2022 - -	DEC222342DR02..... p.349
Décision portant délégation de signature à Mme Evelyne HEYER, directrice de l'unité UMR7206 intitulée Eco-anthropologie - EA, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - -	DEC222343DR02..... p.351
Décision portant délégation de signature à M. Serge PICAUD, directeur de l'unité UMR7210 intitulée INSTITUT DE LA VISION, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2022 - -	DEC222344DR02..... p.353

Décision portant délégation de signature à M. Guillaume MOREL, directeur de l'unité UMR7222 intitulée Institut des Systèmes Intelligents et de Robotique - ISIR, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur - 18/11/2022 - - DEC222345DR02.....	p.355
Décision portant délégation de signature à Mme Alessandra CARBONE, directrice de l'unité UMR7238 intitulée Laboratoire Biologie Computationnelle et Quantitative - LCQB, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222348DR02.....	p.357
Décision portant délégation de signature à M. Vincent RIVOIRARD, directeur de l'unité UMR7534 intitulée Centre de recherche en mathématiques de la décision - CEREMADE, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222349DR02.....	p.359
Décision portant délégation de signature à M. Christian BONHOMME, directeur de l'unité UMR7574 intitulée Laboratoire de Chimie de la Matière Condensée de Paris - LCMCP, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222350DR02.....	p.361
Décision portant délégation de signature à M. Olivier BIQUART, directeur de l'unité UMR7586 intitulée Institut de mathématiques de Jussieu - Paris Rive Gauche - IMJ-PRG, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2022 - - DEC222351DR02.....	p.363
Décision portant délégation de signature à M. Massimiliano MARANGOLO, directeur de l'unité UMR7588 intitulée Institut des NanoSciences de Paris - INSP, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2022 - - DEC222352DR02.....	p.365
Décision portant délégation de signature à M. Marco Antonino SAITTA, directeur de l'unité UMR7590 intitulée Institut de Minéralogie, de Physique des Matériaux et de Cosmochimie - IMPMC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2022 - - DEC222353DR02.....	p.367
Décision portant délégation de signature à M. Emmanuel TRÉLAT, directeur de l'unité UMR7598 intitulée Laboratoire Jacques-Louis Lions - LJLL, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2022 - - DEC222354DR02.....	p.369
Décision portant délégation de signature à M. Bertrand DELAMOTTE, directeur de l'unité UMR7600 intitulée Laboratoire de physique théorique de la matière condensée - LPTMC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222355DR02.....	p.371
Décision portant délégation de signature à M. Fabrice KORDON, directeur de l'unité UMR7606 intitulée LIP6, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222356DR02.....	p.373
Décision portant délégation de signature à M. Richard TAIEB, directeur de l'unité UMR7614 intitulée Laboratoire de Chimie Physique - Matière et Rayonnement - LCPMR, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222357DR02.....	p.375
Décision portant délégation de signature à M. Jean-Philip PIQUEMAL, directeur de l'unité UMR7616 intitulée Laboratoire de Chimie Théorique - LCT, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222358DR02.....	p.377
Décision portant délégation de signature à Mme Martine MAIBECHE, directrice de l'unité UMR7618 intitulée Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris - IEES, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222359DR02.....	p.379
Décision portant délégation de signature à M. Jean-Marie TARASCON, directeur de l'unité UMR8260 intitulée Chimie du solide et de l'énergie - CSE, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222472DR02.....	p.381
Décision portant délégation de signature à M. David POINTCHEVAL, directeur de l'unité UMR8548 intitulée Département d'Informatique de l'Ecole Normale Supérieure - DI ENS, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur - 18/11/2022 - - DEC222474DR02.....	p.383
Décision portant délégation de signature à M. Antoine HEIDMANN, directeur de l'unité UMR8552 intitulée Laboratoire Kastler Brossel - LKB, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur	

secondaire - 18/11/2022 - - DEC222475DR02..... p.385

Décision portant délégation de signature à M. Michel BOIVIN, directeur de l'unité UMR8564 intitulée Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud - CEIAS, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222478DR02..... p.387

Décision portant délégation de signature à M. Alexandre SCHUBNEL, directeur de l'unité UMR8538 intitulée Laboratoire de géologie de l'Ecole Normale Supérieure - LG-ENS, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222484DR02..... p.389

- Décision portant délégation de signature à M. Raphaël MORERA, directeur de l'unité UMR8558 intitulée Centre de recherches historiques - CRH, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

- 29/11/2022 - - DEC222485DR02..... p.391

Décision portant délégation de signature à Mme Tiphaine SAMOYAUULT, directrice de l'unité UMR8566 intitulée Centre de recherche sur les arts et le langage - CRAL, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2022 - - DEC222486DR02..... p.393

Décision portant délégation de signature à Mme Alfonsina BELLIO, directrice de l'unité UMR8582 intitulée Groupe Sociétés Religions Laïcités - GSRL, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2022 - - DEC222487DR02..... p.395

Décision portant délégation de signature à M. Cyril GRANGE, directeur de l'unité UMR8596 intitulée Centre Roland Mousnier - CRM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222488DR02..... p.397

Décision portant délégation de signature à M. Michel DUBOIS, directeur de l'unité UMR8598 intitulée Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne - GEMASS, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2022 - - DEC222489DR02..... p.399

Décision portant délégation de signature à M. Rodolphe VUILLEUMIER, directeur de l'unité UMR8640 intitulée Processus d'Activation Sélectif par Transfert d'Energie Uni-électronique ou Radiatif - PASTEUR, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222490DR02..... p.401

Décision portant délégation de signature à M. Marc BAADEN, directeur de l'unité UPR9080 intitulée Laboratoire de Biochimie Théorique - LBT, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222491DR02..... p.403

DR04

2022

Décision portant délégation de signature à Monsieur Emilien-Pierre AFFATICATI et Madame Johanna DJIAN, directeurs adjoints de l'unité UAR2010 intitulée TEFOR Paris-Saclay, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 16/11/2022 - - DEC222798DR04..... p.405

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR2010 intitulée TEFOR Paris-Saclay - 16/11/2022 - - DEC222799DR04..... p.407

Décision portant modification de la décision DEC220187DAJ modifiée du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Benoît Forêt, délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette (DR04) - 27/12/2022 - - DEC222958DAJ..... p.408

Décision portant délégation de signature à Monsieur Cédric TARD, directeur de l'unité UMR9168 intitulée Laboratoire de chimie moléculaire par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/12/2022 - - DEC222901DR04..... p.409

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9168 intitulée Laboratoire de chimie moléculaire - 01/12/2022 - - DEC222900DR04..... p.411

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3461 intitulée Institut photonique d'analyse non-

destructive européen des matériaux anciens - 01/12/2022 - - DEC222860DR04..... p.412
Décision portant délégation de signature à M. Stéphane BLANC, directeur par intérim de l'unité
UAR3461 intitulée Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens,
par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/12/2022 - -
DEC222859DR04..... p.413

DR07

2022

Décision portant délégation de signature à M. Eric Debayle, directeur de l'unité UMR5276 intitulée
Laboratoire de Géologie de Lyon : Terre, Planètes, Environnement (LGL-TPE), par le délégué
régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 12/12/2022 - - DEC222877DR07..... p.415
Décision portant délégation de signature à M. Patrick Mehen, directeur de l'unité 5286 intitulée
Centre de Recherche en cancérologie de Lyon, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur
secondaire - 13/12/2022 - - DEC222818DR07..... p.417
Décision portant délégation de signature à M. Bernard VERRIER, directeur de l'unité UAR2204
intitulée Institut NeuroMyoGène - Appui à la recherche (INMG-AR), par le délégué régional en sa
qualité d'ordonnateur secondaire - 02/12/2022 - - DEC222828DR07..... p.419

DR08

2021

Décision portant délégation de signature à Madame Christine IMBERT pour les actes relevant des
attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7267 intitulée Ecologie et
Biologie des Interaction (EBI) - 20/08/2021 - - DEC212890DR08..... p.421
Décision portant délégation de signature à Christophe TAFFOUREAU pour les actes relevant des
attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité USR704 intitulée Station de
Radioastronomie de Nançay (SRN) - 12/10/2021 - - DEC213388DR08..... p.423
Décision portant délégation de signature à Madame Charline PARENTEAU pour les actes relevant
des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7372 intitulée Centre
d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC) - 08/11/2021 - - DEC214066DR08..... p.425
Décision portant délégation de signature à M. Matthieu KELLER, Directeur de l'unité UMR7247
intitulée Physiologie de la Reproduction et des Comportements (PRC), par le délégué régional en sa
qualité d'ordonnateur secondaire - 29/11/2021 - - DEC213752DR08..... p.426
Décision portant délégation de signature à M. Samuel BERNARD, Directeur de l'unité FR3469
intitulée Matériaux Val de Loire - Limousin (MATV2L), par le délégué régional en sa qualité
d'ordonnateur secondaire - 14/10/2021 - - DEC213419DR08..... p.428
Décision portant délégation de signature à M. Yves CHEREL, Directeur par intérim de l'unité
UMR7372 intitulée Centre d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC), par le délégué régional en sa
qualité d'ordonnateur secondaire - 08/11/2021 - - DEC213936DR08..... p.430
Décision portant délégation de signature à M. Luc MOLINET, directeur de l'unité UMR7013 intitulée
Institut Denis Poisson (IDP), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire -
08/12/2021 - - DEC213895DR08..... p.432
Décision portant délégation de signature à M. Eric REITER pour les actes relevant des attributions
de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7247 intitulée Physiologie de la
reproduction et des comportements (PRC) - 29/11/2021 - - DEC213802DR08..... p.434

2022

Décision portant délégation de signature à M. Francis PARENT pour les actes relevant des
attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7302 intitulée Centre
d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM) - 06/09/2022 - - DEC222196DR08.....
p.436
Décision portant délégation de signature à Mme Elena PIERAZZO, directrice par intérim de l'unité
UMR7323 intitulé Centre d'études supérieures de la renaissance (CESR), par le délégué régional en
sa qualité d'ordonnateur secondaire - 09/09/2022 - - DEC222289DR08..... p.437

Décision portant délégation de signature à Mme Solveig SERRE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7323 intitulé Centre d'études supérieures de la renaissance (CESR) - 05/10/2022 - - DEC222589DR08..... p.439

Décision portant délégation de signature à M. Thierry OLIVE, directeur de l'unité UAR3565 intitulée Maison des sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSH Poitiers), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 06/10/2022 - - DEC222598DR08..... p.440

Décision portant délégation de signature à Mme Agnès MICHELOT, directrice de l'unité FR3097 intitulée Fédération de recherche pour l'environnement et le développement durable (FR EDD), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 06/10/2022 - - DEC222600DR08..... p.442

Décision portant délégation de signature à Mme Sylvie HANOTE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de UAR3565 intitulée Maison des sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSH Poitiers) - 18/10/2022 - - DEC222655DR08..... p.444

Décision portant délégation de signature à Luc MOLINET, directeur de l'unité UMR7013 intitulée Institut Denis Poisson (IDP), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 21/10/2022 - - DEC222673DR08..... p.446

Décision portant délégation de signature à Pascal BASEILHAC pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR7013 intitulée Institut Denis Poisson (IDP) - 24/10/2022 - - DEC222683DR08..... p.448

Décision portant délégation de signature à Fabien HALTER, directeur de l'unité FR2039 intitulée Fédération de recherche pour l'Innovation et la Transition énergétique (FITE), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/11/2022 - - DEC222730DR08..... p.451

Décision portant délégation de signature à Mme Corinne DELHAYE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR2039 intitulée Fédération de recherche pour l'Innovation et la Transition énergétique (FITE) - 03/11/2022 - - DEC222742DR08..... p.453

Décision portant délégation de signature à M. Dominique DELCOURT, directeur de l'unité UMR7328 intitulée Laboratoire de Physique et Chimie de l'Environnement et de l'Espace (LPC2E), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 16/11/2022 - - DEC222787DR08..... p.454

Décision portant délégation de signature à M. Valéry CATOIRE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7328 intitulée Laboratoire de Physique et Chimie de l'Environnement et de l'Espace (LPC2E) - 23/11/2022 - - DEC222824DR08..... p.456

Décision portant délégation de signature à M. Jérôme SPITZ, directeur de l'unité UAR3462 intitulée Observatoire pour la Conservation de la Méga-faune Marine (PELAGIS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/12/2022 - - DEC222875DR08..... p.457

Décision portant délégation de signature à M. Sylvain ROUTIER, directeur de l'unité UMR7311 intitulé Institut de Chimie Organique et Analytique (ICOA), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 08/12/2022 - - DEC222941DR08..... p.459

Décision portant délégation de signature à M. Lotfi ABOUDA, directeur de l'unité UMR7270 intitulée Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 08/12/2022 - - DEC222943DR08..... p.461

Décision portant délégation de signature à Mme Raphaëlle MAILLARD pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7311 intitulé Institut de Chimie Organique et Analytique (ICOA) - 08/12/2022 - - DEC223003DR08..... p.463

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Michel FOURNIER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7270 intitulée Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL) - 08/12/2022 - - DEC223009DR08..... p.465

Décision portant délégation de signature à Mme Stéphanie DURAND-PANTEX, directrice de l'unité UAR2015 intitulée Biologie Intégrative Santé Chimie Environnement BISCEm, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220169DR08..... p.467

Décision portant délégation de signature à M. Matthieu REFREGIERS, directeur de l'unité UPR4301 intitulée Centre de biophysique moléculaire CBM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 07/01/2022 - - DEC220395DR08..... p.469

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas VIBERT, directeur de l'unité UMR7295 intitulée Centre de Recherches sur la Cognition et l'Apprentissage (CeRCA), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220396DR08..... p.471

Décision portant délégation de signature à M. Bruno CONSTANTIN, directeur de l'unité UMR6041 intitulée Canaux et Connexines dans les Cancers et les Cellules souches, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220398DR08..... p.473

Décision portant délégation de signature à M. Yves CHEREL, Directeur par intérim de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220399DR08..... p.475

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Marc BERJEAUD, Directeur de l'unité UMR7267 intitulée Ecologie et Biologie des Interactions (EBI), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220408DR08..... p.477

Décision portant délégation de signature à Mme Carine VAN HEIJENOORT, directrice de l'unité FR2054 intitulée INFRANALYTICS, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220415DR08..... p.479

Décision portant délégation de signature à Mme Sylvia NIETO PELLETIER directrice de l'unité UMR7065 intitulée IRAMAT par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220422DR08..... p.481

Décision portant délégation de signature à M. Xavier FEAUGEAS, directeur de l'unité UMR7356 intitulée Laboratoire des sciences de l'ingénieur pour l'environnement (LaSIE), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220437DR08..... p.483

Décision portant délégation de signature à Mme Valérie BALLU, Directrice de l'unité UMR7266 intitulée Littoral, Environnement et Sociétés (LIENSs), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220440DR08..... p.485

Décision portant délégation de signature à M. Boris PASQUIER, directeur de l'unité UMR734848 intitulée Laboratoire de Mathématiques et Applications (LMA), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220442DR08..... p.487

Décision portant délégation de signature à M. Olivier CLOCHARD, Directrice de l'unité UMR7301 intitulée Migrations Internationales, espaces et sociétés (MIGRINTER), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220443DR08..... p.489

Décision portant délégation de signature à M. Yannis POUSSET, directeur de l'unité FR3423 intitulée Fédération de recherche mathématique et interactions, images et information numérique, réseaux et sécurité (MIREs), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220444DR08..... p.491

Décision portant délégation de signature à M. Thierry OLIVE, directeur de l'unité UAR3565 intitulée Maison des sciences de l'Homme et de la société de Poitiers (MSHS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220447DR08..... p.493

Décision portant délégation de signature à M. Philippe DILLMANN pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7065 intitulée IRAMAT - 03/01/2022 - - DEC220728DR08..... p.495

Décision portant délégation de signature à M. Ludovic BRUTINOT pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR2054 intitulée INFRANALYTICS - 03/01/2022 - - DEC220745DR08..... p.497

Décision portant délégation de signature à Mme Christine FERNANDEZ-MALOIGNE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3423 intitulée Mathématique et Interactions, Images et Information Numérique, Réseaux et Sécurité (MIREs) - 03/01/2022 - - DEC220746DR08..... p.498

Décision portant délégation de signature à Mme Anne LEROUX-CONTER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3565 intitulée Maison des sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSH Poitiers) - 03/01/2022 - - DEC220747DR08..... p.499

Décision portant délégation de signature à Mme Christine DUPUY pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7266 intitulée Littoral, Environnement et Sociétés (LIENSs) - 03/01/2022 - - DEC220748DR08..... p.500

Décision portant délégation de signature à M. Pierre GREVE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7267 intitulée Ecologie et Biologie des Interactions (EBI) - 03/01/2022 - - DEC220749DR08..... p.501

Décision portant délégation de signature à Mme Christelle MORILLON pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6041 intitulée Canaux et Connexines dans les Cancers et Cellules souches (4Cs) - 03/01/2022 - - DEC220750DR08..... p.502

Décision portant délégation de signature à Mme Christel BIDEI-ILDEI pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7295 intitulée Centre de Recherches sur la Cognition et l'Apprentissage (CeRCA) - 03/01/2022 - - DEC220751DR08..... p.503

Décision portant délégation de signature à M. Emmanuel DEMAURY pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7301 intitulée Migrations Internationales, Espaces et Sociétés (MIGRINTER) - 03/01/2022 - - DEC220752DR08..... p.504

Décision portant délégation de signature à M. Rémy GUILLEVIN pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7348 intitulée Laboratoire de Mathématiques et Applications (LMA) - 03/01/2022 - - DEC220753DR08..... p.505

Décision portant délégation de signature à M. Abdelkarim AIT-MOKHTAR pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7356 intitulée Laboratoire des sciences de l'ingénieur pour l'environnement (LaSIE) - 03/01/2022 - - DEC220754DR08..... p.506

Décision portant délégation de signature à Mme Charline PARENTEAU pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC) - 03/01/2022 - - DEC220755DR08..... p.507

Décision portant délégation de signature à Mme Agnès DELMAS pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPR4301 intitulée Centre de biophysique moléculaire CBM - 03/01/2022 - - DEC220756DR08..... p.508

Décision portant délégation de signature à M. Gildas MERCERON, Directeur de l'unité UMR7262 intitulée Laboratoire paléontologie évolution paléoécosystèmes paléoprimatologie (PALEVOPRIM), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220821DR08..... p.509

Décision portant délégation de signature à M. Olivier CHAVASSEAU pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7262 intitulée Laboratoire paléontologie évolution paléoécosystèmes paléoprimatologie (PALEVOPRIM) - 03/01/2022 - - DEC220822DR08..... p.511

Décision portant délégation de signature M. Stéphane BILA, Directeur de l'unité UMR7252 intitulée XLIM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220865DR08..... p.512

Décision portant délégation de signature à M. Yannick POUILLOUX, Directeur de l'unité UMR7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers (IC2MP), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220951DR08..... p.514

Décision portant délégation de signature à Mme Florence EPRON pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers (IC2MP) - 03/01/2022 - - DEC220957DR08..... p.516

Décision portant délégation de signature à M. Stephane MERILLOU pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7252 intitulée XLIM - 03/01/2022 - - DEC220958DR08..... p.518

Décision portant délégation de signature à M. Philippe THOMAS, Directeur de l'unité UMR7315 intitulée Institut de Recherche sur les Céramiques (IRCER), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/01/2022 - - DEC220970DR08..... p.520

Décision portant délégation de signature à M. Fabrice ROSSIGNOL pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7315 intitulée Institut de Recherche sur les Céramiques (IRCER) - 03/02/2022 - - DEC220996DR08..... p.522

Décision portant délégation de signature à M. Martin AURELL, Directeur de l'unité UMR7302 intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 08/04/2022 - - DEC221403DR08..... p.523

Décision portant délégation de signature à M. Eric PINAUD, directeur de l'unité UMR7276 intitulée Contrôle de la Réponse Immune B et Lymphoproliférations (CRIBL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 08/04/2022 - - DEC221404DR08..... p.525

Décision portant délégation de signature à M. Lotfi ABOUDA, directeur de l'unité UMR7270 intitulée Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 08/04/2022 - - DEC221406DR08..... p.527

Décision portant délégation de signature à Mme Nathalie FAUMONT pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7276 intitulée Contrôle de la Réponse Immune B et Lymphoproliférations (CRIBL) - 12/04/2022 - - DEC221458DR08..... p.529

Décision portant délégation de signature à M. Charles-André BOST, Directeur par intérim de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 16/05/2022 - - DEC221658DR08..... p.532

Décision portant délégation de signature à Matthieu REFREGIERS, directeur par intérim de l'unité FR2708 intitulée Physique et Chimie du Vivant (PCV), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 16/05/2022 - - DEC221661DR08..... p.534

Décision portant délégation de signature à M. Matthieu REFREGIERS, directeur de l'unité UPR4301 intitulée Centre de biophysique moléculaire CBM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 17/05/2022 - - DEC221673DR08..... p.536

Décision portant délégation de signature à Mme Hélène BENEDETTI pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPR4301 intitulée Centre de biophysique moléculaire CBM - 20/05/2022 - - DEC221686DR08..... p.538

Décision portant délégation de signature à M. Olivier CHASTEL pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC) - 20/05/2022 - - DEC221687DR08..... p.540

Décision portant délégation de signature à Mme Pascale LETOURNEUX pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR2708 intitulée Physique et Chimie du Vivant (PCV) - 20/05/2022 - - DEC221688DR08..... p.542

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Michel FOURNIER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7270 intitulée Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL) - 20/05/2022 - - DEC221689DR08..... p.545

Décision portant délégation de signature à Mme Cécile VOYER, directrice de l'unité UMR7302 intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 06/09/2022 - - DEC222195DR08..... p.546

DR10

2022

Décision portant délégation de signature à M. Géraud Delorme, délégué régional de la circonscription Alsace (DR10) - 16/12/2022 - - DEC222920DAJ..... p.548

DR12

2022

Décision portant délégation de signature à Mme Ana ZARUBICA, directrice de l'unité UAR3367 intitulée Centre d'Immunophénomique (CIPHE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/10/2022 - - DEC222663DR12..... p.553

DR15

2022

Décision portant délégation de signature à Mme Samira Fatmi pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5164 intitulée Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle (Immuno ConcEpT) - 01/10/2022 - - DEC222777DR15..... p.555

Décision portant délégation de signature à Mme Julie Dechanet-Merville, directrice de l'UMR5164 intitulée Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle (Immuno ConcEpT), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/10/2022 - - DEC222775DR15..... p.556

DR16

2022

Décision portant délégation de signature à Madame Carine CONSTANS, adjointe à la déléguée régionale, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LONGIN, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange aux responsables de la délégation - 02/11/2022 - - DEC222830DR16..... p.558

Délégation de signature consentie à Monsieur Hervé BERTRAND, directeur de la sûreté (DIRSU) et conseiller pour les questions aéronautiques, unité MOY1648 intitulée « Fonctionnaire de Sécurité de Défense » (FSD), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 02/11/2022 - - DEC222746DR16..... p.560

Décision portant délégation de signature ponctuelle à Mme Isabelle Longin, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange (DR16) - 14/12/2022 - - DEC222970DAJ..... p.562

Décision portant délégation de signature à Monsieur David BERTHEBAUD, directeur de l'unité IRL3629 intitulée « Laboratory for Innovative Key Materials and Structures (LINK) », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 02/11/2022 - - DEC222782DR16..... p.563

DR17

2022

Décision portant délégation de signature à Mme Anne-Catherine Chasles pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3556 intitulée BioCore - 30/11/2022 - - DEC222740DR17..... p.566

Décision portant délégation de signature à M. Marc Quincampoix, directeur de l'unité UMR6205 intitulée Laboratoire de mathématiques de Bretagne-Atlantique (LMBA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 28/11/2022 - - DEC222856DR17..... p.567

Décision portant délégation de signature à M. Samuel Corgne pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6554 intitulée Littoral, environnement, télédétection, géomatique (LETG) - 21/11/2022 - - DEC222735DR17..... p.569

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Michel Bouler, directeur de l'unité UMR6230 intitulée Chimie et interdisciplinarité : synthèse, analyse, modélisation (CEISAM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 28/11/2022 - - DEC222861DR17..... p.570

Décision portant délégation de signature à M. David Le Touzé, directeur par intérim de l'unité UMR6598 intitulée Laboratoire de recherche en hydrodynamique, énergétique et environnement atmosphérique (LHEEA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/11/2022 - - DEC222800DR17..... p.572

DR18

2022

Décision portant délégation de signature à M. Jean DUBUISSON, directeur de l'unité UMR9017 intitulée Centre d'Infection et d'Immunité de Lille (CIIL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 23/12/2022 - - DEC223129DR18..... p.574

Décision portant délégation de signature à Mme Emmanuelle Poulain-Gautret, directrice par intérim de l'unité d'appui et de recherche UAR3185 intitulée Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 16/11/2022 - - DEC222780DR18..... p.576

07.04. Décisions tarifaires

DR04

2022

Décision relative aux tarifs des prestations de l'UAR2010 intitulée « TEFOR Paris-Saclay » - 14/12/2022 - - DEC222999DR04..... p.578

DR08

2021

Décision relative au tarif des produits de l'unité UPR3079 intitulée Conditions extrêmes et matériaux : haute température et irradiation (CEMHTI) - 30/11/2021 - - DEC220525DR08..... p.580

DR12

2022

Décision relative aux tarifs des prestations du CEREGE - UMR7330, plateforme PANISS, intitulé Analyses des silicates et oxydes par spectrométrie de masse Isotope Ratio Mass Spectromètre - 07/12/2022 - - DEC222927DR12..... p.582

Décision relative aux tarifs des prestations du CEREGE - UMR7330, plateforme PANISS, intitulée isotopes du carbone et de l'hydrogène des composés organiques par chromatographie en phase gazeuse (GC) couplée à la spectrométrie IRMS. - 16/12/2022 - - DEC223040DR12..... p.584

Décision relative aux tarifs des prestations du CEREGE - UMR7330, plateforme PANISS, intitulée isotopes du carbone et de l'azote des composés organiques par analyse élémentaire (EA) couplée à la spectrométrie IRMS. - 16/12/2022 - - DEC223036DR12..... p.585

Décision relative aux tarifs des prestations du CEREGE - UMR7330, plateforme PANISS, intitulée isotopes de l'oxygène et du carbone des carbonates par spectrométrie de masse IRMS - 13/12/2022 - - DEC222998DR12..... p.586

Décision relative aux tarifs des prestations du CEREGE - UMR7330, plateforme PANISS, intitulée isotopes de l'oxygène et du carbone des carbonates par spectrométrie laser - 13/12/2022 - - DEC222985DR12..... p.587

Décision relative aux tarifs des prestations du CEREGE - UMR7330, plateforme PANISS, intitulée isotopes de l'oxygène et de l'hydrogène des eaux par spectrométrie laser. - 12/12/2022 - - DEC222967DR12..... p.588

DR14

2022

Décision relative aux tarifs de location des espaces de cultures (Serres) de la FR3450 intitulé Agrobiosciences Interactions & Biodiversité (AIB). - 11/12/2022 - - DEC222911DR14..... p.589

07.06. Autres décisions

DR02

2022

Décision portant sur le retrait de l'EHESS en tant que tutelle de l'UAR2506 (UAR PROGEDO) - 22/12/2022 - - DEC222772INSHS..... p.590

DR04

2022

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8029 intitulée Systèmes et applications des technologies de l'information et de l'énergie - 25/11/2022 - - DEC222854DR04..... p.591

DR08

2022

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3565 intitulée Maison des sciences de l'homme et de la société de Poitiers (MSHS Poitiers) - 14/02/2022 - - DEC220912DR08..... p.592

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7355 intitulée Immunologie, Neurogénétique Expérimentales et Moléculaires (INEM) - 25/08/2022 - - DEC222143DR08..... p.593

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7348 intitulée laboratoire de mathématiques et applications (LMA) - 11/02/2022 - - DEC220881DR08..... p.595

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7065 (Institut de recherche sur les archéomatériaux IRAMAT) - 11/02/2022 - - DEC220880DR08..... p.596

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire - 20/12/2021 - - DEC213894DR08..... p.597

DR13

2022

UPR8521-PROMES Institution d'une régie de recettes et d'avances - 08/06/2022 - - DEC221758DR13..... p.599

UPR8521-PROMES Nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie de recettes et d'avances - 08/06/2022 - - DEC221759DR13..... p.603

DR15

2022

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5254 intitulée Institut des sciences analytiques et de physico-chimie pour l'environnement et les matériaux (IPREM) - 15/11/2022 - - DEC222076DR15..... p.607

DR16

2022

Décision relative à la vacance de sièges au sein de Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique - 16/11/2022 - - DEC222792SGCN..... p.609

Décision relative au changement de Section d'évaluation de chercheurs du Centre national de la recherche scientifique - 29/11/2022 - - DEC222773SGCN..... p.612

Décision modifiant la décision DEC221108SGCN relative à la nomination des membres des Sections et des Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique - 19/10/2022 - - DEC222665SGCN..... p.614

Décision modifiant la décision DEC221108SGCN relative à la nomination des membres des Sections et des Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique - 14/09/2022 - -

DEC222374SGCN..... p.615

Décision modifiant la décision DEC221108SGCN relative à la nomination des membres du bureau des Sections et des Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique -

08/12/2022 - - DEC222942SGCN..... p.617

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Louis NANDRINO, directeur par intérim de l'UMR9193 intitulée « Laboratoire sciences cognitives et sciences affectives », par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 16/11/2022 - - DEC222785DR18..... p.618

DEC222763SGCN

Décision modifiant la décision DEC183082SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut de sciences de l'ingénierie et des systèmes.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100003SGCN du 22 février 2010 fixant la composition, le mode d'élection et le fonctionnement des Conseils scientifiques d'institut ;

Vu la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut des sciences biologiques;

Vu la décision DEC183103DAJ du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Alain Schuhl aux fonctions de directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu la décision DEC220206DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu l'avis du Conseil scientifique du CNRS du 17 octobre 2022,

DECIDE :**Art. 1^{er}**

L'article 1^{er} de la décision du 18 décembre 2018 susvisée est modifié comme suit :

« Madame Nathalie DELTIMPLE, Professeure » en remplacement de Monsieur Claude PELLET, Professeur, démissionnaire.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 21-NOVEMBRE-2022

CNRS
Campus Gérard Mégie
3, rue Michel-Ange
75794 Paris cedex 16
T. 01 44 96 40 00
www.cnrs.fr

Alain SCHUHL



DEC222764SGCN

Décision modifiant la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut écologie et environnement.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100003SGCN du 22 février 2010 fixant la composition, le mode d'élection et le fonctionnement des Conseils scientifiques d'institut ;

Vu la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut des sciences biologiques;

Vu la décision DEC183103DAJ du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Alain Schuhl aux fonctions de directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu la décision DEC183105DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu l'avis du Conseil scientifique du CNRS du 17 octobre 2022.

DECIDE :**Art. 1^{er}**

L'article 1^{er} de la décision du 10 décembre 2018 susvisée est modifié comme suit :

« Madame Cendrine MONY, Maîtresse de conférences » en remplacement de Monsieur David BIRON, Directeur de recherche, décédé.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 21-NOVEMBRE-2022

CNRS
Campus Gérard Mégie
3, rue Michel-Ange
75794 Paris cedex 16
T. 01 44 96 40 00
www.cnrs.fr

Alain SCHUHL



DEC222375SGCN

Décision modifiant la décision DEC190670SGCN relative à la nomination des membres du bureau du conseil scientifique de l'Institut des sciences biologiques (INSB)

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100003SGCN du 22 février 2010 fixant la composition, le mode d'élection et le fonctionnement des Conseils scientifiques d'institut, notamment son article 10 ;

Vu la décision DEC190670SGCN du 15 février 2019 relative à la nomination des membres du bureau du conseil scientifique de l'Institut des sciences biologiques (INSB) ;

Vu la DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca GRASSIA aux fonctions de secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) ;

Vu la DEC200941DR16DAJ du 27 mars 2020 donnant délégation de signature à Mme Francesca GRASSIA, Secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS).

DÉCIDE

Art. 1^{er} – Madame Anne-Karine BOUZIER, Directrice de recherche, est nommée membre du bureau du conseil scientifique de l'Institut des sciences biologiques, en remplacement de Madame Florence NIEDERGANG, démissionnaire.

Art. 2 – L'article 1 de la décision du 15 février 2019 susvisée est modifié comme suit :

Les mots « Monsieur Alain EYCHENE et Madame Florence NIEDERGANG » sont remplacés par les mots « Madame Anne-Karine BOUZIER et Monsieur Alain EYCHENE ».

Art. 3 – La présente décision sera publiée au *Bulletin Officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le

*Pour le Président-directeur général et par délégation,
la Secrétaire générale du Comité national*

Francesca Grassia



DEC222766SGCN

Décision modifiant la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut écologie et environnement.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100003SGCN du 22 février 2010 fixant la composition, le mode d'élection et le fonctionnement des Conseils scientifiques d'institut ;

Vu la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut des sciences biologiques;

Vu la décision DEC183103DAJ du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Alain Schuhl aux fonctions de directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu la décision DEC183105DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu l'avis du Conseil scientifique du CNRS du 17 octobre 2022.

DECIDE :**Art. 1^{er}**

L'article 1^{er} de la décision du 10 décembre 2018 susvisée est modifié comme suit :

« Monsieur Sylvain PINCEBOURDE, Directeur de recherche » en remplacement de Monsieur David GIRON, Directeur de recherche, décédé.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 21-NOVEMBRE-2022

CNRS
Campus Gérard Mégie
3, rue Michel-Ange
75794 Paris cedex 16
T. 01 44 96 40 00
www.cnrs.fr

Alain SCHUHL



DEC222238DRH

Décision portant sur la composition de la commission nationale chargée de préparer l'établissement des tableaux d'avancement et de la liste d'aptitude pour le corps des ingénieures et ingénieurs de recherche.

Le Président-directeur général du Centre national de recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2022 portant nomination du président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique par intérim - Antoine PETIT ;

Vu, les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours des personnels chercheurs, ingénieurs et techniciens du CNRS du 26 juin 2020,

DECIDE

Article 1^{er} :

La commission nationale chargée de préparer l'établissement des tableaux d'avancement et de la liste d'aptitude pour le corps des ingénieures et ingénieurs de recherche est composée de :

NOM	PRENOM	BAP	EMPLOI TYPE\ FONCTION	INSTITUT	DR
VITRE	Jérôme	J	Délégué régional	DGDR	13
BALANSARD	Ivan	A	Ingénieur de recherche en centre d'expérimentation animale (A1B45)	INSB	12
GEORGET	Virginie	A	Ingénieure biologiste en laboratoire (A1A43)	INSB	13
OLIVIER	Jean-Michel	A	Ingénieur de recherche en environnement géo-naturel anthropisé (A1D47)	INEE	7
VILLA	Pascal	A	Ingénieur biologiste en laboratoire (A1A43)	INSB	10
DUCOURET	Guylaine	B	Ingénieure de recherche en science des matériaux/caractérisation (B1C43)	INC	2
FOURNIER	Thierry	B	Ingénieur de recherche en science des matériaux/élaboration (B1D44)	INP	11
LANDESMAN	Catherine	B	Ingénieure de recherche en analyse chimique (B1A41)	IN2P3	17
CAIS	Philippe	C	Expert électronicien (C1C44)	INSU	15
DELORME	Yan	C	Experte électronicienne (C1C44)	INSU	5
HAMOUDA	Frédéric	C	Expert en développement d'expérimentation (C1B42)	INP	4
OLIVIER	Laurent	C	Expert électronicien (C1C44)	IN2P3	19
ROLLION-BARD	Claire	C	Experte en développement d'instrument (C1B43)	INSU	1
ROSSIN	Christelle	C	Experte en conception mécanique (C1D47)	INSU	7
BACALEXI	Constantina	D	Ingénieure de recherche en analyses sources historiques et culturelles (.D1C43)	INSHS	1
MELLERIN	Laurence	D	Ingénieure de recherche en analyses sources historiques et culturelles (.D1C43)	INSHS	7
RODIER	Xavier	D	Ingénieur de recherche en sciences de l'information géographique (D1B42)	INSHS	8
SIINO	François	D	Ingénieur de recherche en production, traitement, analyse données (D1D44)	INSHS	12

CONTENSIN	Magali	E	Cheffe de projet/expert en ingénierie logicielle (E1C43)	INS2I	12
DELAUNAY	Benoît	E	Chef projet/expert en infrastructures	IN2P3	7
DUBOIS	Frédéric	E	Expert en calcul scientifique (E1E45)	INSIS	13
GILLOTEAUX	Perrine	E	Experte en calcul scientifique (E1E45)	INSB	17
HOHL	Catherine	E	Cheffe projet/experte en ingénierie logicielle	DGDR	14
POULLEAU	Gilles	E	Chef projet/expert ingénierie des systèmes d'information (E1A41)	INSU	4
BELLON	Elisabeth	F	Responsable d'archives (F1A42)	INSHS	5
DAMOISEAUX	Magali	F	Responsable de la communication (F1B45)	IN2P3	12
JANIK	Joanna	F	Responsable des ressources et de l'ingénierie documentaire (F1A41)	INS2I	16
FENECH	Yves	G	Ingénieur responsable de prévention (G1C42)	DGDR	16
VIALAN	Emmanuel	G	Ingénieur de recherche responsable du patrimoine immobilier, logistique (G1X41)	DGDR	14
ANDUZE	Marc	J	Responsable de la gestion et du développement des ressources humaines (J1D46)	DGDR	4
BLIN	Marion	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	DGDR	8
BOURDON	Aurélien	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INSU	14
CHAREYRE	Eric	J	Responsable gestion et développement des RH (J1D46)	Présidence CNRS	16
DHENAUT	Christophe	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INS2I	13
INGUSCIO	Gabrielle	J	Responsable administration et pilotage (J1C45) - DLRG -	DGDR	16
LE VAN	Stéphanie	J	Responsable gestion financière et comptable (J1E47)	DGDR	16
PACOT	Dominique	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INSHS	15
VALES	Frédéric	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	DGDR	1

Article 2 :

Le Président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 22 septembre 2022


Antoine PETIT

DEC222236DRH

Décision portant sur la composition de la commission nationale chargée de préparer l'établissement des tableaux d'avancement et de la liste d'aptitude pour le corps des ingénieures et ingénieurs d'études.

Le Président-directeur général du Centre national de recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2022 portant nomination du président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique par intérim - Antoine PETIT ;

Vu les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours des personnels chercheurs, ingénieurs et techniciens du CNRS du 26 juin 2020,

DECIDE

Article 1^{er} :

La commission nationale chargée de préparer l'établissement des tableaux d'avancement et de la liste d'aptitude pour le corps des ingénieures et ingénieurs d'études est composée de :

NOM	PRENOM	BAP	EMPLOI TYPE\ FONCTION	INSTITUT	DR
MULLER	Christophe	J	Délégué Régional	DGDR	18
BERTICAT	Claire	A	Ingénieure de recherche biologiste en analyse de données (A1A41)	INEE	13
BREILLAT	Christelle	A	Ingénieure biologiste en laboratoire (A1A43)	INSB	15
LARTIGUE	Audrey	A	Ingénieure biologiste en laboratoire (A1A43)	INSB	12
LAVESQUE	Nicolas	A	Ingénieur de recherche en environnement géo-naturel anthropisé (A1D47)	INSU	15
BOUSSARD	Catherine	B	Ingénieure de recherche en science des matériaux/élaboration (B1D44)	INC	17
CHARRIERE	Bruno	B	Ingénieur de recherche en analyse chimique (B1A41)	INSU	13
MORGADO	Nazario	B	Ingénieur de recherche en science des matériaux/caractérisation (B1C43)	INSIS	7
SCHMITZ AFONSO	Isabelle	B	Ingénieure de recherche en analyse chimique (B1A41)	INSU	19
CHARRIERE	Bruno	B	Ingénieur de recherche en analyse chimique (B1A41)	INSU	13
DABAN	Jean-Baptiste	C	Expert en développement d'instrument (C1B43)	INSU	14
DUARTE	Olivier	C	Expert électronicien (C1C44)	IN2P3	4
PAILLARD	Jean-Luc	C	Expert en contrôle-commande (C1C46)	INP	4
REITA	Valérie	C	Experte développement d'expérimentation (C1B42)	INP	11
SCHIBLER	Emilie	C	Experte en conception mécanique (C1D47)	IN2P3	7
SCHMUTZ	Marc	C	Expert développement d'expérimentation (C1B42)	INC	10
MARTINEZ	Philippe	D	Ingénieur de recherche en archéologie (D1D44)	INC	2
SZABADOS	Anne-Violaine	D	Ingénieure de recherche en analyses sources historiques et culturelles (D1C43)	INSHS	5

CHIARELLO	Ernest	E	Chef projet/expert en infrastructures (E1B42)	INSHS	6
DUPAYS	Isabelle	E	Experte en calcul scientifique (E1E45)	INS2I	4
DUPUY	Jean	E	Chef projet/expert ingénierie des SI (E1A41)	DGDR	16
TABURET	Sylvestre	E	Chef projet/expert en infrastructures	INSU	5
BERTRAND	Véronique	F	Responsable de la communication (F1B45)	INSU	10
BUSSER	Nicolas	F	Responsable de la communication (F1B45)	IN2P3	10
COHONER	Véronique	F	Responsable des ressources et ingénierie documentaire (F1A41)	INSHS	17
KUNTZIGER	Bénédicte	F	Responsable des ressources et ingénierie documentaire (F1A41)	DGDS	7
CHABARDES	Aymeric	G	Ingénieur responsable de prévention (G1C42)	IN2P3	16
ZANON	Gérard	G	Ingénieur de recherche responsable du patrimoine immobilier, logistique (G1X41)	DGDR	12
ANDRE	Bénédicte	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INSIS	7
AUDIBERT	Vincent	J	Responsable gestion et développement des RH (J1D46)	DGDR	12
GAILLARD	Carole	J	Responsable gestion financière et comptable (J1E47)	DGDR	1
HAMON	Ludovic	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	DGDR	16
LE CONTEL	Carole	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	DGDR	4
MENARD	Miroslava	J	Responsable gestion financière et comptable (J1E47)	DGDR	7
MOAL	Bruno	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INP	2
MOREL CHEVILLET	Catherine	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INEE	15
ROLLET	Sévérine	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INC	6
TESTAZ	Sandrine	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INSB	10

Article 2 :

Le Président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 22 septembre 2022

Antoine PETIT

DEC222235DRH

Décision portant sur la composition de la commission nationale chargée de préparer l'établissement des tableaux d'avancement pour le corps des adjointes et adjoints techniques de la recherche.

Le Président-directeur général du Centre national de recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2022 portant nomination du président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique par intérim - Antoine PETIT ;

Vu les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours des personnels chercheurs, ingénieurs et techniciens du CNRS du 26 juin 2020,

DECIDE

Article 1^{er} :

La commission nationale chargée de préparer l'établissement des tableaux d'avancement pour le corps des adjointes et adjoints techniques de la recherche est composée de :

NOM	PRENOM	BAP	EMPLOI TYPE\ FONCTION	INSTITUT	DR
MOULIN	Mireille	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INS2I	16
AURIOL	Jacques	A	Ingénieur d'études en centre d'expérimentation animale (A2B45)	INSB	14
BERNARD	Laure	A	Ingénieure d'études en centre d'expérimentation animale (A2B45)	INSB	7
FAIVRE	Camille	F	Chargée des ressources documentaires (F2A42)	INSHS	1
TOUTIN	Pascal	G	Ingénieur de recherche responsable patrimoine immobilier, logistique (G1X41)	DGDR	8
CHOFFEL	Philippe	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INC	10
LECOCQ	Stéphanie	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INC	16

Article 2 :

Le Président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 22 septembre 2022



Antoine PETIT

DEC222234DRH

Décision portant sur la composition de la commission nationale chargée de préparer l'établissement de la liste d'aptitude pour le corps des assistantes ingénieures et assistants ingénieurs.

Le Président-directeur général du Centre national de recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2022 portant nomination du président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique par intérim - Antoine PETIT ;

Vu les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours des personnels chercheurs, ingénieurs et techniciens du CNRS du 26 juin 2020,

DECIDE

Article 1^{er} :

La commission nationale chargée de préparer l'établissement de la liste d'aptitude pour le corps des assistantes ingénieures et assistants ingénieurs est composée de :

NOM	PRENOM	BAP	EMPLOI TYPE\ FONCTION	INSTITUT	DR
LARROCHE	Catherine	J	Déléguée régionale	DGDR	5
DECOSSAS-MENDOZA	Marion	A	Ingénieure biologiste en laboratoire (A1A43)	INC	15
DENIS	Yann	A	Ingénieur de recherche en biologie animale (A1B44)	INSB	12
PATRIS	Bruno	A	Ingénieur de recherche en biologie animale (A1B44)	INSB	6
ROMAC	Sarah	A	Ingénieure en techniques biologiques (A2A43)	INEE	17
GAILLET	Christine	B	Ingénieure en analyse chimique (B2A41)	INC	2
PETIT	Emmanuel	B	Ingénieur en science des matériaux/caractérisation (B2C43)	INC	15
ALBIN	Clément	C	Ingénieur en études mécaniques (C2D48)	INP	7
FONTBONNE	Cathy	C	Experte électronicienne (C1C44)	IN2P3	19
MARTINOT-LARGARDE	Grégoire	C	Expert en développement d'instruments (C1B43)	INSU	20
PAUCHET	Hélène	C	Experte en développement d'expérimentation (C1B42)	INSU	14
PICARD	Jérôme	D	Ingénieur de recherche en sciences de l'information géographique (D1B42)	INSHS	1
BOITEL	Christophe	E	Chef projet/expert ingénierie des SI (E1A41)	INSU	4
NEIGER	Laurent	E	Chef projet/expert en infrastructures (E1B42)	DGDR	11
DISDIER	Christine	F	Responsable des ressources et ingénierie documentaire (F1A41)	INS2I	10
FABRY	Cécilia	F	Responsable de la communication (F1B45)	DGDS	5
TALEC	Jean-Philippe	F	Responsable des ressources et ingénierie documentaire (F1A41)	INSHS	15
AUMAR	Florent	G	Ingénieur de recherche responsable du patrimoine immobilier, logistique (G1X41)	INSB	13
CORDILLOT	Franck	G	Chargé d'opérations immobilières (G2A41)	DGDR	1
ARBOUSSE-BASTIDE	Laurence	J	Chargée du développement des RH (J2D51)	DGDR	10

ARGENTO	Karine	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	DGDR	15
BOBET	Alexandre	J	Responsable gestion et développement des RH (J1D46)	DGDR	20
FRANCOIS	Caroline	J	Chargée gestion administrative et aide au pilotage (J2C46)	DGDR	6
HADJADJ-BERTHOLET	Katell	J	Chargée de gestion des RH (J2D49)	DGDR	2
MENANT	Céline	J	Chargée gestion administrative et aide au pilotage (J2C46)	INSHS	5
PANNETIER	Steve	J	Chargé gestion administrative et aide au pilotage (J2C46)	IN2P3	16
RANGER	Nathalie	J	Chargé de gestion financière et comptable (J2E52)	INC	8
ROZIER	Céline	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INSB	14
SAMYN PETIT	Bénédicte	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	DGDR	18

Article 2 :

Le Président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 22 septembre 2022



Antoine PETIT

DEC222239DRH

Décision portant sur la composition de la commission nationale chargée de préparer l'établissement des tableaux d'avancement et de la liste d'aptitude pour le corps des techniciennes et techniciens de la recherche.

Le Président-directeur général du Centre national de recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2022 portant nomination du président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique par intérim - Antoine PETIT ;

Vu les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours des personnels chercheurs, ingénieurs et techniciens du CNRS du 26 juin 2020,

DECIDE

Article 1^{er} :

La commission nationale chargée de préparer l'établissement des tableaux d'avancement et de la liste d'aptitude pour le corps des techniciennes et techniciens de la recherche est composée de :

NOM	PRENOM	BAP	EMPLOI TYPE\ FONCTION	INSTITUT	DR
MAHDI	Virginie	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	DGDR	14
DROUARD	Aurélien	A	Ingénieure d'études en centre d'expérimentation animale (A2B45)	INSB	8
FROUX	Nathalie	A	Ingénieur d'études en centre d'expérimentation animale (A2B45)	INSB	13
SOUBEYRE	Vanessa	A	Ingénieure en techniques biologiques (A2A43)	INSB	13
DARO	Nathalie	B	Ingénieur de recherche en science des matériaux/élaboration (B1D44)	INP	4
LAFOSSE	Xavier	B	Ingénieure en synthèse chimique (B2B42)	INC	15
BETTANE	Julien	C	Ingénieure en techniques expérimentales (C2B42)	INSIS	15
BIATEAU	Christine	C	Expert en conception mécanique (C1D47)	IN2P3	4
FOURNIER	Amélie	C	Experte en conception mécanique (C1D47)	IN2P3	15
BENSALAH	Badre	E	Chef projet/expert ingénierie logicielle (E1C43)	DGDR	5
LICHNOWSKI	Franck	E	Chef projet/expert en infrastructures (E1B42)	DGDR	12
HUEBER	Juliette	F	Responsable ressources et ingénierie documentaire (F1A41)	INSHS	1
LECLERC	Armelle	F	Chargée de communication (F2B49)	INSHS	16
GRIFFE	Bertrand	G	Ingénieur de recherche responsable patrimoine immobilier, logistique (G1X41)	DGDR	11
MORARD	Lionel	G	Ingénieur d'études maintenance, exploitation patrimoine immobilier (G2A42)	INSB	14
RIBOULET	Tristan	G	Ingénieur de recherche responsable patrimoine immobilier, logistique (G1X41)	DGDR	7
AUBERT-GEOFFROY	Cyril	J	Ingénieur d'études en animation, ingénierie formation long de la vie (J2A41)	INSB	10
BOIBIEUX	Magali	J	Chargé du développement des RH (J2D51)	DGDR	7
BROCARD	Dominique	J	Responsable gestion et développement des RH (J1D46)	DGDR	19
CAROU	Gurvan	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INSIS	18

CNRS

3, Rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex16
T. 01 44 96 41 38
www.cnrs.fr

FRANCOIS	Arnaud	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INSB	16
GARNIER	Hélène	J	Chargé du développement des RH (J2D51)	DGDR	20
LEFEBVRE	Frédéric	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INEE	2
MERIAUX	Aurore	J	Chargée de gestion financière et comptable (J2E52)	DGDR	16
PARADISI	Paola	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INEE	2
RAVIER	Cécile	J	Responsable administration et pilotage (J1C45)	INSB	16

Article 2 :

Le Président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 22 septembre 2022



Antoine PETIT

DEC222394DAJ

Décision portant création du titre « CNRS Fellow-Ambassadeur »

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

DECIDE :

Art. 1^{er}. - Création

Il est décerné, chaque année, le titre « CNRS Fellow-Ambassadeur » à des chercheuses ou chercheurs n'exerçant pas leur activité en France, mais ayant des relations scientifiques importantes avec des chercheurs, chercheuses ou laboratoires français.

Le titre « CNRS Fellow-Ambassadeur » est attribué sans limitation de durée, sauf circonstances particulières justifiant son retrait.

Art. 2. - Lauréat

Le titre « CNRS Fellow-Ambassadeur » peut être décerné à tout chercheuse ou chercheur confirmé ayant un poste permanent hors du territoire français et ayant déjà une collaboration réelle avec des équipes ou laboratoires français.

Chaque titulaire du titre « CNRS Fellow-Ambassadeur » doit :

- S'engager à passer, durant une période de trois ans, au moins un mois par an en France dans une unité mixte de recherche (UMR), dont le CNRS est tutelle, ou une unité propre de recherche (UPR) du CNRS.
- Encadrer, ou contribuer à l'encadrement, de doctorantes et doctorants, post-doctorantes et post-doctorants, ou jeunes chercheurs et chercheuses.
- Contribuer à la visibilité et au rayonnement du CNRS dans son pays d'exercice.

Art. 3. - Candidatures et sélection

Les candidatures sont présentées par les directeurs et directrices d'instituts au comité de direction du CNRS, qui décerne le titre « CNRS Fellow-Ambassadeur ».

Art. 4. - Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 13 décembre 2022

général

Le président-directeur



Antoine Petit





CIRCULAIRE CIR222644DRH DU 5 DECEMBRE 2022 RELATIVE A L'APPRENTISSAGE

Circulaire n° CIR222644DRH du 5 décembre 2022, abroge la circulaire n° CIR192063DRH du 17 juillet 2019.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
I. LA PROCEDURE PREALABLE A LA FORMATION DU CONTRAT	3
II. LES BENEFICIAIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	3
A. CONDITION D'AGE	3
B. CONDITION DE NATIONALITE	3
C. CONDITION LIEE AU DIPLOME	4
D. CONDITION D'INSCRIPTION AU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS (CFA)	4
E. CONDITION LIEE A L'APTITUDE PHYSIQUE	5
III. LES MAITRES D'APPRENTISSAGE	5
A. CONDITIONS EXIGEEES DU MAITRE D'APPRENTISSAGE	5
B. PARTAGE DE LA FONCTION TUTORALE	5
C. NOMBRE MAXIMAL D'APPRENTIS PAR MAITRE D'APPRENTISSAGE	5
D. ROLE DU MAITRE D'APPRENTISSAGE	6
E. INDEMNISATION DU MAITRE D'APPRENTISSAGE	6
IV. LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
A. OBJET ET NATURE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
B. MENTIONS OBLIGATOIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
C. CONCLUSION DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	7
D. DUREE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	8
1. Une durée adaptée au type de formation et au niveau initial de l'apprenti	8
2. Les cas de prolongations	8
E. FIN DU CONTRAT OU RESILIATION	9
1. La rupture anticipée	9
2. La rupture au-delà du délai de 45 jours	9
F. REORIENTATION	10
V. LE DEROULEMENT DE L'APPRENTISSAGE AU CNRS	10
A. STATUT DE L'APPRENTI	10
B. DUREE DE TRAVAIL	10
C. CONGES SUPPLEMENTAIRES	11
D. AUTORISATION D'ABSENCE EXCEPTIONNELLE REMUNEREE D'UN APPRENTI APPELE AU SERVICE NATIONAL	11
E. MOBILITE INTERNATIONALE DES APPRENTIS	11
F. SANTE ET SECURITE	12
G. PROTECTION SOCIALE	12
VI. LA REMUNERATION DE L'APPRENTI	12
A. PROLONGATION DU CONTRAT	13
B. REDUCTION DU CONTRAT	14
C. CONTRATS SUCCESSIFS	15
VII. LES CHARGES SOCIALES ET LA FISCALITE	15
A. CHARGES SOCIALES ET CHARGES CONNEXES	15
B. FISCALITE	16
VIII. LE SUIVI DU DISPOSITIF	16
A. CONTROLE PEDAGOGIQUE DES CONDITIONS D'EXECUTION DE L'APPRENTISSAGE	16
B. SORTIE DU DISPOSITIF	16
IX. LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE	17

I. LA PROCEDURE PREALABLE A LA FORMATION DU CONTRAT

Le CNRS peut conclure des contrats d'apprentissage en vertu de l'article L. 6227-1 du code du travail.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie, il n'existe plus de procédure d'agrément préfectoral du maître d'apprentissage.

Cependant, cette suppression de l'agrément n'a pas eu pour incidence de modifier les compétences de la Commission Nationale de la Formation Permanente (CNFP) en la matière (*cf. L. 6227-4 du code du travail*).

En conséquence, la procédure du CNRS relative à l'examen des conditions d'expériences et de diplômes exigées des maîtres d'apprentissage reste inchangée et toutes les demandes de recrutement d'apprenti, quelle que soit la source de financement de la rémunération (masse salariale du CNRS ou ressources propres de l'unité d'accueil), doivent être examinées.

II. LES BENEFICIAIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE

A. Condition d'âge

En application des dispositions de l'article L. 6222-1 du code du travail, le contrat d'apprentissage s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 29 ans au début de l'apprentissage.

L'article L. 6222-2 du code du travail prévoit des dérogations à cette limite d'âge supérieure (29 ans) d'entrée en apprentissage dans les cas suivants :

- lorsque le contrat proposé fait suite à un contrat d'apprentissage précédemment souscrit et conduit à un niveau de diplôme supérieur à celui obtenu à l'issue du contrat précédent ;
- lorsqu'il y a eu rupture de contrat pour des causes indépendantes de la volonté de l'apprenti (*cf. Article D. 6222-1 du code du travail*) ou suite à une inaptitude physique et temporaire de celui-ci ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne à laquelle la qualité de travailleur handicapé est reconnue ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne qui a un projet de création ou de reprise d'entreprise dont la réalisation est subordonnée à l'obtention du diplôme ou titre sanctionnant la formation poursuivie ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne inscrite en tant que sportif de haut niveau sur la liste prévue par le code du sport.

Dans les deux premiers cas, l'âge de l'apprenti au moment de la conclusion du nouveau contrat doit être de 30 ans au plus et le nouveau contrat d'apprentissage doit être souscrit dans un délai maximum d'un an après l'expiration du précédent contrat (*cf. D. 6222-1 du code du travail*).

B. Condition de nationalité

L'apprentissage est ouvert aux Français et aux ressortissants de l'Union européenne (U.E.) ou étrangers hors U.E. titulaires d'une autorisation de travail.

Ainsi, si le ressortissant n'ayant pas la nationalité d'un pays membre de l'U.E. est titulaire d'un titre de séjour valant autorisation de travail (ex : carte de résident, carte de séjour salarié, carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale »), il convient uniquement de vérifier auprès de la préfecture la validité de ce titre de séjour dans les deux jours précédents l'embauche.

En revanche, si ce type de ressortissant ne dispose pas d'un titre de séjour valant autorisation de travail, il convient de préciser que l'autorisation de travail est accordée de droit sous réserve qu'il soit autorisé à séjourner en France pour la conclusion d'un contrat d'apprentissage (cf. *article L. 5221-5 du code du travail*). A ce titre, la détention d'un titre de séjour est impérative. Les différents types de visa ne donnent pas accès à l'apprentissage.

Dans ce cas, le CNRS doit demander l'autorisation de travail avant l'embauche, au service de la main d'œuvre étrangère de l'unité territoriale de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (Dircecte). Pour cela, il convient de remplir le document Cerfa n° 13653*03 qui est disponible sur www.service-public.fr et www.immigration.gouv.fr.

Le délai de traitement de la demande d'autorisation de travail est de deux mois. Un défaut de réponse dans ce délai vaut rejet de la demande.

Enfin, il y a lieu de noter que les mineurs peuvent séjourner en France sans titre de séjour. Ils doivent néanmoins disposer d'une autorisation de travail. L'autorisation de travail est accordée de droit aux mineurs isolés étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, sous réserve de la présentation d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

C. Condition liée au diplôme

L'apprenti doit être inscrit à la préparation d'un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou de l'enseignement supérieur ou à la préparation d'un titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles.

L'apprentissage s'adresse donc aux jeunes préparant un des diplômes suivants :

- de niveau V (BEP, CAP) ;
- de niveau IV (baccalauréat techniques, technologiques et professionnels) ;
- de niveau III (brevets de techniciens supérieurs, diplômes universitaires de technologie) ;
- de niveau I ou II (formation de niveau égal ou supérieur à celui de la licence ou des écoles d'ingénieurs).

La nature du diplôme préparé conditionne la durée du contrat d'apprentissage, le montant de la rémunération de l'apprenti et la formation dont il bénéficiera.

D. Condition d'inscription au Centre de Formation d'Apprentis (CFA)

La formation générale, associée à la formation technologique et pratique qu'assure l'employeur, est dispensée par un centre de formation d'apprentis.

Ainsi, il revient au CNRS de s'assurer auprès de l'apprenti que celui-ci se soit inscrit dans un CFA habilité qui s'engage à dispenser à l'intéressé les enseignements et activités pédagogiques correspondant au diplôme préparé.

Par ailleurs, le CNRS doit veiller à l'inscription et à la participation de l'apprenti aux épreuves du diplôme ou du titre sanctionnant la qualification professionnelle prévue par le contrat d'apprentissage.

E. Condition liée à l'aptitude physique

Conformément à l'article R. 6222-40-1 du code du travail, l'apprenti doit se soumettre à un examen médical permettant d'attester de son aptitude physique à l'accomplissement des fonctions qui lui seront confiées. Cet examen doit intervenir, au plus tard, dans les deux mois qui suivent son embauche.

Toutefois, dans un objectif de bonne gestion, il conviendra, sauf cas particulier, de faire pratiquer cet examen médical avant la conclusion du contrat d'apprentissage.

III. LES MAITRES D'APPRENTISSAGE

A. Conditions exigées du maître d'apprentissage

La CNFP et les services des ressources humaines des délégations régionales s'assurent que les conditions exigées du maître d'apprentissage sont remplies.

En effet, conformément à l'article D. 6273-1 du code du travail, l'agent, qui doit être employé par le CNRS et être volontaire, ne peut être maître d'apprentissage que :

- s'il est titulaire d'un diplôme ou d'un titre relevant du domaine professionnel correspondant à la finalité du diplôme ou du titre préparé par l'apprenti et d'un niveau au moins équivalent, justifiant d'une année d'exercice d'une activité professionnelle en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé ;
- ou s'il justifie de deux années d'exercice d'une activité professionnelle en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé.

Les stages et les périodes de formation effectués en milieu professionnel, dans le cadre d'une formation initiale (y compris sous contrat d'apprentissage) ou d'une formation continue qualifiante ne sont pas pris en compte dans le décompte de la durée d'expérience requise.

B. Partage de la fonction tutorale

Conformément au code du travail, il est possible de partager la fonction tutorale entre plusieurs agents du CNRS. Ainsi, une équipe tutorale est constituée et un maître d'apprentissage référent est désigné. Ce dernier assure la coordination de l'équipe et la liaison avec le centre de formation (*cf. article R. 6223-23 du code du travail*).

La fonction tutorale demande un lourd investissement de la part du maître d'apprentissage car la réussite de l'apprenti est fortement liée à l'efficacité de son accompagnement. Ainsi, il est préconisé de ne recourir à ce partage de la fonction tutorale que s'il existe une raison légitime à sa mise en place. Cela vise notamment des formations qui exigent des compétences pointues dans plusieurs domaines d'activité et qui nécessitent un encadrement complémentaire par deux agents. Toutefois, dans ce cas de figure, il est désigné un maître d'apprentissage référent qui assure de manière régulière le suivi de la formation de l'apprenti et les relations avec le CFA.

C. Nombre maximal d'apprentis par maître d'apprentissage

Le nombre maximal d'apprentis ou d'élèves de classes préparatoires à l'apprentissage pouvant être accueillis simultanément au CNRS est fixé à deux par maître d'apprentissage, plus un, lorsque le contrat

d'apprentissage de ce dernier est prolongé pour cause d'échec à l'examen (*cf. article R. 6223-6 du code du travail*).

D. Rôle du maître d'apprentissage

Le maître d'apprentissage est la personne majeure directement responsable de la formation de l'apprenti, et qui assume la fonction de tuteur. Il doit offrir toutes les garanties de moralité et présenter des compétences professionnelles et pédagogiques.

Le maître d'apprentissage a pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti des compétences correspondant à la qualification recherchée et au titre ou diplôme préparé, en liaison avec le centre de formation à l'apprentissage. Il doit veiller à procurer à l'apprenti des tâches correspondant à son programme de formation.

Par conséquent, le directeur d'unité doit permettre au maître d'apprentissage de dégager, sur son temps de travail, les disponibilités nécessaires à l'accompagnement de l'apprenti et aux relations avec le centre de formation. Il doit veiller à ce que le maître d'apprentissage bénéficie d'informations et de formations lui permettant d'exercer correctement sa mission et d'accompagner efficacement l'apprenti dans son parcours de formation.

Pour accompagner le maître d'apprentissage dans sa fonction, les services formation des délégations régionales pourront lui proposer de suivre une formation spécifique dans le cadre d'un marché national de formation mis en place par le service formation et itinéraires professionnels de la direction des ressources humaines.

E. Indemnisation du maître d'apprentissage

Le maître d'apprentissage bénéficie d'une allocation forfaitaire dont le montant est fixé à 500 € bruts par an. Cette allocation est versée par tranche de 250 € bruts pour chaque période de tutorat d'une durée minimale de six mois.

Lorsque le maître d'apprentissage encadre plusieurs apprentis au cours d'une même période, il bénéficie au titre d'une même période de plusieurs allocations forfaitaires.

IV LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE

A. Objet et nature du contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail de droit privé de type particulier par lequel l'employeur s'engage à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, c'est-à-dire théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle.

Ce contrat de droit privé est régi par les articles L. 6221-1 et suivants du code du travail.

B. Mentions obligatoires du contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat conclu, par écrit en trois exemplaires originaux, entre l'apprenti ou son représentant légal et l'employeur, qui doit comporter obligatoirement certaines mentions.

Le contrat d'apprentissage doit être conclu conformément au Cerfa n° 10103*06, qui est disponible sur les sites internet www.service-public.fr et www.travail.gouv.fr.

Ce contrat doit ainsi comporter un certain nombre de mentions obligatoires :

- le nom et l'adresse de l'employeur, de l'apprenti et de son représentant légal si nécessaire ;
- l'effectif de la structure d'accueil au sens de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale ;
- la désignation de la formation assurée par la mention du diplôme sanctionnant cette formation ;
- la date de début de l'exécution du contrat et sa durée, précisant la date de début de la formation au CNRS et celle de début de l'enseignement ;
- la rémunération due à l'apprenti pour chacune des années de l'apprentissage ;
- la dénomination et l'adresse du CFA ;
- le nom et la date de naissance du ou des maîtres d'apprentissage, les titres ou diplômes dont ils sont titulaires ainsi que la durée de leur expérience professionnelle dans l'activité en rapport avec la qualification recherchée.
- l'attestation de l'employeur précisant que le maître d'apprentissage remplit les conditions de compétence professionnelle imposées par l'article L. 6223-8-1.

Par ailleurs, en sus du formulaire Cerfa dûment rempli, il convient d'établir un contrat de travail qui permet au CNRS d'apporter des précisions complémentaires à destination de l'apprenti.

Un modèle type de contrat de travail est présenté en annexe 1.

C. Conclusion du contrat d'apprentissage

Au préalable, le contrat d'apprentissage doit être transmis à l'établissement de formation pour visa.

Il doit ensuite être signé, préalablement à l'emploi de l'apprenti, par les deux parties contractantes (ou le représentant légal de l'apprenti si ce dernier est mineur).

Une fois le contrat signé, et avant le début de l'exécution du contrat d'apprentissage, ou, au plus tard, dans les cinq jours ouvrables qui suivent celui-ci, le CNRS doit transmettre le contrat pour enregistrement à la DIRECCTE du lieu d'exécution du contrat.

Depuis le décret n° 2011-1924 du 21 décembre 2011, l'employeur n'est tenu d'adresser les pièces justificatives à la DIRECCTE qu'en cas de demande de l'organisme susvisé et non plus en même temps que le contrat d'apprentissage faisant l'objet de la demande d'enregistrement. Cependant, par sécurité, il conviendra de réunir ces pièces dès la transmission du contrat pour enregistrement et de les conserver dans l'éventualité d'un contrôle ultérieur.

Le contrat est enregistré dans un délai de quinze jours à compter de la réception du dossier complet, c'est-à-dire dûment rempli et visé par le directeur du CFA. Le silence de la DIRECCTE vaut décision d'acceptation d'enregistrement.

A compter du 1^{er} janvier 2020 et en application de l'article L. 6227-11 du code du travail, les formalités d'enregistrement sus-décrites seront supprimées et remplacées par une obligation de dépôt du contrat auprès du représentant de l'Etat dans le département d'exécution du contrat d'apprentissage.

D. Durée du contrat d'apprentissage

1. Une durée adaptée au type de formation et au niveau initial de l'apprenti

Le contrat d'apprentissage fixe la date du début de l'exécution du contrat d'apprentissage et précise la date de début de la formation pratique chez l'employeur et celle de début de la formation en centre de formation des apprentis (cf. *article L. 6222-12 du code du travail*). La formation pratique ainsi que l'enseignement doivent débiter dans les trois mois suivant le début de l'exécution du contrat d'apprentissage.

La durée du contrat d'apprentissage est égale à celle du cycle de formation qui fait l'objet du contrat. En principe fixée à 2 ans, elle peut varier entre 6 mois et 3 ans selon le type de profession et le niveau de qualification préparé.

Toujours par décision dérogatoire, lorsque la durée du contrat est fixée à deux ans et plus, elle peut être réduite d'un an pour les personnes :

- titulaires d'un diplôme ou d'un titre homologué de niveau supérieur à celui qu'elles souhaitent préparer ;
- ayant accompli un stage de formation professionnelle conventionné ou agréé par l'Etat ou une région et ayant pour objet l'acquisition d'une qualification ;
- titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ou d'un titre homologué et qui souhaitent préparer un diplôme ou un titre de même niveau, lorsque la nouvelle qualification recherchée est en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu.

De plus, lorsque la durée du contrat est fixée à deux ans et plus, elle est réduite d'office d'un an pour les personnes qui remplissent les conditions suivantes :

- avoir bénéficié, pendant une année au moins :
 - soit d'une formation à temps complet dans un établissement d'enseignement technologique ;
 - soit d'un contrat d'apprentissage ;
 - soit d'un contrat de professionnalisation ;
- entrer en apprentissage pour achever l'une des formations énumérées ci-dessus.

Enfin, la durée du contrat d'apprentissage peut être adaptée, par autorisation, pour tenir compte du niveau initial de compétence de l'apprenti, sans pouvoir conduire à la conclusion de contrats d'apprentissage d'une durée inférieure à un an ou supérieure à 3 ans. La durée est ainsi fixée en fonction de l'évaluation des compétences de l'apprenti concerné. Cependant, pour les apprentis ayant un niveau supérieur au baccalauréat, cette autorisation est facultative si un avis favorable a été émis par le président d'université ou le chef d'établissement d'enseignement supérieur. La réduction autorisée n'est pas cumulaire avec les réductions prévues précédemment.

Les demandes de réduction de la durée du contrat d'apprentissage sont adressées au directeur du CFA ou au responsable d'établissement qui la transmet, en y joignant son avis, au service chargé de l'inspection de l'apprentissage pour décision. L'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter du dépôt de la demande vaut décision d'acceptation.

2. Les cas de prolongations

La durée du contrat peut être prolongée pour une durée d'un an au plus, à la suite de l'échec à l'examen, soit par avenant au contrat initial, soit par conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur (cf. *article L. 6222-11 du code du travail*).

Pour les apprentis qui se sont vu reconnaître la qualité de travailleur handicapé, la durée du contrat d'apprentissage peut être portée à quatre ans (*cf. article R. 6222-46 du code du travail*).

E. Fin du contrat ou résiliation

Toute rupture du contrat d'apprentissage doit être notifiée au directeur du CFA ainsi qu'au préfet de département qui a enregistré le contrat.

De plus, à la fin de la relation de travail, le CNRS doit remettre à l'apprenti un certificat de travail précisant la période d'emploi, un solde de tout compte signé de l'apprenti et l'attestation destinée à Pôle emploi.

1. La rupture anticipée

Conformément à l'article L. 6222-18 du code du travail, le contrat d'apprentissage peut être rompu librement par l'une ou l'autre des parties durant les quarante-cinq premiers jours de formation pratique effectués par l'apprenti, sans que cela puisse donner lieu à indemnité.

Ce délai est suspendu pendant les périodes d'absence pour maladie de l'apprenti ou pour accident de travail.

La partie souhaitant mettre fin au contrat doit manifester sa volonté par l'envoi d'une lettre notifiant la rupture. Ladite lettre n'a pas à faire mention des motifs de la rupture. La rupture ne doit toutefois pas reposer sur un motif discriminatoire.

La rupture doit être notifiée au directeur du centre de formation des apprentis ainsi qu'à l'organisme ayant enregistré le contrat.

Enfin, la période de quarante-cinq jours permettant la rupture du contrat d'apprentissage s'applique également au nouvel employeur qui conclut un contrat d'apprentissage avec un apprenti après la rupture de son premier contrat d'apprentissage.

2. La rupture au-delà du délai de 45 jours

Le contrat d'apprentissage peut être rompu par les parties avant son terme. Conformément à l'article L. 6222-18 du code du travail, à l'issue de la période de quarante-cinq jours, la résiliation peut intervenir par accord exprès et bilatéral des cosignataires.

Le recours à la rupture par accord exprès et bilatéral des cosignataires doit toujours être recherché prioritairement.

A défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut également être rompu par acte unilatéral à l'initiative de l'employeur en cas :

- de force majeure ;
- de faute grave de l'apprenti ;
- d'inaptitude de l'apprenti constatée médicalement ;
- d'exclusion définitive du centre de formation.

C'est le formalisme d'un licenciement qui s'applique (articles L. 1232-2 et suivants du code du travail). Ainsi l'apprenti doit être convoqué à un entretien préalable à son licenciement pour lequel il peut être assisté par une personne de son choix appartenant au CNRS. Lors de l'entretien, les motifs de la décision envisagée doivent être indiqués à l'apprenti et ses explications doivent être recueillies.

Egalement à défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut être rompu par la démission de l'apprenti. Dans ce cas, l'apprenti doit, au préalable, saisir le service des ressources humaines qui assure la gestion de son dossier afin que soit organisée une médiation (*cf. article D. 6274-1 du code du travail*). Si l'apprenti est mineur, sa démission doit être cosignée par son représentant légal. Une copie de la décision de démission doit être

adressée à l'établissement de formation. La démission s'accompagne du respect d'un préavis minimal de 7 jours à compter de la date à laquelle le CNRS a été informé par l'apprenti de son intention de rompre le contrat (*cf. article D. 6222-21-1 du code du travail*).

Enfin, en cas d'obtention du diplôme ou du titre préparé, le contrat d'apprentissage peut prendre fin, à l'initiative de l'apprenti, avant le terme fixé initialement, à condition d'en avoir informé le CNRS au moins deux mois avant la fin du contrat (*cf. article L. 6222-19 du code du travail*).

F. Réorientation

Conformément à la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels, une voie alternative à la rupture du contrat d'apprentissage est ouverte à l'apprenti préparant un baccalauréat professionnel, qui constate que cette formation ne lui convient pas.

Ainsi, un apprenti engagé dans la préparation d'un baccalauréat professionnel peut, à sa demande ou à celle du CNRS, au terme de la première année du contrat, poursuivre sa formation en vue d'obtenir un certificat d'aptitude professionnelle, un certificat d'aptitude professionnelle agricole ou un brevet professionnel agricole.

Lorsque la spécialité du nouveau diplôme appartient au même domaine professionnel que celle du baccalauréat professionnel initialement visé, la durée du contrat d'apprentissage peut être réduite d'une année après acception du service chargé de l'inspection de l'apprentissage (*cf. articles L. 6222-22-1 et R. 6222-22-1 du code du travail*).

V. LE DEROULEMENT DE L'APPRENTISSAGE AU CNRS

A. Statut de l'apprenti

Les articles L. 6222-23 à L. 6222-33 du code du travail traitent des « *conditions de travail de l'apprenti* ». L'article L. 6227-1 du code du travail les rend applicables au secteur public, sous réserve des articles L. 6227-2 et suivants.

Ainsi, en application des dispositions de l'article L. 6222-23 du code du travail, « *l'apprenti bénéficie des dispositions applicables, à l'ensemble des salariés dans la mesure où elles ne sont pas contraires à celles qui sont liées à sa situation de jeune travailleur en formation* ».

B. Durée de travail

Les apprentis sont soumis à la durée légale du travail et à l'horaire collectif applicable au CNRS.

Des règles particulières s'appliquent pour les apprentis de moins de 18 ans. Ils ne peuvent être employés à un travail effectif plus de 8 heures par jour, ni plus de 35 heures par semaine.

Les apprentis bénéficient des mêmes modalités d'ARTT que les autres agents à temps complet du CNRS, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec leur situation de jeunes apprentis en formation. De même, ils bénéficient des congés annuels et des jours fériés légaux dans les mêmes conditions que les autres agents du CNRS.

Le temps consacré par l'apprenti à la formation dispensée dans les CFA est compris dans l'horaire de travail, sauf lorsqu'il s'agit de modules complémentaires au cycle de formation, librement choisis par l'apprenti et acceptés par le CFA. Pour le reste du temps, l'apprenti est tenu d'effectuer le travail qui lui est confié par l'unité ou le service dans lequel il est affecté. Ce travail doit être en relation directe avec la formation professionnelle prévue au contrat d'apprentissage.

C. Congés supplémentaires

Afin de permettre à l'apprenti de préparer ses épreuves, ce dernier a droit à un congé supplémentaire de cinq jours ouvrables à prendre dans le mois qui précède les épreuves. Ce congé donne droit au maintien de la rémunération. Il s'ajoute au congé annuel et ne peut être imputé sur la durée normale de formation en CFA (*cf. article L. 6222-35 du code du travail*).

De plus, quelle que soit leur ancienneté dans l'entreprise, les apprentis âgés de moins de vingt et un ans au 30 avril de l'année précédente ont droit, s'ils en font la demande, à un congé de trente jours ouvrables (*cf. article L. 3164-9 du code du travail*). Ce congé ne donne pas droit au maintien de la rémunération.

D. Autorisation d'absence exceptionnelle rémunérée d'un apprenti appelé au service national

En application des dispositions de l'article L. 3142-97 du code du travail, tout apprenti de 16 à 25 ans qui doit participer à la journée défense et citoyenneté bénéficie d'une autorisation d'absence exceptionnelle d'un jour.

Cette absence exceptionnelle a pour but exclusif de permettre à l'apprenti de participer à la journée défense et citoyenneté.

Cette participation n'entraîne pas de réduction de la rémunération. Elle est assimilée à du service effectif pour la détermination des droits à congés annuels.

E. Mobilité internationale des apprentis

Conformément à l'article L. 6222-42 du code du travail, le contrat d'apprentissage peut être exécuté en partie à l'étranger pour une durée qui ne peut excéder un an et sous réserve que la durée d'exécution du contrat en France soit d'au moins six mois. La mise en œuvre d'une telle mobilité donne lieu à l'établissement d'une convention entre l'apprenti, le CNRS, l'employeur à l'étranger, le centre de formation en France et, le cas échéant, le centre de formation à l'étranger (*cf. article L. 6222-44 du code du travail*).

Pendant la période de mobilité, l'entreprise ou le centre de formation d'accueil est seul responsable des conditions d'exécution du travail de l'apprenti notamment en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail, la rémunération, la durée de travail, le repos hebdomadaire et les jours fériés.

Pendant la période de mobilité, l'apprenti relève de la sécurité sociale de l'Etat d'accueil. Toutefois, lorsqu'il ne bénéficie du statut de salarié ou assimilé dans l'Etat d'accueil, sa couverture sociale est régie par le code de la sécurité sociale pour ce qui concerne les risques maladie, vieillesse, maternité, accidents du travail, maladies professionnelles et invalidité. En dehors de l'Union européenne, cette couverture est assurée, sous réserve des dispositions des conventions internationales de sécurité sociale, par une adhésion à une assurance volontaire.

Pour une mobilité n'excédant pas quatre semaines, il convient de conclure une convention de mise à disposition entre l'apprenti, le CNRS, le centre de formation en France, le centre de formation à l'étranger et, le cas échéant, l'employeur à l'étranger.

Pendant cette mise à disposition, le CNRS reste responsable des conditions d'exécution de la formation, en centre de formation ou en entreprise à l'étranger. L'exécution du contrat se poursuit, le CNRS continue donc de verser à l'apprenti sa rémunération et reste responsable de sa protection sociale, notamment en matière d'accident du travail et de maladie professionnelle.

L'apprenti peut obtenir un financement grâce au programme communautaire Education et Formation tout au long de la vie. Ainsi, le sous-programme Leonardo da Vinci finance la mobilité des élèves du secondaire, et le sous-programme Erasmus, celle des étudiants du supérieur.

En outre, certaines Régions apportent un appui spécifique à la mobilité des apprentis, en finançant des bourses de mobilité individuelle et collective, de même que certaines organisations nationales d'échange.

F. Santé et sécurité

L'article L. 4153-8 du code du travail pose le principe de l'interdiction d'emploi pour les travailleurs de moins de dix-huit à certaines catégories de travaux les exposant à des risques pour leur santé, leur sécurité, leur moralité ou excédant leurs forces. Le décret n° 2015-1583 du 3 décembre 2016 relatif à la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique de l'Etat d'effectuer des travaux dits réglementés détermine la liste des travaux concernés et les éventuelles dérogations. En pratique, les demandes de dérogation doivent faire d'une déclaration auprès de l'inspecteur en santé et en sécurité au travail (ISST).

Par ailleurs, l'employeur doit prévenir les parents d'un apprenti mineur en cas de maladie, d'absence ou de tout fait de nature à motiver leur intervention.

G. Protection sociale

L'apprenti est affilié au régime général de la Sécurité sociale pour tous les risques (maladie, maternité, vieillesse, invalidité, décès) et au régime complémentaire de retraite IRCANTEC (*cf. article L. 6227-8 du code du travail*).

Ainsi, le CNRS doit effectuer, dans les huit jours qui suivent la date du début de l'apprentissage, la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) auprès de l'URSSAF. Elle s'effectue notamment sur le site internet www.net-entreprises.fr. Le récépissé de l'URSSAF doit être conservé.

L'apprenti bénéficie des prestations d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès dans les conditions de droit commun (indemnisation directe par la Caisse primaire d'assurance maladie). Toutefois, ayant conclu un contrat de droit privé, il ne peut bénéficier de la protection sociale prévue par le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat.

En cas d'arrêt de travail, les indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS) sont calculées sur la base de la rémunération servie. Sont comptées comme heures de travail pour l'ouverture des droits, les heures de travail effectif et les heures consacrées à la formation théorique.

L'apprenti bénéficie de la législation protectrice en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles en tant que salariés, y compris lorsqu'il suit les enseignements au CFA (*cf. article L. 6222-32 du code du travail*) ou participe à des activités sportives.

VI LA REMUNERATION DE L'APPRENTI

Dans le secteur public non industriel et commercial, la rémunération servie à l'apprenti connaît quelques spécificités. En effet, conformément à l'article L. 6227-7 du code du travail, l'apprenti perçoit un salaire dont le montant, fixé par décret en pourcentage du salaire minimum de croissance (SMIC), varie en fonction de l'âge de l'apprenti, de l'ancienneté du contrat et du niveau du diplôme préparé. Ce salaire est déterminé pour chaque année d'apprentissage.

Toutefois, la rémunération des apprentis âgés de 26 ans et plus est fixée à 100 % du SMIC, quelle que soit l'année d'exécution du contrat (hors majoration relative au niveau du diplôme le cas échéant).

Conformément aux dispositions de l'article D. 6272-2 du code du travail tel que modifié par le décret n° 2020-478 du 24 avril 2020 relatif à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial « les employeurs publics peuvent majorer la rémunération prévue par l'article D. 6222-26 de 10 points ou 20 points ». Le CNRS a décidé de maintenir les majorations de 10 ou 20 points selon le niveau de diplôme préparé.

Par conséquent, les pourcentages sont majorés de 10 points lorsque l'apprenti prépare un diplôme ou titre de niveau IV et de 20 points lorsque l'apprenti prépare un diplôme ou titre de niveau III.

Le bénéfice de cette majoration de 20 points a été étendu à la préparation d'un titre ou diplôme de niveau II et I, après accord de la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DRTEFP) et du Contrôleur Général près les EPST.

Pour le montant des rémunérations à attribuer, voir le tableau joint en annexe n° 2.

Les années d'apprentissage sont déterminées de date à date, à partir de la naissance du contrat. Ainsi, le CNRS doit, pour le mois au cours duquel le taux change, appliquer les deux taux successivement. Le passage d'un niveau de rémunération à un autre s'effectue à l'issue de chaque année d'exécution du contrat.

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Lorsque l'apprentissage dure deux ans mais que le contrat est conclu avec un apprenti de 18 ans préparant un diplôme de niveau III pour la période du 16 septembre 2019 au 30 septembre 2020, la rémunération de l'apprenti sera égale à :

- du 16 septembre 2019 au 15 septembre 2020 : 63% du SMIC au 1er janvier 2019 ;
- du 16 septembre 2020 au 15 septembre 2021 : 71% du SMIC au 1er janvier 2020 ;
- du 16 septembre 2021 au 30 septembre 2021 : 87% du SMIC au 1er janvier 2021.

En revanche, si l'apprenti prépare un master II en apprentissage, après avoir accompli sa première année sous statut étudiant, il est considéré, par l'administration du travail, comme ayant effectué une première année d'apprentissage, et il est prévu que, dans ce cas, sa rémunération soit égale à la rémunération afférente à une deuxième année d'apprentissage (cf. article R. 6222-18 du code du travail).

De même, si l'apprenti prépare un master I après avoir obtenu une licence professionnelle en apprentissage, il reçoit une rémunération égale à la rémunération prévue pour une 2^{ème} année d'apprentissage.

Les majorations en % du SMIC prévues en fonction de l'âge prennent effet à compter du 1^{er} jour du mois suivant celui où l'apprenti atteint 18, 21 ou 26 ans (*exception : si l'anniversaire de l'apprenti survient au 1^{er} jour du mois, la réévaluation est prise en compte au 1^{er} jour du mois*). Les années d'apprentissage effectuées avant que l'apprenti ait atteint l'âge de 18, 21 ou 26 ans sont prises en compte pour le calcul de la rémunération (cf. article D. 6222-31 du code du travail). Les rémunérations sont donc majorées en tenant compte des années de contrat déjà effectuées lorsque l'apprenti change de tranche d'âge.

La revalorisation du SMIC intervenant en cours d'année doit être appliquée au salaire de l'apprenti pour la période restant à courir.

Enfin, les apprentis peuvent prétendre, dans les mêmes conditions que les autres agents du CNRS, à la prise en charge partielle de leurs frais de transport domicile-travail. Cependant sont exclus de cette prise en charge, les frais de déplacement engagés par un apprenti entre son domicile et le CFA.

A. Prolongation du contrat

En cas de prolongation pour échec à l'examen ou de dérogation au début du contrat, le salaire minimum applicable pendant la prolongation est celui de la dernière année précédant cette prolongation (cf. article D. 6222-28 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Après un échec à l'examen du BTS, le contrat d'un apprenti de 21 ans est prolongé d'une année, pour être porté à trois ans. Durant la deuxième année de son contrat, l'apprenti percevait 81% du SMIC. Pendant l'année supplémentaire, il continue de percevoir la même rémunération que l'année précédente, soit 81% du SMIC.

En cas de prolongation de la durée du contrat d'un apprenti handicapé, il est appliqué pour la quatrième année une majoration de 15 points au pourcentage du SMIC afférent à la dernière année de la durée normale du contrat (cf. article R. 6222-48 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti, qui s'est vu reconnaître la qualité de travailleur handicapé, est recruté à l'âge de 21 ans pour une durée de quatre ans en vue de l'obtention d'une licence.

La rémunération versée la 1^{ère} année sera égale à 73% du SMIC. Celle versée la 2^{ème} année sera égale à 81% du SMIC et celle versée la 3^{ème} année sera égale à 98% du SMIC. Enfin, la rémunération versée la 4^{ème} année sera égale à la rémunération de l'année précédente, majorée de 15%, soit 113% du SMIC.

B. Réduction du contrat

Lorsque la durée du contrat est réduite d'un an (apprenti ayant bénéficié d'une formation à temps complet dans un établissement d'enseignement technologique ou d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation ; apprentis déjà titulaires d'un diplôme de niveau supérieur ; personnes ayant effectué un stage de formation professionnelle ; apprenti engagé dans la préparation d'un baccalauréat professionnel qui, au terme de la première année du contrat, poursuit sa formation en vue d'obtenir un CAP, un CAPA ou un BPA), les apprentis sont considérés, pour leur rémunération minimale, comme ayant déjà accompli une première année d'apprentissage (cf. article R. 6222-18 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti de 17 ans prépare sa 2^{ème} année de BEP en apprentissage après avoir suivi sa 1^{ère} année sous statut scolaire dans un lycée professionnel. Il est considéré comme ayant déjà accompli une 1^{ère} année d'apprentissage et bénéficiera donc d'une rémunération afférente à une 2^{ème} année d'apprentissage, soit 39% du SMIC.

Pour les contrats concernant les apprentis déjà titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel, ou d'un titre homologué, désirant préparer un autre diplôme de même niveau dans une qualification en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu, le salaire minimum s'obtient en majorant de 15 points le pourcentage du SMIC applicable à la dernière année de la durée normale du contrat. Les jeunes issus d'une voie de formation autre que l'apprentissage peuvent également bénéficier de cette majoration (cf. article D. 6222-30 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti de 22 ans, titulaire d'un CAP cuisine préparé en deux ans, est recruté en vue de l'obtention d'un BEP cuisine en un an. Au cours de son unique année de préparation du BEP, l'apprenti bénéficiera de la rémunération afférente à une deuxième année d'apprentissage, soit en l'espèce 61% du SMIC, majorée de 15%, c'est-à-dire 76% du SMIC.

En cas de réduction du contrat en raison du niveau initial de l'apprenti, celui-ci est considéré, pour sa rémunération minimale, comme ayant déjà effectué une durée d'apprentissage égale à la différence entre la durée normale du contrat et la durée réduite (cf. article D. 6222-30 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti est recruté à l'âge de 21 ans en vue de l'obtention d'un BTS, pour une durée d'un an et 6 mois, compte tenu de son niveau de compétence initial.

La rémunération versée la 1^{ère} année sera égale, pendant les 6 premiers mois, à 73% du SMIC et les 6 mois suivant à 81% du SMIC. Celle versée les 6 derniers mois au titre de la 2^{ème} année sera égale à 81% du SMIC.

C. Contrats successifs

Conformément à l'article L. 6222-15 du code du travail, tout jeune travailleur peut conclure des contrats d'apprentissage successifs en vue de la préparation de diplômes ou de titres sanctionnant des qualifications différentes. En revanche, lorsqu'il a déjà conclu deux contrats successifs de même niveau, la conclusion d'un troisième est subordonnée à l'autorisation du directeur du dernier centre de formation des apprentis qu'il a fréquenté.

Lorsqu'un apprenti conclut un nouveau contrat d'apprentissage avec le même employeur, sa rémunération est au moins égale à celle qu'il percevait lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf quand l'application des rémunérations fixées en fonction de son âge et de son diplôme préparé est plus favorable (cf. *article D. 6222-29 du code du travail*).

De même, lorsqu'un apprenti conclut un nouveau contrat d'apprentissage avec un employeur différent, sa rémunération est au moins égale à la rémunération minimale à laquelle il pouvait prétendre lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf quand l'application des rémunérations fixées en fonction de son âge et de son diplôme est plus favorable. Les majorations de rémunération accordées aux jeunes ayant effectué un premier contrat d'apprentissage, en application d'un accord collectif, ou accordées par son premier employeur, ne sont pas opposables au CNRS.

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un jeune âgé de 21 ans conclut un contrat d'apprentissage avec le CNRS en vue de l'obtention d'un master, après avoir obtenu une licence suite à un apprentissage avec un autre employeur d'une durée de trois ans. Dans ces conditions, sa rémunération sera égale à celle versée pour une deuxième année d'apprentissage (cf. infra).

- *Lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, si son employeur était une personne morale de droit privé, la rémunération minimale à laquelle l'apprenti pouvait prétendre était équivalente à 67% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.*

La rémunération versée par le CNRS sera alors égale à 81% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.

- *Cependant, lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, si son employeur était une personne morale de droit public, la rémunération minimale à laquelle l'apprenti pouvait prétendre était équivalente à 87% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.*

La rémunération versée par le CNRS devra être égale à 87% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.

VII LES CHARGES SOCIALES ET LA FISCALITE

A. Charges sociales et charges connexes

La rémunération servie aux apprentis est exonérée, dans la limite de 79% du SMIC, des cotisations salariales d'origine légale ou conventionnelle (cf. *articles L. 6243-2 et D. 6243-5 du code du travail*), soit les cotisations suivantes (*taux en vigueur au 1^{er} janvier 2019*) :

- la cotisation assurance vieillesse : 7,30% ;
- la cotisation assurance maladie supplémentaire dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle : 1,50%
- la cotisation de retraite complémentaire IRCANTEC.

L'apprenti est exonéré de la CSG et de la CRDS (cf. *article L. 136-1-1 III 1° a du code de la sécurité sociale*).

Le CNRS est exonéré de la totalité des cotisations patronales sociales d'origine légale et conventionnelle, à l'exclusion de celles dues au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles (cf. *article L. 6227-8-1 du code du travail*). Restent à sa charge les cotisations et contributions suivantes :

- la cotisation accidents du travail, maladies professionnelles (taux variable) ;
- la taxe sur les salaires.

En ce qui concerne la taxe sur les salaires (TSS), celle-ci est calculée sur toutes les rémunérations versées au cours de l'année par application d'un barème progressif et donne lieu à régularisation annuelle.

Les rémunérations versées aux apprentis bénéficient d'une exonération spécifique au regard de la TSS. La rémunération versée à l'apprenti est exonérée de la TSS à concurrence d'une fraction de son montant, fixée à 11% du SMIC mensuel (151,67 heures). La valeur du SMIC à prendre à compte pour la détermination de la fraction exonérée est celui en vigueur au 1^{er} janvier l'année en cours.

En revanche, l'assiette sur laquelle est assise la cotisation accidents du travail et maladies professionnelles correspond à la rémunération brute servie à l'apprenti.

B. Fiscalité

En application de l'article 81 bis du code général des impôts, les rémunérations versées aux apprentis munis d'un contrat répondant aux conditions prévues par le code du travail sont exonérées d'impôt sur le revenu dans la limite du montant annuel du SMIC. Cette exonération s'applique à l'apprenti personnellement imposable ou au contribuable qui l'a à sa charge.

Le plafond d'exonération au prélèvement à la source pour les apprentis est fixé à 18 255 euros à compter du 1^{er} janvier 2019. Ce plafond est égal au produit du SMIC mensuel brut par 12, arrondi à l'euro le plus proche. Lorsque le montant du SMIC mensuel brut varie en cours d'année, le plafond d'exonération est égal à la somme des produits du montant du SMIC mensuel brut par le nombre de mois auquel ce montant correspond, arrondi à l'euro le plus proche.

Le montant de la rémunération des apprentis à comparer à cette limite d'exonération s'entend avant application de la déduction pour frais professionnels de 10%.

VIII LE SUIVI DU DISPOSITIF

A. Contrôle pédagogique des conditions d'exécution de l'apprentissage

L'inspection de l'apprentissage est assurée par des fonctionnaires des corps de l'inspection à compétence pédagogique, et dans le cadre de l'enseignement supérieur, par des enseignants-chercheurs (*cf. article R. 6251-2 du code du travail*).

L'inspection de l'apprentissage peut être exercée conjointement, en tant que de besoin, par d'autres fonctionnaires commissionnés en raison de leurs compétences techniques et qui relèvent de ministères exerçant une tutelle sur les établissements concernés (*cf. article R. 6251-3 du code de travail*).

A cet égard, et conformément aux dispositions des articles R. 6251-12 et R. 6251-13 du code du travail, les inspecteurs commissionnés ont droit d'entrer dans toutes les entreprises employant des apprentis. L'employeur est alors tenu d'indiquer les tâches ou postes de travail qui sont ou seront confiés aux apprentis, de leur communiquer les documents en sa possession relatifs aux apprentis et de leur permettre de s'entretenir avec les apprentis et les personnes responsables de leur formation.

De plus, lorsque l'employeur assure le logement de l'apprenti, il doit indiquer les conditions dans lesquelles est assuré ce logement.

Il convient de préciser que les dispositions relatives à l'intervention de l'Inspection du travail en matière d'apprentissage ne sont pas applicables pour le secteur public.

B. Sortie du dispositif

Lorsque le contrat d'apprentissage cesse, l'intéressé, s'il le souhaite, peut demander à bénéficier de mesures de formation ou d'un nouveau contrat pour préparer un autre diplôme. Dans ce dernier cas, la CNFP sera à

nouveau consultée et examinera les conditions d'expériences professionnelles du maître d'apprentissage en lien avec le nouveau diplôme préparé par l'apprenti.

Pour l'essentiel, l'apprenti a vocation à être embauché principalement dans le secteur privé. C'est pourquoi, il est important de le former à une qualification recherchée sur le marché du travail.

Toutefois, si l'apprenti souhaite intégrer la fonction publique, il ne peut y avoir accès que par la voie du concours externe. A cet égard, il convient de rappeler qu'en application de l'article L. 6227-10 du code du travail, les services accomplis par l'apprenti au titre du contrat d'apprentissage ne peuvent être pris en compte comme services publics au sens des dispositions applicables aux fonctionnaires ou aux agents publics.

Par conséquent, les services effectués en qualité d'apprenti ne peuvent être pris en compte dans une reconstitution de carrière, qu'ils aient été effectués auprès d'une entreprise relevant du secteur privé ou d'un organisme issu du secteur public non industriel et commercial.

Par ailleurs, s'ils remplissent les conditions d'ouverture du droit, les ex-apprentis peuvent percevoir les allocations du régime d'assurance chômage, calculées sur la rémunération effectivement perçue.

IX LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE

Les coûts de la formation d'apprentis sont à la charge du CNRS dans la mesure où il n'est pas redevable du paiement de la taxe d'apprentissage (*cf. article L. 6227-6 du code du travail*).

Il est possible, selon le type d'apprentissage, que la formation soit dispensée à titre gratuit par le CFA ou l'établissement d'enseignement supérieur. Dès lors, aucun frais de formation ne doit être acquitté par le CNRS. Dans cette hypothèse, l'établissement de formation doit fournir une attestation par écrit avant le déroulement de l'apprentissage.

Si tel n'est pas le cas, les frais de formations dont devra s'acquitter le CNRS ne pourront pas relever du budget formation du CNRS. Ils devront être pris en charge sur les ressources propres du laboratoire d'accueil et, dans ce cas, le directeur d'unité devra l'attester par écrit en précisant le montant des frais de formation.

Par ailleurs, il convient de préciser qu'une « contribution Vie Etudiante et de Campus » a été instituée par la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et la réussite des étudiants. Elle est collectée par les CROUS. Chaque étudiant en formation initiale dans un établissement d'enseignement supérieur doit s'en acquitter. Elle constitue un coût de formation. Dans ces conditions, cette contribution, dont doivent obligatoirement s'acquitter les apprentis inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, doit être prise en charge par le CNRS au titre des coûts de formation. Il appartient à l'unité d'affectation de l'apprenti de prendre en charge cette contribution sur ses ressources propres.

Le directeur des ressources humaines,
Hugues de LA GIRAUDIERE



Annexe 1 : Modèle de contrat de travail et modèle attestation portant sur les compétences professionnelles du maître d'apprentissage

Annexe 2 : Montant des rémunérations à attribuer à l'apprenti



CIRCULAIRE CIR222644DRH DU 5 DECEMBRE 2022 RELATIVE A L'APPRENTISSAGE

Circulaire n° CIR222644DRH du 5 décembre 2022, abroge la circulaire n° CIR192063DRH du 17 juillet 2019.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
I. LA PROCEDURE PREALABLE A LA FORMATION DU CONTRAT	3
II. LES BENEFICIAIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	3
A. CONDITION D'AGE	3
B. CONDITION DE NATIONALITE	3
C. CONDITION LIEE AU DIPLOME	4
D. CONDITION D'INSCRIPTION AU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS (CFA)	4
E. CONDITION LIEE A L'APTITUDE PHYSIQUE	5
III. LES MAITRES D'APPRENTISSAGE	5
A. CONDITIONS EXIGEEES DU MAITRE D'APPRENTISSAGE	5
B. PARTAGE DE LA FONCTION TUTORALE	5
C. NOMBRE MAXIMAL D'APPRENTIS PAR MAITRE D'APPRENTISSAGE	5
D. ROLE DU MAITRE D'APPRENTISSAGE	6
E. INDEMNISATION DU MAITRE D'APPRENTISSAGE	6
IV. LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
A. OBJET ET NATURE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
B. MENTIONS OBLIGATOIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
C. CONCLUSION DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	7
D. DUREE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	8
1. Une durée adaptée au type de formation et au niveau initial de l'apprenti	8
2. Les cas de prolongations	8
E. FIN DU CONTRAT OU RESILIATION	9
1. La rupture anticipée	9
2. La rupture au-delà du délai de 45 jours	9
F. REORIENTATION	10
V. LE DEROULEMENT DE L'APPRENTISSAGE AU CNRS	10
A. STATUT DE L'APPRENTI	10
B. DUREE DE TRAVAIL	10
C. CONGES SUPPLEMENTAIRES	11
D. AUTORISATION D'ABSENCE EXCEPTIONNELLE REMUNEREE D'UN APPRENTI APPELE AU SERVICE NATIONAL	11
E. MOBILITE INTERNATIONALE DES APPRENTIS	11
F. SANTE ET SECURITE	12
G. PROTECTION SOCIALE	12
VI. LA REMUNERATION DE L'APPRENTI	12
A. PROLONGATION DU CONTRAT	13
B. REDUCTION DU CONTRAT	14
C. CONTRATS SUCCESSIFS	15
VII. LES CHARGES SOCIALES ET LA FISCALITE	15
A. CHARGES SOCIALES ET CHARGES CONNEXES	15
B. FISCALITE	16
VIII. LE SUIVI DU DISPOSITIF	16
A. CONTROLE PEDAGOGIQUE DES CONDITIONS D'EXECUTION DE L'APPRENTISSAGE	16
B. SORTIE DU DISPOSITIF	16
IX. LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE	17

I. LA PROCEDURE PREALABLE A LA FORMATION DU CONTRAT

Le CNRS peut conclure des contrats d'apprentissage en vertu de l'article L. 6227-1 du code du travail.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie, il n'existe plus de procédure d'agrément préfectoral du maître d'apprentissage.

Cependant, cette suppression de l'agrément n'a pas eu pour incidence de modifier les compétences de la Commission Nationale de la Formation Permanente (CNFP) en la matière (*cf. L. 6227-4 du code du travail*).

En conséquence, la procédure du CNRS relative à l'examen des conditions d'expériences et de diplômes exigées des maîtres d'apprentissage reste inchangée et toutes les demandes de recrutement d'apprenti, quelle que soit la source de financement de la rémunération (masse salariale du CNRS ou ressources propres de l'unité d'accueil), doivent être examinées.

II. LES BENEFICIAIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE

A. Condition d'âge

En application des dispositions de l'article L. 6222-1 du code du travail, le contrat d'apprentissage s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 29 ans au début de l'apprentissage.

L'article L. 6222-2 du code du travail prévoit des dérogations à cette limite d'âge supérieure (29 ans) d'entrée en apprentissage dans les cas suivants :

- lorsque le contrat proposé fait suite à un contrat d'apprentissage précédemment souscrit et conduit à un niveau de diplôme supérieur à celui obtenu à l'issue du contrat précédent ;
- lorsqu'il y a eu rupture de contrat pour des causes indépendantes de la volonté de l'apprenti (*cf. Article D. 6222-1 du code du travail*) ou suite à une inaptitude physique et temporaire de celui-ci ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne à laquelle la qualité de travailleur handicapé est reconnue ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne qui a un projet de création ou de reprise d'entreprise dont la réalisation est subordonnée à l'obtention du diplôme ou titre sanctionnant la formation poursuivie ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne inscrite en tant que sportif de haut niveau sur la liste prévue par le code du sport.

Dans les deux premiers cas, l'âge de l'apprenti au moment de la conclusion du nouveau contrat doit être de 30 ans au plus et le nouveau contrat d'apprentissage doit être souscrit dans un délai maximum d'un an après l'expiration du précédent contrat (*cf. D. 6222-1 du code du travail*).

B. Condition de nationalité

L'apprentissage est ouvert aux Français et aux ressortissants de l'Union européenne (U.E.) ou étrangers hors U.E. titulaires d'une autorisation de travail.

Ainsi, si le ressortissant n'ayant pas la nationalité d'un pays membre de l'U.E. est titulaire d'un titre de séjour valant autorisation de travail (ex : carte de résident, carte de séjour salarié, carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale »), il convient uniquement de vérifier auprès de la préfecture la validité de ce titre de séjour dans les deux jours précédents l'embauche.

En revanche, si ce type de ressortissant ne dispose pas d'un titre de séjour valant autorisation de travail, il convient de préciser que l'autorisation de travail est accordée de droit sous réserve qu'il soit autorisé à séjourner en France pour la conclusion d'un contrat d'apprentissage (cf. *article L. 5221-5 du code du travail*). A ce titre, la détention d'un titre de séjour est impérative. Les différents types de visa ne donnent pas accès à l'apprentissage.

Dans ce cas, le CNRS doit demander l'autorisation de travail avant l'embauche, au service de la main d'œuvre étrangère de l'unité territoriale de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (Dircecte). Pour cela, il convient de remplir le document Cerfa n° 13653*03 qui est disponible sur www.service-public.fr et www.immigration.gouv.fr.

Le délai de traitement de la demande d'autorisation de travail est de deux mois. Un défaut de réponse dans ce délai vaut rejet de la demande.

Enfin, il y a lieu de noter que les mineurs peuvent séjourner en France sans titre de séjour. Ils doivent néanmoins disposer d'une autorisation de travail. L'autorisation de travail est accordée de droit aux mineurs isolés étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, sous réserve de la présentation d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

C. Condition liée au diplôme

L'apprenti doit être inscrit à la préparation d'un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou de l'enseignement supérieur ou à la préparation d'un titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles.

L'apprentissage s'adresse donc aux jeunes préparant un des diplômes suivants :

- de niveau V (BEP, CAP) ;
- de niveau IV (baccalauréat techniques, technologiques et professionnels) ;
- de niveau III (brevets de techniciens supérieurs, diplômes universitaires de technologie) ;
- de niveau I ou II (formation de niveau égal ou supérieur à celui de la licence ou des écoles d'ingénieurs).

La nature du diplôme préparé conditionne la durée du contrat d'apprentissage, le montant de la rémunération de l'apprenti et la formation dont il bénéficiera.

D. Condition d'inscription au Centre de Formation d'Apprentis (CFA)

La formation générale, associée à la formation technologique et pratique qu'assure l'employeur, est dispensée par un centre de formation d'apprentis.

Ainsi, il revient au CNRS de s'assurer auprès de l'apprenti que celui-ci se soit inscrit dans un CFA habilité qui s'engage à dispenser à l'intéressé les enseignements et activités pédagogiques correspondant au diplôme préparé.

Par ailleurs, le CNRS doit veiller à l'inscription et à la participation de l'apprenti aux épreuves du diplôme ou du titre sanctionnant la qualification professionnelle prévue par le contrat d'apprentissage.

E. Condition liée à l'aptitude physique

Conformément à l'article R. 6222-40-1 du code du travail, l'apprenti doit se soumettre à un examen médical permettant d'attester de son aptitude physique à l'accomplissement des fonctions qui lui seront confiées. Cet examen doit intervenir, au plus tard, dans les deux mois qui suivent son embauche.

Toutefois, dans un objectif de bonne gestion, il conviendra, sauf cas particulier, de faire pratiquer cet examen médical avant la conclusion du contrat d'apprentissage.

III. LES MAITRES D'APPRENTISSAGE

A. Conditions exigées du maître d'apprentissage

La CNFP et les services des ressources humaines des délégations régionales s'assurent que les conditions exigées du maître d'apprentissage sont remplies.

En effet, conformément à l'article D. 6273-1 du code du travail, l'agent, qui doit être employé par le CNRS et être volontaire, ne peut être maître d'apprentissage que :

- s'il est titulaire d'un diplôme ou d'un titre relevant du domaine professionnel correspondant à la finalité du diplôme ou du titre préparé par l'apprenti et d'un niveau au moins équivalent, justifiant d'une année d'exercice d'une activité professionnelle en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé ;
- ou s'il justifie de deux années d'exercice d'une activité professionnelle en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé.

Les stages et les périodes de formation effectués en milieu professionnel, dans le cadre d'une formation initiale (y compris sous contrat d'apprentissage) ou d'une formation continue qualifiante ne sont pas pris en compte dans le décompte de la durée d'expérience requise.

B. Partage de la fonction tutorale

Conformément au code du travail, il est possible de partager la fonction tutorale entre plusieurs agents du CNRS. Ainsi, une équipe tutorale est constituée et un maître d'apprentissage référent est désigné. Ce dernier assure la coordination de l'équipe et la liaison avec le centre de formation (*cf. article R. 6223-23 du code du travail*).

La fonction tutorale demande un lourd investissement de la part du maître d'apprentissage car la réussite de l'apprenti est fortement liée à l'efficacité de son accompagnement. Ainsi, il est préconisé de ne recourir à ce partage de la fonction tutorale que s'il existe une raison légitime à sa mise en place. Cela vise notamment des formations qui exigent des compétences pointues dans plusieurs domaines d'activité et qui nécessitent un encadrement complémentaire par deux agents. Toutefois, dans ce cas de figure, il est désigné un maître d'apprentissage référent qui assure de manière régulière le suivi de la formation de l'apprenti et les relations avec le CFA.

C. Nombre maximal d'apprentis par maître d'apprentissage

Le nombre maximal d'apprentis ou d'élèves de classes préparatoires à l'apprentissage pouvant être accueillis simultanément au CNRS est fixé à deux par maître d'apprentissage, plus un, lorsque le contrat

d'apprentissage de ce dernier est prolongé pour cause d'échec à l'examen (*cf. article R. 6223-6 du code du travail*).

D. Rôle du maître d'apprentissage

Le maître d'apprentissage est la personne majeure directement responsable de la formation de l'apprenti, et qui assume la fonction de tuteur. Il doit offrir toutes les garanties de moralité et présenter des compétences professionnelles et pédagogiques.

Le maître d'apprentissage a pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti des compétences correspondant à la qualification recherchée et au titre ou diplôme préparé, en liaison avec le centre de formation à l'apprentissage. Il doit veiller à procurer à l'apprenti des tâches correspondant à son programme de formation.

Par conséquent, le directeur d'unité doit permettre au maître d'apprentissage de dégager, sur son temps de travail, les disponibilités nécessaires à l'accompagnement de l'apprenti et aux relations avec le centre de formation. Il doit veiller à ce que le maître d'apprentissage bénéficie d'informations et de formations lui permettant d'exercer correctement sa mission et d'accompagner efficacement l'apprenti dans son parcours de formation.

Pour accompagner le maître d'apprentissage dans sa fonction, les services formation des délégations régionales pourront lui proposer de suivre une formation spécifique dans le cadre d'un marché national de formation mis en place par le service formation et itinéraires professionnels de la direction des ressources humaines.

E. Indemnisation du maître d'apprentissage

Le maître d'apprentissage bénéficie d'une allocation forfaitaire dont le montant est fixé à 500 € bruts par an. Cette allocation est versée par tranche de 250 € bruts pour chaque période de tutorat d'une durée minimale de six mois.

Lorsque le maître d'apprentissage encadre plusieurs apprentis au cours d'une même période, il bénéficie au titre d'une même période de plusieurs allocations forfaitaires.

IV LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE

A. Objet et nature du contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail de droit privé de type particulier par lequel l'employeur s'engage à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, c'est-à-dire théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle.

Ce contrat de droit privé est régi par les articles L. 6221-1 et suivants du code du travail.

B. Mentions obligatoires du contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat conclu, par écrit en trois exemplaires originaux, entre l'apprenti ou son représentant légal et l'employeur, qui doit comporter obligatoirement certaines mentions.

Le contrat d'apprentissage doit être conclu conformément au Cerfa n° 10103*06, qui est disponible sur les sites internet www.service-public.fr et www.travail.gouv.fr.

Ce contrat doit ainsi comporter un certain nombre de mentions obligatoires :

- le nom et l'adresse de l'employeur, de l'apprenti et de son représentant légal si nécessaire ;
- l'effectif de la structure d'accueil au sens de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale ;
- la désignation de la formation assurée par la mention du diplôme sanctionnant cette formation ;
- la date de début de l'exécution du contrat et sa durée, précisant la date de début de la formation au CNRS et celle de début de l'enseignement ;
- la rémunération due à l'apprenti pour chacune des années de l'apprentissage ;
- la dénomination et l'adresse du CFA ;
- le nom et la date de naissance du ou des maîtres d'apprentissage, les titres ou diplômes dont ils sont titulaires ainsi que la durée de leur expérience professionnelle dans l'activité en rapport avec la qualification recherchée.
- l'attestation de l'employeur précisant que le maître d'apprentissage remplit les conditions de compétence professionnelle imposées par l'article L. 6223-8-1.

Par ailleurs, en sus du formulaire Cerfa dûment rempli, il convient d'établir un contrat de travail qui permet au CNRS d'apporter des précisions complémentaires à destination de l'apprenti.

Un modèle type de contrat de travail est présenté en annexe 1.

C. Conclusion du contrat d'apprentissage

Au préalable, le contrat d'apprentissage doit être transmis à l'établissement de formation pour visa.

Il doit ensuite être signé, préalablement à l'emploi de l'apprenti, par les deux parties contractantes (ou le représentant légal de l'apprenti si ce dernier est mineur).

Une fois le contrat signé, et avant le début de l'exécution du contrat d'apprentissage, ou, au plus tard, dans les cinq jours ouvrables qui suivent celui-ci, le CNRS doit transmettre le contrat pour enregistrement à la DIRECCTE du lieu d'exécution du contrat.

Depuis le décret n° 2011-1924 du 21 décembre 2011, l'employeur n'est tenu d'adresser les pièces justificatives à la DIRECCTE qu'en cas de demande de l'organisme susvisé et non plus en même temps que le contrat d'apprentissage faisant l'objet de la demande d'enregistrement. Cependant, par sécurité, il conviendra de réunir ces pièces dès la transmission du contrat pour enregistrement et de les conserver dans l'éventualité d'un contrôle ultérieur.

Le contrat est enregistré dans un délai de quinze jours à compter de la réception du dossier complet, c'est-à-dire dûment rempli et visé par le directeur du CFA. Le silence de la DIRECCTE vaut décision d'acceptation d'enregistrement.

A compter du 1^{er} janvier 2020 et en application de l'article L. 6227-11 du code du travail, les formalités d'enregistrement sus-décrites seront supprimées et remplacées par une obligation de dépôt du contrat auprès du représentant de l'Etat dans le département d'exécution du contrat d'apprentissage.

D. Durée du contrat d'apprentissage

1. Une durée adaptée au type de formation et au niveau initial de l'apprenti

Le contrat d'apprentissage fixe la date du début de l'exécution du contrat d'apprentissage et précise la date de début de la formation pratique chez l'employeur et celle de début de la formation en centre de formation des apprentis (*cf. article L. 6222-12 du code du travail*). La formation pratique ainsi que l'enseignement doivent débiter dans les trois mois suivant le début de l'exécution du contrat d'apprentissage.

La durée du contrat d'apprentissage est égale à celle du cycle de formation qui fait l'objet du contrat. En principe fixée à 2 ans, elle peut varier entre 6 mois et 3 ans selon le type de profession et le niveau de qualification préparé.

Toujours par décision dérogatoire, lorsque la durée du contrat est fixée à deux ans et plus, elle peut être réduite d'un an pour les personnes :

- titulaires d'un diplôme ou d'un titre homologué de niveau supérieur à celui qu'elles souhaitent préparer ;
- ayant accompli un stage de formation professionnelle conventionné ou agréé par l'Etat ou une région et ayant pour objet l'acquisition d'une qualification ;
- titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ou d'un titre homologué et qui souhaitent préparer un diplôme ou un titre de même niveau, lorsque la nouvelle qualification recherchée est en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu.

De plus, lorsque la durée du contrat est fixée à deux ans et plus, elle est réduite d'office d'un an pour les personnes qui remplissent les conditions suivantes :

- avoir bénéficié, pendant une année au moins :
 - soit d'une formation à temps complet dans un établissement d'enseignement technologique ;
 - soit d'un contrat d'apprentissage ;
 - soit d'un contrat de professionnalisation ;
- entrer en apprentissage pour achever l'une des formations énumérées ci-dessus.

Enfin, la durée du contrat d'apprentissage peut être adaptée, par autorisation, pour tenir compte du niveau initial de compétence de l'apprenti, sans pouvoir conduire à la conclusion de contrats d'apprentissage d'une durée inférieure à un an ou supérieure à 3 ans. La durée est ainsi fixée en fonction de l'évaluation des compétences de l'apprenti concerné. Cependant, pour les apprentis ayant un niveau supérieur au baccalauréat, cette autorisation est facultative si un avis favorable a été émis par le président d'université ou le chef d'établissement d'enseignement supérieur. La réduction autorisée n'est pas cumulaire avec les réductions prévues précédemment.

Les demandes de réduction de la durée du contrat d'apprentissage sont adressées au directeur du CFA ou au responsable d'établissement qui la transmet, en y joignant son avis, au service chargé de l'inspection de l'apprentissage pour décision. L'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter du dépôt de la demande vaut décision d'acceptation.

2. Les cas de prolongations

La durée du contrat peut être prolongée pour une durée d'un an au plus, à la suite de l'échec à l'examen, soit par avenant au contrat initial, soit par conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur (*cf. article L. 6222-11 du code du travail*).

Pour les apprentis qui se sont vu reconnaître la qualité de travailleur handicapé, la durée du contrat d'apprentissage peut être portée à quatre ans (*cf. article R. 6222-46 du code du travail*).

E. Fin du contrat ou résiliation

Toute rupture du contrat d'apprentissage doit être notifiée au directeur du CFA ainsi qu'au préfet de département qui a enregistré le contrat.

De plus, à la fin de la relation de travail, le CNRS doit remettre à l'apprenti un certificat de travail précisant la période d'emploi, un solde de tout compte signé de l'apprenti et l'attestation destinée à Pôle emploi.

1. La rupture anticipée

Conformément à l'article L. 6222-18 du code du travail, le contrat d'apprentissage peut être rompu librement par l'une ou l'autre des parties durant les quarante-cinq premiers jours de formation pratique effectués par l'apprenti, sans que cela puisse donner lieu à indemnité.

Ce délai est suspendu pendant les périodes d'absence pour maladie de l'apprenti ou pour accident de travail.

La partie souhaitant mettre fin au contrat doit manifester sa volonté par l'envoi d'une lettre notifiant la rupture. Ladite lettre n'a pas à faire mention des motifs de la rupture. La rupture ne doit toutefois pas reposer sur un motif discriminatoire.

La rupture doit être notifiée au directeur du centre de formation des apprentis ainsi qu'à l'organisme ayant enregistré le contrat.

Enfin, la période de quarante-cinq jours permettant la rupture du contrat d'apprentissage s'applique également au nouvel employeur qui conclut un contrat d'apprentissage avec un apprenti après la rupture de son premier contrat d'apprentissage.

2. La rupture au-delà du délai de 45 jours

Le contrat d'apprentissage peut être rompu par les parties avant son terme. Conformément à l'article L. 6222-18 du code du travail, à l'issue de la période de quarante-cinq jours, la résiliation peut intervenir par accord exprès et bilatéral des cosignataires.

Le recours à la rupture par accord exprès et bilatéral des cosignataires doit toujours être recherché prioritairement.

A défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut également être rompu par acte unilatéral à l'initiative de l'employeur en cas :

- de force majeure ;
- de faute grave de l'apprenti ;
- d'inaptitude de l'apprenti constatée médicalement ;
- d'exclusion définitive du centre de formation.

C'est le formalisme d'un licenciement qui s'applique (articles L. 1232-2 et suivants du code du travail). Ainsi l'apprenti doit être convoqué à un entretien préalable à son licenciement pour lequel il peut être assisté par une personne de son choix appartenant au CNRS. Lors de l'entretien, les motifs de la décision envisagée doivent être indiqués à l'apprenti et ses explications doivent être recueillies.

Egalement à défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut être rompu par la démission de l'apprenti. Dans ce cas, l'apprenti doit, au préalable, saisir le service des ressources humaines qui assure la gestion de son dossier afin que soit organisée une médiation (*cf. article D. 6274-1 du code du travail*). Si l'apprenti est mineur, sa démission doit être cosignée par son représentant légal. Une copie de la décision de démission doit être

adressée à l'établissement de formation. La démission s'accompagne du respect d'un préavis minimal de 7 jours à compter de la date à laquelle le CNRS a été informé par l'apprenti de son intention de rompre le contrat (*cf. article D. 6222-21-1 du code du travail*).

Enfin, en cas d'obtention du diplôme ou du titre préparé, le contrat d'apprentissage peut prendre fin, à l'initiative de l'apprenti, avant le terme fixé initialement, à condition d'en avoir informé le CNRS au moins deux mois avant la fin du contrat (*cf. article L. 6222-19 du code du travail*).

F. Réorientation

Conformément à la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels, une voie alternative à la rupture du contrat d'apprentissage est ouverte à l'apprenti préparant un baccalauréat professionnel, qui constate que cette formation ne lui convient pas.

Ainsi, un apprenti engagé dans la préparation d'un baccalauréat professionnel peut, à sa demande ou à celle du CNRS, au terme de la première année du contrat, poursuivre sa formation en vue d'obtenir un certificat d'aptitude professionnelle, un certificat d'aptitude professionnelle agricole ou un brevet professionnel agricole.

Lorsque la spécialité du nouveau diplôme appartient au même domaine professionnel que celle du baccalauréat professionnel initialement visé, la durée du contrat d'apprentissage peut être réduite d'une année après acception du service chargé de l'inspection de l'apprentissage (*cf. articles L. 6222-22-1 et R. 6222-22-1 du code du travail*).

V. LE DEROULEMENT DE L'APPRENTISSAGE AU CNRS

A. Statut de l'apprenti

Les articles L. 6222-23 à L. 6222-33 du code du travail traitent des « *conditions de travail de l'apprenti* ». L'article L. 6227-1 du code du travail les rend applicables au secteur public, sous réserve des articles L. 6227-2 et suivants.

Ainsi, en application des dispositions de l'article L. 6222-23 du code du travail, « *l'apprenti bénéficie des dispositions applicables, à l'ensemble des salariés dans la mesure où elles ne sont pas contraires à celles qui sont liées à sa situation de jeune travailleur en formation* ».

B. Durée de travail

Les apprentis sont soumis à la durée légale du travail et à l'horaire collectif applicable au CNRS.

Des règles particulières s'appliquent pour les apprentis de moins de 18 ans. Ils ne peuvent être employés à un travail effectif plus de 8 heures par jour, ni plus de 35 heures par semaine.

Les apprentis bénéficient des mêmes modalités d'ARTT que les autres agents à temps complet du CNRS, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec leur situation de jeunes apprentis en formation. De même, ils bénéficient des congés annuels et des jours fériés légaux dans les mêmes conditions que les autres agents du CNRS.

Le temps consacré par l'apprenti à la formation dispensée dans les CFA est compris dans l'horaire de travail, sauf lorsqu'il s'agit de modules complémentaires au cycle de formation, librement choisis par l'apprenti et acceptés par le CFA. Pour le reste du temps, l'apprenti est tenu d'effectuer le travail qui lui est confié par l'unité ou le service dans lequel il est affecté. Ce travail doit être en relation directe avec la formation professionnelle prévue au contrat d'apprentissage.

C. Congés supplémentaires

Afin de permettre à l'apprenti de préparer ses épreuves, ce dernier a droit à un congé supplémentaire de cinq jours ouvrables à prendre dans le mois qui précède les épreuves. Ce congé donne droit au maintien de la rémunération. Il s'ajoute au congé annuel et ne peut être imputé sur la durée normale de formation en CFA (*cf. article L. 6222-35 du code du travail*).

De plus, quelle que soit leur ancienneté dans l'entreprise, les apprentis âgés de moins de vingt et un ans au 30 avril de l'année précédente ont droit, s'ils en font la demande, à un congé de trente jours ouvrables (*cf. article L. 3164-9 du code du travail*). Ce congé ne donne pas droit au maintien de la rémunération.

D. Autorisation d'absence exceptionnelle rémunérée d'un apprenti appelé au service national

En application des dispositions de l'article L. 3142-97 du code du travail, tout apprenti de 16 à 25 ans qui doit participer à la journée défense et citoyenneté bénéficie d'une autorisation d'absence exceptionnelle d'un jour.

Cette absence exceptionnelle a pour but exclusif de permettre à l'apprenti de participer à la journée défense et citoyenneté.

Cette participation n'entraîne pas de réduction de la rémunération. Elle est assimilée à du service effectif pour la détermination des droits à congés annuels.

E. Mobilité internationale des apprentis

Conformément à l'article L. 6222-42 du code du travail, le contrat d'apprentissage peut être exécuté en partie à l'étranger pour une durée qui ne peut excéder un an et sous réserve que la durée d'exécution du contrat en France soit d'au moins six mois. La mise en œuvre d'une telle mobilité donne lieu à l'établissement d'une convention entre l'apprenti, le CNRS, l'employeur à l'étranger, le centre de formation en France et, le cas échéant, le centre de formation à l'étranger (*cf. article L. 6222-44 du code du travail*).

Pendant la période de mobilité, l'entreprise ou le centre de formation d'accueil est seul responsable des conditions d'exécution du travail de l'apprenti notamment en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail, la rémunération, la durée de travail, le repos hebdomadaire et les jours fériés.

Pendant la période de mobilité, l'apprenti relève de la sécurité sociale de l'Etat d'accueil. Toutefois, lorsqu'il ne bénéficie du statut de salarié ou assimilé dans l'Etat d'accueil, sa couverture sociale est régie par le code de la sécurité sociale pour ce qui concerne les risques maladie, vieillesse, maternité, accidents du travail, maladies professionnelles et invalidité. En dehors de l'Union européenne, cette couverture est assurée, sous réserve des dispositions des conventions internationales de sécurité sociale, par une adhésion à une assurance volontaire.

Pour une mobilité n'excédant pas quatre semaines, il convient de conclure une convention de mise à disposition entre l'apprenti, le CNRS, le centre de formation en France, le centre de formation à l'étranger et, le cas échéant, l'employeur à l'étranger.

Pendant cette mise à disposition, le CNRS reste responsable des conditions d'exécution de la formation, en centre de formation ou en entreprise à l'étranger. L'exécution du contrat se poursuit, le CNRS continue donc de verser à l'apprenti sa rémunération et reste responsable de sa protection sociale, notamment en matière d'accident du travail et de maladie professionnelle.

L'apprenti peut obtenir un financement grâce au programme communautaire Education et Formation tout au long de la vie. Ainsi, le sous-programme Leonardo da Vinci finance la mobilité des élèves du secondaire, et le sous-programme Erasmus, celle des étudiants du supérieur.

En outre, certaines Régions apportent un appui spécifique à la mobilité des apprentis, en finançant des bourses de mobilité individuelle et collective, de même que certaines organisations nationales d'échange.

F. Santé et sécurité

L'article L. 4153-8 du code du travail pose le principe de l'interdiction d'emploi pour les travailleurs de moins de dix-huit à certaines catégories de travaux les exposant à des risques pour leur santé, leur sécurité, leur moralité ou excédant leurs forces. Le décret n° 2015-1583 du 3 décembre 2016 relatif à la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique de l'Etat d'effectuer des travaux dits réglementés détermine la liste des travaux concernés et les éventuelles dérogations. En pratique, les demandes de dérogation doivent faire d'une déclaration auprès de l'inspecteur en santé et en sécurité au travail (ISST).

Par ailleurs, l'employeur doit prévenir les parents d'un apprenti mineur en cas de maladie, d'absence ou de tout fait de nature à motiver leur intervention.

G. Protection sociale

L'apprenti est affilié au régime général de la Sécurité sociale pour tous les risques (maladie, maternité, vieillesse, invalidité, décès) et au régime complémentaire de retraite IRCANTEC (*cf. article L. 6227-8 du code du travail*).

Ainsi, le CNRS doit effectuer, dans les huit jours qui suivent la date du début de l'apprentissage, la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) auprès de l'URSSAF. Elle s'effectue notamment sur le site internet www.net-entreprises.fr. Le récépissé de l'URSSAF doit être conservé.

L'apprenti bénéficie des prestations d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès dans les conditions de droit commun (indemnisation directe par la Caisse primaire d'assurance maladie). Toutefois, ayant conclu un contrat de droit privé, il ne peut bénéficier de la protection sociale prévue par le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat.

En cas d'arrêt de travail, les indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS) sont calculées sur la base de la rémunération servie. Sont comptées comme heures de travail pour l'ouverture des droits, les heures de travail effectif et les heures consacrées à la formation théorique.

L'apprenti bénéficie de la législation protectrice en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles en tant que salariés, y compris lorsqu'il suit les enseignements au CFA (*cf. article L. 6222-32 du code du travail*) ou participe à des activités sportives.

VI LA REMUNERATION DE L'APPRENTI

Dans le secteur public non industriel et commercial, la rémunération servie à l'apprenti connaît quelques spécificités. En effet, conformément à l'article L. 6227-7 du code du travail, l'apprenti perçoit un salaire dont le montant, fixé par décret en pourcentage du salaire minimum de croissance (SMIC), varie en fonction de l'âge de l'apprenti, de l'ancienneté du contrat et du niveau du diplôme préparé. Ce salaire est déterminé pour chaque année d'apprentissage.

Toutefois, la rémunération des apprentis âgés de 26 ans et plus est fixée à 100 % du SMIC, quelle que soit l'année d'exécution du contrat (hors majoration relative au niveau du diplôme le cas échéant).

Conformément aux dispositions de l'article D. 6272-2 du code du travail tel que modifié par le décret n° 2020-478 du 24 avril 2020 relatif à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial « les employeurs publics peuvent majorer la rémunération prévue par l'article D. 6222-26 de 10 points ou 20 points ». Le CNRS a décidé de maintenir les majorations de 10 ou 20 points selon le niveau de diplôme préparé.

Par conséquent, les pourcentages sont majorés de 10 points lorsque l'apprenti prépare un diplôme ou titre de niveau IV et de 20 points lorsque l'apprenti prépare un diplôme ou titre de niveau III.

Le bénéfice de cette majoration de 20 points a été étendu à la préparation d'un titre ou diplôme de niveau II et I, après accord de la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DRTEFP) et du Contrôleur Général près les EPST.

Pour le montant des rémunérations à attribuer, voir le tableau joint en annexe n° 2.

Les années d'apprentissage sont déterminées de date à date, à partir de la naissance du contrat. Ainsi, le CNRS doit, pour le mois au cours duquel le taux change, appliquer les deux taux successivement. Le passage d'un niveau de rémunération à un autre s'effectue à l'issue de chaque année d'exécution du contrat.

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Lorsque l'apprentissage dure deux ans mais que le contrat est conclu avec un apprenti de 18 ans préparant un diplôme de niveau III pour la période du 16 septembre 2019 au 30 septembre 2020, la rémunération de l'apprenti sera égale à :

- du 16 septembre 2019 au 15 septembre 2020 : 63% du SMIC au 1er janvier 2019 ;
- du 16 septembre 2020 au 15 septembre 2021 : 71% du SMIC au 1er janvier 2020 ;
- du 16 septembre 2021 au 30 septembre 2021 : 87% du SMIC au 1er janvier 2021.

En revanche, si l'apprenti prépare un master II en apprentissage, après avoir accompli sa première année sous statut étudiant, il est considéré, par l'administration du travail, comme ayant effectué une première année d'apprentissage, et il est prévu que, dans ce cas, sa rémunération soit égale à la rémunération afférente à une deuxième année d'apprentissage (cf. article R. 6222-18 du code du travail).

De même, si l'apprenti prépare un master I après avoir obtenu une licence professionnelle en apprentissage, il reçoit une rémunération égale à la rémunération prévue pour une 2^{ème} année d'apprentissage.

Les majorations en % du SMIC prévues en fonction de l'âge prennent effet à compter du 1^{er} jour du mois suivant celui où l'apprenti atteint 18, 21 ou 26 ans (*exception : si l'anniversaire de l'apprenti survient au 1^{er} jour du mois, la réévaluation est prise en compte au 1^{er} jour du mois*). Les années d'apprentissage effectuées avant que l'apprenti ait atteint l'âge de 18, 21 ou 26 ans sont prises en compte pour le calcul de la rémunération (cf. article D. 6222-31 du code du travail). Les rémunérations sont donc majorées en tenant compte des années de contrat déjà effectuées lorsque l'apprenti change de tranche d'âge.

La revalorisation du SMIC intervenant en cours d'année doit être appliquée au salaire de l'apprenti pour la période restant à courir.

Enfin, les apprentis peuvent prétendre, dans les mêmes conditions que les autres agents du CNRS, à la prise en charge partielle de leurs frais de transport domicile-travail. Cependant sont exclus de cette prise en charge, les frais de déplacement engagés par un apprenti entre son domicile et le CFA.

A. Prolongation du contrat

En cas de prolongation pour échec à l'examen ou de dérogation au début du contrat, le salaire minimum applicable pendant la prolongation est celui de la dernière année précédant cette prolongation (cf. article D. 6222-28 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Après un échec à l'examen du BTS, le contrat d'un apprenti de 21 ans est prolongé d'une année, pour être porté à trois ans. Durant la deuxième année de son contrat, l'apprenti percevait 81% du SMIC. Pendant l'année supplémentaire, il continue de percevoir la même rémunération que l'année précédente, soit 81% du SMIC.

En cas de prolongation de la durée du contrat d'un apprenti handicapé, il est appliqué pour la quatrième année une majoration de 15 points au pourcentage du SMIC afférent à la dernière année de la durée normale du contrat (cf. article R. 6222-48 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti, qui s'est vu reconnaître la qualité de travailleur handicapé, est recruté à l'âge de 21 ans pour une durée de quatre ans en vue de l'obtention d'une licence.

La rémunération versée la 1^{ère} année sera égale à 73% du SMIC. Celle versée la 2^{ème} année sera égale à 81% du SMIC et celle versée la 3^{ème} année sera égale à 98% du SMIC. Enfin, la rémunération versée la 4^{ème} année sera égale à la rémunération de l'année précédente, majorée de 15%, soit 113% du SMIC.

B. Réduction du contrat

Lorsque la durée du contrat est réduite d'un an (apprenti ayant bénéficié d'une formation à temps complet dans un établissement d'enseignement technologique ou d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation ; apprentis déjà titulaires d'un diplôme de niveau supérieur ; personnes ayant effectué un stage de formation professionnelle ; apprenti engagé dans la préparation d'un baccalauréat professionnel qui, au terme de la première année du contrat, poursuit sa formation en vue d'obtenir un CAP, un CAPA ou un BPA), les apprentis sont considérés, pour leur rémunération minimale, comme ayant déjà accompli une première année d'apprentissage (cf. article R. 6222-18 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti de 17 ans prépare sa 2^{ème} année de BEP en apprentissage après avoir suivi sa 1^{ère} année sous statut scolaire dans un lycée professionnel. Il est considéré comme ayant déjà accompli une 1^{ère} année d'apprentissage et bénéficiera donc d'une rémunération afférente à une 2^{ème} année d'apprentissage, soit 39% du SMIC.

Pour les contrats concernant les apprentis déjà titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel, ou d'un titre homologué, désirant préparer un autre diplôme de même niveau dans une qualification en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu, le salaire minimum s'obtient en majorant de 15 points le pourcentage du SMIC applicable à la dernière année de la durée normale du contrat. Les jeunes issus d'une voie de formation autre que l'apprentissage peuvent également bénéficier de cette majoration (cf. article D. 6222-30 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti de 22 ans, titulaire d'un CAP cuisine préparé en deux ans, est recruté en vue de l'obtention d'un BEP cuisine en un an. Au cours de son unique année de préparation du BEP, l'apprenti bénéficiera de la rémunération afférente à une deuxième année d'apprentissage, soit en l'espèce 61% du SMIC, majorée de 15%, c'est-à-dire 76% du SMIC.

En cas de réduction du contrat en raison du niveau initial de l'apprenti, celui-ci est considéré, pour sa rémunération minimale, comme ayant déjà effectué une durée d'apprentissage égale à la différence entre la durée normale du contrat et la durée réduite (cf. article D. 6222-30 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti est recruté à l'âge de 21 ans en vue de l'obtention d'un BTS, pour une durée d'un an et 6 mois, compte tenu de son niveau de compétence initial.

La rémunération versée la 1^{ère} année sera égale, pendant les 6 premiers mois, à 73% du SMIC et les 6 mois suivant à 81% du SMIC. Celle versée les 6 derniers mois au titre de la 2^{ème} année sera égale à 81% du SMIC.

C. Contrats successifs

Conformément à l'article L. 6222-15 du code du travail, tout jeune travailleur peut conclure des contrats d'apprentissage successifs en vue de la préparation de diplômes ou de titres sanctionnant des qualifications différentes. En revanche, lorsqu'il a déjà conclu deux contrats successifs de même niveau, la conclusion d'un troisième est subordonnée à l'autorisation du directeur du dernier centre de formation des apprentis qu'il a fréquenté.

Lorsqu'un apprenti conclut un nouveau contrat d'apprentissage avec le même employeur, sa rémunération est au moins égale à celle qu'il percevait lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf quand l'application des rémunérations fixées en fonction de son âge et de son diplôme préparé est plus favorable (cf. *article D. 6222-29 du code du travail*).

De même, lorsqu'un apprenti conclut un nouveau contrat d'apprentissage avec un employeur différent, sa rémunération est au moins égale à la rémunération minimale à laquelle il pouvait prétendre lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf quand l'application des rémunérations fixées en fonction de son âge et de son diplôme est plus favorable. Les majorations de rémunération accordées aux jeunes ayant effectué un premier contrat d'apprentissage, en application d'un accord collectif, ou accordées par son premier employeur, ne sont pas opposables au CNRS.

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un jeune âgé de 21 ans conclut un contrat d'apprentissage avec le CNRS en vue de l'obtention d'un master, après avoir obtenu une licence suite à un apprentissage avec un autre employeur d'une durée de trois ans. Dans ces conditions, sa rémunération sera égale à celle versée pour une deuxième année d'apprentissage (cf. infra).

- *Lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, si son employeur était une personne morale de droit privé, la rémunération minimale à laquelle l'apprenti pouvait prétendre était équivalente à 67% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.*

La rémunération versée par le CNRS sera alors égale à 81% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.

- *Cependant, lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, si son employeur était une personne morale de droit public, la rémunération minimale à laquelle l'apprenti pouvait prétendre était équivalente à 87% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.*

La rémunération versée par le CNRS devra être égale à 87% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.

VII LES CHARGES SOCIALES ET LA FISCALITE

A. Charges sociales et charges connexes

La rémunération servie aux apprentis est exonérée, dans la limite de 79% du SMIC, des cotisations salariales d'origine légale ou conventionnelle (cf. *articles L. 6243-2 et D. 6243-5 du code du travail*), soit les cotisations suivantes (*taux en vigueur au 1^{er} janvier 2019*) :

- la cotisation assurance vieillesse : 7,30% ;
- la cotisation assurance maladie supplémentaire dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle : 1,50%
- la cotisation de retraite complémentaire IRCANTEC.

L'apprenti est exonéré de la CSG et de la CRDS (cf. *article L. 136-1-1 III 1° a du code de la sécurité sociale*).

Le CNRS est exonéré de la totalité des cotisations patronales sociales d'origine légale et conventionnelle, à l'exclusion de celles dues au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles (cf. *article L. 6227-8-1 du code du travail*). Restent à sa charge les cotisations et contributions suivantes :

- la cotisation accidents du travail, maladies professionnelles (taux variable) ;
- la taxe sur les salaires.

En ce qui concerne la taxe sur les salaires (TSS), celle-ci est calculée sur toutes les rémunérations versées au cours de l'année par application d'un barème progressif et donne lieu à régularisation annuelle.

Les rémunérations versées aux apprentis bénéficient d'une exonération spécifique au regard de la TSS. La rémunération versée à l'apprenti est exonérée de la TSS à concurrence d'une fraction de son montant, fixée à 11% du SMIC mensuel (151,67 heures). La valeur du SMIC à prendre à compte pour la détermination de la fraction exonérée est celui en vigueur au 1^{er} janvier l'année en cours.

En revanche, l'assiette sur laquelle est assise la cotisation accidents du travail et maladies professionnelles correspond à la rémunération brute servie à l'apprenti.

B. Fiscalité

En application de l'article 81 bis du code général des impôts, les rémunérations versées aux apprentis munis d'un contrat répondant aux conditions prévues par le code du travail sont exonérées d'impôt sur le revenu dans la limite du montant annuel du SMIC. Cette exonération s'applique à l'apprenti personnellement imposable ou au contribuable qui l'a à sa charge.

Le plafond d'exonération au prélèvement à la source pour les apprentis est fixé à 18 255 euros à compter du 1^{er} janvier 2019. Ce plafond est égal au produit du SMIC mensuel brut par 12, arrondi à l'euro le plus proche. Lorsque le montant du SMIC mensuel brut varie en cours d'année, le plafond d'exonération est égal à la somme des produits du montant du SMIC mensuel brut par le nombre de mois auquel ce montant correspond, arrondi à l'euro le plus proche.

Le montant de la rémunération des apprentis à comparer à cette limite d'exonération s'entend avant application de la déduction pour frais professionnels de 10%.

VIII LE SUIVI DU DISPOSITIF

A. Contrôle pédagogique des conditions d'exécution de l'apprentissage

L'inspection de l'apprentissage est assurée par des fonctionnaires des corps de l'inspection à compétence pédagogique, et dans le cadre de l'enseignement supérieur, par des enseignants-chercheurs (*cf. article R. 6251-2 du code du travail*).

L'inspection de l'apprentissage peut être exercée conjointement, en tant que de besoin, par d'autres fonctionnaires commissionnés en raison de leurs compétences techniques et qui relèvent de ministères exerçant une tutelle sur les établissements concernés (*cf. article R. 6251-3 du code de travail*).

A cet égard, et conformément aux dispositions des articles R. 6251-12 et R. 6251-13 du code du travail, les inspecteurs commissionnés ont droit d'entrer dans toutes les entreprises employant des apprentis. L'employeur est alors tenu d'indiquer les tâches ou postes de travail qui sont ou seront confiés aux apprentis, de leur communiquer les documents en sa possession relatifs aux apprentis et de leur permettre de s'entretenir avec les apprentis et les personnes responsables de leur formation.

De plus, lorsque l'employeur assure le logement de l'apprenti, il doit indiquer les conditions dans lesquelles est assuré ce logement.

Il convient de préciser que les dispositions relatives à l'intervention de l'Inspection du travail en matière d'apprentissage ne sont pas applicables pour le secteur public.

B. Sortie du dispositif

Lorsque le contrat d'apprentissage cesse, l'intéressé, s'il le souhaite, peut demander à bénéficier de mesures de formation ou d'un nouveau contrat pour préparer un autre diplôme. Dans ce dernier cas, la CNFP sera à

nouveau consultée et examinera les conditions d'expériences professionnelles du maître d'apprentissage en lien avec le nouveau diplôme préparé par l'apprenti.

Pour l'essentiel, l'apprenti a vocation à être embauché principalement dans le secteur privé. C'est pourquoi, il est important de le former à une qualification recherchée sur le marché du travail.

Toutefois, si l'apprenti souhaite intégrer la fonction publique, il ne peut y avoir accès que par la voie du concours externe. A cet égard, il convient de rappeler qu'en application de l'article L. 6227-10 du code du travail, les services accomplis par l'apprenti au titre du contrat d'apprentissage ne peuvent être pris en compte comme services publics au sens des dispositions applicables aux fonctionnaires ou aux agents publics.

Par conséquent, les services effectués en qualité d'apprenti ne peuvent être pris en compte dans une reconstitution de carrière, qu'ils aient été effectués auprès d'une entreprise relevant du secteur privé ou d'un organisme issu du secteur public non industriel et commercial.

Par ailleurs, s'ils remplissent les conditions d'ouverture du droit, les ex-apprentis peuvent percevoir les allocations du régime d'assurance chômage, calculées sur la rémunération effectivement perçue.

IX LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE

Les coûts de la formation d'apprentis sont à la charge du CNRS dans la mesure où il n'est pas redevable du paiement de la taxe d'apprentissage (*cf. article L. 6227-6 du code du travail*).

Il est possible, selon le type d'apprentissage, que la formation soit dispensée à titre gratuit par le CFA ou l'établissement d'enseignement supérieur. Dès lors, aucun frais de formation ne doit être acquitté par le CNRS. Dans cette hypothèse, l'établissement de formation doit fournir une attestation par écrit avant le déroulement de l'apprentissage.

Si tel n'est pas le cas, les frais de formations dont devra s'acquitter le CNRS ne pourront pas relever du budget formation du CNRS. Ils devront être pris en charge sur les ressources propres du laboratoire d'accueil et, dans ce cas, le directeur d'unité devra l'attester par écrit en précisant le montant des frais de formation.

Par ailleurs, il convient de préciser qu'une « contribution Vie Etudiante et de Campus » a été instituée par la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et la réussite des étudiants. Elle est collectée par les CROUS. Chaque étudiant en formation initiale dans un établissement d'enseignement supérieur doit s'en acquitter. Elle constitue un coût de formation. Dans ces conditions, cette contribution, dont doivent obligatoirement s'acquitter les apprentis inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, doit être prise en charge par le CNRS au titre des coûts de formation. Il appartient à l'unité d'affectation de l'apprenti de prendre en charge cette contribution sur ses ressources propres.

Le directeur des ressources humaines,
Hugues de LA GIRAUDIERE



Annexe 1 : Modèle de contrat de travail et modèle attestation portant sur les compétences professionnelles du maître d'apprentissage

Annexe 2 : Montant des rémunérations à attribuer à l'apprenti

CONTRAT D'ENGAGEMENT

Entre les soussignés :

Le Président-directeur général du Centre National de la Recherche Scientifique
dont l'effectif au sens des dispositions de l'article L. 130-1 du code de la
sécurité sociale, est fixé à 25 316 agents

Commenter [LJ1]: Données du rapport social unique-
Effectif de l'année n-1 (ici 2020) qui tient compte des agents
fonctionnaires et des agents en CDI

d'une part,

et,

Monsieur (Madame)

Domicilié(e) :

d'autre part,

VU, le code du travail,

VU, le formulaire CERFA n° 10103*07 « Contrat d'apprentissage » signé le ...,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : CONDITIONS GENERALES

Monsieur (Madame)... est engagé(e) en qualité d'apprenti afin de préparer le
diplôme suivant :

...

Il (Elle) est placé(e) sous l'autorité hiérarchique de Monsieur (Madame)...,
Délégué(e) Régional(e) de la Délégation ...

Monsieur (Madame)... exercera ses activités à l'unité suivante :

...

Le maître d'apprentissage est, né(e) le

Pour tout litige relevant du présent contrat, le Conseil des Prud'hommes de ... sera compétent.

ARTICLE 2 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu à compter du ... Il prendra fin le ...

Il est précisé que le présent contrat ne constitue pas un engagement à caractère permanent et ne confère en aucun cas le droit à une intégration dans le cadre des personnels statutaires du CNRS.

ARTICLE 3 : REMUNERATION - COUVERTURE SOCIALES

Compte tenu de l'âge de l'apprenti, du diplôme et de la durée du contrat, la rémunération brute sera égale à :

- pour la période du ... au : ...% du SMIC soit ...
- pour la période du ... au : ...% du SMIC soit ...

Elle est payable à terme échu et suivra la même évolution que celle du SMIC.

Le bénéficiaire du présent contrat est affilié au régime général de la sécurité sociale pour tous les risques (maladie, maternité, invalidité, décès) et au régime complémentaire de retraite (IRCANTEC) institué au profit des agents non titulaires de l'Etat.

Il ne pourra pas bénéficier du versement de l'indemnité de fin de contrat.

ARTICLE 4 : HORAIRE DE TRAVAIL - CONGES

L'apprenti est soumis aux règles applicables aux agents non titulaires du CNRS en ce qui concerne l'horaire de travail. Les heures d'enseignement au Centre

de Formation d'Apprentis (CFA) sont comprises dans la durée du travail. Le temps de présence sur le lieu de travail au CNRS sera donc d'environ ...% par rapport à un temps complet (base de 151,67 Heures par mois).

Le calendrier des cours est défini au moment de l'inscription de l'apprenti au CFA. L'apprenti est tenu de communiquer par écrit ce calendrier au maître d'apprentissage, ainsi qu'au service des ressources humaines de la Délégation.

Les congés sont identiques à ceux des autres agents. Toutefois, si le CFA organise des séances de préparation à l'examen, un congé spécial de 5 jours est accordé aux apprentis dans le mois qui précède les épreuves de l'examen envisagé.

ARTICLE 5 : OBLIGATION DE RESERVE ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

5-1 Obligation de réserve et obéissance hiérarchique

Le bénéficiaire du présent contrat est soumis aux obligations d'obéissance hiérarchique, de loyauté, de discrétion et de réserve. Il est également tenu au secret professionnel à l'égard des tiers en ce qui concerne les activités exercées au CNRS.

5-2 Propriété Intellectuelle

Les fonctions exercées par le bénéficiaire au titre du présent contrat de travail comportent une mission inventive permanente. En conséquence et conformément à la législation en vigueur en matière de propriété intellectuelle (articles L. 611-7 et R. 611-11 à R. 611-14 du code de la propriété intellectuelle notamment), les inventions faites par le bénéficiaire appartiennent au CNRS. Le bénéficiaire reconnaît que le CNRS est propriétaire de tout autre résultat valorisable, protégeable ou non par un titre de propriété intellectuelle. Ainsi, les logiciels créés par le bénéficiaire dans le cadre du présent contrat appartiennent au CNRS en application de l'article L.113-9 du code de la propriété intellectuelle.

En outre, le bénéficiaire s'engage à céder au CNRS, par le biais de cessions de droits particuliers, la propriété pleine et entière des résultats protégés par le droit d'auteur qu'il pourrait obtenir ou pourrait contribuer à obtenir.

Le CNRS dispose seul du droit de déposer les titres de propriété intellectuelle correspondant aux résultats précités.

Le CNRS s'engage à ce que le nom du bénéficiaire, s'il est considéré comme inventeur, soit mentionné dans les demandes de brevets, à moins que le bénéficiaire ne s'y oppose.

Le bénéficiaire s'engage à donner toutes signatures et à prêter son entier concours au CNRS pour les procédures de protection de ces résultats (notamment pour le dépôt éventuel d'une demande de brevet, son maintien en vigueur et sa défense) ainsi que pour leur exploitation et ce tant en France qu'à l'étranger.

L'ensemble de ces dispositions demeure valable à l'expiration du contrat.

5-3 Confidentialité

Le bénéficiaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles les informations de toute nature, communiquées par tous moyens, dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Cette obligation de confidentialité reste en vigueur pendant la durée du contrat et après son expiration.

5-4 Publications

Le bénéficiaire du présent contrat doit solliciter de manière expresse de l'autorité hiérarchique, l'autorisation de publier. Toute publication ou communication du bénéficiaire doit explicitement mentionner le nom de l'unité et du CNRS.

Ces dispositions demeurent en vigueur pendant la durée du contrat et après son expiration.

ARTICLE 6 : VALIDITE ET RESILIATION DU CONTRAT

La validité du présent contrat est conditionnée à l'enregistrement préalable des formulaires CERFA susvisés auprès de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Les quarante-cinq premiers jours du contrat constituent une période de rupture libre du contrat. Pendant cette période, l'une ou l'autre des parties pourra mettre fin au contrat sans préavis.

A l'issue des quarante-cinq premiers jours, la rupture du contrat peut intervenir par accord exprès et bilatéral des parties.

A défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut être rompu par acte unilatéral de l'employeur pour l'un des motifs limitativement énumérés par le code du travail et selon les modalités fixées par les articles L. 1232-2 et suivants du code du travail. Il peut également être rompu par la démission de l'apprenti (après médiation). La démission s'accompagne du respect d'un préavis minimal de 7 jours à compter de la date à laquelle le CNRS a été informé par l'apprenti de son intention de rompre le contrat.

ARTICLE 7 : IMPUTATION DE LA DEPENSE

La dépense sera imputée sur le compte 646321 du budget du CNRS.

Fait en trois exemplaires à ..., le...

Commenter [Lj2]: Trois car un est transmis à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi compétente.

Pour le Président-directeur général du CNRS
et par délégation
Le Délégué Régional de ...

Le bénéficiaire
(signature précédée de la mention « lu et approuvé »
après paraphe des pages du présent contrat)

Annexe au contrat d'apprentissage

Attestation de l'employeur sur les compétences professionnelles du maître d'apprentissage fixées par l'article L. 6223-8-1 du code du travail

Je soussigné(e), M/Mme, délégué(e) régional(e) de la délégation, atteste que M/Mme, maître d'apprentissage, remplit la condition de compétence professionnelle exigée d'un maître d'apprentissage en application de l'article L. 6223-8-1 du code du travail suivante :

- titulaire d'un diplôme ou d'un titre relevant du domaine professionnel correspondant à la finalité du diplôme ou du titre préparé par l'apprenti et d'un

niveau au moins équivalent, justifiant d'une année d'exercice d'une activité professionnelle en rapport avec la qualification préparée par l'apprenti ;

- titulaire de deux années d'exercice d'une activité professionnelle en rapport avec la qualification préparée par l'apprenti.

[à cocher l'une des deux conditions]

Fait à, le

Le délégué régional [signature]



CIRCULAIRE CIR222644DRH DU 5 DECEMBRE 2022 RELATIVE A L'APPRENTISSAGE

Circulaire n° CIR222644DRH du 5 décembre 2022, abroge la circulaire n° CIR192063DRH du 17 juillet 2019.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
I. LA PROCEDURE PREALABLE A LA FORMATION DU CONTRAT	3
II. LES BENEFICIAIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE.....	3
A. CONDITION D'AGE	3
B. CONDITION DE NATIONALITE	3
C. CONDITION LIEE AU DIPLOME.....	4
D. CONDITION D'INSCRIPTION AU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS (CFA).....	4
E. CONDITION LIEE A L'APTITUDE PHYSIQUE	5
III. LES MAITRES D'APPRENTISSAGE	5
A. CONDITIONS EXIGEEES DU MAITRE D'APPRENTISSAGE.....	5
B. PARTAGE DE LA FONCTION TUTORALE	5
C. NOMBRE MAXIMAL D'APPRENTIS PAR MAITRE D'APPRENTISSAGE	5
D. ROLE DU MAITRE D'APPRENTISSAGE	6
E. INDEMNISATION DU MAITRE D'APPRENTISSAGE.....	6
IV LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
A. OBJET ET NATURE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
B. MENTIONS OBLIGATOIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
C. CONCLUSION DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	7
D. DUREE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE.....	8
1. Une durée adaptée au type de formation et au niveau initial de l'apprenti	8
2. Les cas de prolongations	8
E. FIN DU CONTRAT OU RESILIATION.....	9
1. La rupture anticipée	9
2. La rupture au-delà du délai de 45 jours	9
F. REORIENTATION	10
V. LE DEROULEMENT DE L'APPRENTISSAGE AU CNRS.....	10
A. STATUT DE L'APPRENTI	10
B. DUREE DE TRAVAIL	10
C. CONGES SUPPLEMENTAIRES	11
D. AUTORISATION D'ABSENCE EXCEPTIONNELLE REMUNEREE D'UN APPRENTI APPELE AU SERVICE NATIONAL.....	11
E. MOBILITE INTERNATIONALE DES APPRENTIS	11
F. SANTE ET SECURITE	12
G. PROTECTION SOCIALE.....	12
VI LA REMUNERATION DE L'APPRENTI	12
A. PROLONGATION DU CONTRAT	13
B. REDUCTION DU CONTRAT	14
C. CONTRATS SUCCESSIFS	15
VII LES CHARGES SOCIALES ET LA FISCALITE.....	15
A. CHARGES SOCIALES ET CHARGES CONNEXES	15
B. FISCALITE	16
VIII LE SUIVI DU DISPOSITIF	16
A. CONTROLE PEDAGOGIQUE DES CONDITIONS D'EXECUTION DE L'APPRENTISSAGE.....	16
B. SORTIE DU DISPOSITIF	16
IX LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE	17

I. LA PROCEDURE PREALABLE A LA FORMATION DU CONTRAT

Le CNRS peut conclure des contrats d'apprentissage en vertu de l'article L. 6227-1 du code du travail.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie, il n'existe plus de procédure d'agrément préfectoral du maître d'apprentissage.

Cependant, cette suppression de l'agrément n'a pas eu pour incidence de modifier les compétences de la Commission Nationale de la Formation Permanente (CNFP) en la matière (*cf. L. 6227-4 du code du travail*).

En conséquence, la procédure du CNRS relative à l'examen des conditions d'expériences et de diplômes exigées des maîtres d'apprentissage reste inchangée et toutes les demandes de recrutement d'apprenti, quelle que soit la source de financement de la rémunération (masse salariale du CNRS ou ressources propres de l'unité d'accueil), doivent être examinées.

II. LES BENEFICIAIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE

A. Condition d'âge

En application des dispositions de l'article L. 6222-1 du code du travail, le contrat d'apprentissage s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 29 ans au début de l'apprentissage.

L'article L. 6222-2 du code du travail prévoit des dérogations à cette limite d'âge supérieure (29 ans) d'entrée en apprentissage dans les cas suivants :

- lorsque le contrat proposé fait suite à un contrat d'apprentissage précédemment souscrit et conduit à un niveau de diplôme supérieur à celui obtenu à l'issue du contrat précédent ;
- lorsqu'il y a eu rupture de contrat pour des causes indépendantes de la volonté de l'apprenti (*cf. Article D. 6222-1 du code du travail*) ou suite à une inaptitude physique et temporaire de celui-ci ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne à laquelle la qualité de travailleur handicapé est reconnue ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne qui a un projet de création ou de reprise d'entreprise dont la réalisation est subordonnée à l'obtention du diplôme ou titre sanctionnant la formation poursuivie ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne inscrite en tant que sportif de haut niveau sur la liste prévue par le code du sport.

Dans les deux premiers cas, l'âge de l'apprenti au moment de la conclusion du nouveau contrat doit être de 30 ans au plus et le nouveau contrat d'apprentissage doit être souscrit dans un délai maximum d'un an après l'expiration du précédent contrat (*cf. D. 6222-1 du code du travail*).

B. Condition de nationalité

L'apprentissage est ouvert aux Français et aux ressortissants de l'Union européenne (U.E.) ou étrangers hors U.E. titulaires d'une autorisation de travail.

Ainsi, si le ressortissant n'ayant pas la nationalité d'un pays membre de l'U.E. est titulaire d'un titre de séjour valant autorisation de travail (ex : carte de résident, carte de séjour salarié, carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale »), il convient uniquement de vérifier auprès de la préfecture la validité de ce titre de séjour dans les deux jours précédents l'embauche.

En revanche, si ce type de ressortissant ne dispose pas d'un titre de séjour valant autorisation de travail, il convient de préciser que l'autorisation de travail est accordée de droit sous réserve qu'il soit autorisé à séjourner en France pour la conclusion d'un contrat d'apprentissage (cf. *article L. 5221-5 du code du travail*). A ce titre, la détention d'un titre de séjour est impérative. Les différents types de visa ne donnent pas accès à l'apprentissage.

Dans ce cas, le CNRS doit demander l'autorisation de travail avant l'embauche, au service de la main d'œuvre étrangère de l'unité territoriale de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (Dircecte). Pour cela, il convient de remplir le document Cerfa n° 13653*03 qui est disponible sur www.service-public.fr et www.immigration.gouv.fr.

Le délai de traitement de la demande d'autorisation de travail est de deux mois. Un défaut de réponse dans ce délai vaut rejet de la demande.

Enfin, il y a lieu de noter que les mineurs peuvent séjourner en France sans titre de séjour. Ils doivent néanmoins disposer d'une autorisation de travail. L'autorisation de travail est accordée de droit aux mineurs isolés étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, sous réserve de la présentation d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

C. Condition liée au diplôme

L'apprenti doit être inscrit à la préparation d'un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou de l'enseignement supérieur ou à la préparation d'un titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles.

L'apprentissage s'adresse donc aux jeunes préparant un des diplômes suivants :

- de niveau V (BEP, CAP) ;
- de niveau IV (baccalauréat techniques, technologiques et professionnels) ;
- de niveau III (brevets de techniciens supérieurs, diplômes universitaires de technologie) ;
- de niveau I ou II (formation de niveau égal ou supérieur à celui de la licence ou des écoles d'ingénieurs).

La nature du diplôme préparé conditionne la durée du contrat d'apprentissage, le montant de la rémunération de l'apprenti et la formation dont il bénéficiera.

D. Condition d'inscription au Centre de Formation d'Apprentis (CFA)

La formation générale, associée à la formation technologique et pratique qu'assure l'employeur, est dispensée par un centre de formation d'apprentis.

Ainsi, il revient au CNRS de s'assurer auprès de l'apprenti que celui-ci se soit inscrit dans un CFA habilité qui s'engage à dispenser à l'intéressé les enseignements et activités pédagogiques correspondant au diplôme préparé.

Par ailleurs, le CNRS doit veiller à l'inscription et à la participation de l'apprenti aux épreuves du diplôme ou du titre sanctionnant la qualification professionnelle prévue par le contrat d'apprentissage.

E. Condition liée à l'aptitude physique

Conformément à l'article R. 6222-40-1 du code du travail, l'apprenti doit se soumettre à un examen médical permettant d'attester de son aptitude physique à l'accomplissement des fonctions qui lui seront confiées. Cet examen doit intervenir, au plus tard, dans les deux mois qui suivent son embauche.

Toutefois, dans un objectif de bonne gestion, il conviendra, sauf cas particulier, de faire pratiquer cet examen médical avant la conclusion du contrat d'apprentissage.

III. LES MAITRES D'APPRENTISSAGE

A. Conditions exigées du maître d'apprentissage

La CNFP et les services des ressources humaines des délégations régionales s'assurent que les conditions exigées du maître d'apprentissage sont remplies.

En effet, conformément à l'article D. 6273-1 du code du travail, l'agent, qui doit être employé par le CNRS et être volontaire, ne peut être maître d'apprentissage que :

- s'il est titulaire d'un diplôme ou d'un titre relevant du domaine professionnel correspondant à la finalité du diplôme ou du titre préparé par l'apprenti et d'un niveau au moins équivalent, justifiant d'une année d'exercice d'une activité professionnelle en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé ;
- ou s'il justifie de deux années d'exercice d'une activité professionnelle en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé.

Les stages et les périodes de formation effectués en milieu professionnel, dans le cadre d'une formation initiale (y compris sous contrat d'apprentissage) ou d'une formation continue qualifiante ne sont pas pris en compte dans le décompte de la durée d'expérience requise.

B. Partage de la fonction tutorale

Conformément au code du travail, il est possible de partager la fonction tutorale entre plusieurs agents du CNRS. Ainsi, une équipe tutorale est constituée et un maître d'apprentissage référent est désigné. Ce dernier assure la coordination de l'équipe et la liaison avec le centre de formation (*cf. article R. 6223-23 du code du travail*).

La fonction tutorale demande un lourd investissement de la part du maître d'apprentissage car la réussite de l'apprenti est fortement liée à l'efficacité de son accompagnement. Ainsi, il est préconisé de ne recourir à ce partage de la fonction tutorale que s'il existe une raison légitime à sa mise en place. Cela vise notamment des formations qui exigent des compétences pointues dans plusieurs domaines d'activité et qui nécessitent un encadrement complémentaire par deux agents. Toutefois, dans ce cas de figure, il est désigné un maître d'apprentissage référent qui assure de manière régulière le suivi de la formation de l'apprenti et les relations avec le CFA.

C. Nombre maximal d'apprentis par maître d'apprentissage

Le nombre maximal d'apprentis ou d'élèves de classes préparatoires à l'apprentissage pouvant être accueillis simultanément au CNRS est fixé à deux par maître d'apprentissage, plus un, lorsque le contrat

d'apprentissage de ce dernier est prolongé pour cause d'échec à l'examen (cf. article R. 6223-6 du code du travail).

D. Rôle du maître d'apprentissage

Le maître d'apprentissage est la personne majeure directement responsable de la formation de l'apprenti, et qui assume la fonction de tuteur. Il doit offrir toutes les garanties de moralité et présenter des compétences professionnelles et pédagogiques.

Le maître d'apprentissage a pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti des compétences correspondant à la qualification recherchée et au titre ou diplôme préparé, en liaison avec le centre de formation à l'apprentissage. Il doit veiller à procurer à l'apprenti des tâches correspondant à son programme de formation.

Par conséquent, le directeur d'unité doit permettre au maître d'apprentissage de dégager, sur son temps de travail, les disponibilités nécessaires à l'accompagnement de l'apprenti et aux relations avec le centre de formation. Il doit veiller à ce que le maître d'apprentissage bénéficie d'informations et de formations lui permettant d'exercer correctement sa mission et d'accompagner efficacement l'apprenti dans son parcours de formation.

Pour accompagner le maître d'apprentissage dans sa fonction, les services formation des délégations régionales pourront lui proposer de suivre une formation spécifique dans le cadre d'un marché national de formation mis en place par le service formation et itinéraires professionnels de la direction des ressources humaines.

E. Indemnisation du maître d'apprentissage

Le maître d'apprentissage bénéficie d'une allocation forfaitaire dont le montant est fixé à 500 € bruts par an. Cette allocation est versée par tranche de 250 € bruts pour chaque période de tutorat d'une durée minimale de six mois.

Lorsque le maître d'apprentissage encadre plusieurs apprentis au cours d'une même période, il bénéficie au titre d'une même période de plusieurs allocations forfaitaires.

IV LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE

A. Objet et nature du contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail de droit privé de type particulier par lequel l'employeur s'engage à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, c'est-à-dire théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle.

Ce contrat de droit privé est régi par les articles L. 6221-1 et suivants du code du travail.

B. Mentions obligatoires du contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat conclu, par écrit en trois exemplaires originaux, entre l'apprenti ou son représentant légal et l'employeur, qui doit comporter obligatoirement certaines mentions.

Le contrat d'apprentissage doit être conclu conformément au Cerfa n° 10103*06, qui est disponible sur les sites internet www.service-public.fr et www.travail.gouv.fr.

Ce contrat doit ainsi comporter un certain nombre de mentions obligatoires :

- le nom et l'adresse de l'employeur, de l'apprenti et de son représentant légal si nécessaire ;
- l'effectif de la structure d'accueil au sens de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale ;
- la désignation de la formation assurée par la mention du diplôme sanctionnant cette formation ;
- la date de début de l'exécution du contrat et sa durée, précisant la date de début de la formation au CNRS et celle de début de l'enseignement ;
- la rémunération due à l'apprenti pour chacune des années de l'apprentissage ;
- la dénomination et l'adresse du CFA ;
- le nom et la date de naissance du ou des maîtres d'apprentissage, les titres ou diplômes dont ils sont titulaires ainsi que la durée de leur expérience professionnelle dans l'activité en rapport avec la qualification recherchée.
- l'attestation de l'employeur précisant que le maître d'apprentissage remplit les conditions de compétence professionnelle imposées par l'article L. 6223-8-1.

Par ailleurs, en sus du formulaire Cerfa dûment rempli, il convient d'établir un contrat de travail qui permet au CNRS d'apporter des précisions complémentaires à destination de l'apprenti.

Un modèle type de contrat de travail est présenté en annexe 1.

C. Conclusion du contrat d'apprentissage

Au préalable, le contrat d'apprentissage doit être transmis à l'établissement de formation pour visa.

Il doit ensuite être signé, préalablement à l'emploi de l'apprenti, par les deux parties contractantes (ou le représentant légal de l'apprenti si ce dernier est mineur).

Une fois le contrat signé, et avant le début de l'exécution du contrat d'apprentissage, ou, au plus tard, dans les cinq jours ouvrables qui suivent celui-ci, le CNRS doit transmettre le contrat pour enregistrement à la DIRECCTE du lieu d'exécution du contrat.

Depuis le décret n° 2011-1924 du 21 décembre 2011, l'employeur n'est tenu d'adresser les pièces justificatives à la DIRECCTE qu'en cas de demande de l'organisme susvisé et non plus en même temps que le contrat d'apprentissage faisant l'objet de la demande d'enregistrement. Cependant, par sécurité, il conviendra de réunir ces pièces dès la transmission du contrat pour enregistrement et de les conserver dans l'éventualité d'un contrôle ultérieur.

Le contrat est enregistré dans un délai de quinze jours à compter de la réception du dossier complet, c'est-à-dire dûment rempli et visé par le directeur du CFA. Le silence de la DIRECCTE vaut décision d'acceptation d'enregistrement.

A compter du 1^{er} janvier 2020 et en application de l'article L. 6227-11 du code du travail, les formalités d'enregistrement sus-décrites seront supprimées et remplacées par une obligation de dépôt du contrat auprès du représentant de l'Etat dans le département d'exécution du contrat d'apprentissage.

D. Durée du contrat d'apprentissage

1. Une durée adaptée au type de formation et au niveau initial de l'apprenti

Le contrat d'apprentissage fixe la date du début de l'exécution du contrat d'apprentissage et précise la date de début de la formation pratique chez l'employeur et celle de début de la formation en centre de formation des apprentis (*cf. article L. 6222-12 du code du travail*). La formation pratique ainsi que l'enseignement doivent débiter dans les trois mois suivant le début de l'exécution du contrat d'apprentissage.

La durée du contrat d'apprentissage est égale à celle du cycle de formation qui fait l'objet du contrat. En principe fixée à 2 ans, elle peut varier entre 6 mois et 3 ans selon le type de profession et le niveau de qualification préparé.

Toujours par décision dérogatoire, lorsque la durée du contrat est fixée à deux ans et plus, elle peut être réduite d'un an pour les personnes :

- titulaires d'un diplôme ou d'un titre homologué de niveau supérieur à celui qu'elles souhaitent préparer ;
- ayant accompli un stage de formation professionnelle conventionné ou agréé par l'Etat ou une région et ayant pour objet l'acquisition d'une qualification ;
- titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ou d'un titre homologué et qui souhaitent préparer un diplôme ou un titre de même niveau, lorsque la nouvelle qualification recherchée est en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu.

De plus, lorsque la durée du contrat est fixée à deux ans et plus, elle est réduite d'office d'un an pour les personnes qui remplissent les conditions suivantes :

- avoir bénéficié, pendant une année au moins :
 - soit d'une formation à temps complet dans un établissement d'enseignement technologique ;
 - soit d'un contrat d'apprentissage ;
 - soit d'un contrat de professionnalisation ;
- entrer en apprentissage pour achever l'une des formations énumérées ci-dessus.

Enfin, la durée du contrat d'apprentissage peut être adaptée, par autorisation, pour tenir compte du niveau initial de compétence de l'apprenti, sans pouvoir conduire à la conclusion de contrats d'apprentissage d'une durée inférieure à un an ou supérieure à 3 ans. La durée est ainsi fixée en fonction de l'évaluation des compétences de l'apprenti concerné. Cependant, pour les apprentis ayant un niveau supérieur au baccalauréat, cette autorisation est facultative si un avis favorable a été émis par le président d'université ou le chef d'établissement d'enseignement supérieur. La réduction autorisée n'est pas cumulaire avec les réductions prévues précédemment.

Les demandes de réduction de la durée du contrat d'apprentissage sont adressées au directeur du CFA ou au responsable d'établissement qui la transmet, en y joignant son avis, au service chargé de l'inspection de l'apprentissage pour décision. L'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter du dépôt de la demande vaut décision d'acceptation.

2. Les cas de prolongations

La durée du contrat peut être prolongée pour une durée d'un an au plus, à la suite de l'échec à l'examen, soit par avenant au contrat initial, soit par conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur (*cf. article L. 6222-11 du code du travail*).

Pour les apprentis qui se sont vu reconnaître la qualité de travailleur handicapé, la durée du contrat d'apprentissage peut être portée à quatre ans (*cf. article R. 6222-46 du code du travail*).

E. Fin du contrat ou résiliation

Toute rupture du contrat d'apprentissage doit être notifiée au directeur du CFA ainsi qu'au préfet de département qui a enregistré le contrat.

De plus, à la fin de la relation de travail, le CNRS doit remettre à l'apprenti un certificat de travail précisant la période d'emploi, un solde de tout compte signé de l'apprenti et l'attestation destinée à Pôle emploi.

1. La rupture anticipée

Conformément à l'article L. 6222-18 du code du travail, le contrat d'apprentissage peut être rompu librement par l'une ou l'autre des parties durant les quarante-cinq premiers jours de formation pratique effectués par l'apprenti, sans que cela puisse donner lieu à indemnité.

Ce délai est suspendu pendant les périodes d'absence pour maladie de l'apprenti ou pour accident de travail.

La partie souhaitant mettre fin au contrat doit manifester sa volonté par l'envoi d'une lettre notifiant la rupture. Ladite lettre n'a pas à faire mention des motifs de la rupture. La rupture ne doit toutefois pas reposer sur un motif discriminatoire.

La rupture doit être notifiée au directeur du centre de formation des apprentis ainsi qu'à l'organisme ayant enregistré le contrat.

Enfin, la période de quarante-cinq jours permettant la rupture du contrat d'apprentissage s'applique également au nouvel employeur qui conclut un contrat d'apprentissage avec un apprenti après la rupture de son premier contrat d'apprentissage.

2. La rupture au-delà du délai de 45 jours

Le contrat d'apprentissage peut être rompu par les parties avant son terme. Conformément à l'article L. 6222-18 du code du travail, à l'issue de la période de quarante-cinq jours, la résiliation peut intervenir par accord exprès et bilatéral des cosignataires.

Le recours à la rupture par accord exprès et bilatéral des cosignataires doit toujours être recherché prioritairement.

A défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut également être rompu par acte unilatéral à l'initiative de l'employeur en cas :

- de force majeure ;
- de faute grave de l'apprenti ;
- d'inaptitude de l'apprenti constatée médicalement ;
- d'exclusion définitive du centre de formation.

C'est le formalisme d'un licenciement qui s'applique (articles L. 1232-2 et suivants du code du travail). Ainsi l'apprenti doit être convoqué à un entretien préalable à son licenciement pour lequel il peut être assisté par une personne de son choix appartenant au CNRS. Lors de l'entretien, les motifs de la décision envisagée doivent être indiqués à l'apprenti et ses explications doivent être recueillies.

Egalement à défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut être rompu par la démission de l'apprenti. Dans ce cas, l'apprenti doit, au préalable, saisir le service des ressources humaines qui assure la gestion de son dossier afin que soit organisée une médiation (*cf. article D. 6274-1 du code du travail*). Si l'apprenti est mineur, sa démission doit être cosignée par son représentant légal. Une copie de la décision de démission doit être

adressée à l'établissement de formation. La démission s'accompagne du respect d'un préavis minimal de 7 jours à compter de la date à laquelle le CNRS a été informé par l'apprenti de son intention de rompre le contrat (*cf. article D. 6222-21-1 du code du travail*).

Enfin, en cas d'obtention du diplôme ou du titre préparé, le contrat d'apprentissage peut prendre fin, à l'initiative de l'apprenti, avant le terme fixé initialement, à condition d'en avoir informé le CNRS au moins deux mois avant la fin du contrat (*cf. article L. 6222-19 du code du travail*).

F. Réorientation

Conformément à la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels, une voie alternative à la rupture du contrat d'apprentissage est ouverte à l'apprenti préparant un baccalauréat professionnel, qui constate que cette formation ne lui convient pas.

Ainsi, un apprenti engagé dans la préparation d'un baccalauréat professionnel peut, à sa demande ou à celle du CNRS, au terme de la première année du contrat, poursuivre sa formation en vue d'obtenir un certificat d'aptitude professionnelle, un certificat d'aptitude professionnelle agricole ou un brevet professionnel agricole.

Lorsque la spécialité du nouveau diplôme appartient au même domaine professionnel que celle du baccalauréat professionnel initialement visé, la durée du contrat d'apprentissage peut être réduite d'une année après acception du service chargé de l'inspection de l'apprentissage (*cf. articles L. 6222-22-1 et R. 6222-22-1 du code du travail*).

V. LE DEROULEMENT DE L'APPRENTISSAGE AU CNRS

A. Statut de l'apprenti

Les articles L. 6222-23 à L. 6222-33 du code du travail traitent des « *conditions de travail de l'apprenti* ». L'article L. 6227-1 du code du travail les rend applicables au secteur public, sous réserve des articles L. 6227-2 et suivants.

Ainsi, en application des dispositions de l'article L. 6222-23 du code du travail, « *l'apprenti bénéficie des dispositions applicables, à l'ensemble des salariés dans la mesure où elles ne sont pas contraires à celles qui sont liées à sa situation de jeune travailleur en formation* ».

B. Durée de travail

Les apprentis sont soumis à la durée légale du travail et à l'horaire collectif applicable au CNRS.

Des règles particulières s'appliquent pour les apprentis de moins de 18 ans. Ils ne peuvent être employés à un travail effectif plus de 8 heures par jour, ni plus de 35 heures par semaine.

Les apprentis bénéficient des mêmes modalités d'ARTT que les autres agents à temps complet du CNRS, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec leur situation de jeunes apprentis en formation. De même, ils bénéficient des congés annuels et des jours fériés légaux dans les mêmes conditions que les autres agents du CNRS.

Le temps consacré par l'apprenti à la formation dispensée dans les CFA est compris dans l'horaire de travail, sauf lorsqu'il s'agit de modules complémentaires au cycle de formation, librement choisis par l'apprenti et acceptés par le CFA. Pour le reste du temps, l'apprenti est tenu d'effectuer le travail qui lui est confié par l'unité ou le service dans lequel il est affecté. Ce travail doit être en relation directe avec la formation professionnelle prévue au contrat d'apprentissage.

C. Congés supplémentaires

Afin de permettre à l'apprenti de préparer ses épreuves, ce dernier a droit à un congé supplémentaire de cinq jours ouvrables à prendre dans le mois qui précède les épreuves. Ce congé donne droit au maintien de la rémunération. Il s'ajoute au congé annuel et ne peut être imputé sur la durée normale de formation en CFA (*cf. article L. 6222-35 du code du travail*).

De plus, quelle que soit leur ancienneté dans l'entreprise, les apprentis âgés de moins de vingt et un ans au 30 avril de l'année précédente ont droit, s'ils en font la demande, à un congé de trente jours ouvrables (*cf. article L. 3164-9 du code du travail*). Ce congé ne donne pas droit au maintien de la rémunération.

D. Autorisation d'absence exceptionnelle rémunérée d'un apprenti appelé au service national

En application des dispositions de l'article L. 3142-97 du code du travail, tout apprenti de 16 à 25 ans qui doit participer à la journée défense et citoyenneté bénéficie d'une autorisation d'absence exceptionnelle d'un jour.

Cette absence exceptionnelle a pour but exclusif de permettre à l'apprenti de participer à la journée défense et citoyenneté.

Cette participation n'entraîne pas de réduction de la rémunération. Elle est assimilée à du service effectif pour la détermination des droits à congés annuels.

E. Mobilité internationale des apprentis

Conformément à l'article L. 6222-42 du code du travail, le contrat d'apprentissage peut être exécuté en partie à l'étranger pour une durée qui ne peut excéder un an et sous réserve que la durée d'exécution du contrat en France soit d'au moins six mois. La mise en œuvre d'une telle mobilité donne lieu à l'établissement d'une convention entre l'apprenti, le CNRS, l'employeur à l'étranger, le centre de formation en France et, le cas échéant, le centre de formation à l'étranger (*cf. article L. 6222-44 du code du travail*).

Pendant la période de mobilité, l'entreprise ou le centre de formation d'accueil est seul responsable des conditions d'exécution du travail de l'apprenti notamment en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail, la rémunération, la durée de travail, le repos hebdomadaire et les jours fériés.

Pendant la période de mobilité, l'apprenti relève de la sécurité sociale de l'Etat d'accueil. Toutefois, lorsqu'il ne bénéficie du statut de salarié ou assimilé dans l'Etat d'accueil, sa couverture sociale est régie par le code de la sécurité sociale pour ce qui concerne les risques maladie, vieillesse, maternité, accidents du travail, maladies professionnelles et invalidité. En dehors de l'Union européenne, cette couverture est assurée, sous réserve des dispositions des conventions internationales de sécurité sociale, par une adhésion à une assurance volontaire.

Pour une mobilité n'excédant pas quatre semaines, il convient de conclure une convention de mise à disposition entre l'apprenti, le CNRS, le centre de formation en France, le centre de formation à l'étranger et, le cas échéant, l'employeur à l'étranger.

Pendant cette mise à disposition, le CNRS reste responsable des conditions d'exécution de la formation, en centre de formation ou en entreprise à l'étranger. L'exécution du contrat se poursuit, le CNRS continue donc de verser à l'apprenti sa rémunération et reste responsable de sa protection sociale, notamment en matière d'accident du travail et de maladie professionnelle.

L'apprenti peut obtenir un financement grâce au programme communautaire Education et Formation tout au long de la vie. Ainsi, le sous-programme Leonardo da Vinci finance la mobilité des élèves du secondaire, et le sous-programme Erasmus, celle des étudiants du supérieur.

En outre, certaines Régions apportent un appui spécifique à la mobilité des apprentis, en finançant des bourses de mobilité individuelle et collective, de même que certaines organisations nationales d'échange.

F. Santé et sécurité

L'article L. 4153-8 du code du travail pose le principe de l'interdiction d'emploi pour les travailleurs de moins de dix-huit à certaines catégories de travaux les exposant à des risques pour leur santé, leur sécurité, leur moralité ou excédant leurs forces. Le décret n° 2015-1583 du 3 décembre 2016 relatif à la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique de l'Etat d'effectuer des travaux dits réglementés détermine la liste des travaux concernés et les éventuelles dérogations. En pratique, les demandes de dérogation doivent faire d'une déclaration auprès de l'inspecteur en santé et en sécurité au travail (ISST).

Par ailleurs, l'employeur doit prévenir les parents d'un apprenti mineur en cas de maladie, d'absence ou de tout fait de nature à motiver leur intervention.

G. Protection sociale

L'apprenti est affilié au régime général de la Sécurité sociale pour tous les risques (maladie, maternité, vieillesse, invalidité, décès) et au régime complémentaire de retraite IRCANTEC (*cf. article L. 6227-8 du code du travail*).

Ainsi, le CNRS doit effectuer, dans les huit jours qui suivent la date du début de l'apprentissage, la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) auprès de l'URSSAF. Elle s'effectue notamment sur le site internet www.net-entreprises.fr. Le récépissé de l'URSSAF doit être conservé.

L'apprenti bénéficie des prestations d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès dans les conditions de droit commun (indemnisation directe par la Caisse primaire d'assurance maladie). Toutefois, ayant conclu un contrat de droit privé, il ne peut bénéficier de la protection sociale prévue par le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat.

En cas d'arrêt de travail, les indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS) sont calculées sur la base de la rémunération servie. Sont comptées comme heures de travail pour l'ouverture des droits, les heures de travail effectif et les heures consacrées à la formation théorique.

L'apprenti bénéficie de la législation protectrice en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles en tant que salariés, y compris lorsqu'il suit les enseignements au CFA (*cf. article L. 6222-32 du code du travail*) ou participe à des activités sportives.

VI LA REMUNERATION DE L'APPRENTI

Dans le secteur public non industriel et commercial, la rémunération servie à l'apprenti connaît quelques spécificités. En effet, conformément à l'article L. 6227-7 du code du travail, l'apprenti perçoit un salaire dont le montant, fixé par décret en pourcentage du salaire minimum de croissance (SMIC), varie en fonction de l'âge de l'apprenti, de l'ancienneté du contrat et du niveau du diplôme préparé. Ce salaire est déterminé pour chaque année d'apprentissage.

Toutefois, la rémunération des apprentis âgés de 26 ans et plus est fixée à 100 % du SMIC, quelle que soit l'année d'exécution du contrat (hors majoration relative au niveau du diplôme le cas échéant).

Conformément aux dispositions de l'article D. 6272-2 du code du travail tel que modifié par le décret n° 2020-478 du 24 avril 2020 relatif à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial « les employeurs publics peuvent majorer la rémunération prévue par l'article D. 6222-26 de 10 points ou 20 points ». Le CNRS a décidé de maintenir les majorations de 10 ou 20 points selon le niveau de diplôme préparé.

Par conséquent, les pourcentages sont majorés de 10 points lorsque l'apprenti prépare un diplôme ou titre de niveau IV et de 20 points lorsque l'apprenti prépare un diplôme ou titre de niveau III.

Le bénéfice de cette majoration de 20 points a été étendu à la préparation d'un titre ou diplôme de niveau II et I, après accord de la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DRTEFP) et du Contrôleur Général près les EPST.

Pour le montant des rémunérations à attribuer, voir le tableau joint en annexe n° 2.

Les années d'apprentissage sont déterminées de date à date, à partir de la naissance du contrat. Ainsi, le CNRS doit, pour le mois au cours duquel le taux change, appliquer les deux taux successivement. Le passage d'un niveau de rémunération à un autre s'effectue à l'issue de chaque année d'exécution du contrat.

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Lorsque l'apprentissage dure deux ans mais que le contrat est conclu avec un apprenti de 18 ans préparant un diplôme de niveau III pour la période du 16 septembre 2019 au 30 septembre 2020, la rémunération de l'apprenti sera égale à :

- du 16 septembre 2019 au 15 septembre 2020 : 63% du SMIC au 1er janvier 2019 ;
- du 16 septembre 2020 au 15 septembre 2021 : 71% du SMIC au 1er janvier 2020 ;
- du 16 septembre 2021 au 30 septembre 2021 : 87% du SMIC au 1er janvier 2021.

En revanche, si l'apprenti prépare un master II en apprentissage, après avoir accompli sa première année sous statut étudiant, il est considéré, par l'administration du travail, comme ayant effectué une première année d'apprentissage, et il est prévu que, dans ce cas, sa rémunération soit égale à la rémunération afférente à une deuxième année d'apprentissage (cf. article R. 6222-18 du code du travail).

De même, si l'apprenti prépare un master I après avoir obtenu une licence professionnelle en apprentissage, il reçoit une rémunération égale à la rémunération prévue pour une 2^{ème} année d'apprentissage.

Les majorations en % du SMIC prévues en fonction de l'âge prennent effet à compter du 1^{er} jour du mois suivant celui où l'apprenti atteint 18, 21 ou 26 ans (*exception : si l'anniversaire de l'apprenti survient au 1^{er} jour du mois, la réévaluation est prise en compte au 1^{er} jour du mois*). Les années d'apprentissage effectuées avant que l'apprenti ait atteint l'âge de 18, 21 ou 26 ans sont prises en compte pour le calcul de la rémunération (cf. article D. 6222-31 du code du travail). Les rémunérations sont donc majorées en tenant compte des années de contrat déjà effectuées lorsque l'apprenti change de tranche d'âge.

La revalorisation du SMIC intervenant en cours d'année doit être appliquée au salaire de l'apprenti pour la période restant à courir.

Enfin, les apprentis peuvent prétendre, dans les mêmes conditions que les autres agents du CNRS, à la prise en charge partielle de leurs frais de transport domicile-travail. Cependant sont exclus de cette prise en charge, les frais de déplacement engagés par un apprenti entre son domicile et le CFA.

A. Prolongation du contrat

En cas de prolongation pour échec à l'examen ou de dérogation au début du contrat, le salaire minimum applicable pendant la prolongation est celui de la dernière année précédant cette prolongation (cf. article D. 6222-28 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Après un échec à l'examen du BTS, le contrat d'un apprenti de 21 ans est prolongé d'une année, pour être porté à trois ans. Durant la deuxième année de son contrat, l'apprenti percevait 81% du SMIC. Pendant l'année supplémentaire, il continue de percevoir la même rémunération que l'année précédente, soit 81% du SMIC.

En cas de prolongation de la durée du contrat d'un apprenti handicapé, il est appliqué pour la quatrième année une majoration de 15 points au pourcentage du SMIC afférent à la dernière année de la durée normale du contrat (cf. article R. 6222-48 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti, qui s'est vu reconnaître la qualité de travailleur handicapé, est recruté à l'âge de 21 ans pour une durée de quatre ans en vue de l'obtention d'une licence.

La rémunération versée la 1^{ère} année sera égale à 73% du SMIC. Celle versée la 2^{ème} année sera égale à 81% du SMIC et celle versée la 3^{ème} année sera égale à 98% du SMIC. Enfin, la rémunération versée la 4^{ème} année sera égale à la rémunération de l'année précédente, majorée de 15%, soit 113% du SMIC.

B. Réduction du contrat

Lorsque la durée du contrat est réduite d'un an (apprenti ayant bénéficié d'une formation à temps complet dans un établissement d'enseignement technologique ou d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation ; apprentis déjà titulaires d'un diplôme de niveau supérieur ; personnes ayant effectué un stage de formation professionnelle ; apprenti engagé dans la préparation d'un baccalauréat professionnel qui, au terme de la première année du contrat, poursuit sa formation en vue d'obtenir un CAP, un CAPA ou un BPA), les apprentis sont considérés, pour leur rémunération minimale, comme ayant déjà accompli une première année d'apprentissage (cf. article R. 6222-18 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti de 17 ans prépare sa 2^{ème} année de BEP en apprentissage après avoir suivi sa 1^{ère} année sous statut scolaire dans un lycée professionnel. Il est considéré comme ayant déjà accompli une 1^{ère} année d'apprentissage et bénéficiera donc d'une rémunération afférente à une 2^{ème} année d'apprentissage, soit 39% du SMIC.

Pour les contrats concernant les apprentis déjà titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel, ou d'un titre homologué, désirant préparer un autre diplôme de même niveau dans une qualification en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu, le salaire minimum s'obtient en majorant de 15 points le pourcentage du SMIC applicable à la dernière année de la durée normale du contrat. Les jeunes issus d'une voie de formation autre que l'apprentissage peuvent également bénéficier de cette majoration (cf. article D. 6222-30 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti de 22 ans, titulaire d'un CAP cuisine préparé en deux ans, est recruté en vue de l'obtention d'un BEP cuisine en un an. Au cours de son unique année de préparation du BEP, l'apprenti bénéficiera de la rémunération afférente à une deuxième année d'apprentissage, soit en l'espèce 61% du SMIC, majorée de 15%, c'est-à-dire 76% du SMIC.

En cas de réduction du contrat en raison du niveau initial de l'apprenti, celui-ci est considéré, pour sa rémunération minimale, comme ayant déjà effectué une durée d'apprentissage égale à la différence entre la durée normale du contrat et la durée réduite (cf. article D. 6222-30 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti est recruté à l'âge de 21 ans en vue de l'obtention d'un BTS, pour une durée d'un an et 6 mois, compte tenu de son niveau de compétence initial.

La rémunération versée la 1^{ère} année sera égale, pendant les 6 premiers mois, à 73% du SMIC et les 6 mois suivant à 81% du SMIC. Celle versée les 6 derniers mois au titre de la 2^{ème} année sera égale à 81% du SMIC.

C. Contrats successifs

Conformément à l'article L. 6222-15 du code du travail, tout jeune travailleur peut conclure des contrats d'apprentissage successifs en vue de la préparation de diplômes ou de titres sanctionnant des qualifications différentes. En revanche, lorsqu'il a déjà conclu deux contrats successifs de même niveau, la conclusion d'un troisième est subordonnée à l'autorisation du directeur du dernier centre de formation des apprentis qu'il a fréquenté.

Lorsqu'un apprenti conclut un nouveau contrat d'apprentissage avec le même employeur, sa rémunération est au moins égale à celle qu'il percevait lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf quand l'application des rémunérations fixées en fonction de son âge et de son diplôme préparé est plus favorable (cf. *article D. 6222-29 du code du travail*).

De même, lorsqu'un apprenti conclut un nouveau contrat d'apprentissage avec un employeur différent, sa rémunération est au moins égale à la rémunération minimale à laquelle il pouvait prétendre lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf quand l'application des rémunérations fixées en fonction de son âge et de son diplôme est plus favorable. Les majorations de rémunération accordées aux jeunes ayant effectué un premier contrat d'apprentissage, en application d'un accord collectif, ou accordées par son premier employeur, ne sont pas opposables au CNRS.

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un jeune âgé de 21 ans conclut un contrat d'apprentissage avec le CNRS en vue de l'obtention d'un master, après avoir obtenu une licence suite à un apprentissage avec un autre employeur d'une durée de trois ans. Dans ces conditions, sa rémunération sera égale à celle versée pour une deuxième année d'apprentissage (cf. infra).

- *Lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, si son employeur était une personne morale de droit privé, la rémunération minimale à laquelle l'apprenti pouvait prétendre était équivalente à 67% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.*

La rémunération versée par le CNRS sera alors égale à 81% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.

- *Cependant, lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, si son employeur était une personne morale de droit public, la rémunération minimale à laquelle l'apprenti pouvait prétendre était équivalente à 87% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.*

La rémunération versée par le CNRS devra être égale à 87% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.

VII LES CHARGES SOCIALES ET LA FISCALITE

A. Charges sociales et charges connexes

La rémunération servie aux apprentis est exonérée, dans la limite de 79% du SMIC, des cotisations salariales d'origine légale ou conventionnelle (cf. *articles L. 6243-2 et D. 6243-5 du code du travail*), soit les cotisations suivantes (*taux en vigueur au 1^{er} janvier 2019*) :

- la cotisation assurance vieillesse : 7,30% ;
- la cotisation assurance maladie supplémentaire dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle : 1,50%
- la cotisation de retraite complémentaire IRCANTEC.

L'apprenti est exonéré de la CSG et de la CRDS (cf. *article L. 136-1-1 III 1° a du code de la sécurité sociale*).

Le CNRS est exonéré de la totalité des cotisations patronales sociales d'origine légale et conventionnelle, à l'exclusion de celles dues au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles (cf. *article L. 6227-8-1 du code du travail*). Restent à sa charge les cotisations et contributions suivantes :

- la cotisation accidents du travail, maladies professionnelles (taux variable) ;
- la taxe sur les salaires.

En ce qui concerne la taxe sur les salaires (TSS), celle-ci est calculée sur toutes les rémunérations versées au cours de l'année par application d'un barème progressif et donne lieu à régularisation annuelle.

Les rémunérations versées aux apprentis bénéficient d'une exonération spécifique au regard de la TSS. La rémunération versée à l'apprenti est exonérée de la TSS à concurrence d'une fraction de son montant, fixée à 11% du SMIC mensuel (151,67 heures). La valeur du SMIC à prendre à compte pour la détermination de la fraction exonérée est celui en vigueur au 1^{er} janvier l'année en cours.

En revanche, l'assiette sur laquelle est assise la cotisation accidents du travail et maladies professionnelles correspond à la rémunération brute servie à l'apprenti.

B. Fiscalité

En application de l'article 81 bis du code général des impôts, les rémunérations versées aux apprentis munis d'un contrat répondant aux conditions prévues par le code du travail sont exonérées d'impôt sur le revenu dans la limite du montant annuel du SMIC. Cette exonération s'applique à l'apprenti personnellement imposable ou au contribuable qui l'a à sa charge.

Le plafond d'exonération au prélèvement à la source pour les apprentis est fixé à 18 255 euros à compter du 1^{er} janvier 2019. Ce plafond est égal au produit du SMIC mensuel brut par 12, arrondi à l'euro le plus proche. Lorsque le montant du SMIC mensuel brut varie en cours d'année, le plafond d'exonération est égal à la somme des produits du montant du SMIC mensuel brut par le nombre de mois auquel ce montant correspond, arrondi à l'euro le plus proche.

Le montant de la rémunération des apprentis à comparer à cette limite d'exonération s'entend avant application de la déduction pour frais professionnels de 10%.

VIII LE SUIVI DU DISPOSITIF

A. Contrôle pédagogique des conditions d'exécution de l'apprentissage

L'inspection de l'apprentissage est assurée par des fonctionnaires des corps de l'inspection à compétence pédagogique, et dans le cadre de l'enseignement supérieur, par des enseignants-chercheurs (*cf. article R. 6251-2 du code du travail*).

L'inspection de l'apprentissage peut être exercée conjointement, en tant que de besoin, par d'autres fonctionnaires commissionnés en raison de leurs compétences techniques et qui relèvent de ministères exerçant une tutelle sur les établissements concernés (*cf. article R. 6251-3 du code de travail*).

A cet égard, et conformément aux dispositions des articles R. 6251-12 et R. 6251-13 du code du travail, les inspecteurs commissionnés ont droit d'entrer dans toutes les entreprises employant des apprentis. L'employeur est alors tenu d'indiquer les tâches ou postes de travail qui sont ou seront confiés aux apprentis, de leur communiquer les documents en sa possession relatifs aux apprentis et de leur permettre de s'entretenir avec les apprentis et les personnes responsables de leur formation.

De plus, lorsque l'employeur assure le logement de l'apprenti, il doit indiquer les conditions dans lesquelles est assuré ce logement.

Il convient de préciser que les dispositions relatives à l'intervention de l'Inspection du travail en matière d'apprentissage ne sont pas applicables pour le secteur public.

B. Sortie du dispositif

Lorsque le contrat d'apprentissage cesse, l'intéressé, s'il le souhaite, peut demander à bénéficier de mesures de formation ou d'un nouveau contrat pour préparer un autre diplôme. Dans ce dernier cas, la CNFP sera à

nouveau consultée et examinera les conditions d'expériences professionnelles du maître d'apprentissage en lien avec le nouveau diplôme préparé par l'apprenti.

Pour l'essentiel, l'apprenti a vocation à être embauché principalement dans le secteur privé. C'est pourquoi, il est important de le former à une qualification recherchée sur le marché du travail.

Toutefois, si l'apprenti souhaite intégrer la fonction publique, il ne peut y avoir accès que par la voie du concours externe. A cet égard, il convient de rappeler qu'en application de l'article L. 6227-10 du code du travail, les services accomplis par l'apprenti au titre du contrat d'apprentissage ne peuvent être pris en compte comme services publics au sens des dispositions applicables aux fonctionnaires ou aux agents publics.

Par conséquent, les services effectués en qualité d'apprenti ne peuvent être pris en compte dans une reconstitution de carrière, qu'ils aient été effectués auprès d'une entreprise relevant du secteur privé ou d'un organisme issu du secteur public non industriel et commercial.

Par ailleurs, s'ils remplissent les conditions d'ouverture du droit, les ex-apprentis peuvent percevoir les allocations du régime d'assurance chômage, calculées sur la rémunération effectivement perçue.

IX LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE

Les coûts de la formation d'apprentis sont à la charge du CNRS dans la mesure où il n'est pas redevable du paiement de la taxe d'apprentissage (*cf. article L. 6227-6 du code du travail*).

Il est possible, selon le type d'apprentissage, que la formation soit dispensée à titre gratuit par le CFA ou l'établissement d'enseignement supérieur. Dès lors, aucun frais de formation ne doit être acquitté par le CNRS. Dans cette hypothèse, l'établissement de formation doit fournir une attestation par écrit avant le déroulement de l'apprentissage.

Si tel n'est pas le cas, les frais de formations dont devra s'acquitter le CNRS ne pourront pas relever du budget formation du CNRS. Ils devront être pris en charge sur les ressources propres du laboratoire d'accueil et, dans ce cas, le directeur d'unité devra l'attester par écrit en précisant le montant des frais de formation.

Par ailleurs, il convient de préciser qu'une « contribution Vie Etudiante et de Campus » a été instituée par la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et la réussite des étudiants. Elle est collectée par les CROUS. Chaque étudiant en formation initiale dans un établissement d'enseignement supérieur doit s'en acquitter. Elle constitue un coût de formation. Dans ces conditions, cette contribution, dont doivent obligatoirement s'acquitter les apprentis inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, doit être prise en charge par le CNRS au titre des coûts de formation. Il appartient à l'unité d'affectation de l'apprenti de prendre en charge cette contribution sur ses ressources propres.

Le directeur des ressources humaines,
Hugues de LA GIRAUDIERE



Annexe 1 : Modèle de contrat de travail et modèle attestation portant sur les compétences professionnelles du maître d'apprentissage

Annexe 2 : Montant des rémunérations à attribuer à l'apprenti

CONTRAT D'ENGAGEMENT

Entre les soussignés :

Le Président-directeur général du Centre National de la Recherche Scientifique dont l'effectif au sens des dispositions de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale, est fixé à 25 316 agents

Commenter [LJ1]: Données du rapport social unique-Effectif de l'année n-1 (ici 2020) qui tient compte des agents fonctionnaires et des agents en CDI

d'une part,

et,

Monsieur (Madame)

Domicilié(e) :

d'autre part,

VU, le code du travail,

VU, le formulaire CERFA n° 10103*07 « Contrat d'apprentissage » signé le ...,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : CONDITIONS GENERALES

Monsieur (Madame)... est engagé(e) en qualité d'apprenti afin de préparer le diplôme suivant :

...

Il (Elle) est placé(e) sous l'autorité hiérarchique de Monsieur (Madame)..., Délégué(e) Régional(e) de la Délégation ...

Monsieur (Madame)... exercera ses activités à l'unité suivante :

...

Le maître d'apprentissage est, né(e) le

Pour tout litige relevant du présent contrat, le Conseil des Prud'hommes de ... sera compétent.

ARTICLE 2 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu à compter du ... Il prendra fin le ...

Il est précisé que le présent contrat ne constitue pas un engagement à caractère permanent et ne confère en aucun cas le droit à une intégration dans le cadre des personnels statutaires du CNRS.

ARTICLE 3 : REMUNERATION - COUVERTURE SOCIALES

Compte tenu de l'âge de l'apprenti, du diplôme et de la durée du contrat, la rémunération brute sera égale à :

- pour la période du ... au : ...% du SMIC soit ...
- pour la période du ... au : ...% du SMIC soit ...

Elle est payable à terme échu et suivra la même évolution que celle du SMIC.

Le bénéficiaire du présent contrat est affilié au régime général de la sécurité sociale pour tous les risques (maladie, maternité, invalidité, décès) et au régime complémentaire de retraite (IRCANTEC) institué au profit des agents non titulaires de l'Etat.

Il ne pourra pas bénéficier du versement de l'indemnité de fin de contrat.

ARTICLE 4 : HORAIRE DE TRAVAIL - CONGES

L'apprenti est soumis aux règles applicables aux agents non titulaires du CNRS en ce qui concerne l'horaire de travail. Les heures d'enseignement au Centre

de Formation d'Apprentis (CFA) sont comprises dans la durée du travail. Le temps de présence sur le lieu de travail au CNRS sera donc d'environ ...% par rapport à un temps complet (base de 151,67 Heures par mois).

Le calendrier des cours est défini au moment de l'inscription de l'apprenti au CFA. L'apprenti est tenu de communiquer par écrit ce calendrier au maître d'apprentissage, ainsi qu'au service des ressources humaines de la Délégation.

Les congés sont identiques à ceux des autres agents. Toutefois, si le CFA organise des séances de préparation à l'examen, un congé spécial de 5 jours est accordé aux apprentis dans le mois qui précède les épreuves de l'examen envisagé.

ARTICLE 5 : OBLIGATION DE RESERVE ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

5-1 Obligation de réserve et obéissance hiérarchique

Le bénéficiaire du présent contrat est soumis aux obligations d'obéissance hiérarchique, de loyauté, de discrétion et de réserve. Il est également tenu au secret professionnel à l'égard des tiers en ce qui concerne les activités exercées au CNRS.

5-2 Propriété Intellectuelle

Les fonctions exercées par le bénéficiaire au titre du présent contrat de travail comportent une mission inventive permanente. En conséquence et conformément à la législation en vigueur en matière de propriété intellectuelle (articles L. 611-7 et R. 611-11 à R. 611-14 du code de la propriété intellectuelle notamment), les inventions faites par le bénéficiaire appartiennent au CNRS. Le bénéficiaire reconnaît que le CNRS est propriétaire de tout autre résultat valorisable, protégeable ou non par un titre de propriété intellectuelle. Ainsi, les logiciels créés par le bénéficiaire dans le cadre du présent contrat appartiennent au CNRS en application de l'article L.113-9 du code de la propriété intellectuelle.

En outre, le bénéficiaire s'engage à céder au CNRS, par le biais de cessions de droits particuliers, la propriété pleine et entière des résultats protégés par le droit d'auteur qu'il pourrait obtenir ou pourrait contribuer à obtenir.

Le CNRS dispose seul du droit de déposer les titres de propriété intellectuelle correspondant aux résultats précités.

Le CNRS s'engage à ce que le nom du bénéficiaire, s'il est considéré comme inventeur, soit mentionné dans les demandes de brevets, à moins que le bénéficiaire ne s'y oppose.

Le bénéficiaire s'engage à donner toutes signatures et à prêter son entier concours au CNRS pour les procédures de protection de ces résultats (notamment pour le dépôt éventuel d'une demande de brevet, son maintien en vigueur et sa défense) ainsi que pour leur exploitation et ce tant en France qu'à l'étranger.

L'ensemble de ces dispositions demeure valable à l'expiration du contrat.

5-3 Confidentialité

Le bénéficiaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles les informations de toute nature, communiquées par tous moyens, dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Cette obligation de confidentialité reste en vigueur pendant la durée du contrat et après son expiration.

5-4 Publications

Le bénéficiaire du présent contrat doit solliciter de manière expresse de l'autorité hiérarchique, l'autorisation de publier. Toute publication ou communication du bénéficiaire doit explicitement mentionner le nom de l'unité et du CNRS.

Ces dispositions demeurent en vigueur pendant la durée du contrat et après son expiration.

ARTICLE 6 : VALIDITE ET RESILIATION DU CONTRAT

La validité du présent contrat est conditionnée à l'enregistrement préalable des formulaires CERFA susvisés auprès de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Les quarante-cinq premiers jours du contrat constituent une période de rupture libre du contrat. Pendant cette période, l'une ou l'autre des parties pourra mettre fin au contrat sans préavis.

A l'issue des quarante-cinq premiers jours, la rupture du contrat peut intervenir par accord exprès et bilatéral des parties.

A défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut être rompu par acte unilatéral de l'employeur pour l'un des motifs limitativement énumérés par le code du travail et selon les modalités fixées par les articles L. 1232-2 et suivants du code du travail. Il peut également être rompu par la démission de l'apprenti (après médiation). La démission s'accompagne du respect d'un préavis minimal de 7 jours à compter de la date à laquelle le CNRS a été informé par l'apprenti de son intention de rompre le contrat.

ARTICLE 7 : IMPUTATION DE LA DEPENSE

La dépense sera imputée sur le compte 646321 du budget du CNRS.

Fait en trois exemplaires à ..., le...

Commenter [Lj2]: Trois car un est transmis à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi compétente.

Pour le Président-directeur général du CNRS
et par délégation
Le Délégué Régional de ...

Le bénéficiaire
(signature précédée de la mention « lu et approuvé »
après paraphe des pages du présent contrat)

Annexe au contrat d'apprentissage

Attestation de l'employeur sur les compétences professionnelles du maître d'apprentissage fixées par l'article L. 6223-8-1 du code du travail

Je soussigné(e), M/Mme, délégué(e) régional(e) de la délégation, atteste que M/Mme, maître d'apprentissage, remplit la condition de compétence professionnelle exigée d'un maître d'apprentissage en application de l'article L. 6223-8-1 du code du travail suivante :

- titulaire d'un diplôme ou d'un titre relevant du domaine professionnel correspondant à la finalité du diplôme ou du titre préparé par l'apprenti et d'un

niveau au moins équivalent, justifiant d'une année d'exercice d'une activité professionnelle en rapport avec la qualification préparée par l'apprenti ;

- titulaire de deux années d'exercice d'une activité professionnelle en rapport avec la qualification préparée par l'apprenti.

[à cocher l'une des deux conditions]

Fait à, le

Le délégué régional [signature]



CIRCULAIRE CIR222644DRH DU 5 DECEMBRE 2022 RELATIVE A L'APPRENTISSAGE

Circulaire n° CIR222644DRH du 5 décembre 2022, abroge la circulaire n° CIR192063DRH du 17 juillet 2019.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
I. LA PROCEDURE PREALABLE A LA FORMATION DU CONTRAT	3
II. LES BENEFICIAIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE.....	3
A. CONDITION D'AGE	3
B. CONDITION DE NATIONALITE	3
C. CONDITION LIEE AU DIPLOME.....	4
D. CONDITION D'INSCRIPTION AU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS (CFA).....	4
E. CONDITION LIEE A L'APTITUDE PHYSIQUE	5
III. LES MAITRES D'APPRENTISSAGE	5
A. CONDITIONS EXIGEEES DU MAITRE D'APPRENTISSAGE.....	5
B. PARTAGE DE LA FONCTION TUTORALE	5
C. NOMBRE MAXIMAL D'APPRENTIS PAR MAITRE D'APPRENTISSAGE	5
D. ROLE DU MAITRE D'APPRENTISSAGE	6
E. INDEMNISATION DU MAITRE D'APPRENTISSAGE.....	6
IV LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
A. OBJET ET NATURE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
B. MENTIONS OBLIGATOIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
C. CONCLUSION DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	7
D. DUREE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE.....	8
1. Une durée adaptée au type de formation et au niveau initial de l'apprenti	8
2. Les cas de prolongations	8
E. FIN DU CONTRAT OU RESILIATION.....	9
1. La rupture anticipée	9
2. La rupture au-delà du délai de 45 jours	9
F. REORIENTATION	10
V. LE DEROULEMENT DE L'APPRENTISSAGE AU CNRS.....	10
A. STATUT DE L'APPRENTI	10
B. DUREE DE TRAVAIL	10
C. CONGES SUPPLEMENTAIRES	11
D. AUTORISATION D'ABSENCE EXCEPTIONNELLE REMUNEREE D'UN APPRENTI APPELE AU SERVICE NATIONAL.....	11
E. MOBILITE INTERNATIONALE DES APPRENTIS	11
F. SANTE ET SECURITE	12
G. PROTECTION SOCIALE.....	12
VI LA REMUNERATION DE L'APPRENTI	12
A. PROLONGATION DU CONTRAT	13
B. REDUCTION DU CONTRAT	14
C. CONTRATS SUCCESSIFS	15
VII LES CHARGES SOCIALES ET LA FISCALITE.....	15
A. CHARGES SOCIALES ET CHARGES CONNEXES	15
B. FISCALITE	16
VIII LE SUIVI DU DISPOSITIF	16
A. CONTROLE PEDAGOGIQUE DES CONDITIONS D'EXECUTION DE L'APPRENTISSAGE.....	16
B. SORTIE DU DISPOSITIF	16
IX LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE	17

I. LA PROCEDURE PREALABLE A LA FORMATION DU CONTRAT

Le CNRS peut conclure des contrats d'apprentissage en vertu de l'article L. 6227-1 du code du travail.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie, il n'existe plus de procédure d'agrément préfectoral du maître d'apprentissage.

Cependant, cette suppression de l'agrément n'a pas eu pour incidence de modifier les compétences de la Commission Nationale de la Formation Permanente (CNFP) en la matière (*cf. L. 6227-4 du code du travail*).

En conséquence, la procédure du CNRS relative à l'examen des conditions d'expériences et de diplômes exigées des maîtres d'apprentissage reste inchangée et toutes les demandes de recrutement d'apprenti, quelle que soit la source de financement de la rémunération (masse salariale du CNRS ou ressources propres de l'unité d'accueil), doivent être examinées.

II. LES BENEFICIAIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE

A. Condition d'âge

En application des dispositions de l'article L. 6222-1 du code du travail, le contrat d'apprentissage s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 29 ans au début de l'apprentissage.

L'article L. 6222-2 du code du travail prévoit des dérogations à cette limite d'âge supérieure (29 ans) d'entrée en apprentissage dans les cas suivants :

- lorsque le contrat proposé fait suite à un contrat d'apprentissage précédemment souscrit et conduit à un niveau de diplôme supérieur à celui obtenu à l'issue du contrat précédent ;
- lorsqu'il y a eu rupture de contrat pour des causes indépendantes de la volonté de l'apprenti (*cf. Article D. 6222-1 du code du travail*) ou suite à une inaptitude physique et temporaire de celui-ci ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne à laquelle la qualité de travailleur handicapé est reconnue ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne qui a un projet de création ou de reprise d'entreprise dont la réalisation est subordonnée à l'obtention du diplôme ou titre sanctionnant la formation poursuivie ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne inscrite en tant que sportif de haut niveau sur la liste prévue par le code du sport.

Dans les deux premiers cas, l'âge de l'apprenti au moment de la conclusion du nouveau contrat doit être de 30 ans au plus et le nouveau contrat d'apprentissage doit être souscrit dans un délai maximum d'un an après l'expiration du précédent contrat (*cf. D. 6222-1 du code du travail*).

B. Condition de nationalité

L'apprentissage est ouvert aux Français et aux ressortissants de l'Union européenne (U.E.) ou étrangers hors U.E. titulaires d'une autorisation de travail.

Ainsi, si le ressortissant n'ayant pas la nationalité d'un pays membre de l'U.E. est titulaire d'un titre de séjour valant autorisation de travail (ex : carte de résident, carte de séjour salarié, carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale »), il convient uniquement de vérifier auprès de la préfecture la validité de ce titre de séjour dans les deux jours précédents l'embauche.

En revanche, si ce type de ressortissant ne dispose pas d'un titre de séjour valant autorisation de travail, il convient de préciser que l'autorisation de travail est accordée de droit sous réserve qu'il soit autorisé à séjourner en France pour la conclusion d'un contrat d'apprentissage (*cf. article L. 5221-5 du code du travail*). A ce titre, la détention d'un titre de séjour est impérative. Les différents types de visa ne donnent pas accès à l'apprentissage.

Dans ce cas, le CNRS doit demander l'autorisation de travail avant l'embauche, au service de la main d'œuvre étrangère de l'unité territoriale de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (Dircecte). Pour cela, il convient de remplir le document Cerfa n° 13653*03 qui est disponible sur www.service-public.fr et www.immigration.gouv.fr.

Le délai de traitement de la demande d'autorisation de travail est de deux mois. Un défaut de réponse dans ce délai vaut rejet de la demande.

Enfin, il y a lieu de noter que les mineurs peuvent séjourner en France sans titre de séjour. Ils doivent néanmoins disposer d'une autorisation de travail. L'autorisation de travail est accordée de droit aux mineurs isolés étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, sous réserve de la présentation d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

C. Condition liée au diplôme

L'apprenti doit être inscrit à la préparation d'un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou de l'enseignement supérieur ou à la préparation d'un titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles.

L'apprentissage s'adresse donc aux jeunes préparant un des diplômes suivants :

- de niveau V (BEP, CAP) ;
- de niveau IV (baccalauréat techniques, technologiques et professionnels) ;
- de niveau III (brevets de techniciens supérieurs, diplômes universitaires de technologie) ;
- de niveau I ou II (formation de niveau égal ou supérieur à celui de la licence ou des écoles d'ingénieurs).

La nature du diplôme préparé conditionne la durée du contrat d'apprentissage, le montant de la rémunération de l'apprenti et la formation dont il bénéficiera.

D. Condition d'inscription au Centre de Formation d'Apprentis (CFA)

La formation générale, associée à la formation technologique et pratique qu'assure l'employeur, est dispensée par un centre de formation d'apprentis.

Ainsi, il revient au CNRS de s'assurer auprès de l'apprenti que celui-ci se soit inscrit dans un CFA habilité qui s'engage à dispenser à l'intéressé les enseignements et activités pédagogiques correspondant au diplôme préparé.

Par ailleurs, le CNRS doit veiller à l'inscription et à la participation de l'apprenti aux épreuves du diplôme ou du titre sanctionnant la qualification professionnelle prévue par le contrat d'apprentissage.

E. Condition liée à l'aptitude physique

Conformément à l'article R. 6222-40-1 du code du travail, l'apprenti doit se soumettre à un examen médical permettant d'attester de son aptitude physique à l'accomplissement des fonctions qui lui seront confiées. Cet examen doit intervenir, au plus tard, dans les deux mois qui suivent son embauche.

Toutefois, dans un objectif de bonne gestion, il conviendra, sauf cas particulier, de faire pratiquer cet examen médical avant la conclusion du contrat d'apprentissage.

III. LES MAITRES D'APPRENTISSAGE

A. Conditions exigées du maître d'apprentissage

La CNFP et les services des ressources humaines des délégations régionales s'assurent que les conditions exigées du maître d'apprentissage sont remplies.

En effet, conformément à l'article D. 6273-1 du code du travail, l'agent, qui doit être employé par le CNRS et être volontaire, ne peut être maître d'apprentissage que :

- s'il est titulaire d'un diplôme ou d'un titre relevant du domaine professionnel correspondant à la finalité du diplôme ou du titre préparé par l'apprenti et d'un niveau au moins équivalent, justifiant d'une année d'exercice d'une activité professionnelle en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé ;
- ou s'il justifie de deux années d'exercice d'une activité professionnelle en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé.

Les stages et les périodes de formation effectués en milieu professionnel, dans le cadre d'une formation initiale (y compris sous contrat d'apprentissage) ou d'une formation continue qualifiante ne sont pas pris en compte dans le décompte de la durée d'expérience requise.

B. Partage de la fonction tutorale

Conformément au code du travail, il est possible de partager la fonction tutorale entre plusieurs agents du CNRS. Ainsi, une équipe tutorale est constituée et un maître d'apprentissage référent est désigné. Ce dernier assure la coordination de l'équipe et la liaison avec le centre de formation (*cf. article R. 6223-23 du code du travail*).

La fonction tutorale demande un lourd investissement de la part du maître d'apprentissage car la réussite de l'apprenti est fortement liée à l'efficacité de son accompagnement. Ainsi, il est préconisé de ne recourir à ce partage de la fonction tutorale que s'il existe une raison légitime à sa mise en place. Cela vise notamment des formations qui exigent des compétences pointues dans plusieurs domaines d'activité et qui nécessitent un encadrement complémentaire par deux agents. Toutefois, dans ce cas de figure, il est désigné un maître d'apprentissage référent qui assure de manière régulière le suivi de la formation de l'apprenti et les relations avec le CFA.

C. Nombre maximal d'apprentis par maître d'apprentissage

Le nombre maximal d'apprentis ou d'élèves de classes préparatoires à l'apprentissage pouvant être accueillis simultanément au CNRS est fixé à deux par maître d'apprentissage, plus un, lorsque le contrat

d'apprentissage de ce dernier est prolongé pour cause d'échec à l'examen (*cf. article R. 6223-6 du code du travail*).

D. Rôle du maître d'apprentissage

Le maître d'apprentissage est la personne majeure directement responsable de la formation de l'apprenti, et qui assume la fonction de tuteur. Il doit offrir toutes les garanties de moralité et présenter des compétences professionnelles et pédagogiques.

Le maître d'apprentissage a pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti des compétences correspondant à la qualification recherchée et au titre ou diplôme préparé, en liaison avec le centre de formation à l'apprentissage. Il doit veiller à procurer à l'apprenti des tâches correspondant à son programme de formation.

Par conséquent, le directeur d'unité doit permettre au maître d'apprentissage de dégager, sur son temps de travail, les disponibilités nécessaires à l'accompagnement de l'apprenti et aux relations avec le centre de formation. Il doit veiller à ce que le maître d'apprentissage bénéficie d'informations et de formations lui permettant d'exercer correctement sa mission et d'accompagner efficacement l'apprenti dans son parcours de formation.

Pour accompagner le maître d'apprentissage dans sa fonction, les services formation des délégations régionales pourront lui proposer de suivre une formation spécifique dans le cadre d'un marché national de formation mis en place par le service formation et itinéraires professionnels de la direction des ressources humaines.

E. Indemnisation du maître d'apprentissage

Le maître d'apprentissage bénéficie d'une allocation forfaitaire dont le montant est fixé à 500 € bruts par an. Cette allocation est versée par tranche de 250 € bruts pour chaque période de tutorat d'une durée minimale de six mois.

Lorsque le maître d'apprentissage encadre plusieurs apprentis au cours d'une même période, il bénéficie au titre d'une même période de plusieurs allocations forfaitaires.

IV LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE

A. Objet et nature du contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail de droit privé de type particulier par lequel l'employeur s'engage à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, c'est-à-dire théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle.

Ce contrat de droit privé est régi par les articles L. 6221-1 et suivants du code du travail.

B. Mentions obligatoires du contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat conclu, par écrit en trois exemplaires originaux, entre l'apprenti ou son représentant légal et l'employeur, qui doit comporter obligatoirement certaines mentions.

Le contrat d'apprentissage doit être conclu conformément au Cerfa n° 10103*06, qui est disponible sur les sites internet www.service-public.fr et www.travail.gouv.fr.

Ce contrat doit ainsi comporter un certain nombre de mentions obligatoires :

- le nom et l'adresse de l'employeur, de l'apprenti et de son représentant légal si nécessaire ;
- l'effectif de la structure d'accueil au sens de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale ;
- la désignation de la formation assurée par la mention du diplôme sanctionnant cette formation ;
- la date de début de l'exécution du contrat et sa durée, précisant la date de début de la formation au CNRS et celle de début de l'enseignement ;
- la rémunération due à l'apprenti pour chacune des années de l'apprentissage ;
- la dénomination et l'adresse du CFA ;
- le nom et la date de naissance du ou des maîtres d'apprentissage, les titres ou diplômes dont ils sont titulaires ainsi que la durée de leur expérience professionnelle dans l'activité en rapport avec la qualification recherchée.
- l'attestation de l'employeur précisant que le maître d'apprentissage remplit les conditions de compétence professionnelle imposées par l'article L. 6223-8-1.

Par ailleurs, en sus du formulaire Cerfa dûment rempli, il convient d'établir un contrat de travail qui permet au CNRS d'apporter des précisions complémentaires à destination de l'apprenti.

Un modèle type de contrat de travail est présenté en annexe 1.

C. Conclusion du contrat d'apprentissage

Au préalable, le contrat d'apprentissage doit être transmis à l'établissement de formation pour visa.

Il doit ensuite être signé, préalablement à l'emploi de l'apprenti, par les deux parties contractantes (ou le représentant légal de l'apprenti si ce dernier est mineur).

Une fois le contrat signé, et avant le début de l'exécution du contrat d'apprentissage, ou, au plus tard, dans les cinq jours ouvrables qui suivent celui-ci, le CNRS doit transmettre le contrat pour enregistrement à la DIRECCTE du lieu d'exécution du contrat.

Depuis le décret n° 2011-1924 du 21 décembre 2011, l'employeur n'est tenu d'adresser les pièces justificatives à la DIRECCTE qu'en cas de demande de l'organisme susvisé et non plus en même temps que le contrat d'apprentissage faisant l'objet de la demande d'enregistrement. Cependant, par sécurité, il conviendra de réunir ces pièces dès la transmission du contrat pour enregistrement et de les conserver dans l'éventualité d'un contrôle ultérieur.

Le contrat est enregistré dans un délai de quinze jours à compter de la réception du dossier complet, c'est-à-dire dûment rempli et visé par le directeur du CFA. Le silence de la DIRECCTE vaut décision d'acceptation d'enregistrement.

A compter du 1^{er} janvier 2020 et en application de l'article L. 6227-11 du code du travail, les formalités d'enregistrement sus-décrites seront supprimées et remplacées par une obligation de dépôt du contrat auprès du représentant de l'Etat dans le département d'exécution du contrat d'apprentissage.

D. Durée du contrat d'apprentissage

1. Une durée adaptée au type de formation et au niveau initial de l'apprenti

Le contrat d'apprentissage fixe la date du début de l'exécution du contrat d'apprentissage et précise la date de début de la formation pratique chez l'employeur et celle de début de la formation en centre de formation des apprentis (*cf. article L. 6222-12 du code du travail*). La formation pratique ainsi que l'enseignement doivent débiter dans les trois mois suivant le début de l'exécution du contrat d'apprentissage.

La durée du contrat d'apprentissage est égale à celle du cycle de formation qui fait l'objet du contrat. En principe fixée à 2 ans, elle peut varier entre 6 mois et 3 ans selon le type de profession et le niveau de qualification préparé.

Toujours par décision dérogatoire, lorsque la durée du contrat est fixée à deux ans et plus, elle peut être réduite d'un an pour les personnes :

- titulaires d'un diplôme ou d'un titre homologué de niveau supérieur à celui qu'elles souhaitent préparer ;
- ayant accompli un stage de formation professionnelle conventionné ou agréé par l'Etat ou une région et ayant pour objet l'acquisition d'une qualification ;
- titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ou d'un titre homologué et qui souhaitent préparer un diplôme ou un titre de même niveau, lorsque la nouvelle qualification recherchée est en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu.

De plus, lorsque la durée du contrat est fixée à deux ans et plus, elle est réduite d'office d'un an pour les personnes qui remplissent les conditions suivantes :

- avoir bénéficié, pendant une année au moins :
 - soit d'une formation à temps complet dans un établissement d'enseignement technologique ;
 - soit d'un contrat d'apprentissage ;
 - soit d'un contrat de professionnalisation ;
- entrer en apprentissage pour achever l'une des formations énumérées ci-dessus.

Enfin, la durée du contrat d'apprentissage peut être adaptée, par autorisation, pour tenir compte du niveau initial de compétence de l'apprenti, sans pouvoir conduire à la conclusion de contrats d'apprentissage d'une durée inférieure à un an ou supérieure à 3 ans. La durée est ainsi fixée en fonction de l'évaluation des compétences de l'apprenti concerné. Cependant, pour les apprentis ayant un niveau supérieur au baccalauréat, cette autorisation est facultative si un avis favorable a été émis par le président d'université ou le chef d'établissement d'enseignement supérieur. La réduction autorisée n'est pas cumulaire avec les réductions prévues précédemment.

Les demandes de réduction de la durée du contrat d'apprentissage sont adressées au directeur du CFA ou au responsable d'établissement qui la transmet, en y joignant son avis, au service chargé de l'inspection de l'apprentissage pour décision. L'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter du dépôt de la demande vaut décision d'acceptation.

2. Les cas de prolongations

La durée du contrat peut être prolongée pour une durée d'un an au plus, à la suite de l'échec à l'examen, soit par avenant au contrat initial, soit par conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur (*cf. article L. 6222-11 du code du travail*).

Pour les apprentis qui se sont vu reconnaître la qualité de travailleur handicapé, la durée du contrat d'apprentissage peut être portée à quatre ans (*cf. article R. 6222-46 du code du travail*).

E. Fin du contrat ou résiliation

Toute rupture du contrat d'apprentissage doit être notifiée au directeur du CFA ainsi qu'au préfet de département qui a enregistré le contrat.

De plus, à la fin de la relation de travail, le CNRS doit remettre à l'apprenti un certificat de travail précisant la période d'emploi, un solde de tout compte signé de l'apprenti et l'attestation destinée à Pôle emploi.

1. La rupture anticipée

Conformément à l'article L. 6222-18 du code du travail, le contrat d'apprentissage peut être rompu librement par l'une ou l'autre des parties durant les quarante-cinq premiers jours de formation pratique effectués par l'apprenti, sans que cela puisse donner lieu à indemnité.

Ce délai est suspendu pendant les périodes d'absence pour maladie de l'apprenti ou pour accident de travail.

La partie souhaitant mettre fin au contrat doit manifester sa volonté par l'envoi d'une lettre notifiant la rupture. Ladite lettre n'a pas à faire mention des motifs de la rupture. La rupture ne doit toutefois pas reposer sur un motif discriminatoire.

La rupture doit être notifiée au directeur du centre de formation des apprentis ainsi qu'à l'organisme ayant enregistré le contrat.

Enfin, la période de quarante-cinq jours permettant la rupture du contrat d'apprentissage s'applique également au nouvel employeur qui conclut un contrat d'apprentissage avec un apprenti après la rupture de son premier contrat d'apprentissage.

2. La rupture au-delà du délai de 45 jours

Le contrat d'apprentissage peut être rompu par les parties avant son terme. Conformément à l'article L. 6222-18 du code du travail, à l'issue de la période de quarante-cinq jours, la résiliation peut intervenir par accord exprès et bilatéral des cosignataires.

Le recours à la rupture par accord exprès et bilatéral des cosignataires doit toujours être recherché prioritairement.

A défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut également être rompu par acte unilatéral à l'initiative de l'employeur en cas :

- de force majeure ;
- de faute grave de l'apprenti ;
- d'inaptitude de l'apprenti constatée médicalement ;
- d'exclusion définitive du centre de formation.

C'est le formalisme d'un licenciement qui s'applique (articles L. 1232-2 et suivants du code du travail). Ainsi l'apprenti doit être convoqué à un entretien préalable à son licenciement pour lequel il peut être assisté par une personne de son choix appartenant au CNRS. Lors de l'entretien, les motifs de la décision envisagée doivent être indiqués à l'apprenti et ses explications doivent être recueillies.

Egalement à défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut être rompu par la démission de l'apprenti. Dans ce cas, l'apprenti doit, au préalable, saisir le service des ressources humaines qui assure la gestion de son dossier afin que soit organisée une médiation (*cf. article D. 6274-1 du code du travail*). Si l'apprenti est mineur, sa démission doit être cosignée par son représentant légal. Une copie de la décision de démission doit être

adressée à l'établissement de formation. La démission s'accompagne du respect d'un préavis minimal de 7 jours à compter de la date à laquelle le CNRS a été informé par l'apprenti de son intention de rompre le contrat (*cf. article D. 6222-21-1 du code du travail*).

Enfin, en cas d'obtention du diplôme ou du titre préparé, le contrat d'apprentissage peut prendre fin, à l'initiative de l'apprenti, avant le terme fixé initialement, à condition d'en avoir informé le CNRS au moins deux mois avant la fin du contrat (*cf. article L. 6222-19 du code du travail*).

F. Réorientation

Conformément à la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels, une voie alternative à la rupture du contrat d'apprentissage est ouverte à l'apprenti préparant un baccalauréat professionnel, qui constate que cette formation ne lui convient pas.

Ainsi, un apprenti engagé dans la préparation d'un baccalauréat professionnel peut, à sa demande ou à celle du CNRS, au terme de la première année du contrat, poursuivre sa formation en vue d'obtenir un certificat d'aptitude professionnelle, un certificat d'aptitude professionnelle agricole ou un brevet professionnel agricole.

Lorsque la spécialité du nouveau diplôme appartient au même domaine professionnel que celle du baccalauréat professionnel initialement visé, la durée du contrat d'apprentissage peut être réduite d'une année après acception du service chargé de l'inspection de l'apprentissage (*cf. articles L. 6222-22-1 et R. 6222-22-1 du code du travail*).

V. LE DEROULEMENT DE L'APPRENTISSAGE AU CNRS

A. Statut de l'apprenti

Les articles L. 6222-23 à L. 6222-33 du code du travail traitent des « *conditions de travail de l'apprenti* ». L'article L. 6227-1 du code du travail les rend applicables au secteur public, sous réserve des articles L. 6227-2 et suivants.

Ainsi, en application des dispositions de l'article L. 6222-23 du code du travail, « *l'apprenti bénéficie des dispositions applicables, à l'ensemble des salariés dans la mesure où elles ne sont pas contraires à celles qui sont liées à sa situation de jeune travailleur en formation* ».

B. Durée de travail

Les apprentis sont soumis à la durée légale du travail et à l'horaire collectif applicable au CNRS.

Des règles particulières s'appliquent pour les apprentis de moins de 18 ans. Ils ne peuvent être employés à un travail effectif plus de 8 heures par jour, ni plus de 35 heures par semaine.

Les apprentis bénéficient des mêmes modalités d'ARTT que les autres agents à temps complet du CNRS, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec leur situation de jeunes apprentis en formation. De même, ils bénéficient des congés annuels et des jours fériés légaux dans les mêmes conditions que les autres agents du CNRS.

Le temps consacré par l'apprenti à la formation dispensée dans les CFA est compris dans l'horaire de travail, sauf lorsqu'il s'agit de modules complémentaires au cycle de formation, librement choisis par l'apprenti et acceptés par le CFA. Pour le reste du temps, l'apprenti est tenu d'effectuer le travail qui lui est confié par l'unité ou le service dans lequel il est affecté. Ce travail doit être en relation directe avec la formation professionnelle prévue au contrat d'apprentissage.

C. Congés supplémentaires

Afin de permettre à l'apprenti de préparer ses épreuves, ce dernier a droit à un congé supplémentaire de cinq jours ouvrables à prendre dans le mois qui précède les épreuves. Ce congé donne droit au maintien de la rémunération. Il s'ajoute au congé annuel et ne peut être imputé sur la durée normale de formation en CFA (*cf. article L. 6222-35 du code du travail*).

De plus, quelle que soit leur ancienneté dans l'entreprise, les apprentis âgés de moins de vingt et un ans au 30 avril de l'année précédente ont droit, s'ils en font la demande, à un congé de trente jours ouvrables (*cf. article L. 3164-9 du code du travail*). Ce congé ne donne pas droit au maintien de la rémunération.

D. Autorisation d'absence exceptionnelle rémunérée d'un apprenti appelé au service national

En application des dispositions de l'article L. 3142-97 du code du travail, tout apprenti de 16 à 25 ans qui doit participer à la journée défense et citoyenneté bénéficie d'une autorisation d'absence exceptionnelle d'un jour.

Cette absence exceptionnelle a pour but exclusif de permettre à l'apprenti de participer à la journée défense et citoyenneté.

Cette participation n'entraîne pas de réduction de la rémunération. Elle est assimilée à du service effectif pour la détermination des droits à congés annuels.

E. Mobilité internationale des apprentis

Conformément à l'article L. 6222-42 du code du travail, le contrat d'apprentissage peut être exécuté en partie à l'étranger pour une durée qui ne peut excéder un an et sous réserve que la durée d'exécution du contrat en France soit d'au moins six mois. La mise en œuvre d'une telle mobilité donne lieu à l'établissement d'une convention entre l'apprenti, le CNRS, l'employeur à l'étranger, le centre de formation en France et, le cas échéant, le centre de formation à l'étranger (*cf. article L. 6222-44 du code du travail*).

Pendant la période de mobilité, l'entreprise ou le centre de formation d'accueil est seul responsable des conditions d'exécution du travail de l'apprenti notamment en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail, la rémunération, la durée de travail, le repos hebdomadaire et les jours fériés.

Pendant la période de mobilité, l'apprenti relève de la sécurité sociale de l'Etat d'accueil. Toutefois, lorsqu'il ne bénéficie du statut de salarié ou assimilé dans l'Etat d'accueil, sa couverture sociale est régie par le code de la sécurité sociale pour ce qui concerne les risques maladie, vieillesse, maternité, accidents du travail, maladies professionnelles et invalidité. En dehors de l'Union européenne, cette couverture est assurée, sous réserve des dispositions des conventions internationales de sécurité sociale, par une adhésion à une assurance volontaire.

Pour une mobilité n'excédant pas quatre semaines, il convient de conclure une convention de mise à disposition entre l'apprenti, le CNRS, le centre de formation en France, le centre de formation à l'étranger et, le cas échéant, l'employeur à l'étranger.

Pendant cette mise à disposition, le CNRS reste responsable des conditions d'exécution de la formation, en centre de formation ou en entreprise à l'étranger. L'exécution du contrat se poursuit, le CNRS continue donc de verser à l'apprenti sa rémunération et reste responsable de sa protection sociale, notamment en matière d'accident du travail et de maladie professionnelle.

L'apprenti peut obtenir un financement grâce au programme communautaire Education et Formation tout au long de la vie. Ainsi, le sous-programme Leonardo da Vinci finance la mobilité des élèves du secondaire, et le sous-programme Erasmus, celle des étudiants du supérieur.

En outre, certaines Régions apportent un appui spécifique à la mobilité des apprentis, en finançant des bourses de mobilité individuelle et collective, de même que certaines organisations nationales d'échange.

F. Santé et sécurité

L'article L. 4153-8 du code du travail pose le principe de l'interdiction d'emploi pour les travailleurs de moins de dix-huit à certaines catégories de travaux les exposant à des risques pour leur santé, leur sécurité, leur moralité ou excédant leurs forces. Le décret n° 2015-1583 du 3 décembre 2016 relatif à la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique de l'Etat d'effectuer des travaux dits réglementés détermine la liste des travaux concernés et les éventuelles dérogations. En pratique, les demandes de dérogation doivent faire d'une déclaration auprès de l'inspecteur en santé et en sécurité au travail (ISST).

Par ailleurs, l'employeur doit prévenir les parents d'un apprenti mineur en cas de maladie, d'absence ou de tout fait de nature à motiver leur intervention.

G. Protection sociale

L'apprenti est affilié au régime général de la Sécurité sociale pour tous les risques (maladie, maternité, vieillesse, invalidité, décès) et au régime complémentaire de retraite IRCANTEC (*cf. article L. 6227-8 du code du travail*).

Ainsi, le CNRS doit effectuer, dans les huit jours qui suivent la date du début de l'apprentissage, la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) auprès de l'URSSAF. Elle s'effectue notamment sur le site internet www.net-entreprises.fr. Le récépissé de l'URSSAF doit être conservé.

L'apprenti bénéficie des prestations d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès dans les conditions de droit commun (indemnisation directe par la Caisse primaire d'assurance maladie). Toutefois, ayant conclu un contrat de droit privé, il ne peut bénéficier de la protection sociale prévue par le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat.

En cas d'arrêt de travail, les indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS) sont calculées sur la base de la rémunération servie. Sont comptées comme heures de travail pour l'ouverture des droits, les heures de travail effectif et les heures consacrées à la formation théorique.

L'apprenti bénéficie de la législation protectrice en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles en tant que salariés, y compris lorsqu'il suit les enseignements au CFA (*cf. article L. 6222-32 du code du travail*) ou participe à des activités sportives.

VI LA REMUNERATION DE L'APPRENTI

Dans le secteur public non industriel et commercial, la rémunération servie à l'apprenti connaît quelques spécificités. En effet, conformément à l'article L. 6227-7 du code du travail, l'apprenti perçoit un salaire dont le montant, fixé par décret en pourcentage du salaire minimum de croissance (SMIC), varie en fonction de l'âge de l'apprenti, de l'ancienneté du contrat et du niveau du diplôme préparé. Ce salaire est déterminé pour chaque année d'apprentissage.

Toutefois, la rémunération des apprentis âgés de 26 ans et plus est fixée à 100 % du SMIC, quelle que soit l'année d'exécution du contrat (hors majoration relative au niveau du diplôme le cas échéant).

Conformément aux dispositions de l'article D. 6272-2 du code du travail tel que modifié par le décret n° 2020-478 du 24 avril 2020 relatif à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial « les employeurs publics peuvent majorer la rémunération prévue par l'article D. 6222-26 de 10 points ou 20 points ». Le CNRS a décidé de maintenir les majorations de 10 ou 20 points selon le niveau de diplôme préparé.

Par conséquent, les pourcentages sont majorés de 10 points lorsque l'apprenti prépare un diplôme ou titre de niveau IV et de 20 points lorsque l'apprenti prépare un diplôme ou titre de niveau III.

Le bénéfice de cette majoration de 20 points a été étendu à la préparation d'un titre ou diplôme de niveau II et I, après accord de la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DRTEFP) et du Contrôleur Général près les EPST.

Pour le montant des rémunérations à attribuer, voir le tableau joint en annexe n° 2.

Les années d'apprentissage sont déterminées de date à date, à partir de la naissance du contrat. Ainsi, le CNRS doit, pour le mois au cours duquel le taux change, appliquer les deux taux successivement. Le passage d'un niveau de rémunération à un autre s'effectue à l'issue de chaque année d'exécution du contrat.

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Lorsque l'apprentissage dure deux ans mais que le contrat est conclu avec un apprenti de 18 ans préparant un diplôme de niveau III pour la période du 16 septembre 2019 au 30 septembre 2020, la rémunération de l'apprenti sera égale à :

- du 16 septembre 2019 au 15 septembre 2020 : 63% du SMIC au 1er janvier 2019 ;
- du 16 septembre 2020 au 15 septembre 2021 : 71% du SMIC au 1er janvier 2020 ;
- du 16 septembre 2021 au 30 septembre 2021 : 87% du SMIC au 1er janvier 2021.

En revanche, si l'apprenti prépare un master II en apprentissage, après avoir accompli sa première année sous statut étudiant, il est considéré, par l'administration du travail, comme ayant effectué une première année d'apprentissage, et il est prévu que, dans ce cas, sa rémunération soit égale à la rémunération afférente à une deuxième année d'apprentissage (cf. article R. 6222-18 du code du travail).

De même, si l'apprenti prépare un master I après avoir obtenu une licence professionnelle en apprentissage, il reçoit une rémunération égale à la rémunération prévue pour une 2^{ème} année d'apprentissage.

Les majorations en % du SMIC prévues en fonction de l'âge prennent effet à compter du 1^{er} jour du mois suivant celui où l'apprenti atteint 18, 21 ou 26 ans (*exception : si l'anniversaire de l'apprenti survient au 1^{er} jour du mois, la réévaluation est prise en compte au 1^{er} jour du mois*). Les années d'apprentissage effectuées avant que l'apprenti ait atteint l'âge de 18, 21 ou 26 ans sont prises en compte pour le calcul de la rémunération (cf. article D. 6222-31 du code du travail). Les rémunérations sont donc majorées en tenant compte des années de contrat déjà effectuées lorsque l'apprenti change de tranche d'âge.

La revalorisation du SMIC intervenant en cours d'année doit être appliquée au salaire de l'apprenti pour la période restant à courir.

Enfin, les apprentis peuvent prétendre, dans les mêmes conditions que les autres agents du CNRS, à la prise en charge partielle de leurs frais de transport domicile-travail. Cependant sont exclus de cette prise en charge, les frais de déplacement engagés par un apprenti entre son domicile et le CFA.

A. Prolongation du contrat

En cas de prolongation pour échec à l'examen ou de dérogation au début du contrat, le salaire minimum applicable pendant la prolongation est celui de la dernière année précédant cette prolongation (cf. article D. 6222-28 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Après un échec à l'examen du BTS, le contrat d'un apprenti de 21 ans est prolongé d'une année, pour être porté à trois ans. Durant la deuxième année de son contrat, l'apprenti percevait 81% du SMIC. Pendant l'année supplémentaire, il continue de percevoir la même rémunération que l'année précédente, soit 81% du SMIC.

En cas de prolongation de la durée du contrat d'un apprenti handicapé, il est appliqué pour la quatrième année une majoration de 15 points au pourcentage du SMIC afférent à la dernière année de la durée normale du contrat (cf. article R. 6222-48 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti, qui s'est vu reconnaître la qualité de travailleur handicapé, est recruté à l'âge de 21 ans pour une durée de quatre ans en vue de l'obtention d'une licence.

La rémunération versée la 1^{ère} année sera égale à 73% du SMIC. Celle versée la 2^{ème} année sera égale à 81% du SMIC et celle versée la 3^{ème} année sera égale à 98% du SMIC. Enfin, la rémunération versée la 4^{ème} année sera égale à la rémunération de l'année précédente, majorée de 15%, soit 113% du SMIC.

B. Réduction du contrat

Lorsque la durée du contrat est réduite d'un an (apprenti ayant bénéficié d'une formation à temps complet dans un établissement d'enseignement technologique ou d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation ; apprentis déjà titulaires d'un diplôme de niveau supérieur ; personnes ayant effectué un stage de formation professionnelle ; apprenti engagé dans la préparation d'un baccalauréat professionnel qui, au terme de la première année du contrat, poursuit sa formation en vue d'obtenir un CAP, un CAPA ou un BPA), les apprentis sont considérés, pour leur rémunération minimale, comme ayant déjà accompli une première année d'apprentissage (cf. article R. 6222-18 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti de 17 ans prépare sa 2^{ème} année de BEP en apprentissage après avoir suivi sa 1^{ère} année sous statut scolaire dans un lycée professionnel. Il est considéré comme ayant déjà accompli une 1^{ère} année d'apprentissage et bénéficiera donc d'une rémunération afférente à une 2^{ème} année d'apprentissage, soit 39% du SMIC.

Pour les contrats concernant les apprentis déjà titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel, ou d'un titre homologué, désirant préparer un autre diplôme de même niveau dans une qualification en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu, le salaire minimum s'obtient en majorant de 15 points le pourcentage du SMIC applicable à la dernière année de la durée normale du contrat. Les jeunes issus d'une voie de formation autre que l'apprentissage peuvent également bénéficier de cette majoration (cf. article D. 6222-30 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti de 22 ans, titulaire d'un CAP cuisine préparé en deux ans, est recruté en vue de l'obtention d'un BEP cuisine en un an. Au cours de son unique année de préparation du BEP, l'apprenti bénéficiera de la rémunération afférente à une deuxième année d'apprentissage, soit en l'espèce 61% du SMIC, majorée de 15%, c'est-à-dire 76% du SMIC.

En cas de réduction du contrat en raison du niveau initial de l'apprenti, celui-ci est considéré, pour sa rémunération minimale, comme ayant déjà effectué une durée d'apprentissage égale à la différence entre la durée normale du contrat et la durée réduite (cf. article D. 6222-30 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti est recruté à l'âge de 21 ans en vue de l'obtention d'un BTS, pour une durée d'un an et 6 mois, compte tenu de son niveau de compétence initial.

La rémunération versée la 1^{ère} année sera égale, pendant les 6 premiers mois, à 73% du SMIC et les 6 mois suivant à 81% du SMIC. Celle versée les 6 derniers mois au titre de la 2^{ème} année sera égale à 81% du SMIC.

C. Contrats successifs

Conformément à l'article L. 6222-15 du code du travail, tout jeune travailleur peut conclure des contrats d'apprentissage successifs en vue de la préparation de diplômes ou de titres sanctionnant des qualifications différentes. En revanche, lorsqu'il a déjà conclu deux contrats successifs de même niveau, la conclusion d'un troisième est subordonnée à l'autorisation du directeur du dernier centre de formation des apprentis qu'il a fréquenté.

Lorsqu'un apprenti conclut un nouveau contrat d'apprentissage avec le même employeur, sa rémunération est au moins égale à celle qu'il percevait lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf quand l'application des rémunérations fixées en fonction de son âge et de son diplôme préparé est plus favorable (cf. *article D. 6222-29 du code du travail*).

De même, lorsqu'un apprenti conclut un nouveau contrat d'apprentissage avec un employeur différent, sa rémunération est au moins égale à la rémunération minimale à laquelle il pouvait prétendre lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf quand l'application des rémunérations fixées en fonction de son âge et de son diplôme est plus favorable. Les majorations de rémunération accordées aux jeunes ayant effectué un premier contrat d'apprentissage, en application d'un accord collectif, ou accordées par son premier employeur, ne sont pas opposables au CNRS.

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un jeune âgé de 21 ans conclut un contrat d'apprentissage avec le CNRS en vue de l'obtention d'un master, après avoir obtenu une licence suite à un apprentissage avec un autre employeur d'une durée de trois ans. Dans ces conditions, sa rémunération sera égale à celle versée pour une deuxième année d'apprentissage (cf. infra).

- *Lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, si son employeur était une personne morale de droit privé, la rémunération minimale à laquelle l'apprenti pouvait prétendre était équivalente à 67% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.*

La rémunération versée par le CNRS sera alors égale à 81% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.

- *Cependant, lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, si son employeur était une personne morale de droit public, la rémunération minimale à laquelle l'apprenti pouvait prétendre était équivalente à 87% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.*

La rémunération versée par le CNRS devra être égale à 87% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.

VII LES CHARGES SOCIALES ET LA FISCALITE

A. Charges sociales et charges connexes

La rémunération servie aux apprentis est exonérée, dans la limite de 79% du SMIC, des cotisations salariales d'origine légale ou conventionnelle (cf. *articles L. 6243-2 et D. 6243-5 du code du travail*), soit les cotisations suivantes (*taux en vigueur au 1^{er} janvier 2019*) :

- la cotisation assurance vieillesse : 7,30% ;
- la cotisation assurance maladie supplémentaire dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle : 1,50%
- la cotisation de retraite complémentaire IRCANTEC.

L'apprenti est exonéré de la CSG et de la CRDS (cf. *article L. 136-1-1 III 1° a du code de la sécurité sociale*).

Le CNRS est exonéré de la totalité des cotisations patronales sociales d'origine légale et conventionnelle, à l'exclusion de celles dues au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles (cf. *article L. 6227-8-1 du code du travail*). Restent à sa charge les cotisations et contributions suivantes :

- la cotisation accidents du travail, maladies professionnelles (taux variable) ;
- la taxe sur les salaires.

En ce qui concerne la taxe sur les salaires (TSS), celle-ci est calculée sur toutes les rémunérations versées au cours de l'année par application d'un barème progressif et donne lieu à régularisation annuelle.

Les rémunérations versées aux apprentis bénéficient d'une exonération spécifique au regard de la TSS. La rémunération versée à l'apprenti est exonérée de la TSS à concurrence d'une fraction de son montant, fixée à 11% du SMIC mensuel (151,67 heures). La valeur du SMIC à prendre à compte pour la détermination de la fraction exonérée est celui en vigueur au 1^{er} janvier l'année en cours.

En revanche, l'assiette sur laquelle est assise la cotisation accidents du travail et maladies professionnelles correspond à la rémunération brute servie à l'apprenti.

B. Fiscalité

En application de l'article 81 bis du code général des impôts, les rémunérations versées aux apprentis munis d'un contrat répondant aux conditions prévues par le code du travail sont exonérées d'impôt sur le revenu dans la limite du montant annuel du SMIC. Cette exonération s'applique à l'apprenti personnellement imposable ou au contribuable qui l'a à sa charge.

Le plafond d'exonération au prélèvement à la source pour les apprentis est fixé à 18 255 euros à compter du 1^{er} janvier 2019. Ce plafond est égal au produit du SMIC mensuel brut par 12, arrondi à l'euro le plus proche. Lorsque le montant du SMIC mensuel brut varie en cours d'année, le plafond d'exonération est égal à la somme des produits du montant du SMIC mensuel brut par le nombre de mois auquel ce montant correspond, arrondi à l'euro le plus proche.

Le montant de la rémunération des apprentis à comparer à cette limite d'exonération s'entend avant application de la déduction pour frais professionnels de 10%.

VIII LE SUIVI DU DISPOSITIF

A. Contrôle pédagogique des conditions d'exécution de l'apprentissage

L'inspection de l'apprentissage est assurée par des fonctionnaires des corps de l'inspection à compétence pédagogique, et dans le cadre de l'enseignement supérieur, par des enseignants-chercheurs (*cf. article R. 6251-2 du code du travail*).

L'inspection de l'apprentissage peut être exercée conjointement, en tant que de besoin, par d'autres fonctionnaires commissionnés en raison de leurs compétences techniques et qui relèvent de ministères exerçant une tutelle sur les établissements concernés (*cf. article R. 6251-3 du code de travail*).

A cet égard, et conformément aux dispositions des articles R. 6251-12 et R. 6251-13 du code du travail, les inspecteurs commissionnés ont droit d'entrer dans toutes les entreprises employant des apprentis. L'employeur est alors tenu d'indiquer les tâches ou postes de travail qui sont ou seront confiés aux apprentis, de leur communiquer les documents en sa possession relatifs aux apprentis et de leur permettre de s'entretenir avec les apprentis et les personnes responsables de leur formation.

De plus, lorsque l'employeur assure le logement de l'apprenti, il doit indiquer les conditions dans lesquelles est assuré ce logement.

Il convient de préciser que les dispositions relatives à l'intervention de l'Inspection du travail en matière d'apprentissage ne sont pas applicables pour le secteur public.

B. Sortie du dispositif

Lorsque le contrat d'apprentissage cesse, l'intéressé, s'il le souhaite, peut demander à bénéficier de mesures de formation ou d'un nouveau contrat pour préparer un autre diplôme. Dans ce dernier cas, la CNFP sera à

nouveau consultée et examinera les conditions d'expériences professionnelles du maître d'apprentissage en lien avec le nouveau diplôme préparé par l'apprenti.

Pour l'essentiel, l'apprenti a vocation à être embauché principalement dans le secteur privé. C'est pourquoi, il est important de le former à une qualification recherchée sur le marché du travail.

Toutefois, si l'apprenti souhaite intégrer la fonction publique, il ne peut y avoir accès que par la voie du concours externe. A cet égard, il convient de rappeler qu'en application de l'article L. 6227-10 du code du travail, les services accomplis par l'apprenti au titre du contrat d'apprentissage ne peuvent être pris en compte comme services publics au sens des dispositions applicables aux fonctionnaires ou aux agents publics.

Par conséquent, les services effectués en qualité d'apprenti ne peuvent être pris en compte dans une reconstitution de carrière, qu'ils aient été effectués auprès d'une entreprise relevant du secteur privé ou d'un organisme issu du secteur public non industriel et commercial.

Par ailleurs, s'ils remplissent les conditions d'ouverture du droit, les ex-apprentis peuvent percevoir les allocations du régime d'assurance chômage, calculées sur la rémunération effectivement perçue.

IX LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE

Les coûts de la formation d'apprentis sont à la charge du CNRS dans la mesure où il n'est pas redevable du paiement de la taxe d'apprentissage (*cf. article L. 6227-6 du code du travail*).

Il est possible, selon le type d'apprentissage, que la formation soit dispensée à titre gratuit par le CFA ou l'établissement d'enseignement supérieur. Dès lors, aucun frais de formation ne doit être acquitté par le CNRS. Dans cette hypothèse, l'établissement de formation doit fournir une attestation par écrit avant le déroulement de l'apprentissage.

Si tel n'est pas le cas, les frais de formations dont devra s'acquitter le CNRS ne pourront pas relever du budget formation du CNRS. Ils devront être pris en charge sur les ressources propres du laboratoire d'accueil et, dans ce cas, le directeur d'unité devra l'attester par écrit en précisant le montant des frais de formation.

Par ailleurs, il convient de préciser qu'une « contribution Vie Etudiante et de Campus » a été instituée par la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et la réussite des étudiants. Elle est collectée par les CROUS. Chaque étudiant en formation initiale dans un établissement d'enseignement supérieur doit s'en acquitter. Elle constitue un coût de formation. Dans ces conditions, cette contribution, dont doivent obligatoirement s'acquitter les apprentis inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, doit être prise en charge par le CNRS au titre des coûts de formation. Il appartient à l'unité d'affectation de l'apprenti de prendre en charge cette contribution sur ses ressources propres.

Le directeur des ressources humaines,
Hugues de LA GIRAUDIERE



Annexe 1 : Modèle de contrat de travail et modèle attestation portant sur les compétences professionnelles du maître d'apprentissage

Annexe 2 : Montant des rémunérations à attribuer à l'apprenti

CONTRAT D'ENGAGEMENT

Entre les soussignés :

Le Président-directeur général du Centre National de la Recherche Scientifique dont l'effectif au sens des dispositions de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale, est fixé à 25 316 agents

Commenter [LJ1]: Données du rapport social unique-Effectif de l'année n-1 (ici 2020) qui tient compte des agents fonctionnaires et des agents en CDI

d'une part,

et,

Monsieur (Madame)

Domicilié(e) :

d'autre part,

VU, le code du travail,

VU, le formulaire CERFA n° 10103*07 « Contrat d'apprentissage » signé le ...,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : CONDITIONS GENERALES

Monsieur (Madame)... est engagé(e) en qualité d'apprenti afin de préparer le diplôme suivant :

...

Il (Elle) est placé(e) sous l'autorité hiérarchique de Monsieur (Madame)..., Délégué(e) Régional(e) de la Délégation ...

Monsieur (Madame)... exercera ses activités à l'unité suivante :

...

Le maître d'apprentissage est, né(e) le

Pour tout litige relevant du présent contrat, le Conseil des Prud'hommes de ... sera compétent.

ARTICLE 2 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu à compter du ... Il prendra fin le ...

Il est précisé que le présent contrat ne constitue pas un engagement à caractère permanent et ne confère en aucun cas le droit à une intégration dans le cadre des personnels statutaires du CNRS.

ARTICLE 3 : REMUNERATION - COUVERTURE SOCIALES

Compte tenu de l'âge de l'apprenti, du diplôme et de la durée du contrat, la rémunération brute sera égale à :

- pour la période du ... au : ...% du SMIC soit ...
- pour la période du ... au : ...% du SMIC soit ...

Elle est payable à terme échu et suivra la même évolution que celle du SMIC.

Le bénéficiaire du présent contrat est affilié au régime général de la sécurité sociale pour tous les risques (maladie, maternité, invalidité, décès) et au régime complémentaire de retraite (IRCANTEC) institué au profit des agents non titulaires de l'Etat.

Il ne pourra pas bénéficier du versement de l'indemnité de fin de contrat.

ARTICLE 4 : HORAIRE DE TRAVAIL - CONGES

L'apprenti est soumis aux règles applicables aux agents non titulaires du CNRS en ce qui concerne l'horaire de travail. Les heures d'enseignement au Centre

de Formation d'Apprentis (CFA) sont comprises dans la durée du travail. Le temps de présence sur le lieu de travail au CNRS sera donc d'environ ...% par rapport à un temps complet (base de 151,67 Heures par mois).

Le calendrier des cours est défini au moment de l'inscription de l'apprenti au CFA. L'apprenti est tenu de communiquer par écrit ce calendrier au maître d'apprentissage, ainsi qu'au service des ressources humaines de la Délégation.

Les congés sont identiques à ceux des autres agents. Toutefois, si le CFA organise des séances de préparation à l'examen, un congé spécial de 5 jours est accordé aux apprentis dans le mois qui précède les épreuves de l'examen envisagé.

ARTICLE 5 : OBLIGATION DE RESERVE ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

5-1 Obligation de réserve et obéissance hiérarchique

Le bénéficiaire du présent contrat est soumis aux obligations d'obéissance hiérarchique, de loyauté, de discrétion et de réserve. Il est également tenu au secret professionnel à l'égard des tiers en ce qui concerne les activités exercées au CNRS.

5-2 Propriété Intellectuelle

Les fonctions exercées par le bénéficiaire au titre du présent contrat de travail comportent une mission inventive permanente. En conséquence et conformément à la législation en vigueur en matière de propriété intellectuelle (articles L. 611-7 et R. 611-11 à R. 611-14 du code de la propriété intellectuelle notamment), les inventions faites par le bénéficiaire appartiennent au CNRS. Le bénéficiaire reconnaît que le CNRS est propriétaire de tout autre résultat valorisable, protégeable ou non par un titre de propriété intellectuelle. Ainsi, les logiciels créés par le bénéficiaire dans le cadre du présent contrat appartiennent au CNRS en application de l'article L.113-9 du code de la propriété intellectuelle.

En outre, le bénéficiaire s'engage à céder au CNRS, par le biais de cessions de droits particuliers, la propriété pleine et entière des résultats protégés par le droit d'auteur qu'il pourrait obtenir ou pourrait contribuer à obtenir.

Le CNRS dispose seul du droit de déposer les titres de propriété intellectuelle correspondant aux résultats précités.

Le CNRS s'engage à ce que le nom du bénéficiaire, s'il est considéré comme inventeur, soit mentionné dans les demandes de brevets, à moins que le bénéficiaire ne s'y oppose.

Le bénéficiaire s'engage à donner toutes signatures et à prêter son entier concours au CNRS pour les procédures de protection de ces résultats (notamment pour le dépôt éventuel d'une demande de brevet, son maintien en vigueur et sa défense) ainsi que pour leur exploitation et ce tant en France qu'à l'étranger.

L'ensemble de ces dispositions demeure valable à l'expiration du contrat.

5-3 Confidentialité

Le bénéficiaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles les informations de toute nature, communiquées par tous moyens, dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Cette obligation de confidentialité reste en vigueur pendant la durée du contrat et après son expiration.

5-4 Publications

Le bénéficiaire du présent contrat doit solliciter de manière expresse de l'autorité hiérarchique, l'autorisation de publier. Toute publication ou communication du bénéficiaire doit explicitement mentionner le nom de l'unité et du CNRS.

Ces dispositions demeurent en vigueur pendant la durée du contrat et après son expiration.

ARTICLE 6 : VALIDITE ET RESILIATION DU CONTRAT

La validité du présent contrat est conditionnée à l'enregistrement préalable des formulaires CERFA susvisés auprès de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Les quarante-cinq premiers jours du contrat constituent une période de rupture libre du contrat. Pendant cette période, l'une ou l'autre des parties pourra mettre fin au contrat sans préavis.

A l'issue des quarante-cinq premiers jours, la rupture du contrat peut intervenir par accord exprès et bilatéral des parties.

A défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut être rompu par acte unilatéral de l'employeur pour l'un des motifs limitativement énuméré par le code du travail et selon les modalités fixées par les articles L. 1232-2 et suivants du code du travail. Il peut également être rompu par la démission de l'apprenti (après médiation). La démission s'accompagne du respect d'un préavis minimal de 7 jours à compter de la date à laquelle le CNRS a été informé par l'apprenti de son intention de rompre le contrat.

ARTICLE 7 : IMPUTATION DE LA DEPENSE

La dépense sera imputée sur le compte 646321 du budget du CNRS.

Fait en trois exemplaires à ..., le...

Commenter [Lj2]: Trois car un est transmis à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi compétente.

Pour le Président-directeur général du CNRS

et par délégation

Le Délégué Régional de ...

Le bénéficiaire
(signature précédée de la mention « lu et approuvé »
après paraphe des pages du présent contrat)

Annexe au contrat d'apprentissage

Attestation de l'employeur sur les compétences professionnelles du maître d'apprentissage fixées par l'article L. 6223-8-1 du code du travail

Je soussigné(e), M/Mme, délégué(e) régional(e) de la délégation, atteste que M/Mme, maître d'apprentissage, remplit la condition de compétence professionnelle exigée d'un maître d'apprentissage en application de l'article L. 6223-8-1 du code du travail suivante :

- titulaire d'un diplôme ou d'un titre relevant du domaine professionnel correspondant à la finalité du diplôme ou du titre préparé par l'apprenti et d'un

niveau au moins équivalent, justifiant d'une année d'exercice d'une activité professionnelle en rapport avec la qualification préparée par l'apprenti ;

- titulaire de deux années d'exercice d'une activité professionnelle en rapport avec la qualification préparée par l'apprenti.

[à cocher l'une des deux conditions]

Fait à, le

Le délégué régional [signature]



CIRCULAIRE CIR222644DRH DU 5 DECEMBRE 2022 RELATIVE A L'APPRENTISSAGE

Circulaire n° CIR222644DRH du 5 décembre 2022, abroge la circulaire n° CIR192063DRH du 17 juillet 2019.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
I. LA PROCEDURE PREALABLE A LA FORMATION DU CONTRAT	3
II. LES BENEFICIAIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	3
A. CONDITION D'AGE	3
B. CONDITION DE NATIONALITE	3
C. CONDITION LIEE AU DIPLOME	4
D. CONDITION D'INSCRIPTION AU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS (CFA)	4
E. CONDITION LIEE A L'APTITUDE PHYSIQUE	5
III. LES MAITRES D'APPRENTISSAGE	5
A. CONDITIONS EXIGEEES DU MAITRE D'APPRENTISSAGE	5
B. PARTAGE DE LA FONCTION TUTORALE	5
C. NOMBRE MAXIMAL D'APPRENTIS PAR MAITRE D'APPRENTISSAGE	5
D. ROLE DU MAITRE D'APPRENTISSAGE	6
E. INDEMNISATION DU MAITRE D'APPRENTISSAGE	6
IV. LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
A. OBJET ET NATURE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
B. MENTIONS OBLIGATOIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	6
C. CONCLUSION DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	7
D. DUREE DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE	8
1. Une durée adaptée au type de formation et au niveau initial de l'apprenti	8
2. Les cas de prolongations	8
E. FIN DU CONTRAT OU RESILIATION	9
1. La rupture anticipée	9
2. La rupture au-delà du délai de 45 jours	9
F. REORIENTATION	10
V. LE DEROULEMENT DE L'APPRENTISSAGE AU CNRS	10
A. STATUT DE L'APPRENTI	10
B. DUREE DE TRAVAIL	10
C. CONGES SUPPLEMENTAIRES	11
D. AUTORISATION D'ABSENCE EXCEPTIONNELLE REMUNEREE D'UN APPRENTI APPELE AU SERVICE NATIONAL	11
E. MOBILITE INTERNATIONALE DES APPRENTIS	11
F. SANTE ET SECURITE	12
G. PROTECTION SOCIALE	12
VI. LA REMUNERATION DE L'APPRENTI	12
A. PROLONGATION DU CONTRAT	13
B. REDUCTION DU CONTRAT	14
C. CONTRATS SUCCESSIFS	15
VII. LES CHARGES SOCIALES ET LA FISCALITE	15
A. CHARGES SOCIALES ET CHARGES CONNEXES	15
B. FISCALITE	16
VIII. LE SUIVI DU DISPOSITIF	16
A. CONTROLE PEDAGOGIQUE DES CONDITIONS D'EXECUTION DE L'APPRENTISSAGE	16
B. SORTIE DU DISPOSITIF	16
IX. LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE	17

I. LA PROCEDURE PREALABLE A LA FORMATION DU CONTRAT

Le CNRS peut conclure des contrats d'apprentissage en vertu de l'article L. 6227-1 du code du travail.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et la formation professionnelle tout au long de la vie, il n'existe plus de procédure d'agrément préfectoral du maître d'apprentissage.

Cependant, cette suppression de l'agrément n'a pas eu pour incidence de modifier les compétences de la Commission Nationale de la Formation Permanente (CNFP) en la matière (*cf. L. 6227-4 du code du travail*).

En conséquence, la procédure du CNRS relative à l'examen des conditions d'expériences et de diplômes exigées des maîtres d'apprentissage reste inchangée et toutes les demandes de recrutement d'apprenti, quelle que soit la source de financement de la rémunération (masse salariale du CNRS ou ressources propres de l'unité d'accueil), doivent être examinées.

II. LES BENEFICIAIRES DU CONTRAT D'APPRENTISSAGE

A. Condition d'âge

En application des dispositions de l'article L. 6222-1 du code du travail, le contrat d'apprentissage s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 29 ans au début de l'apprentissage.

L'article L. 6222-2 du code du travail prévoit des dérogations à cette limite d'âge supérieure (29 ans) d'entrée en apprentissage dans les cas suivants :

- lorsque le contrat proposé fait suite à un contrat d'apprentissage précédemment souscrit et conduit à un niveau de diplôme supérieur à celui obtenu à l'issue du contrat précédent ;
- lorsqu'il y a eu rupture de contrat pour des causes indépendantes de la volonté de l'apprenti (*cf. Article D. 6222-1 du code du travail*) ou suite à une inaptitude physique et temporaire de celui-ci ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne à laquelle la qualité de travailleur handicapé est reconnue ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne qui a un projet de création ou de reprise d'entreprise dont la réalisation est subordonnée à l'obtention du diplôme ou titre sanctionnant la formation poursuivie ;
- lorsque le contrat d'apprentissage est souscrit par une personne inscrite en tant que sportif de haut niveau sur la liste prévue par le code du sport.

Dans les deux premiers cas, l'âge de l'apprenti au moment de la conclusion du nouveau contrat doit être de 30 ans au plus et le nouveau contrat d'apprentissage doit être souscrit dans un délai maximum d'un an après l'expiration du précédent contrat (*cf. D. 6222-1 du code du travail*).

B. Condition de nationalité

L'apprentissage est ouvert aux Français et aux ressortissants de l'Union européenne (U.E.) ou étrangers hors U.E. titulaires d'une autorisation de travail.

Ainsi, si le ressortissant n'ayant pas la nationalité d'un pays membre de l'U.E. est titulaire d'un titre de séjour valant autorisation de travail (ex : carte de résident, carte de séjour salarié, carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale »), il convient uniquement de vérifier auprès de la préfecture la validité de ce titre de séjour dans les deux jours précédents l'embauche.

En revanche, si ce type de ressortissant ne dispose pas d'un titre de séjour valant autorisation de travail, il convient de préciser que l'autorisation de travail est accordée de droit sous réserve qu'il soit autorisé à séjourner en France pour la conclusion d'un contrat d'apprentissage (*cf. article L. 5221-5 du code du travail*). A ce titre, la détention d'un titre de séjour est impérative. Les différents types de visa ne donnent pas accès à l'apprentissage.

Dans ce cas, le CNRS doit demander l'autorisation de travail avant l'embauche, au service de la main d'œuvre étrangère de l'unité territoriale de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (Dircecte). Pour cela, il convient de remplir le document Cerfa n° 13653*03 qui est disponible sur www.service-public.fr et www.immigration.gouv.fr.

Le délai de traitement de la demande d'autorisation de travail est de deux mois. Un défaut de réponse dans ce délai vaut rejet de la demande.

Enfin, il y a lieu de noter que les mineurs peuvent séjourner en France sans titre de séjour. Ils doivent néanmoins disposer d'une autorisation de travail. L'autorisation de travail est accordée de droit aux mineurs isolés étrangers pris en charge par l'aide sociale à l'enfance, sous réserve de la présentation d'un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation.

C. Condition liée au diplôme

L'apprenti doit être inscrit à la préparation d'un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou de l'enseignement supérieur ou à la préparation d'un titre à finalité professionnelle enregistré au répertoire national des certifications professionnelles.

L'apprentissage s'adresse donc aux jeunes préparant un des diplômes suivants :

- de niveau V (BEP, CAP) ;
- de niveau IV (baccalauréat techniques, technologiques et professionnels) ;
- de niveau III (brevets de techniciens supérieurs, diplômes universitaires de technologie) ;
- de niveau I ou II (formation de niveau égal ou supérieur à celui de la licence ou des écoles d'ingénieurs).

La nature du diplôme préparé conditionne la durée du contrat d'apprentissage, le montant de la rémunération de l'apprenti et la formation dont il bénéficiera.

D. Condition d'inscription au Centre de Formation d'Apprentis (CFA)

La formation générale, associée à la formation technologique et pratique qu'assure l'employeur, est dispensée par un centre de formation d'apprentis.

Ainsi, il revient au CNRS de s'assurer auprès de l'apprenti que celui-ci se soit inscrit dans un CFA habilité qui s'engage à dispenser à l'intéressé les enseignements et activités pédagogiques correspondant au diplôme préparé.

Par ailleurs, le CNRS doit veiller à l'inscription et à la participation de l'apprenti aux épreuves du diplôme ou du titre sanctionnant la qualification professionnelle prévue par le contrat d'apprentissage.

E. Condition liée à l'aptitude physique

Conformément à l'article R. 6222-40-1 du code du travail, l'apprenti doit se soumettre à un examen médical permettant d'attester de son aptitude physique à l'accomplissement des fonctions qui lui seront confiées. Cet examen doit intervenir, au plus tard, dans les deux mois qui suivent son embauche.

Toutefois, dans un objectif de bonne gestion, il conviendra, sauf cas particulier, de faire pratiquer cet examen médical avant la conclusion du contrat d'apprentissage.

III. LES MAITRES D'APPRENTISSAGE

A. Conditions exigées du maître d'apprentissage

La CNFP et les services des ressources humaines des délégations régionales s'assurent que les conditions exigées du maître d'apprentissage sont remplies.

En effet, conformément à l'article D. 6273-1 du code du travail, l'agent, qui doit être employé par le CNRS et être volontaire, ne peut être maître d'apprentissage que :

- s'il est titulaire d'un diplôme ou d'un titre relevant du domaine professionnel correspondant à la finalité du diplôme ou du titre préparé par l'apprenti et d'un niveau au moins équivalent, justifiant d'une année d'exercice d'une activité professionnelle en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé ;
- ou s'il justifie de deux années d'exercice d'une activité professionnelle en relation avec la qualification visée par le diplôme ou le titre préparé.

Les stages et les périodes de formation effectués en milieu professionnel, dans le cadre d'une formation initiale (y compris sous contrat d'apprentissage) ou d'une formation continue qualifiante ne sont pas pris en compte dans le décompte de la durée d'expérience requise.

B. Partage de la fonction tutorale

Conformément au code du travail, il est possible de partager la fonction tutorale entre plusieurs agents du CNRS. Ainsi, une équipe tutorale est constituée et un maître d'apprentissage référent est désigné. Ce dernier assure la coordination de l'équipe et la liaison avec le centre de formation (*cf. article R. 6223-23 du code du travail*).

La fonction tutorale demande un lourd investissement de la part du maître d'apprentissage car la réussite de l'apprenti est fortement liée à l'efficacité de son accompagnement. Ainsi, il est préconisé de ne recourir à ce partage de la fonction tutorale que s'il existe une raison légitime à sa mise en place. Cela vise notamment des formations qui exigent des compétences pointues dans plusieurs domaines d'activité et qui nécessitent un encadrement complémentaire par deux agents. Toutefois, dans ce cas de figure, il est désigné un maître d'apprentissage référent qui assure de manière régulière le suivi de la formation de l'apprenti et les relations avec le CFA.

C. Nombre maximal d'apprentis par maître d'apprentissage

Le nombre maximal d'apprentis ou d'élèves de classes préparatoires à l'apprentissage pouvant être accueillis simultanément au CNRS est fixé à deux par maître d'apprentissage, plus un, lorsque le contrat

d'apprentissage de ce dernier est prolongé pour cause d'échec à l'examen (*cf. article R. 6223-6 du code du travail*).

D. Rôle du maître d'apprentissage

Le maître d'apprentissage est la personne majeure directement responsable de la formation de l'apprenti, et qui assume la fonction de tuteur. Il doit offrir toutes les garanties de moralité et présenter des compétences professionnelles et pédagogiques.

Le maître d'apprentissage a pour mission de contribuer à l'acquisition par l'apprenti des compétences correspondant à la qualification recherchée et au titre ou diplôme préparé, en liaison avec le centre de formation à l'apprentissage. Il doit veiller à procurer à l'apprenti des tâches correspondant à son programme de formation.

Par conséquent, le directeur d'unité doit permettre au maître d'apprentissage de dégager, sur son temps de travail, les disponibilités nécessaires à l'accompagnement de l'apprenti et aux relations avec le centre de formation. Il doit veiller à ce que le maître d'apprentissage bénéficie d'informations et de formations lui permettant d'exercer correctement sa mission et d'accompagner efficacement l'apprenti dans son parcours de formation.

Pour accompagner le maître d'apprentissage dans sa fonction, les services formation des délégations régionales pourront lui proposer de suivre une formation spécifique dans le cadre d'un marché national de formation mis en place par le service formation et itinéraires professionnels de la direction des ressources humaines.

E. Indemnisation du maître d'apprentissage

Le maître d'apprentissage bénéficie d'une allocation forfaitaire dont le montant est fixé à 500 € bruts par an. Cette allocation est versée par tranche de 250 € bruts pour chaque période de tutorat d'une durée minimale de six mois.

Lorsque le maître d'apprentissage encadre plusieurs apprentis au cours d'une même période, il bénéficie au titre d'une même période de plusieurs allocations forfaitaires.

IV LE CONTRAT D'APPRENTISSAGE

A. Objet et nature du contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail de droit privé de type particulier par lequel l'employeur s'engage à assurer à l'apprenti une formation professionnelle complète, c'est-à-dire théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme ou un titre à finalité professionnelle.

Ce contrat de droit privé est régi par les articles L. 6221-1 et suivants du code du travail.

B. Mentions obligatoires du contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat conclu, par écrit en trois exemplaires originaux, entre l'apprenti ou son représentant légal et l'employeur, qui doit comporter obligatoirement certaines mentions.

Le contrat d'apprentissage doit être conclu conformément au Cerfa n° 10103*06, qui est disponible sur les sites internet www.service-public.fr et www.travail.gouv.fr.

Ce contrat doit ainsi comporter un certain nombre de mentions obligatoires :

- le nom et l'adresse de l'employeur, de l'apprenti et de son représentant légal si nécessaire ;
- l'effectif de la structure d'accueil au sens de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale ;
- la désignation de la formation assurée par la mention du diplôme sanctionnant cette formation ;
- la date de début de l'exécution du contrat et sa durée, précisant la date de début de la formation au CNRS et celle de début de l'enseignement ;
- la rémunération due à l'apprenti pour chacune des années de l'apprentissage ;
- la dénomination et l'adresse du CFA ;
- le nom et la date de naissance du ou des maîtres d'apprentissage, les titres ou diplômes dont ils sont titulaires ainsi que la durée de leur expérience professionnelle dans l'activité en rapport avec la qualification recherchée.
- l'attestation de l'employeur précisant que le maître d'apprentissage remplit les conditions de compétence professionnelle imposées par l'article L. 6223-8-1.

Par ailleurs, en sus du formulaire Cerfa dûment rempli, il convient d'établir un contrat de travail qui permet au CNRS d'apporter des précisions complémentaires à destination de l'apprenti.

Un modèle type de contrat de travail est présenté en annexe 1.

C. Conclusion du contrat d'apprentissage

Au préalable, le contrat d'apprentissage doit être transmis à l'établissement de formation pour visa.

Il doit ensuite être signé, préalablement à l'emploi de l'apprenti, par les deux parties contractantes (ou le représentant légal de l'apprenti si ce dernier est mineur).

Une fois le contrat signé, et avant le début de l'exécution du contrat d'apprentissage, ou, au plus tard, dans les cinq jours ouvrables qui suivent celui-ci, le CNRS doit transmettre le contrat pour enregistrement à la DIRECCTE du lieu d'exécution du contrat.

Depuis le décret n° 2011-1924 du 21 décembre 2011, l'employeur n'est tenu d'adresser les pièces justificatives à la DIRECCTE qu'en cas de demande de l'organisme susvisé et non plus en même temps que le contrat d'apprentissage faisant l'objet de la demande d'enregistrement. Cependant, par sécurité, il conviendra de réunir ces pièces dès la transmission du contrat pour enregistrement et de les conserver dans l'éventualité d'un contrôle ultérieur.

Le contrat est enregistré dans un délai de quinze jours à compter de la réception du dossier complet, c'est-à-dire dûment rempli et visé par le directeur du CFA. Le silence de la DIRECCTE vaut décision d'acceptation d'enregistrement.

A compter du 1^{er} janvier 2020 et en application de l'article L. 6227-11 du code du travail, les formalités d'enregistrement sus-décrites seront supprimées et remplacées par une obligation de dépôt du contrat auprès du représentant de l'Etat dans le département d'exécution du contrat d'apprentissage.

D. Durée du contrat d'apprentissage

1. Une durée adaptée au type de formation et au niveau initial de l'apprenti

Le contrat d'apprentissage fixe la date du début de l'exécution du contrat d'apprentissage et précise la date de début de la formation pratique chez l'employeur et celle de début de la formation en centre de formation des apprentis (*cf. article L. 6222-12 du code du travail*). La formation pratique ainsi que l'enseignement doivent débiter dans les trois mois suivant le début de l'exécution du contrat d'apprentissage.

La durée du contrat d'apprentissage est égale à celle du cycle de formation qui fait l'objet du contrat. En principe fixée à 2 ans, elle peut varier entre 6 mois et 3 ans selon le type de profession et le niveau de qualification préparé.

Toujours par décision dérogatoire, lorsque la durée du contrat est fixée à deux ans et plus, elle peut être réduite d'un an pour les personnes :

- titulaires d'un diplôme ou d'un titre homologué de niveau supérieur à celui qu'elles souhaitent préparer ;
- ayant accompli un stage de formation professionnelle conventionné ou agréé par l'Etat ou une région et ayant pour objet l'acquisition d'une qualification ;
- titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ou d'un titre homologué et qui souhaitent préparer un diplôme ou un titre de même niveau, lorsque la nouvelle qualification recherchée est en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu.

De plus, lorsque la durée du contrat est fixée à deux ans et plus, elle est réduite d'office d'un an pour les personnes qui remplissent les conditions suivantes :

- avoir bénéficié, pendant une année au moins :
 - soit d'une formation à temps complet dans un établissement d'enseignement technologique ;
 - soit d'un contrat d'apprentissage ;
 - soit d'un contrat de professionnalisation ;
- entrer en apprentissage pour achever l'une des formations énumérées ci-dessus.

Enfin, la durée du contrat d'apprentissage peut être adaptée, par autorisation, pour tenir compte du niveau initial de compétence de l'apprenti, sans pouvoir conduire à la conclusion de contrats d'apprentissage d'une durée inférieure à un an ou supérieure à 3 ans. La durée est ainsi fixée en fonction de l'évaluation des compétences de l'apprenti concerné. Cependant, pour les apprentis ayant un niveau supérieur au baccalauréat, cette autorisation est facultative si un avis favorable a été émis par le président d'université ou le chef d'établissement d'enseignement supérieur. La réduction autorisée n'est pas cumable avec les réductions prévues précédemment.

Les demandes de réduction de la durée du contrat d'apprentissage sont adressées au directeur du CFA ou au responsable d'établissement qui la transmet, en y joignant son avis, au service chargé de l'inspection de l'apprentissage pour décision. L'absence de réponse dans un délai d'un mois à compter du dépôt de la demande vaut décision d'acceptation.

2. Les cas de prolongations

La durée du contrat peut être prolongée pour une durée d'un an au plus, à la suite de l'échec à l'examen, soit par avenant au contrat initial, soit par conclusion d'un nouveau contrat avec un autre employeur (*cf. article L. 6222-11 du code du travail*).

Pour les apprentis qui se sont vu reconnaître la qualité de travailleur handicapé, la durée du contrat d'apprentissage peut être portée à quatre ans (*cf. article R. 6222-46 du code du travail*).

E. Fin du contrat ou résiliation

Toute rupture du contrat d'apprentissage doit être notifiée au directeur du CFA ainsi qu'au préfet de département qui a enregistré le contrat.

De plus, à la fin de la relation de travail, le CNRS doit remettre à l'apprenti un certificat de travail précisant la période d'emploi, un solde de tout compte signé de l'apprenti et l'attestation destinée à Pôle emploi.

1. La rupture anticipée

Conformément à l'article L. 6222-18 du code du travail, le contrat d'apprentissage peut être rompu librement par l'une ou l'autre des parties durant les quarante-cinq premiers jours de formation pratique effectués par l'apprenti, sans que cela puisse donner lieu à indemnité.

Ce délai est suspendu pendant les périodes d'absence pour maladie de l'apprenti ou pour accident de travail.

La partie souhaitant mettre fin au contrat doit manifester sa volonté par l'envoi d'une lettre notifiant la rupture. Ladite lettre n'a pas à faire mention des motifs de la rupture. La rupture ne doit toutefois pas reposer sur un motif discriminatoire.

La rupture doit être notifiée au directeur du centre de formation des apprentis ainsi qu'à l'organisme ayant enregistré le contrat.

Enfin, la période de quarante-cinq jours permettant la rupture du contrat d'apprentissage s'applique également au nouvel employeur qui conclut un contrat d'apprentissage avec un apprenti après la rupture de son premier contrat d'apprentissage.

2. La rupture au-delà du délai de 45 jours

Le contrat d'apprentissage peut être rompu par les parties avant son terme. Conformément à l'article L. 6222-18 du code du travail, à l'issue de la période de quarante-cinq jours, la résiliation peut intervenir par accord exprès et bilatéral des cosignataires.

Le recours à la rupture par accord exprès et bilatéral des cosignataires doit toujours être recherché prioritairement.

A défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut également être rompu par acte unilatéral à l'initiative de l'employeur en cas :

- de force majeure ;
- de faute grave de l'apprenti ;
- d'inaptitude de l'apprenti constatée médicalement ;
- d'exclusion définitive du centre de formation.

C'est le formalisme d'un licenciement qui s'applique (articles L. 1232-2 et suivants du code du travail). Ainsi l'apprenti doit être convoqué à un entretien préalable à son licenciement pour lequel il peut être assisté par une personne de son choix appartenant au CNRS. Lors de l'entretien, les motifs de la décision envisagée doivent être indiqués à l'apprenti et ses explications doivent être recueillies.

Egalement à défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut être rompu par la démission de l'apprenti. Dans ce cas, l'apprenti doit, au préalable, saisir le service des ressources humaines qui assure la gestion de son dossier afin que soit organisée une médiation (*cf. article D. 6274-1 du code du travail*). Si l'apprenti est mineur, sa démission doit être cosignée par son représentant légal. Une copie de la décision de démission doit être

adressée à l'établissement de formation. La démission s'accompagne du respect d'un préavis minimal de 7 jours à compter de la date à laquelle le CNRS a été informé par l'apprenti de son intention de rompre le contrat (*cf. article D. 6222-21-1 du code du travail*).

Enfin, en cas d'obtention du diplôme ou du titre préparé, le contrat d'apprentissage peut prendre fin, à l'initiative de l'apprenti, avant le terme fixé initialement, à condition d'en avoir informé le CNRS au moins deux mois avant la fin du contrat (*cf. article L. 6222-19 du code du travail*).

F. Réorientation

Conformément à la loi n° 2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels, une voie alternative à la rupture du contrat d'apprentissage est ouverte à l'apprenti préparant un baccalauréat professionnel, qui constate que cette formation ne lui convient pas.

Ainsi, un apprenti engagé dans la préparation d'un baccalauréat professionnel peut, à sa demande ou à celle du CNRS, au terme de la première année du contrat, poursuivre sa formation en vue d'obtenir un certificat d'aptitude professionnelle, un certificat d'aptitude professionnelle agricole ou un brevet professionnel agricole.

Lorsque la spécialité du nouveau diplôme appartient au même domaine professionnel que celle du baccalauréat professionnel initialement visé, la durée du contrat d'apprentissage peut être réduite d'une année après acception du service chargé de l'inspection de l'apprentissage (*cf. articles L. 6222-22-1 et R. 6222-22-1 du code du travail*).

V. LE DEROULEMENT DE L'APPRENTISSAGE AU CNRS

A. Statut de l'apprenti

Les articles L. 6222-23 à L. 6222-33 du code du travail traitent des « *conditions de travail de l'apprenti* ». L'article L. 6227-1 du code du travail les rend applicables au secteur public, sous réserve des articles L. 6227-2 et suivants.

Ainsi, en application des dispositions de l'article L. 6222-23 du code du travail, « *l'apprenti bénéficie des dispositions applicables, à l'ensemble des salariés dans la mesure où elles ne sont pas contraires à celles qui sont liées à sa situation de jeune travailleur en formation* ».

B. Durée de travail

Les apprentis sont soumis à la durée légale du travail et à l'horaire collectif applicable au CNRS.

Des règles particulières s'appliquent pour les apprentis de moins de 18 ans. Ils ne peuvent être employés à un travail effectif plus de 8 heures par jour, ni plus de 35 heures par semaine.

Les apprentis bénéficient des mêmes modalités d'ARTT que les autres agents à temps complet du CNRS, dans la mesure où elles ne sont pas incompatibles avec leur situation de jeunes apprentis en formation. De même, ils bénéficient des congés annuels et des jours fériés légaux dans les mêmes conditions que les autres agents du CNRS.

Le temps consacré par l'apprenti à la formation dispensée dans les CFA est compris dans l'horaire de travail, sauf lorsqu'il s'agit de modules complémentaires au cycle de formation, librement choisis par l'apprenti et acceptés par le CFA. Pour le reste du temps, l'apprenti est tenu d'effectuer le travail qui lui est confié par l'unité ou le service dans lequel il est affecté. Ce travail doit être en relation directe avec la formation professionnelle prévue au contrat d'apprentissage.

C. Congés supplémentaires

Afin de permettre à l'apprenti de préparer ses épreuves, ce dernier a droit à un congé supplémentaire de cinq jours ouvrables à prendre dans le mois qui précède les épreuves. Ce congé donne droit au maintien de la rémunération. Il s'ajoute au congé annuel et ne peut être imputé sur la durée normale de formation en CFA (*cf. article L. 6222-35 du code du travail*).

De plus, quelle que soit leur ancienneté dans l'entreprise, les apprentis âgés de moins de vingt et un ans au 30 avril de l'année précédente ont droit, s'ils en font la demande, à un congé de trente jours ouvrables (*cf. article L. 3164-9 du code du travail*). Ce congé ne donne pas droit au maintien de la rémunération.

D. Autorisation d'absence exceptionnelle rémunérée d'un apprenti appelé au service national

En application des dispositions de l'article L. 3142-97 du code du travail, tout apprenti de 16 à 25 ans qui doit participer à la journée défense et citoyenneté bénéficie d'une autorisation d'absence exceptionnelle d'un jour.

Cette absence exceptionnelle a pour but exclusif de permettre à l'apprenti de participer à la journée défense et citoyenneté.

Cette participation n'entraîne pas de réduction de la rémunération. Elle est assimilée à du service effectif pour la détermination des droits à congés annuels.

E. Mobilité internationale des apprentis

Conformément à l'article L. 6222-42 du code du travail, le contrat d'apprentissage peut être exécuté en partie à l'étranger pour une durée qui ne peut excéder un an et sous réserve que la durée d'exécution du contrat en France soit d'au moins six mois. La mise en œuvre d'une telle mobilité donne lieu à l'établissement d'une convention entre l'apprenti, le CNRS, l'employeur à l'étranger, le centre de formation en France et, le cas échéant, le centre de formation à l'étranger (*cf. article L. 6222-44 du code du travail*).

Pendant la période de mobilité, l'entreprise ou le centre de formation d'accueil est seul responsable des conditions d'exécution du travail de l'apprenti notamment en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail, la rémunération, la durée de travail, le repos hebdomadaire et les jours fériés.

Pendant la période de mobilité, l'apprenti relève de la sécurité sociale de l'Etat d'accueil. Toutefois, lorsqu'il ne bénéficie du statut de salarié ou assimilé dans l'Etat d'accueil, sa couverture sociale est régie par le code de la sécurité sociale pour ce qui concerne les risques maladie, vieillesse, maternité, accidents du travail, maladies professionnelles et invalidité. En dehors de l'Union européenne, cette couverture est assurée, sous réserve des dispositions des conventions internationales de sécurité sociale, par une adhésion à une assurance volontaire.

Pour une mobilité n'excédant pas quatre semaines, il convient de conclure une convention de mise à disposition entre l'apprenti, le CNRS, le centre de formation en France, le centre de formation à l'étranger et, le cas échéant, l'employeur à l'étranger.

Pendant cette mise à disposition, le CNRS reste responsable des conditions d'exécution de la formation, en centre de formation ou en entreprise à l'étranger. L'exécution du contrat se poursuit, le CNRS continue donc de verser à l'apprenti sa rémunération et reste responsable de sa protection sociale, notamment en matière d'accident du travail et de maladie professionnelle.

L'apprenti peut obtenir un financement grâce au programme communautaire Education et Formation tout au long de la vie. Ainsi, le sous-programme Leonardo da Vinci finance la mobilité des élèves du secondaire, et le sous-programme Erasmus, celle des étudiants du supérieur.

En outre, certaines Régions apportent un appui spécifique à la mobilité des apprentis, en finançant des bourses de mobilité individuelle et collective, de même que certaines organisations nationales d'échange.

F. Santé et sécurité

L'article L. 4153-8 du code du travail pose le principe de l'interdiction d'emploi pour les travailleurs de moins de dix-huit à certaines catégories de travaux les exposant à des risques pour leur santé, leur sécurité, leur moralité ou excédant leurs forces. Le décret n° 2015-1583 du 3 décembre 2016 relatif à la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique de l'Etat d'effectuer des travaux dits réglementés détermine la liste des travaux concernés et les éventuelles dérogations. En pratique, les demandes de dérogation doivent faire d'une déclaration auprès de l'inspecteur en santé et en sécurité au travail (ISST).

Par ailleurs, l'employeur doit prévenir les parents d'un apprenti mineur en cas de maladie, d'absence ou de tout fait de nature à motiver leur intervention.

G. Protection sociale

L'apprenti est affilié au régime général de la Sécurité sociale pour tous les risques (maladie, maternité, vieillesse, invalidité, décès) et au régime complémentaire de retraite IRCANTEC (*cf. article L. 6227-8 du code du travail*).

Ainsi, le CNRS doit effectuer, dans les huit jours qui suivent la date du début de l'apprentissage, la déclaration préalable à l'embauche (DPAE) auprès de l'URSSAF. Elle s'effectue notamment sur le site internet www.net-entreprises.fr. Le récépissé de l'URSSAF doit être conservé.

L'apprenti bénéficie des prestations d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès dans les conditions de droit commun (indemnisation directe par la Caisse primaire d'assurance maladie). Toutefois, ayant conclu un contrat de droit privé, il ne peut bénéficier de la protection sociale prévue par le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat.

En cas d'arrêt de travail, les indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS) sont calculées sur la base de la rémunération servie. Sont comptées comme heures de travail pour l'ouverture des droits, les heures de travail effectif et les heures consacrées à la formation théorique.

L'apprenti bénéficie de la législation protectrice en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles en tant que salariés, y compris lorsqu'il suit les enseignements au CFA (*cf. article L. 6222-32 du code du travail*) ou participe à des activités sportives.

VI LA REMUNERATION DE L'APPRENTI

Dans le secteur public non industriel et commercial, la rémunération servie à l'apprenti connaît quelques spécificités. En effet, conformément à l'article L. 6227-7 du code du travail, l'apprenti perçoit un salaire dont le montant, fixé par décret en pourcentage du salaire minimum de croissance (SMIC), varie en fonction de l'âge de l'apprenti, de l'ancienneté du contrat et du niveau du diplôme préparé. Ce salaire est déterminé pour chaque année d'apprentissage.

Toutefois, la rémunération des apprentis âgés de 26 ans et plus est fixée à 100 % du SMIC, quelle que soit l'année d'exécution du contrat (hors majoration relative au niveau du diplôme le cas échéant).

Conformément aux dispositions de l'article D. 6272-2 du code du travail tel que modifié par le décret n° 2020-478 du 24 avril 2020 relatif à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial « les employeurs publics peuvent majorer la rémunération prévue par l'article D. 6222-26 de 10 points ou 20 points ». Le CNRS a décidé de maintenir les majorations de 10 ou 20 points selon le niveau de diplôme préparé.

Par conséquent, les pourcentages sont majorés de 10 points lorsque l'apprenti prépare un diplôme ou titre de niveau IV et de 20 points lorsque l'apprenti prépare un diplôme ou titre de niveau III.

Le bénéfice de cette majoration de 20 points a été étendu à la préparation d'un titre ou diplôme de niveau II et I, après accord de la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DRTEFP) et du Contrôleur Général près les EPST.

Pour le montant des rémunérations à attribuer, voir le tableau joint en annexe n° 2.

Les années d'apprentissage sont déterminées de date à date, à partir de la naissance du contrat. Ainsi, le CNRS doit, pour le mois au cours duquel le taux change, appliquer les deux taux successivement. Le passage d'un niveau de rémunération à un autre s'effectue à l'issue de chaque année d'exécution du contrat.

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Lorsque l'apprentissage dure deux ans mais que le contrat est conclu avec un apprenti de 18 ans préparant un diplôme de niveau III pour la période du 16 septembre 2019 au 30 septembre 2020, la rémunération de l'apprenti sera égale à :

- du 16 septembre 2019 au 15 septembre 2020 : 63% du SMIC au 1er janvier 2019 ;
- du 16 septembre 2020 au 15 septembre 2021 : 71% du SMIC au 1er janvier 2020 ;
- du 16 septembre 2021 au 30 septembre 2021 : 87% du SMIC au 1er janvier 2021.

En revanche, si l'apprenti prépare un master II en apprentissage, après avoir accompli sa première année sous statut étudiant, il est considéré, par l'administration du travail, comme ayant effectué une première année d'apprentissage, et il est prévu que, dans ce cas, sa rémunération soit égale à la rémunération afférente à une deuxième année d'apprentissage (cf. article R. 6222-18 du code du travail).

De même, si l'apprenti prépare un master I après avoir obtenu une licence professionnelle en apprentissage, il reçoit une rémunération égale à la rémunération prévue pour une 2^{ème} année d'apprentissage.

Les majorations en % du SMIC prévues en fonction de l'âge prennent effet à compter du 1^{er} jour du mois suivant celui où l'apprenti atteint 18, 21 ou 26 ans (*exception : si l'anniversaire de l'apprenti survient au 1^{er} jour du mois, la réévaluation est prise en compte au 1^{er} jour du mois*). Les années d'apprentissage effectuées avant que l'apprenti ait atteint l'âge de 18, 21 ou 26 ans sont prises en compte pour le calcul de la rémunération (cf. article D. 6222-31 du code du travail). Les rémunérations sont donc majorées en tenant compte des années de contrat déjà effectuées lorsque l'apprenti change de tranche d'âge.

La revalorisation du SMIC intervenant en cours d'année doit être appliquée au salaire de l'apprenti pour la période restant à courir.

Enfin, les apprentis peuvent prétendre, dans les mêmes conditions que les autres agents du CNRS, à la prise en charge partielle de leurs frais de transport domicile-travail. Cependant sont exclus de cette prise en charge, les frais de déplacement engagés par un apprenti entre son domicile et le CFA.

A. Prolongation du contrat

En cas de prolongation pour échec à l'examen ou de dérogation au début du contrat, le salaire minimum applicable pendant la prolongation est celui de la dernière année précédant cette prolongation (cf. article D. 6222-28 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Après un échec à l'examen du BTS, le contrat d'un apprenti de 21 ans est prolongé d'une année, pour être porté à trois ans. Durant la deuxième année de son contrat, l'apprenti percevait 81% du SMIC. Pendant l'année supplémentaire, il continue de percevoir la même rémunération que l'année précédente, soit 81% du SMIC.

En cas de prolongation de la durée du contrat d'un apprenti handicapé, il est appliqué pour la quatrième année une majoration de 15 points au pourcentage du SMIC afférent à la dernière année de la durée normale du contrat (cf. article R. 6222-48 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti, qui s'est vu reconnaître la qualité de travailleur handicapé, est recruté à l'âge de 21 ans pour une durée de quatre ans en vue de l'obtention d'une licence.

La rémunération versée la 1^{ère} année sera égale à 73% du SMIC. Celle versée la 2^{ème} année sera égale à 81% du SMIC et celle versée la 3^{ème} année sera égale à 98% du SMIC. Enfin, la rémunération versée la 4^{ème} année sera égale à la rémunération de l'année précédente, majorée de 15%, soit 113% du SMIC.

B. Réduction du contrat

Lorsque la durée du contrat est réduite d'un an (apprenti ayant bénéficié d'une formation à temps complet dans un établissement d'enseignement technologique ou d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de professionnalisation ; apprentis déjà titulaires d'un diplôme de niveau supérieur ; personnes ayant effectué un stage de formation professionnelle ; apprenti engagé dans la préparation d'un baccalauréat professionnel qui, au terme de la première année du contrat, poursuit sa formation en vue d'obtenir un CAP, un CAPA ou un BPA), les apprentis sont considérés, pour leur rémunération minimale, comme ayant déjà accompli une première année d'apprentissage (cf. article R. 6222-18 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti de 17 ans prépare sa 2^{ème} année de BEP en apprentissage après avoir suivi sa 1^{ère} année sous statut scolaire dans un lycée professionnel. Il est considéré comme ayant déjà accompli une 1^{ère} année d'apprentissage et bénéficiera donc d'une rémunération afférente à une 2^{ème} année d'apprentissage, soit 39% du SMIC.

Pour les contrats concernant les apprentis déjà titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel, ou d'un titre homologué, désirant préparer un autre diplôme de même niveau dans une qualification en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu, le salaire minimum s'obtient en majorant de 15 points le pourcentage du SMIC applicable à la dernière année de la durée normale du contrat. Les jeunes issus d'une voie de formation autre que l'apprentissage peuvent également bénéficier de cette majoration (cf. article D. 6222-30 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti de 22 ans, titulaire d'un CAP cuisine préparé en deux ans, est recruté en vue de l'obtention d'un BEP cuisine en un an. Au cours de son unique année de préparation du BEP, l'apprenti bénéficiera de la rémunération afférente à une deuxième année d'apprentissage, soit en l'espèce 61% du SMIC, majorée de 15%, c'est-à-dire 76% du SMIC.

En cas de réduction du contrat en raison du niveau initial de l'apprenti, celui-ci est considéré, pour sa rémunération minimale, comme ayant déjà effectué une durée d'apprentissage égale à la différence entre la durée normale du contrat et la durée réduite (cf. article D. 6222-30 du code du travail).

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un apprenti est recruté à l'âge de 21 ans en vue de l'obtention d'un BTS, pour une durée d'un an et 6 mois, compte tenu de son niveau de compétence initial.

La rémunération versée la 1^{ère} année sera égale, pendant les 6 premiers mois, à 73% du SMIC et les 6 mois suivant à 81% du SMIC. Celle versée les 6 derniers mois au titre de la 2^{ème} année sera égale à 81% du SMIC.

C. Contrats successifs

Conformément à l'article L. 6222-15 du code du travail, tout jeune travailleur peut conclure des contrats d'apprentissage successifs en vue de la préparation de diplômes ou de titres sanctionnant des qualifications différentes. En revanche, lorsqu'il a déjà conclu deux contrats successifs de même niveau, la conclusion d'un troisième est subordonnée à l'autorisation du directeur du dernier centre de formation des apprentis qu'il a fréquenté.

Lorsqu'un apprenti conclut un nouveau contrat d'apprentissage avec le même employeur, sa rémunération est au moins égale à celle qu'il percevait lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf quand l'application des rémunérations fixées en fonction de son âge et de son diplôme préparé est plus favorable (cf. *article D. 6222-29 du code du travail*).

De même, lorsqu'un apprenti conclut un nouveau contrat d'apprentissage avec un employeur différent, sa rémunération est au moins égale à la rémunération minimale à laquelle il pouvait prétendre lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, sauf quand l'application des rémunérations fixées en fonction de son âge et de son diplôme est plus favorable. Les majorations de rémunération accordées aux jeunes ayant effectué un premier contrat d'apprentissage, en application d'un accord collectif, ou accordées par son premier employeur, ne sont pas opposables au CNRS.

Exemple de calcul (cf. annexe 2) :

Un jeune âgé de 21 ans conclut un contrat d'apprentissage avec le CNRS en vue de l'obtention d'un master, après avoir obtenu une licence suite à un apprentissage avec un autre employeur d'une durée de trois ans. Dans ces conditions, sa rémunération sera égale à celle versée pour une deuxième année d'apprentissage (cf. infra).

- *Lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, si son employeur était une personne morale de droit privé, la rémunération minimale à laquelle l'apprenti pouvait prétendre était équivalente à 67% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.*

La rémunération versée par le CNRS sera alors égale à 81% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.

- *Cependant, lors de la dernière année d'exécution du contrat précédent, si son employeur était une personne morale de droit public, la rémunération minimale à laquelle l'apprenti pouvait prétendre était équivalente à 87% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.*

La rémunération versée par le CNRS devra être égale à 87% du SMIC au 1er janvier de l'année en cours.

VII LES CHARGES SOCIALES ET LA FISCALITE

A. Charges sociales et charges connexes

La rémunération servie aux apprentis est exonérée, dans la limite de 79% du SMIC, des cotisations salariales d'origine légale ou conventionnelle (cf. *articles L. 6243-2 et D. 6243-5 du code du travail*), soit les cotisations suivantes (*taux en vigueur au 1^{er} janvier 2019*) :

- la cotisation assurance vieillesse : 7,30% ;
- la cotisation assurance maladie supplémentaire dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle : 1,50%
- la cotisation de retraite complémentaire IRCANTEC.

L'apprenti est exonéré de la CSG et de la CRDS (cf. *article L. 136-1-1 III 1° a du code de la sécurité sociale*).

Le CNRS est exonéré de la totalité des cotisations patronales sociales d'origine légale et conventionnelle, à l'exclusion de celles dues au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles (cf. *article L. 6227-8-1 du code du travail*). Restent à sa charge les cotisations et contributions suivantes :

- la cotisation accidents du travail, maladies professionnelles (taux variable) ;
- la taxe sur les salaires.

En ce qui concerne la taxe sur les salaires (TSS), celle-ci est calculée sur toutes les rémunérations versées au cours de l'année par application d'un barème progressif et donne lieu à régularisation annuelle.

Les rémunérations versées aux apprentis bénéficient d'une exonération spécifique au regard de la TSS. La rémunération versée à l'apprenti est exonérée de la TSS à concurrence d'une fraction de son montant, fixée à 11% du SMIC mensuel (151,67 heures). La valeur du SMIC à prendre à compte pour la détermination de la fraction exonérée est celui en vigueur au 1^{er} janvier l'année en cours.

En revanche, l'assiette sur laquelle est assise la cotisation accidents du travail et maladies professionnelles correspond à la rémunération brute servie à l'apprenti.

B. Fiscalité

En application de l'article 81 bis du code général des impôts, les rémunérations versées aux apprentis munis d'un contrat répondant aux conditions prévues par le code du travail sont exonérées d'impôt sur le revenu dans la limite du montant annuel du SMIC. Cette exonération s'applique à l'apprenti personnellement imposable ou au contribuable qui l'a à sa charge.

Le plafond d'exonération au prélèvement à la source pour les apprentis est fixé à 18 255 euros à compter du 1^{er} janvier 2019. Ce plafond est égal au produit du SMIC mensuel brut par 12, arrondi à l'euro le plus proche. Lorsque le montant du SMIC mensuel brut varie en cours d'année, le plafond d'exonération est égal à la somme des produits du montant du SMIC mensuel brut par le nombre de mois auquel ce montant correspond, arrondi à l'euro le plus proche.

Le montant de la rémunération des apprentis à comparer à cette limite d'exonération s'entend avant application de la déduction pour frais professionnels de 10%.

VIII LE SUIVI DU DISPOSITIF

A. Contrôle pédagogique des conditions d'exécution de l'apprentissage

L'inspection de l'apprentissage est assurée par des fonctionnaires des corps de l'inspection à compétence pédagogique, et dans le cadre de l'enseignement supérieur, par des enseignants-chercheurs (*cf. article R. 6251-2 du code du travail*).

L'inspection de l'apprentissage peut être exercée conjointement, en tant que de besoin, par d'autres fonctionnaires commissionnés en raison de leurs compétences techniques et qui relèvent de ministères exerçant une tutelle sur les établissements concernés (*cf. article R. 6251-3 du code de travail*).

A cet égard, et conformément aux dispositions des articles R. 6251-12 et R. 6251-13 du code du travail, les inspecteurs commissionnés ont droit d'entrer dans toutes les entreprises employant des apprentis. L'employeur est alors tenu d'indiquer les tâches ou postes de travail qui sont ou seront confiés aux apprentis, de leur communiquer les documents en sa possession relatifs aux apprentis et de leur permettre de s'entretenir avec les apprentis et les personnes responsables de leur formation.

De plus, lorsque l'employeur assure le logement de l'apprenti, il doit indiquer les conditions dans lesquelles est assuré ce logement.

Il convient de préciser que les dispositions relatives à l'intervention de l'Inspection du travail en matière d'apprentissage ne sont pas applicables pour le secteur public.

B. Sortie du dispositif

Lorsque le contrat d'apprentissage cesse, l'intéressé, s'il le souhaite, peut demander à bénéficier de mesures de formation ou d'un nouveau contrat pour préparer un autre diplôme. Dans ce dernier cas, la CNFP sera à

nouveau consultée et examinera les conditions d'expériences professionnelles du maître d'apprentissage en lien avec le nouveau diplôme préparé par l'apprenti.

Pour l'essentiel, l'apprenti a vocation à être embauché principalement dans le secteur privé. C'est pourquoi, il est important de le former à une qualification recherchée sur le marché du travail.

Toutefois, si l'apprenti souhaite intégrer la fonction publique, il ne peut y avoir accès que par la voie du concours externe. A cet égard, il convient de rappeler qu'en application de l'article L. 6227-10 du code du travail, les services accomplis par l'apprenti au titre du contrat d'apprentissage ne peuvent être pris en compte comme services publics au sens des dispositions applicables aux fonctionnaires ou aux agents publics.

Par conséquent, les services effectués en qualité d'apprenti ne peuvent être pris en compte dans une reconstitution de carrière, qu'ils aient été effectués auprès d'une entreprise relevant du secteur privé ou d'un organisme issu du secteur public non industriel et commercial.

Par ailleurs, s'ils remplissent les conditions d'ouverture du droit, les ex-apprentis peuvent percevoir les allocations du régime d'assurance chômage, calculées sur la rémunération effectivement perçue.

IX LE FINANCEMENT DE L'APPRENTISSAGE

Les coûts de la formation d'apprentis sont à la charge du CNRS dans la mesure où il n'est pas redevable du paiement de la taxe d'apprentissage (*cf. article L. 6227-6 du code du travail*).

Il est possible, selon le type d'apprentissage, que la formation soit dispensée à titre gratuit par le CFA ou l'établissement d'enseignement supérieur. Dès lors, aucun frais de formation ne doit être acquitté par le CNRS. Dans cette hypothèse, l'établissement de formation doit fournir une attestation par écrit avant le déroulement de l'apprentissage.

Si tel n'est pas le cas, les frais de formations dont devra s'acquitter le CNRS ne pourront pas relever du budget formation du CNRS. Ils devront être pris en charge sur les ressources propres du laboratoire d'accueil et, dans ce cas, le directeur d'unité devra l'attester par écrit en précisant le montant des frais de formation.

Par ailleurs, il convient de préciser qu'une « contribution Vie Etudiante et de Campus » a été instituée par la loi n° 2018-166 du 8 mars 2018 relative à l'orientation et la réussite des étudiants. Elle est collectée par les CROUS. Chaque étudiant en formation initiale dans un établissement d'enseignement supérieur doit s'en acquitter. Elle constitue un coût de formation. Dans ces conditions, cette contribution, dont doivent obligatoirement s'acquitter les apprentis inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur, doit être prise en charge par le CNRS au titre des coûts de formation. Il appartient à l'unité d'affectation de l'apprenti de prendre en charge cette contribution sur ses ressources propres.

Le directeur des ressources humaines,
Hugues de LA GIRAUDIERE



Annexe 1 : Modèle de contrat de travail et modèle attestation portant sur les compétences professionnelles du maître d'apprentissage

Annexe 2 : Montant des rémunérations à attribuer à l'apprenti

CONTRAT D'ENGAGEMENT

Entre les soussignés :

Le Président-directeur général du Centre National de la Recherche Scientifique dont l'effectif au sens des dispositions de l'article L. 130-1 du code de la sécurité sociale, est fixé à 25 316 agents

Commenter [LJ1]: Données du rapport social unique-Effectif de l'année n-1 (ici 2020) qui tient compte des agents fonctionnaires et des agents en CDI

d'une part,

et,

Monsieur (Madame)

Domicilié(e) :

d'autre part,

VU, le code du travail,

VU, le formulaire CERFA n° 10103*07 « Contrat d'apprentissage » signé le ...,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : CONDITIONS GENERALES

Monsieur (Madame)... est engagé(e) en qualité d'apprenti afin de préparer le diplôme suivant :

...

Il (Elle) est placé(e) sous l'autorité hiérarchique de Monsieur (Madame)..., Délégué(e) Régional(e) de la Délégation ...

Monsieur (Madame)... exercera ses activités à l'unité suivante :

...

Le maître d'apprentissage est, né(e) le

Pour tout litige relevant du présent contrat, le Conseil des Prud'hommes de ... sera compétent.

ARTICLE 2 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu à compter du ... Il prendra fin le ...

Il est précisé que le présent contrat ne constitue pas un engagement à caractère permanent et ne confère en aucun cas le droit à une intégration dans le cadre des personnels statutaires du CNRS.

ARTICLE 3 : REMUNERATION - COUVERTURE SOCIALES

Compte tenu de l'âge de l'apprenti, du diplôme et de la durée du contrat, la rémunération brute sera égale à :

- pour la période du ... au : ...% du SMIC soit ...
- pour la période du ... au : ...% du SMIC soit ...

Elle est payable à terme échu et suivra la même évolution que celle du SMIC.

Le bénéficiaire du présent contrat est affilié au régime général de la sécurité sociale pour tous les risques (maladie, maternité, invalidité, décès) et au régime complémentaire de retraite (IRCANTEC) institué au profit des agents non titulaires de l'Etat.

Il ne pourra pas bénéficier du versement de l'indemnité de fin de contrat.

ARTICLE 4 : HORAIRE DE TRAVAIL - CONGES

L'apprenti est soumis aux règles applicables aux agents non titulaires du CNRS en ce qui concerne l'horaire de travail. Les heures d'enseignement au Centre

de Formation d'Apprentis (CFA) sont comprises dans la durée du travail. Le temps de présence sur le lieu de travail au CNRS sera donc d'environ ...% par rapport à un temps complet (base de 151,67 Heures par mois).

Le calendrier des cours est défini au moment de l'inscription de l'apprenti au CFA. L'apprenti est tenu de communiquer par écrit ce calendrier au maître d'apprentissage, ainsi qu'au service des ressources humaines de la Délégation.

Les congés sont identiques à ceux des autres agents. Toutefois, si le CFA organise des séances de préparation à l'examen, un congé spécial de 5 jours est accordé aux apprentis dans le mois qui précède les épreuves de l'examen envisagé.

ARTICLE 5 : OBLIGATION DE RESERVE ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

5-1 Obligation de réserve et obéissance hiérarchique

Le bénéficiaire du présent contrat est soumis aux obligations d'obéissance hiérarchique, de loyauté, de discrétion et de réserve. Il est également tenu au secret professionnel à l'égard des tiers en ce qui concerne les activités exercées au CNRS.

5-2 Propriété Intellectuelle

Les fonctions exercées par le bénéficiaire au titre du présent contrat de travail comportent une mission inventive permanente. En conséquence et conformément à la législation en vigueur en matière de propriété intellectuelle (articles L. 611-7 et R. 611-11 à R. 611-14 du code de la propriété intellectuelle notamment), les inventions faites par le bénéficiaire appartiennent au CNRS. Le bénéficiaire reconnaît que le CNRS est propriétaire de tout autre résultat valorisable, protégeable ou non par un titre de propriété intellectuelle. Ainsi, les logiciels créés par le bénéficiaire dans le cadre du présent contrat appartiennent au CNRS en application de l'article L.113-9 du code de la propriété intellectuelle.

En outre, le bénéficiaire s'engage à céder au CNRS, par le biais de cessions de droits particuliers, la propriété pleine et entière des résultats protégés par le droit d'auteur qu'il pourrait obtenir ou pourrait contribuer à obtenir.

Le CNRS dispose seul du droit de déposer les titres de propriété intellectuelle correspondant aux résultats précités.

Le CNRS s'engage à ce que le nom du bénéficiaire, s'il est considéré comme inventeur, soit mentionné dans les demandes de brevets, à moins que le bénéficiaire ne s'y oppose.

Le bénéficiaire s'engage à donner toutes signatures et à prêter son entier concours au CNRS pour les procédures de protection de ces résultats (notamment pour le dépôt éventuel d'une demande de brevet, son maintien en vigueur et sa défense) ainsi que pour leur exploitation et ce tant en France qu'à l'étranger.

L'ensemble de ces dispositions demeure valable à l'expiration du contrat.

5-3 Confidentialité

Le bénéficiaire s'engage à considérer comme strictement confidentielles les informations de toute nature, communiquées par tous moyens, dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Cette obligation de confidentialité reste en vigueur pendant la durée du contrat et après son expiration.

5-4 Publications

Le bénéficiaire du présent contrat doit solliciter de manière expresse de l'autorité hiérarchique, l'autorisation de publier. Toute publication ou communication du bénéficiaire doit explicitement mentionner le nom de l'unité et du CNRS.

Ces dispositions demeurent en vigueur pendant la durée du contrat et après son expiration.

ARTICLE 6 : VALIDITE ET RESILIATION DU CONTRAT

La validité du présent contrat est conditionnée à l'enregistrement préalable des formulaires CERFA susvisés auprès de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi.

Les quarante-cinq premiers jours du contrat constituent une période de rupture libre du contrat. Pendant cette période, l'une ou l'autre des parties pourra mettre fin au contrat sans préavis.

A l'issue des quarante-cinq premiers jours, la rupture du contrat peut intervenir par accord exprès et bilatéral des parties.

A défaut d'accord, le contrat d'apprentissage peut être rompu par acte unilatéral de l'employeur pour l'un des motifs limitativement énuméré par le code du travail et selon les modalités fixées par les articles L. 1232-2 et suivants du code du travail. Il peut également être rompu par la démission de l'apprenti (après médiation). La démission s'accompagne du respect d'un préavis minimal de 7 jours à compter de la date à laquelle le CNRS a été informé par l'apprenti de son intention de rompre le contrat.

ARTICLE 7 : IMPUTATION DE LA DEPENSE

La dépense sera imputée sur le compte 646321 du budget du CNRS.

Fait en trois exemplaires à ..., le...

Commenter [Lj2]: Trois car un est transmis à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi compétente.

Pour le Président-directeur général du CNRS

et par délégation

Le Délégué Régional de ...

Le bénéficiaire
(signature précédée de la mention « lu et approuvé »
après paraphe des pages du présent contrat)

Annexe au contrat d'apprentissage

Attestation de l'employeur sur les compétences professionnelles du maître d'apprentissage fixées par l'article L. 6223-8-1 du code du travail

Je soussigné(e), M/Mme, délégué(e) régional(e) de la délégation, atteste que M/Mme, maître d'apprentissage, remplit la condition de compétence professionnelle exigée d'un maître d'apprentissage en application de l'article L. 6223-8-1 du code du travail suivante :

- titulaire d'un diplôme ou d'un titre relevant du domaine professionnel correspondant à la finalité du diplôme ou du titre préparé par l'apprenti et d'un

niveau au moins équivalent, justifiant d'une année d'exercice d'une activité professionnelle en rapport avec la qualification préparée par l'apprenti ;

- titulaire de deux années d'exercice d'une activité professionnelle en rapport avec la qualification préparée par l'apprenti.

[à cocher l'une des deux conditions]

Fait à, le

Le délégué régional [signature]

REMUNERATION DE L'APPRENTI

Année d'exécution du contrat	Rémunération en % du SMIC et en € au 1er août 2022																	
	Diplôme de niveau V						Diplôme de niveau IV						Diplôme de niveau III, II ou I					
	Moins de 18 ans		De 18 à 20 ans		De 21 ans à 25 ans		Moins de 18 ans		De 18 à 20 ans		De 21 ans à 25 ans		Moins de 18 ans		De 18 à 20 ans		De 21 ans à 25 ans	
1 ^{ère} année	27%	453,3 2	43%	721,95	53%	889,84	37 %	621,21	53 %	889,84	63%	1057,7 4	47%	789,11	63%	1057,7 4	73%	1225,6 3
2 ^{ème} année	39%	654,7 9	51%	856,26	61%	1024,1 6	49 %	822,69	61 %	1024,1 6	71%	1192,0 5	59%	990,58	71%	1192,0 5	81%	1359,9 5
3 ^{ème} année	55%	923,4 2	67%	1124,9 0	78%	1309,5 8	65 %	1091,3 2	77 %	1292,7 9	88%	1477,4 8	75%	1259,2 1	87%	1460,6 9	98%	1645,3 7
Rémunération des apprentis âgés de 26 ans et plus (pendant toute la durée du contrat)																		
	Diplôme de niveau V						Diplôme de niveau IV						Diplôme de niveau III, II ou I					
	100%		1678,95		110%		1846,85		120%		2014,74							

- Les pourcentages varient le 1^{er} jour du mois civil suivant celui de l'anniversaire de l'apprenti.
- Les montants en € sont établis à partir du SMIC horaire en vigueur depuis le 01/08/2022, soit 11,07 €.
- Le montant du SMIC mensuel brut s'élève donc, sur la base de 1 678,95
151,67H, à €.
- Dans certains cas, une majoration de 15 points peut être appliquée au % afférent à la dernière année de la durée normale du contrat.

DEC223128DRH

Décision portant revalorisation des taux horaires de rémunération des personnels payés sur crédits de vacances

Vu la circulaire n° 010001DRH en date du 20 novembre 2001 relative aux modalités d'engagement et de rémunération des personnels payés sur crédits de vacances ;

Vu la décision n° 0100490DRH en date du 30 novembre 2001 fixant les taux horaires de rémunération des personnels payés sur crédits de vacances ;

Vu les crédits inscrits en colonne NA du budget, dépenses de personnel limitatives ;

Article 1^{er}

Les taux horaires fixés par la décision susvisée sont revalorisés comme suit à compter du 1^{er} janvier 2023 :

Niveau I : travaux d'exécution :.....	11,27 €
Niveau II : travaux de réalisation :.....	11,45 €
Niveau III : travaux d'études techniques :.....	11,79 €
Niveau IV : travaux d'études et de conception :.....	12,72 €
Niveau V : travaux scientifiques ou techniques hautement spécialisés :.....	14,60 €

Article 2

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 23 décembre 2022

Le directeur des ressources humaines,
Hugues de LA GIRAUDIERE



DEC222819DAJ

Décision portant nomination de Mme Anne Sigogneau aux fonctions de responsable du service « données et indicateurs » de la direction d'appui aux partenariats publics

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n° DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n° DEC222404DAJ du 17 octobre 2022 portant organisation de la direction d'appui aux partenariats publics (DAPP),

DECIDE :

Article 1^{er} – A compter du 1^{er} octobre 2022, Mme Anne Sigogneau, ingénieure de recherche, est nommée responsable du service « données et indicateurs » de la DAPP.

Article 2 – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 14 décembre 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC222921DAJ

Décision portant nomination de M. Patrice Soullié aux fonctions de chargé de mission auprès du directeur général délégué aux ressources

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur général délégué aux ressources,

DECIDE :

Article 1^{er}. – A compter du 1^{er} janvier 2023 et jusqu'au 31 mai 2023, M. Patrice Soullié est nommé aux fonctions de chargé de mission à temps plein auprès du directeur général délégué aux ressources, pour établir les recommandations pour le déploiement du plan de sobriété et plus largement du plan de transition de l'établissement à l'échelle d'une délégation régionale.

Article 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 20 décembre 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC222209DAJ

Décision portant nomination de M. Damien Marchal aux fonctions de responsable des opérations auprès du directeur général délégué à l'innovation

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur général délégué à l'innovation,

DECIDE :

Article 1^{er}. - A compter du 1^{er} septembre 2022, M. Damien Marchal, professeur des universités, est nommé responsable des opérations auprès du directeur général délégué à l'innovation, en remplacement de Mme Chantal Vernis.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 29 septembre 2022

Le président-directeur
général

Antoine Petit





DEC222803DR01

Décision portant nomination de M. Fabrice Ferron aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7216 intitulée « Epigénétique et destin cellulaire »

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 portant renouvellement de l'unité mixte UMR7216 intitulée « Epigénétique et destin cellulaire » et nommant Mme Valérie Mezger en qualité de directrice ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 09/09/2022 ;

Considérant que M. Fabrice Ferron a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par l'INSERM, du 16 au 18 novembre 2009, du 30 novembre au 2 décembre 2009 et du 14 au 15 décembre 2009.

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Fabrice Ferron, technicien classe supérieure, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7216 intitulée « Epigénétique et destin cellulaire », à compter du 10/09/2022.

M. Fabrice Ferron exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.


Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Fabrice Ferron, est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le **22 DEC. 2022**

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Marie-Hélène PAPILLON

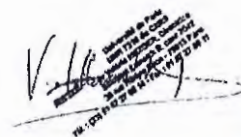

A: F.S.

Visa de la présidente de l'Université Paris Cité

Christine CLERICI


Christine Clerici
Présidente
Université
Paris Cité

La directrice de l'unité
Valérie MEZGER


Valérie MEZGER
Directrice de l'unité UMR7216
Epigénétique et destin cellulaire
10-12-2022 14:00:00

**DEC222675DR01****Décision portant désignation de M. Damien Pailot aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR7164 intitulée Astroparticule et Cosmologie****LE DIRECTEUR,**

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 nommant M. Antoine Kouchner, directeur de l'unité UMR7164 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie », option « *sources radioactives scellées* » délivré à M. Damien Pailot le 23/04/2021 par l'Université de Caen Normandie ;

Vu l'avis du CRHSCT de la délégation Ile-de-France Villejuif en date du 14/04/2022.

DECIDE :**Article 1^{er} : Désignation**

M. Damien Pailot, ingénieur d'études classe normale, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR7164 intitulée, Astroparticule et Cosmologie à compter du 4/11/2022 jusqu'au 23/04/2026.



Article 2 : Missions¹

M. Damien Pailot exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.
Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 4/11/2022

Le directeur d'unité, Antoine KOUCHNER

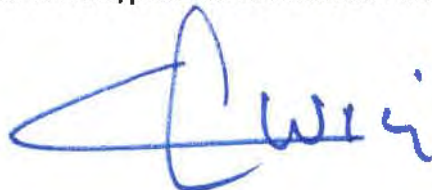


Visa de Marie-Hélène PAPILLON, déléguée régionale CNRS Ile-de-France Villejuif

Pour la Déléguée régionale
et par délégation, l'adjoignant à la Déléguée régionale



Visa de Christine CLERICI, présidente de l'Université Paris Cité



Christine Clerici
Présidente



Université
Paris Cité

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]



DEC222607DR01

Décision portant nomination de Mme Monique Frain aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7057 intitulée « Laboratoire Matière et Systèmes Complexes » (MSC)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n°UMR7057 intitulée « Laboratoire Matière et Systèmes Complexes » et nommant M. Laurent Limat en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 7057¹ en date du 18/03/2022 ;

Considérant que Mme Monique Frain a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée à la délégation Ile-de-France Villejuif du CNRS, du 3 au 5 octobre et du 14 au 16 novembre 2016 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Monique Frain, chargée de recherche, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR7057 intitulée « Laboratoire Matière et Systèmes Complexes », à compter du 19 mars 2022.

Mme Monique Frain exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Monique Frain, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 19 DEC. 2022

Le directeur de l'unité
Laurent LIMAT

Laurent LIMAT
Directeur UMR 7057
Laboratoire Matière et Systèmes Complexes

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Marie-Hélène PAPILLON

Pour la Déléguée régionale
et par délégation, l'ajoint à la Déléguée régionale

Frédéric VALES

Visa de la présidente de l'Université Paris Cité
Christine CLERICI

Christine Clerici
Présidente

Université
Paris Cité

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)

**DEC222690DR01**

Décision portant désignation de Mme Cécile Jouffret aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR8003 intitulée Institut des Neurosciences Paris Saints-Pères (SPPIN)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 nommant M. Martin OHEIM, directeur de l'unité UMR8003 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie », option « sources scellées » et « sources non scellées » délivré à Mme Cécile Jouffret le 06/05/2021 par le CERAP Prévention ;

Vu l'avis du CRHSCT de la délégation Ile-de-France Villejuif en date du 14/04/2022.

DECIDE :

Article 1er : Désignation

Mme Cécile Jouffret, ingénieure d'études classe normale, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR8003 intitulée, Institut des Neurosciences Paris Saint-Père (SPPIN) à compter du 20/05/2021 jusqu'au 06/05/2026.



Article 2 : Missions¹

Mme Cécile Jouffrel exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.
Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le

Le directeur d'unité, Martin OHEIM

SPPIN
Service de Protection
Interne
Unité de Recherche en
Radioprotection
43 Avenue du 19 Mars 1962
93100 Paris Cedex 19 France

Martin Oheim
Directeur SPPIN

Visa de Marie-Hélène PAPILLON, déléguée régionale CNRS Ile-de-France Villejuif

Marie-Hélène Papillon
Pour la Déléguée régionale
et par délégation Valérie la Déléguée régionale

Visa de Christine CLERICI, présidente de l'Université Paris Cité

VALES

Christine Clerici
Présidente
 Université
Paris Cité

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection.
Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données
relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.
Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP
sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC222335DR01

Décision portant nomination de Mme Véronique LENOIR aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR8104 intitulée Institut Cochin

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-103 et suivants du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1er décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

[Le cas échéant insérer] Vu l'instruction de l'établissement partenaire en matière de santé et sécurité au travail ;

Vu la décision **DEC213506INSB** du 5 janvier 2022 nommant Mme Florence Niedergang, directrice de l'unité UMR8104 ;

Vu l'attestation de formation dans le secteur industrie et recherche option sources radioactives non scellées délivrée à Mme Véronique LENOIR le 25 mars 2021 par APAVE Formation ;

Vu l'avis favorable du CRHSCT du 5 mai 2017,

DECIDE :

Article 1er : Nomination

Mme Véronique LENOIR, Ingénieure d'études Hors Classe, est nommée personne compétente en radioprotection pour une durée de 5 ans à compter du 18 mars 2021.

Article 2 : Missions¹

Mme Véronique LENOIR exerce les missions prévues aux articles R. 4451-110 et suivants du code du travail.

¹ [Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations de la PCR avec ce service. Le détail des missions, du temps et des moyens mis à la disposition de la PCR sont à préciser dans une annexe. Si plusieurs PCR sont désignées, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Article 3 : Communication obligatoire

L'identité et les coordonnées de Mme Véronique LENOIR sont portées à la connaissance de chaque personnel qui pourrait intervenir en zone contrôlée ou en zone surveillée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le **28 NOV. 2022**

La directrice de l'unité, Florence NIEDERGANG

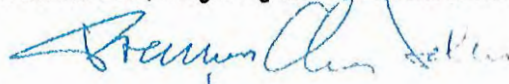


Visa de Marie-Hélène PAPILLON, déléguée régionale CNRS Paris-Villejuif

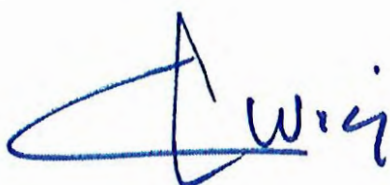
Pour la déléguée régionale
et par délégation de la déléguée régionale

F. VALLES

Visa de François CHAMBELIN, délégué régional Inserm Paris Ile-de-France Centre Nord



Visa de Christine CLERICI, présidente de l'Université Paris Cité



Christine Clerici
Présidente

 Université
Paris Cité



DEC222961NSMI

Décision portant nomination de M. Matthieu FRADELIZI aux fonctions de directeur de la fédération de recherche FR3522 intitulée « Fédération de recherche Bézout » (BEZOUT).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC191243DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de la fédération de recherche n°3522 intitulée « Fédération de recherche Bézout » (BEZOUT) et nommant M. Eric COLIN DE VERDIERE directeur de cette unité ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

Vu l'avis du comité exécutif du LabEx Bézout du 10 mai 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}


A compter du 1^{er} janvier 2023, M. Matthieu FRADELIZI, Professeur à l'université Gustave Eiffel, est nommé directeur de la fédération de recherche susvisée, pour la durée fixée dans la décision DEC191234DGDS portant renouvellement de l'unité FR3522, en remplacement de M. Eric COLIN DE VERDIERE, appelé à d'autres fonctions.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC222709DR01

Décision portant fin de fonction de Mme Céline Ransy aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR8104 intitulée Institut Cochin

LA DIRECTTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213506INSB en date du 05/01/2022 nommant Mme Florence Niedergang, directrice de l'unité UMR8104 ;

Vu la décision DEC142025DR01 en date du 16/07/2014 nommant Mme Céline Ransy, aux fonctions d'assistante de prévention à compter du 01/01/2014 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 01/04/2009 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est mis fin aux fonctions d'assistante de prévention exercées par Mme Céline Ransy, au sein de l'unité UMR8104, intitulée Institut Cochin, à compter du 31/08/2022.

Article 3 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le **– 4 NOV. 2022**



Visa de Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale du CNRS

La directrice de l'unité
Florence Niedergang



DEC222880INSU

Décision portant nomination de VENOT-AIRAULT Olivia aux fonctions de déléguée scientifique en institut à l'INSU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs

Sur proposition de ARNAUD Nicolas, directeur de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

VENOT-AIRAULT Olivia, Chargée de Recherche de Classe Normale est nommée déléguée scientifique en institut auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU), du 01/01/2023 au 31/12/2024.

La quotité consacrée à cette mission est de 25% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de déléguée scientifique en institut auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU), VENOT-AIRAULT Olivia, est en appui à la direction du CNRS-INSU dans le domaine thématique de la planétologie et de l'origine des planètes et de la vie. A ce titre, elle suivra les activités du Programme Nationale de Planétologie, du PEPR ORIGINS, et des différents dispositifs régionaux orientés sur la thématique des « origines ». Elle pourra aussi être amenée à apporter son expertise sur toute évaluation du domaine de la planétologie et des origines nécessaire à la direction du CNRS-INSU, ainsi que de la représenter dans les instances et événements scientifiques de son domaine de compétence.

Article 3

VENOT-AIRAULT Olivia demeure rattachée à l'UMR7583 - Laboratoire inter-universitaire des systèmes atmosphériques (LISA) - Institut national des sciences de l'univers relevant de la délégation Ile-de-France Villejuif (DR01).

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 décembre 2022

Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL



Conformément à la réglementation en vigueur, vous avez la possibilité, si vous le désirez, dans le délai de deux mois, à compter de la date de la notification de la présente décision :

- soit de vous pourvoir contre celle-ci devant le tribunal administratif,
- soit, de former préalablement à toute action en justice un recours gracieux ou hiérarchique. Dans ce cas, vous disposeriez, pour vous pourvoir devant le tribunal administratif, d'un délai de deux mois commençant à courir :
- en cas de lettre rejetant votre recours, à la date de réception de cette lettre,
- en cas de non réponse à votre recours pendant deux mois, à la date d'expiration du deuxième mois.



DEC221764DR02

Décision portant désignation de M. Iurii Dovgaliuk aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR8004 intitulée Institut des MATériaux poreux de Paris (IMAP)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 nommant M. Christian Serre, directeur de l'unité UMR8004 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2, dans le secteur industrie, sources scellées, incluant les appareils en contenant, les appareils électriques émettant des rayonnements ionisants et les accélérateurs de particules, délivré à M. Iurii Dovgaliuk le 22/04/2022 par la Cerap ;

Vu la consultation du comité en date du 23/06/2022 ;

DÉCIDE :**Article 1er : Désignation**

M. Iurii Dovgaliuk, ingénieur de recherche, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR8004 intitulée Institut des MATériaux poreux de Paris, à compter du 23/06/2022 jusqu'au 22/07/2027.

Article 2 : Missions¹

M. Iurii Dovgaliuk exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail. Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 23 juin 2022

Le directeur d'unité
Christian Serre

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du Directeur de l'Ecole normale supérieure
Frédéric Worms

Visa du directeur général de l'ESPCI Paris
Vincent Croquette

DEC222989INEE

Décision portant cessation de fonctions de directeur adjoint de M. Pierre-Michel Forget de l'Unité Mixte de Recherche n°7179 intitulée « Mécanismes Adaptatifs et Evolution (MECADEV) »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC183279DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7179 intitulée « Mécanismes Adaptatifs et Evolution (MECADEV) » et nommant Mme Fabienne Aujard directrice de cette unité ;

Vu l'accord des tutelles ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 3 janvier 2022, il est mis fin aux fonctions de M. Pierre-Michel Forget, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche susvisée, démissionnaire.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président – directeur général

Antoine Petit



DEC222965INSMI

Décision portant nomination de M. Mathieu LEWIN aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche UMR 7534 intitulée « Centre de recherche en mathématiques de la décision » (CEREMADE).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7534 intitulée « Centre de recherche en mathématiques de la décision » (CEREMADE) et nommant M. Vincent RIVOIRARD directeur de cette unité ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord de la tutelle principale ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}


A compter du 1^{er} janvier 2023, M. Mathieu LEWIN, Directeur de recherche CNRS, est nommé directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, pour la durée fixée dans la décision DEC181898DGDS portant renouvellement de l'unité l'UMR 7534, en remplacement de M. Vincent RIVOIRARD, appelé à d'autres fonctions.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

22 DEC. 2022



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC222869INEE

Décision portant nomination de M. Fabien Pifferi aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'Unité Mixte de Recherche n°7179 intitulée « Mécanismes Adaptatifs et Evolution (MECADEV) »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC183279DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7179 intitulée « Mécanismes Adaptatifs et Evolution (MECADEV) » et nommant Mme Fabienne Aujard directrice de cette unité ;

Vu l'accord des tutelles ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} septembre 2022, M. Fabien Pifferi, Directeur de Recherche au CNRS, est nommé directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président – directeur général

Antoine Petit



DEC222848INEE

Décision portant nomination de AUJARD Fabienne aux fonctions de déléguée scientifique en institut

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs.

Sur proposition d'Agathe Euzen, Directrice Adjointe de l'INEE.

DECIDE :

Article 1^{er}

AUJARD Fabienne, Directrice de Recherche 1^{ère} Classe, est nommée déléguée scientifique en institut auprès de l'Institut Ecologie et Environnement (INEE) du 1^{er} mai 2022 au 31 décembre 2023.

La quotité consacrée à cette mission est de 60% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de déléguée scientifique en institut auprès de l'INEE, AUJARD Fabienne est en charge de la mise en place de la politique de site de l'INEE et notamment l'animation des dispositifs de partenariat en écologie et environnement (DIPEE).



Article 3

Pour l'exercice de cette mission, Madame Fabienne Aujard demeure affectée à l'UMR7179 Mécanismes Adaptatifs et Evolution (MECADEV) - Muséum National d'Histoire Naturelle - Département Ecologie gestion Biodiversité - 1 et 4 avenue du petit Château - 91800 Brunoy – relevant de la délégation Paris Centre (DR02).

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 05/12/2022

Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL

Conformément à la réglementation en vigueur, vous avez la possibilité, si vous le désirez, dans le délai de deux mois, à compter de la date de la notification de la présente décision :

- soit de vous pourvoir contre celle-ci devant le tribunal administratif,
- soit, de former préalablement à toute action en justice un recours gracieux ou hiérarchique. Dans ce cas, vous disposeriez, pour vous pourvoir devant le tribunal administratif, d'un délai de deux mois commençant à courir :
- en cas de lettre rejetant votre recours, à la date de réception de cette lettre,
- en cas de non réponse à votre recours pendant deux mois, à la date d'expiration du deuxième mois.





DEC221940DR02

Décision portant nomination de M. Christophe Tourain aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7210 intitulée Institut de la Vision

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC183279DGDS en date du 21/12/2018 nommant M. Serge Picaut, directeur de l'unité UMR7210 ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 15/03/2021 ;

Considérant que M. Christophe Tourain a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par Sorbonne Université du 16/05/2022 au 20/05/2022 (durée 26,75 heures) et du 14/06/2022 au 17/06/2022 (durée 14,5 heures) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Christophe Tourain, technicien, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR7210 intitulée Institut de la Vision à compter du 18/06/2022.

M. Christophe Tourain exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe 1.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Christophe Tourain est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 08/07/2022

Le directeur de l'unité
Serge Picaut

Visa de la déléguée régionale au CNRS
Véronique Debiischop

Véronique DEBISSCHOP

Visa de la déléguée régionale Paris 6/Paris 12 de l'Inserm
Camille Chaudonneret

Visa du Doyen de La Faculté de Médecine
Bruno Riou

DEC222731DR02

Décision portant fin de fonction de Mme Carine Vias aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR3215 intitulée Génétique et biologie du développement (UGBD)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC190133DGDS en date du 07/03/2019 nommant M. Pierre Leopold, directeur de l'unité UMR3215 ;

Vu la décision DEC211991DR02 en date du 20/05/2021 nommant Mme Carine Vias aux fonctions d'assistante de prévention à compter du 27/03/2021 ;

DECIDE :

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions d'assistante de prévention exercées par Mme Carine Vias au sein de l'unité UMR3215, intitulée Génétique et biologie du développement, à compter du 01/12/2022.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 07/11/2022

Le directeur de l'unité
Pierre Leopold

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop





DEC222571DR02

Décision portant nomination de M Yoan Marcangeli aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7618 intitulée Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris (IEES)

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21/12/2018 nommant Mme Martine Maïbèche, directrice de l'unité UMR7618 ;

Vu l'avis du comité de direction en date du 07/09/2022 ;

Considérant que M Yoan Marcangeli a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par Sorbonne Université du 17/11/2020 au 19/11/2020 et du 08/12/2020 au 10/12/2020.

DECIDE :

Article 1^{er} : M Yoan Marcangeli, assistant ingénieur, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7618, intitulée Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris, à compter du 01/09/2022.

M Yoan Marcangeli exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M Yoan Marcangeli, est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 3 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 03/10/2022

La directrice de l'unité
Martine Maïbèche



Visa de la déléguée régionale du CNRS
Véronique Debisschop

Visa du doyen de la Faculté des Sciences et Ingénierie
Stéphane Régnier



DEC223001DR04

Décision portant nomination de M. Jean-Roch LIEBGOTT, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR2301 intitulée Institut de chimie des substances naturelles

LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC191245DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UPR2301, intitulée Institut de chimie des substances naturelles, dont le directeur est M. Boris VAUZEILLES ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

M. Jean-Roch LIEBGOTT, IR2, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UPR2301 à compter du 14/12/2022, en remplacement de Guillaume LOIRE.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 14 décembre 2022

Pour le président - directeur général et
par délégation,
Le directeur d'unité
Boris VAUZEILLES



DEC222653DR04

Décision portant nomination de M. Julien BRUNA, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR8212 intitulée Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement

LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8212, intitulée Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement, dont le directeur est M. Philippe BOUSQUET ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

M. Julien BRUNA, ingénieur CEA, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR8212 à compter du 1^{er} janvier 2023, en remplacement de M. François MARABELLE.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 18 octobre 2022

Pour le président - directeur général et par
délégation,
Le directeur d'unité
Philippe BOUSQUET



DEC222964NSMI

Décision portant nomination de M. Nicolas PERRIN aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche UMR 7640 intitulée « Centre de Mathématiques Laurent Schwartz de l'Ecole polytechnique » (CMLS).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7640 intitulée « Centre de Mathématiques Laurent Schwartz de l'Ecole Polytechnique » (CMLS) ;

Vu la décision DEC201092INSMI du 23 juillet 2020 portant nomination de M. Charles FAVRE directeur l'unité mixte de recherche n°7640 intitulée « Centre de Mathématiques Laurent Schwartz de l'Ecole Polytechnique » (CMLS) ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord de la tutelle principale ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2023, M. Nicolas PERRIN, Professeur à l'Ecole polytechnique, est nommé directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, pour la durée fixée dans la décision DEC191237DGDS portant renouvellement de l'unité UMR 7640, en remplacement de M. Charles FAVRE.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

22 DEC. 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



Martina Knoop

Directrice de la Mission pour les Initiatives Transverses et Interdisciplinaires

Paris le 1^{er} juillet 2022

M. Alain Schuhl

Directeur général délégué à
la science du CNRS

Objet : Renouvellement de la décision de nomination de CMI de M Philippe Dillmann

M. le Directeur Général Délégué à la Science, cher Alain

Par la présente je te propose de renouveler la nomination de M. Philippe DILLMANN au poste de chargé de mission auprès de la direction de la Mission pour les Initiatives Transverses et Interdisciplinaires du CNRS, pour la période du 1 janvier 2022 au 31 décembre 2023.

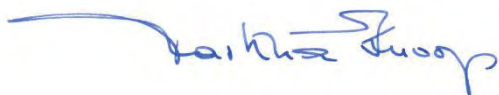
M. Dillmann – dans un binôme avec Mme Martine Regert - coordonne et anime les recherches conduites par les laboratoires affiliés au CNRS dans le cadre du chantier scientifique Notre Dame, en interaction avec les collègues du Ministère de la Culture et en articulation avec l'établissement public Notre Dame. Nos deux collègues accompagnent les huit groupes de travail et leurs nombreux projets, y compris les thèses mises en place depuis 3 ans. Par ailleurs, ils viennent d'éditer un livre sur le chantier scientifique en cours. Ils rendent compte régulièrement de l'avancée des travaux à la MITI.

La nomination de M. Dillmann en tant que CMI permet de reconnaître le cadre institutionnel de son rôle de coordinateur.

En te remerciant de l'attention que tu portes à cette demande,

Amicalement,

Martina



DEC222812INSU

Décision portant fin de mission de Monsieur Bruno BEZARD, aux fonctions de chargé de mission institut (CMI) à l'INSU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201429INSU du 4 décembre 2020 portant nomination de Monsieur Bruno BEZARD aux fonctions de chargé de mission institut (CMI) à l'INSU jusqu'au 31/12/2022 ;

DECIDE :

Article 1er

A compter du 31/12/2022, il est mis fin à la mission de Monsieur Bruno BEZARD auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU).

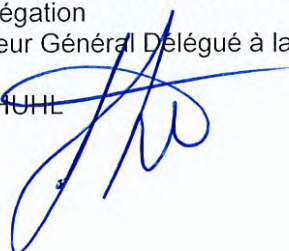
Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 décembre 2022

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL



DEC222910INEE

Décision portant nomination de M. François Bétard aux fonctions de délégué scientifique en institut

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs

Sur proposition de M. Stéphane Blanc, directeur de l'Institut écologie et environnement,

DECIDE :

Article 1^{er}

M. François Bétard, maître de conférence à l'Université Paris Cité, est nommé délégué scientifique en institut auprès de l'Institut écologie et environnement, du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023.

La quotité consacrée à cette mission est de 40% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de délégué scientifique en institut auprès de l'Institut écologie et environnement, la mission de M. François Bétard a pour objet le suivi des actions et la participation aux réunions relatives aux thématiques liées à la géographie physique, ainsi que le suivi des unités de l'INEE concernées, en appui à la directrice adjointe scientifique en charge de la thématique « hommes-milieus ».

Article 3

M. François Bétard demeure rattaché à l'UMR8586 intitulée « Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (PRODIG) », Centre Valette, 2, rue Valette, 75005 Paris, relevant de la délégation Ile-de-France Meudon.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL

CNRS

Campus Gérard Mégie

3, rue Michel Ange

75794 Paris Cedex 16

T. 01 44 96 40 00

www.cnrs.fr



DEC222963NSMI

Décision portant nomination de Mme Véronique MAUME-DESCHAMPS aux fonctions de directrice de l'unité mixte de recherche UMR 5208 intitulée « Institut Camille Jordan » (ICJ).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5208 intitulée « Institut Camille Joudan » (ICJ) et nommant M. Simon MASNOU directeur de cette unité ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}


A compter du 1^{er} janvier 2023, Mme Véronique MAUME-DESCHAMPS, Professeur à l'université Claude Bernard, est nommée directrice de l'unité mixte de recherche susvisée, pour la durée fixée dans la décision DE201509DGDS portant renouvellement de l'unité UMR 5208, en remplacement de M. Simon MASNOU, appelé à d'autres fonctions.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

22 DEC. 2022



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC222712DR07

Décision portant nomination de Mme Yu ZHANG aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5062 intitulée « Institut d'Asie orientale ».

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision **DEC213767DGDS** en date du **01 / 01 / 2022** nommant **Mme Béatrice JALUZOT**, directrice de l'**UMR5062** ;

Vu l'avis du conseil de l'unité [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du __ / __ / ____ ;

Considérant que **Mme Yu ZHANG** a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la **délégation Rhône Auvergne du CNRS les 13 et 14 mai 2013 et du 12 au 14 juin 2013** ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **Mme Yu ZHANG**, *ingénieure d'études*, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'**UMR5062** intitulée « **Institut d'Asie orientale** », à compter du **01/12/2022**.

Mme Yu ZHANG exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Mme Yu ZHANG**, est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2022

de l'unité

La directrice

Béatrice JALUZOT

Délégation Rhône Auvergne
2 avenue Albert Einstein
BP 61335
69609 Villeurbanne cedex
T.04 72 44 56 00
www.dr7.cnrs.fr



Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI

Visa de l'administrateur provisoire de l'École Normale Supérieure de Lyon
Yanick RICARD



DEC222096DR07

Décision portant nomination de Mme Marie MARTIN aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5280 intitulée « Institut des Sciences Analytiques ».

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision **DEC221734INC** en date du **25 / 07 / 2022** nommant **Mme Emmanuelle VULLIET**, directrice de l'**UMR5280** ;

Vu l'avis du conseil de l'unité [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du 01 / 04 / 2021 ;

Considérant que **Mme Marie MARTIN** a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la **délégation régionale Rhône-Auvergne du CNRS les 08 et 09 mars puis du 22 au 24 mars 2021** ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **Mme Marie MARTIN**, *assistante ingénieur*, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'**UMR5280** intitulée « **Institut des Sciences Analytiques** », à compter du **01/07/2022**.

Mme Marie MARTIN exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Mme Marie MARTIN**, est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 10/10/2022

La directrice de l'unité

Délégation Rhône Auvergne
2 avenue Albert Einstein
BP 61335
69609 Villeurbanne cedex
T.04 72 44 56 00
www.dr7.cnrs.fr



Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI

Emmanuelle VULLIET

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY



DEC222095DR07

Décision portant nomination de M. Florent LAFAY aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5280 intitulée « Institut des Sciences Analytiques ».

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision **DEC221734INC** en date du **25 / 07 / 2022** nommant **Mme Emmanuelle VULLIET**, directrice de l'**UMR5280** ;

Vu l'avis du conseil de l'unité [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du 01 / 04 / 2021;

Considérant que **M. Florent LAFAY** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la **délégation régionale Rhône-Auvergne du CNRS les 08 et 09 mars puis du 22 au 23 mars 2021** ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **M. Florent LAFAY**, *assistant ingénieur*, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'**UMR5280** intitulée « **Institut des Sciences Analytiques** », à compter du **01/07/2022**.

M. Florent LAFAY exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, **M. Florent LAFAY**, est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 10/10/2022

Visa du délégué régional du CNRS

La directrice de l'unité
Emmanuelle VULLIET

Délégation Rhône Auvergne
2 avenue Albert Einstein
BP 61335
69609 Villeurbanne cedex
T.04 72 44 56 00
www.dr7.cnrs.fr



Laurent BARBIERI

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY



DEC222769DR07

Décision portant fin de fonction de Mme Françoise MECHIN aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5223 intitulée « Ingénierie des Matériaux Polymères ».

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision **DEC201509DGDS** en date du **01 / 01 / 2021** nommant **Mme Jannick DUCHET-RUMEAU**, directrice de l'**UMR5223** ;

Vu la décision **DEC211292DR07** en date du **01 / 04 / 2021** nommant **Mme Françoise MECHIN**, aux fonctions d'assistante de prévention à compter du **01 / 01 / 2021** ;

Vu l'avis du conseil de l'unité [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du __ / __ / __;

Considérant que **Mme Françoise MECHIN** a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par **la délégation Rhône-Auvergne du CNRS du 27 au 29 avril 1998 et du 25 au 27 mai 1998** ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Françoise MECHIN, chargée de recherche, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5223 intitulée « Ingénierie des Matériaux Polymères », à compter du 01 / 01 / 2021.

Mme Françoise MECHIN exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Mme Françoise MECHIN**, est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.



Article 2 : Il est mis fin aux fonctions d'assistante de prévention exercées par **Mme Françoise MECHIN**, au sein de l'**UMR5223**, intitulée « **Ingénierie des Matériaux Polymères** », à compter du **31 / 12 / 2022**.

Article 3 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 21/12/2022

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI

La directrice de l'unité
Jannick DUCHET-RUMEAU

Visa du directeur de l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon
Frédéric FOTIADU



DEC222093DR07

Décision portant nomination de Monsieur Erik BONJOUR aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5280 intitulée « Institut des Sciences Analytiques ».

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision **DEC221734INC** en date du **25 / 07 / 2022** nommant **Mme Emmanuelle VULLIET**, directrice de l'**UMR5280** ;

Vu l'avis du conseil de l'unité [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du 01 / 04 / 2021 ;

Considérant que **M. Erik BONJOUR** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la **délégation régionale Rhône-Auvergne du CNRS les 8 et 9 mars puis du 22 au 23 mars 2021** ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **M. Erik BONJOUR**, *assistant ingénieur*, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'**UMR5280** intitulée « **Institut des Sciences Analytiques** », à compter du **01/07/2022**.

M. Erik BONJOUR exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, **M. Erik BONJOUR**, est placé sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 10/10/2022

Visa du délégué régional du CNRS

La directrice de l'unité
Emmanuelle VULLIET

Délégation Rhône Auvergne
2 avenue Albert Einstein
BP 61335
69609 Villeurbanne cedex
T.04 72 44 56 00
www.dr7.cnrs.fr



Laurent BARBIERI

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY



DEC222094DR07

Décision portant nomination de Mme Carole FARRE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5280 intitulée « Institut des Sciences Analytiques ».

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision **DEC221734INC** en date du **25 / 07 / 2022** nommant **Mme Emmanuelle VULLIET**, directrice de l'**UMR5280** ;

Vu l'avis du conseil de l'unité [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du 01 / 04 / 2021 ;

Considérant que **Mme Carole FARRE** a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la **délégation Rhône-Auvergne du CNRS les 05 et 06 octobre 2020 et du 18 au 20 janvier 2021** ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **Mme Carole FARRE**, *ingénieure d'études*, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'**UMR5280** intitulée « **Institut des Sciences Analytiques** », à compter du **01/07/2022**.

Mme Carole FARRE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Mme Carole FARRE**, est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 10/10/2022

La directrice de l'unité

Délégation Rhône Auvergne
2 avenue Albert Einstein
BP 61335
69609 Villeurbanne cedex
T.04 72 44 56 00
www.dr7.cnrs.fr



Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI

Emmanuelle VULLIET

Visa du président de l'Université Claude Bernard Lyon 1
Frédéric FLEURY



DEC221938DRE

Décision portant nomination de M. Sylvain DEVILLE aux fonctions de délégué scientifique en direction fonctionnelle

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs

Sur proposition de la directrice de la direction des relations avec les entreprises;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Sylvain DEVILLE, directeur de recherche de 2eme classe est nommé délégué scientifique auprès de la Direction des Relations avec les Entreprises (DRE), du 1^{er} juillet 2022 au 31 août 2025.

La quotité consacrée à cette mission est de 10% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de délégué scientifique auprès de la Direction des Relations avec les Entreprises (DRE), M. Sylvain DEVILLE est en charge d'apporter un appui au département partenariats stratégiques, pour accroître le développement des actions scientifiques avec le groupe Saint-Gobain. Sa mission principale est d'identifier dans son domaine de compétence, l'ensemble des forces scientifiques existantes au sein des laboratoires sous tutelle CNRS notamment pour mettre en œuvre les actions scientifiques décidées dans le cadre des comités de gouvernance de l'accord-cadre entre le CNRS et Saint-Gobain.



Article 3

M. Sylvain DEVILLE demeure rattaché au Laboratoire Institut Lumière Matière (ILM) - UMR5306 relevant de la délégation Régionale Rhône Auvergne (MOY700).

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 27 octobre 2022



Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL

Conformément à la réglementation en vigueur, vous avez la possibilité, si vous le désirez, dans le délai de deux mois, à compter de la date de la notification de la présente décision :

- soit de vous pourvoir contre celle-ci devant le tribunal administratif,
- soit, de former préalablement à toute action en justice un recours gracieux ou hiérarchique. Dans ce cas, vous disposeriez, pour vous pourvoir devant le tribunal administratif, d'un délai de deux mois commençant à courir :
- en cas de lettre rejetant votre recours, à la date de réception de cette lettre,
- en cas de non réponse à votre recours pendant deux mois, à la date d'expiration du deuxième mois.



DEC213480DR08

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire

LE DELEGUE REGIONAL

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC181661DAJ du 21 décembre 2018 portant délégation de signature à M. Ludovic HAMON, délégué régional de la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes et notamment son article 1.1 ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux.

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis :

Au sein des unités :

- Moy800 DR08 : M. Jean-Louis VISAGE
- UMR7261 : Mme Laureen BEAUREGARD, Mme Karine MUSSET, Mme Viviane SOURAMASING TAVERNIER

Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.



Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 14 octobre 2021

Le Délégué régional
Ludovic HAMON



DEC222783DR08

Décision portant désignation de M. Benjamin LANGEROME aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR7327 intitulée « Institut des Sciences de la Terre d'Orléans » - ISTO.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21/12/2017, portant renouvellement de l'unité UMR7327 intitulée « Institut des Sciences de la Terre d'Orléans » - ISTO et nommant M. Lionel MERCURY en qualité de directeur ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le « industrie » option « *sources scellées* » délivré à M. Benjamin LANGEROME le 05/10/2022 par UNICAEN, l'Université de Caen Normandie ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 10/11/2022.

DECIDE :**Article 1er : Désignation**

M. Benjamin LANGEROME, Ingénieur de Recherche, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR7327 intitulée « Institut des Sciences de la Terre d'Orléans » - ISTO, à compter du 01/12/2022 jusqu'au 15/09/2027.

Article 2 : Missions

M. Benjamin LANGEROME exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail. Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orléans, le 18/11/2022

Le Directeur d'Unité
Lionel MERCURY

Visa du Président de l'Université d'Orléans
M. Eric BLOND

Visa du Délégué Régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC222836INEE

Décision portant nomination de M. Nicolas Teyssandier aux fonctions de délégué scientifique en institut

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs

Sur proposition de M. Stéphane Blanc, directeur de l'Institut écologie et environnement,

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Nicolas Teyssandier, chargé de recherche au CNRS, est nommé délégué scientifique en institut auprès de l'Institut écologie et environnement, du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023.

La quotité consacrée à cette mission est de 30% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de délégué scientifique en institut auprès de l'Institut écologie et environnement, la mission de M. Nicolas Teyssandier a pour objet le suivi des actions et la participation aux réunions relatives aux thématiques liées à la préhistoire et à l'archéologie, ainsi que le suivi des unités de l'INEE concernées, en appui à la directrice adjointe scientifique en charge de la thématique « hommes-milieus ».

Article 3

M. Nicolas Teyssandier demeure rattaché à l'UMR5608 intitulée « Travaux de recherches archéologiques sur les Cultures et les Espaces et les Sociétés (TRACES) », Maison de la Recherche, 5 allée Antonio Machado, 31058 Toulouse cedex 9, relevant de la délégation Occitanie ouest.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL

CNRS

Campus Gérard Mégie

3, rue Michel Ange

75794 Paris Cedex 16

T. 01 44 96 40 00

www.cnrs.fr



DEC222969INEE

Décision portant nomination de M. Jérôme Fort aux fonctions de délégué scientifique en institut

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs

Sur proposition de M. Stéphane Blanc, directeur de l'Institut écologie et environnement,

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Jérôme Fort, chargé de recherche au CNRS, est nommé délégué scientifique en institut auprès de l'Institut écologie et environnement, du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024.

La quotité consacrée à cette mission est de 40% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de délégué scientifique en institut auprès de l'Institut écologie et environnement, la mission de M. Jérôme Fort a pour objet l'animation et le suivi des actions liées à la recherche polaire en écologie globale. A ce titre, il représentera le CNRS dans le cadre de la stratégie polaire nationale et des groupes de travail internationaux.

Article 3

M. Jérôme Fort demeure rattaché à l'UMR7266 intitulée « Littoral, environnement et sociétés (LIENSs) », Bâtiment ILE, 2 rue Olympe de Gouges, 17000 LA ROCHELLE, relevant de la délégation Centre-Limousin-Poitou-Charentes.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL



DEC213535DR08

Décision portant nomination de Mme Virginie DUFAUT aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité MOY800 intitulée « Délégation Centre Limousin Poitou-Charentes » - DCLPC.

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 portant nomination de M. Ludovic HAMON aux fonctions de Délégué Régional de la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes;

Vu l'avis du conseil de service en date du 17 septembre 2021;

Considérant que Mme Virginie DUFAUT a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le Pôle Formation Permanente de la Délégation Paris-Villejuif, DR1, du 15 novembre au 15 décembre 2017.

DECIDE :

Article 1^{er} Mme Virginie DUFAUT, Ingénieure d'Etudes, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité MOY800 intitulée « Délégation Centre Limousin Poitou-Charentes » - DCLPC, à compter du 1^{er} janvier 2022

Mme Virginie DUFAUT exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Virginie DUFAUT, est placée sous l'autorité du Délégué Régional.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 31 août 2022

Le Délégué Régional du CNRS
Ludovic HAMON

DEC220531DR08

Décision portant cessation de fonction et nomination de M. Florent POUPARD aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR3079 intitulée Conditions extrêmes et matériaux : haute température et irradiation (CEMHT)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171286DGDS du 21 décembre 2017 portant prolongation de l'unité UPR3079, intitulée Conditions Extrêmes et Matériaux : Haute Température et Irradiation (CEMHTI), dont la directrice est Mme Catherine BESSADA ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Centre Limousin Poitou-Charentes.

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Florent POUPARD, technicien, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UPR3079 à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orléans, le 7 janvier 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Catherine BESSADA



DEC220532DR08

Décision portant cessation de fonction et nomination de M. Marian ILIEV aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR3079 intitulée Conditions extrêmes et matériaux : haute température et irradiation (CEMHT)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171286DGDS du 21 décembre 2017 portant prolongation de l'unité UPR3079, intitulée Conditions Extrêmes et Matériaux : Haute Température et Irradiation (CEMHTI), dont la directrice est Mme Catherine BESSADA ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Centre Limousin Poitou-Charentes.

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Marian ILIEV, assistant ingénieur, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UPR3079 à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orléans, le 7 janvier 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Catherine BESSADA



DEC220871DR08

Décision portant désignation de Mme Maryse BLET-LEMARQUAND aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7065 intitulée « Institut de Recherche sur les Archéomatériaux » - IRAMAT.

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 20/12/2021 portant renouvellement de l'UMR7065, intitulée « Institut de Recherche sur les Archéomatériaux » - IRAMAT et nommant Mme Sylvia NIETO-PELLETIER directrice de l'unité ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie option « *sources scellées* » ou « *sources non scellées* » délivré à Mme Maryse BLET-LEMARQUAND le 10/02/2022 par IMOGERE université de Caen ;

Vu l'avis de l'Assemblée Générale en date du 10/02/2022.

DECIDE :**Article 1er : Désignation**

Mme Maryse BLET-LEMARQUAND, Ingénieure de Recherche, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7065 intitulée « Institut de Recherche sur les Archéomatériaux » - IRAMAT, à compter du 11/02/2022 jusqu'au 30/05/2027.

Article 2 : Missions

Mme Maryse BLET-LEMARQUAND exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orléans, le 20/06/2022

La directrice d'unité
Mme Sylvia NIETO-PELLETIER

Visa du Président de l'Université d'Orléans
M. Eric BLOND

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC220883DR08

Décision portant nomination de Mme Anne BRACONNIER aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » - CBM.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213426INC en date du 06/01/2022 portant modification de l'équipe de direction et nommant M. Matthieu REFREGIERS, directeur de l'unité UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » - CBM ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 10/03/2022 ;

Considérant que Mme Anne BRACONNIER a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par l'université François Rabelais de Tours du 7 au 29 juin 2012 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Anne BRACONNIER, Ingénieure d'Etudes, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR4301 intitulée « Centre de Biophysique Moléculaire » - CBM, à compter du 06/01/2022.

Mme Anne BRACONNIER exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Anne BRACONNIER, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 25/04/2022

Le directeur de l'unité
M. Matthieu REFREGIERS

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC220936DR08

Décision portant nomination de M. Pierre RIFFLET aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UPR4301 intitulée Centre Biophysique Moléculaire (CBM)**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171286DGDS du 21 décembre 2017 portant prolongation de l'unité UPR4301 intitulée Centre de Biophysique Moléculaire (CBM), dont la directrice est Mme Eva JAKAB TOTH ;

Vu la décision DEC213426INC du 6 janvier 2022 portant modification de l'équipe de direction de l'unité propre de recherche UPR4301 intitulée Centre de biophysique moléculaire (CBM) dont le directeur est M. Matthieu REFREGIERS ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Centre Limousin Poitou-Charentes.

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Pierre RIFFLET assistant ingénieur, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UPR4301 à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orléans, le 16 février 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le Directeur de l'Unité
Matthieu REFREGIERS



DEC220956DR08

Décision portant nomination de M. Henrique DA MOTA ROCHA aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7065 intitulée Institut de recherche sur les archéomatériaux (IRAMAT)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité UMR7065 intitulée Institut de recherche sur les archéomatériaux (IRAMAT), dont la directrice est Mme Sylvia NIETO PELLETIER.

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Henrique DA MOTA ROCHA assistant ingénieur, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7065 à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orléans, le 16 février 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La Directrice de l'Unité
Sylvia NIETO PELLETIER



DEC220960DR08

Décision portant nomination de M. Xavier LAURE aux fonctions de responsable par intérim du service du Traitement de l'information de la délégation Centre-Limousin-Poitou-Charentes**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC220191DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M. Ludovic HAMON, délégué régional pour la circonscription Centre Limousin Poitou-Charentes notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DÉCIDE :**Article 1^{er}**

M. Xavier LAURE, Ingénieur de recherche de 1^{ère} classe, est nommé, à compter du 1^{er} mars 2022 responsable par intérim du Service du traitement de l'information de la délégation Centre Limousin Poitou-Charentes, en remplacement de M. Hervé CHAUDRET radié des cadres et admis à faire valoir ses droits à la retraite à la même date.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 17 février 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220995DR08

Décision portant nomination de M. Xavier LAURE aux fonctions de responsable régional de la sécurité des systèmes d'information (RSSI) de la délégation Centre-Limousin-Poitou-Charentes

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC220191DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M. Ludovic HAMON, délégué régional pour la circonscription Centre Limousin Poitou-Charentes notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information du CNRS (RSSIC) ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS.

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Xavier LAURE, Ingénieur de recherche de 1^{ère} classe, est nommé responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation Centre Limousin Poitou-Charentes, à compter du 1^{er} mars 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 22 février 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220995DR08 Page 1 | 1



DEC221016DR08

Décision portant nomination de M. Vincent SAVART, aux fonctions de responsable de service adjoint du Service Ressources Humaines de la délégation régionale Centre Limousin Poitou-Charentes

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC181661DAJ du 21 décembre 2018 portant délégation de signature à M. Ludovic HAMON délégué régional de la circonscription Centre Limousin Poitou-Charentes.

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. – A compter du 1^{er} janvier 2022, M. Vincent SAVART, est nommé aux fonctions de responsable du service adjoint du Service Ressources Humaines de la délégation régionale Centre Limousin Poitou-Charentes.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans le 25 janvier 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC221017DR08

Décision portant nomination de M. Miguel PINEIRUA MENENDEZ aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7261 intitulée Institut de Recherche sur la Biologie de l'Insecte (IRBI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7261 intitulée Institut de Recherche sur la Biologie de l'Insecte (IRBI), dont le directeur est M. David GIRON.

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Miguel PINEIRUA MENENDEZ Maître de conférence classe normale, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7261 à compter du 25 février 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Tours, le 25 février 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le Directeur de l'Unité
David GIRON



DEC221207DR08

Décision portant nomination de M. Xavier LAURE aux fonctions de responsable du service du Traitement de l'information de la délégation Centre-Limousin-Poitou-Charentes**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC220191DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M. Ludovic HAMON, délégué régional pour la circonscription Centre Limousin Poitou-Charentes notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services.

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Xavier LAURE, Ingénieur de recherche de 1^{ère} classe, est nommé, à compter du 22 mars 2022 responsable du Service du traitement de l'information de la délégation Centre Limousin Poitou-Charentes.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 21 mars 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Ludovic HAMON
]



DEC221424DR08

Décision portant désignation de M Louis HENNET aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité mixte de recherche UMR7374 intitulée « Interfaces Confinement Matériaux et Nanostructures » - ICMN.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision n° DEC213712INP du 22 décembre 2021 portant nomination de M. Christophe SINTUREL en qualité de Directeur de l'unité mixte n°7374 intitulée « Interfaces Confinement Matériaux et Nanostructures » - ICMN ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « *sources radioactives scellées (incluant les appareils en contenant, les appareils électriques émettant des rayonnements ionisants et les accélérateurs de particules)* » délivré à M Louis HENNET le 29/10/2021 par CERAP PREVENTION ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 10/01/2022.

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Louis HENNET, Ingénieur de Recherche, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR7374 intitulée « Interfaces Confinement Matériaux et Nanostructures » - ICMN, à compter du 29/10/2021 pour une durée de 5 ans.

Article 3 : Missions

M. Louis HENNET exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orléans, le 16 juin 2022

Le Directeur d'unité
M. Christophe SINTUREL

Visa du délégué régional du CNRS
M. Ludovic HAMON

DEC222058DRE

Décision portant nomination de M. François JEROME aux fonctions de délégué scientifique en direction fonctionnelle

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs

Sur proposition de la directrice de la direction des relations avec les entreprises;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. François JEROME, directeur de recherche est nommé délégué scientifique auprès de la Direction des Relations avec les Entreprises (DRE), du 1^{er} juillet 2022 au 31 août 2025.

La quotité consacrée à cette mission est de 10% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de délégué scientifique auprès de la Direction des Relations avec les Entreprises (DRE), M. François JEROME est en charge d'apporter un appui au département partenariats stratégiques, pour accroître le développement des actions scientifiques avec le groupe Solvay. Sa mission principale est d'identifier dans son domaine de compétence, l'ensemble des forces scientifiques existantes au sein des laboratoires sous tutelle CNRS notamment pour mettre en œuvre les actions scientifiques décidées dans le cadre des comités de gouvernance de l'accord-cadre entre le CNRS et Solvay.



Article 3

M. François JEROME demeure rattaché à l'Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers - UMR7285 relevant de la délégation Régionale Centre Limousin Poitou Charentes (MOY800).

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 28 octobre 2022

Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL

Conformément à la réglementation en vigueur, vous avez la possibilité, si vous le désirez, dans le délai de deux mois, à compter de la date de la notification de la présente décision :

- soit de vous pourvoir contre celle-ci devant le tribunal administratif,
- soit, de former préalablement à toute action en justice un recours gracieux ou hiérarchique. Dans ce cas, vous disposeriez, pour vous pourvoir devant le tribunal administratif, d'un délai de deux mois commençant à courir :
- en cas de lettre rejetant votre recours, à la date de réception de cette lettre,
- en cas de non réponse à votre recours pendant deux mois, à la date d'expiration du deuxième mois.

DEC222144DR08**Décision portant nomination de M. Sébastien BOUILLON aux fonctions de chargé de mission****LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Sébastien Bouillon, Ingénieur d'études hors classe, responsable du service de radioprotection de l'unité Conditions Extrêmes et Matériaux : Haute température et Irradiation (CEMHTI - UPR3079), est nommé chargé de mission auprès du délégué régional de la circonscription Centre Limousin Poitou-Charentes (DR08), du 1^{er} octobre 2022 au 31 décembre 2023.

Sa mission a pour objet de conseiller à la définition de la politique en matière de radioprotection et de la mettre en œuvre.

Pour l'exercice de cette mission, M. Sébastien Bouillon demeure affecté à l'unité UPR3079 Conditions Extrêmes et Matériaux : Haute température et Irradiation (CEMHTI) sis 1D av Recherche Scientifique - CS 90055 - 45071 ORLEANS Cedex 2.

Article 2

Du 1^{er} octobre 2022 au 31 décembre 2023, M. Sébastien Bouillon percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

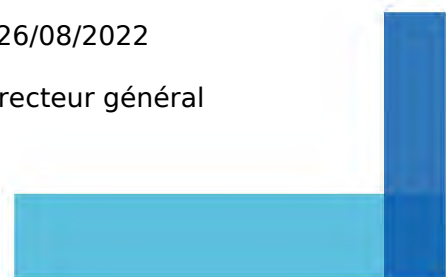
La dépense sera imputée sur le compte 64641000 - subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Centre Limousin Poitou-Charentes.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 26/08/2022

Le Président-directeur général



Antoine Petit



DEC222574DR08

Décision portant nomination de Mme Fanny CAETANO aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Centre-Limousin-Poitou-Charentes**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC220191DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M. Ludovic HAMON, délégué régional pour la circonscription Centre Limousin Poitou-Charentes notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services.

DECIDE :**Article 1^{er}**

Mme Fanny CAETANO, Ingénieure d'études de seconde classe, est nommée, à compter du 1^{er} octobre 2022 responsable du Service des ressources humaines de la délégation Centre Limousin Poitou-Charentes.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 octobre 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC222719DR10

Décision portant fin de fonction de M. Paulo Loureiro De Sousa aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7357 intitulée Laboratoire des sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie (ICube).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21/12/2017 nommant M. Michel De Mathelin, directeur de l'unité UMR7357 ;

Vu la décision DEC130496DR10 en date du 28/02/2013 nommant M. Paulo Loureiro De Sousa, aux fonctions d'assistant de prévention à compter du 01/01/2013 ;

DECIDE :

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention exercées par M. Paulo Loureiro De Sousa, au sein de l'unité UMR7357, intitulée Laboratoire des sciences de l'Ingénieur, de l'Informatique et de l'Imagerie, à compter du 03/10/2022.


Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 28 octobre 2022

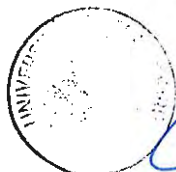
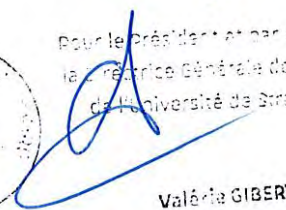
Le directeur de l'unité


Le directeur d'ICube,
M. DE MATHELIN

Visa du délégué régional du CNRS


Le délégué régional
Patrice SOULIE

Visa du président de l'Université de Strasbourg


Pour le Président et par délégation
la Présidente Générale des Services
de l'Université de Strasbourg

Valérie GIBERT

DEC222573DR10

Décision portant désignation de Mme Nathalie Gruber aux fonctions de conseillère en radioprotection de la fédération de recherche (FR2010) intitulée Fédération de Chimie Le Bel.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171283DGDS en date du 21/12/2017 nommant M. Jean-Pierre LEPOITTEVIN, directeur de la fédération de recherche FR2010 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option « *sources scellées, générateurs électriques de rayon X, accélérateurs de particules* » délivré à Mme Nathalie Gruber le 12/02/2019 par l'APAVE ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 10 /11/ 2022.

DECIDE :

Article 1er : Désignation

Mme Nathalie Gruber, Ingénieure de recherche, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité FR2010 intitulée Fédération de Chimie Le Bel, à compter du 01/10/2022 jusqu'au 19/03/ 2024.

Article 2 : Missions¹

Mme Nathalie Gruber exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.


Fait à Strasbourg, le 28 octobre 2022

Le Président de
Université de Strasbourg



Michel DENÉKEN

Le directeur de la Fédération de Chimie Le Bel FR2010



J. Lepoint

Visa du délégué régional du CNRS



Le délégué régional
Patrice SOULLIE

Visa du président de l'Université de Strasbourg

DOCUMENT NON CONVERTIBLE OU DOCUMENT ABSENT

DEC222919DAJ

Décision portant nomination de M. Géraud Delorme aux fonctions de délégué régional de la circonscription Alsace (DR10)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 93-241 du 22 février 1993 modifié fixant les conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de délégué régional du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre national de la recherche scientifique,

DECIDE :

Article 1^{er}. – A compter du 1^{er} janvier 2023, M. Géraud Delorme, directeur hors classe des services pénitentiaires, est nommé aux fonctions de délégué régional de la circonscription Alsace en remplacement de M. Patrice Soullié, appelé à d'autres fonctions.

Article 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 16 décembre 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC222847INEE

Décision portant nomination de ARNAUD Fabien aux fonctions de délégué scientifique en institut

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs.

Sur proposition de Stéphane Blanc, Directeur de l'INEE.

DECIDE :

Article 1^{er}

ARNAUD Fabien, Directeur de Recherche 1^{ère} Classe (DRT1C), est nommé délégué scientifique en institut auprès de l'Institut d'Ecologie et Environnement (INEE) du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024.

La quotité consacrée à cette mission est de 40% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de délégué scientifique en institut auprès de l'INEE, ARNAUD Fabien est en charge d'assurer, au bénéfice du CNRS et de ses partenaires, la mise en oeuvre d'un instrument national français labélisé par les deux instituts (INEE et INSU) qui rassemble les moyens de forage scientifique continental de faible profondeur pouvant être déployés en France et à l'étranger.

CNRS

Campus Gérard Mégie

3, rue Michel Ange
75794 Paris Cedex 16
T. 01 44 96 40 00
www.cnrs.fr



Article 3

Pour l'exercice de cette mission, Monsieur Fabien Arnaud demeure affecté à l'UMR5204 Environnements, Dynamiques et Territoires de la Montagne (EDYTEM) – Université Savoie Mont Blanc UFR SceM - Pôle Montagne - 5 bd de la Mer Caspienne - 73376 Le Bourget du Lac cedex – relevant de la délégation Alpes (DR11).

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 05/12/2022

Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL

Conformément à la réglementation en vigueur, vous avez la possibilité, si vous le désirez, dans le délai de deux mois, à compter de la date de la notification de la présente décision :

- soit de vous pourvoir contre celle-ci devant le tribunal administratif,
- soit, de former préalablement à toute action en justice un recours gracieux ou hiérarchique. Dans ce cas, vous disposeriez, pour vous pourvoir devant le tribunal administratif, d'un délai de deux mois commençant à courir :
- en cas de lettre rejetant votre recours, à la date de réception de cette lettre,
- en cas de non réponse à votre recours pendant deux mois, à la date d'expiration du deuxième mois.



DEC222639INS2I

Décision portant nomination de Mme Marie-Laure ESPINOUSE, directrice-adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5272 intitulée Sciences pour la Conception, l'Optimisation et la Production de Grenoble.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2021, de l'unité UMR5272 intitulée Laboratoire des Sciences pour la Conception, l'Optimisation et la Production de Grenoble (G-SCOP), dont le directeur est M. Bernard PENZ et Mme Peggy ZWOLINSKI, la directrice adjointe ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire

Vu l'avis des tutelles

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1er octobre 2022, Mme Marie-Laure ESPINOUSE, professeure des universités à l'Université Grenoble Alpes, est nommée directrice-adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 juillet 2023 suite à la démission de Madame Peggy ZWOLINSKI en tant que directrice adjointe de ladite unité.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 14/10/2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC222014INS2I

Décision portant cessation de fonctions de M. Bernard PENZ et nomination de Mme Peggy ZWOLINSKI, directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5272 intitulée Sciences pour la Conception, l'Optimisation et la Production de Grenoble.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2021, de l'unité UMR5272 intitulée Laboratoire des Sciences pour la Conception, l'Optimisation et la Production de Grenoble (G-SCOP), dont le directeur est M. Bernard PENZ et Mme Peggy ZWOLINSKI, la directrice adjointe ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire

Vu l'avis des tutelles

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Bernard PENZ, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, démissionnaire, à compter du 1^{er} juillet 2022.

II. A compter de cette même date, Mme Peggy ZWOLINSKI, professeure des universités à l'INP Grenoble, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022 et il est mis fin à ses fonctions de directrice adjointe de ladite unité.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 07 septembre 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit





PCR formée selon le nouveau référentiel (arrêté du 18 décembre 2019)

DEC221993DR11

Décision portant désignation de M. William Regairaz aux fonctions de conseiller en radioprotection de l'UPR 3228 intitulée LPSC

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 Décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision n° 201513DGDS du 18 décembre 2020 nommant M. Charles SIMON directeur de l'unité UPR3228 LNCMI ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 renouvellement secteur industrie, sources radioactives scellées et non scellées, générateurs électriques de rayons X et accélérateurs de particules délivré à M. William Regairaz le 30/06/2022 par Apave ;

Vu la consultation du CHSCT en date du 03/07/2017

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. William Regairaz, IR2, est désigné conseiller en radioprotection à compter du 1^{er} juillet 2022 jusqu'au 30 juin 2027 .

Article 2 : Missions¹

M. William Regairaz exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il/Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

¹ [Le Directeur d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du Conseiller en radioprotection. Il précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs. Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations de la PCR avec ce service. Si plusieurs PCR sont désignées, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

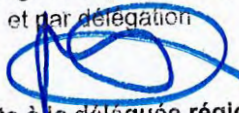
Fait à Guadalupe, le 27-10-2022

P.-U.
Le directeur d'unité

Anne-Laure BARRA
Directrice adjointe du LNCMI

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Pour la déléguée régionale empêchée,
et par délégation


L'adjointe à la déléguée régionale
Marie ACHIN

Visa du chef d'établissement partenaire [le cas échéant]

DEC221267DR11

Décision portant nomination de M. Rémy Bruyère aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité l'UPR¹ 2940 intitulée Institut Néel

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision n° 201513DGDS du 18 décembre 2020 nommant Mme Laurence MAGAUD directrice de l'unité UPR2940 intitulée Institut Néel ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur option source scellées, générateurs de rayons X et accélérateur de particules délivré à M. Rémy Bruyère le 24/03/2022 par Apave ;

Vu l'avis du comité, du conseil de laboratoire UPR2940 du 25 février 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Désignation

M. Rémy Bruyère, Ingénieur d'études est désigné conseiller en radioprotection au sein de UPR2940 intitulée Institut Néel à compter du 24/03/2022 jusqu'au 24/03/2027.

Article 3 : Missions²

M. Rémy Bruyère exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.
Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

¹ [UMR dont la(les) cotutelle(s) est (sont) exclusivement un (des) EPSCP ou EPST]

² [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Fait à *Quilès*, le *26/10/2022*

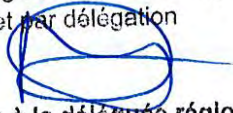
La directrice d'unité Mme Laurence MAGAUD

Jean-Philippe POIZAT
Directeur-Adjoint
Institut NÉEL
CNRS



Visa de la déléguée régionale du CNRS Mme Marjorie FRAISSE

Pour la déléguée régionale empêchée,
et par délégation



L'adjointe à la déléguée régionale
Marie ACHIN

Visa des partenaires (si nécessaire)

DEC222643INS2I

Décision portant maintien de Mme Peggy ZWOLINSKI aux fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5272 intitulée Sciences pour la Conception, l'Optimisation et la Production de Grenoble.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC222014INS2I du 07 septembre 2022 portant nomination de Madame Peggy ZWOLINSKI en qualité de directrice par intérim à compter du 1^{er} juillet 2022, de l'unité UMR5272 intitulée Laboratoire des Sciences pour la Conception, l'Optimisation et la Production de Grenoble (G-SCOP) ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

Vu l'avis des tutelles ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. A compter 1^{er} janvier 2023, Mme Peggy ZWOLINSKI, professeure des universités à l'INP Grenoble, est prorogée dans ses fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 juillet 2023.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 17 octobre 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC220419MPR

Décision portant nomination de Mme Martine Giglio aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Martine Giglio, Ingénieur d'études hors classe, responsable du pôle Ressources financières et budget de la délégation Alpes, est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué aux ressources, pour la Mission aide au pilotage et relations avec les délégations régionales et les instituts (MPR), direction rattachée à la DGDR, du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022, pour assurer la coordination métier financier et comptable au sein de l'équipe Webcontrat.

Webcontrat est un projet initié en 2009 à la délégation Occitanie Est visant à la création d'un système d'information partagé permettant de simplifier, automatiser, sécuriser et intégrer au sein d'une interface unique le processus des contrats de recherche du CNRS.

Pour l'exercice de cette mission, Martine Giglio demeure affectée à la délégation Alpes, 25 rue des Martyrs, 38000 Grenoble

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le Président-directeur général
Antoine Petit

CNRS - Direction générale déléguée aux ressources (DGD-R)

Mission aide au pilotage et relations avec les Délégations Régionales et les Instituts (MPR)

3, rue Michel-Ange - 75794 Paris Cedex 16

T. 01 44 96 48 64

www.cnrs.fr



DEC222654DR11

Décision portant fin de fonction Mme. Emmanuelle FIORE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR5063 intitulée DPM

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201509DGDS nommant M. Yung-Sing WONG, directeur de l'unité UMR5063 intitulée DPM ;

Vu la décision DEC201205DR11 en date du 15/01/2021 nommant Mme. Emmanuelle FIORE aux fonctions d'assistante de prévention à compter du 08/01/2021 ;

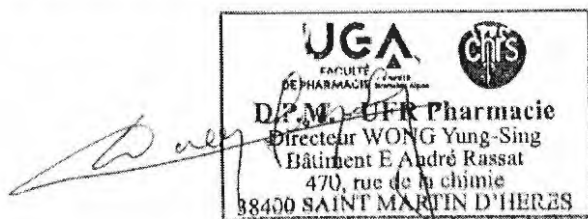
DECIDE :

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention exercées par Mme. Emmanuelle FIORE, au sein de l'unité UMR5063 intitulée DPM, à compter du 18 octobre 2022

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 18 octobre 2022

Le directeur de l'unité M. Yung-Sing WONG



Visa de la déléguée régionale du CNRS Mme. Marjorie FRAISSE

Pour la déléguée régionale empêchée,
et par délégation

L'adjointe à la déléguée régionale
Marie ACHIN

Visa des partenaires (si nécessaire)

DEC222402DR11

Décision portant fin de fonction M. Cyril DOMINGOS aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UPR2940 intitulée Institut Néel

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201513DGDS en date du 18/12/2020 nommant Mme Laurence MAGAUD, directrice de l'unité UPR2940 intitulée Institut Néel

Vu la décision DEC210420DR11 en date du 01/03/2021 nommant M. Cyril Domingos aux fonctions d'assistant de prévention à compter du 25/02/2021 ;

DECIDE :

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention exercées par M. Cyril Domingos, au sein de l'unité UPR2940, intitulée Institut Néel, à compter du 31/03/2022

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 26/10/2022

La directrice de l'unité Mme Laurence MAGAUD

Jean-Philippe POIZAT
Directeur-Adjoint
Institut NÉEL
CNRS

Visa de la déléguée régionale du CNRS Mme. Marjorie FRAISSE

Pour la déléguée régionale empêchée,
et par délégation

Visa des partenaires (si nécessaire)

L'adjoint à la déléguée régionale
Marie ACHIN

DEC222962NSMI

Décision portant nomination de M. Dorin BUCUR aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche UMR 5127 intitulée « Laboratoire de mathématiques » (LAMA).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5127 intitulée « Laboratoire de mathématiques » (LAMA) et nommant M. Georges COMTE directeur de cette unité ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord de la tutelle principale ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}


A compter du 1^{er} janvier 2023, M. Dorin BUCUR, Professeur à l'université Savoie Mont Blanc, est nommé directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, pour la durée fixée dans la décision DE201509DGDS portant renouvellement de l'unité UMR 5127, en remplacement de M. Georges COMTE, appelé à d'autres fonctions.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

22 DEC. 2022



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC222689DR11

Décision portant nomination de Mme. Mylène ROBERT-GENTHON aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR5075 intitulée IBS

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18 / 12 / 2020 nommant M. Winfried WEISSENHORN directeur de l'unité UMR5075 intitulée IBS ;

Vu l'avis du Chef d'Installation CEA et du directeur d'unité en date du 30/06/2022 ;

Considérant que Mme Mylène ROBERT-GENTHON a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la délégation Alpes du 29 au 31 mars 2011 et du 19 au 21 avril 2011 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Mylène ROBERT-GENTHON, Ingénieure d'Etudes, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR5075 intitulée IBS à compter du 01 /01 /2021.

Mme Mylène ROBERT-GENTHON exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Mylène ROBERT-GENTHON est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

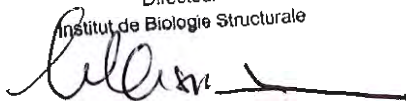
Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 07/11/2022 **Pr Winfried WEISSENHORN**

Directeur

Le directeur de l'unité

Institut de Biologie Structurale



Visa de la déléguée régionale du CNRS

Visa des partenaires (si nécessaire)

INSTITUT DE BIOLOGIE STRUCTURALE

71 AVENUE DES MARTYRS
38000 GRENOBLE
38000 GRENOBLE CEDEX 9

Tel : 04 77 42 85 00
Fax : 04 77 42 85 00

X. VERNEDZ




DEC222707INSMI

Décision portant nomination de M. Jérôme LELONG aux fonctions de directeur de l'unité d'appui et de recherche n° 3458 intitulée « Agence pour les Mathématiques en Interaction avec l'Entreprise et la Société » (AMIES)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201512DGDS en date du 18 décembre 2020 portant création de l'unité d'appui et de recherche n°3458 intitulée « Agence pour les Mathématiques en Interaction avec l'Entreprise et la Société » (AMIES) et nommant Véronique MAUME-DESCHAMPS directrice ;

Vu l'accord de la cotutelle principale ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2023, M. Jérôme LELONG, Professeur à Grenoble INP, est nommé directeur de l'unité d'appui et de recherche susvisée, pour la durée fixée dans la décision DEC201512DGDS portant création de l'unité d'appui et de recherche n° 3458, en remplacement de Mme Véronique MAUME-DESCHAMPS, appelée à d'autres fonctions.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

22 DEC. 2022



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC222817INSU

Décision portant nomination de AUFFAN Mélanie aux fonctions de déléguée scientifique en institut à l'INSU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Sur proposition de ARNAUD Nicolas, directeur de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

AUFFAN Mélanie, Directrice de Recherche au CNRS est nommée déléguée scientifique en institut auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU), du 01/12/2022 au 30/11/2023.

La quotité consacrée à cette mission est de 25% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de déléguée scientifique en institut auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU), AUFFAN Mélanie anime pour le CNRS l'IPR iNOVE (innovations for a sustainable environment). C'est une spécialiste de la réactivité aux interfaces vivant/(nano)minéral/solution en lien avec les propriétés physico-chimiques et structurales, des mécanismes bio-physico-chimiques de toxicité, de la (bio)transformation et de la (bio)distribution des métaux. Cette compétence est reconnue par sa participation à la Commission Spécialisée SIC et au comité scientifique de l'AT ECODYN/DYCOVI.



Article 3

AUFFAN Mélanie demeure rattachée à UMR7330 - Centre européen de recherche et d'enseignement de géosciences de l'environnement (CEREGE) relevant de la délégation Provence et Corse (DR12).

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 15 décembre 2022

Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL



Conformément à la réglementation en vigueur, vous avez la possibilité, si vous le désirez, dans le délai de deux mois, à compter de la date de la notification de la présente décision :

- soit de vous pourvoir contre celle-ci devant le tribunal administratif,
- soit, de former préalablement à toute action en justice un recours gracieux ou hiérarchique. Dans ce cas, vous disposeriez, pour vous pourvoir devant le tribunal administratif, d'un délai de deux mois commençant à courir :
 - en cas de lettre rejetant votre recours, à la date de réception de cette lettre,
 - en cas de non réponse à votre recours pendant deux mois, à la date d'expiration du deuxième mois.

DEC220106MPR

Décision portant nomination de M. David Munoz aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. David Munoz, Ingénieur d'études hors classe, adjoint au responsable du service « finances, achats, comptabilité de la délégation Occitanie Est (SFAC), est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué aux ressources, pour la Mission aide au pilotage et relations avec les délégations régionales et les instituts (MPR), direction rattachée à la DGDR, du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022, pour assurer la coordination métier SFC au sein de l'équipe Webcontrat.

Webcontrat est un projet initié en 2009 à la délégation Occitanie Est visant à la création d'un système d'information partagé permettant de simplifier, automatiser, sécuriser et intégrer au sein d'une interface unique le processus des contrats de recherche du CNRS.

Pour l'exercice de cette mission, M. David Munoz demeure affecté à la délégation Occitanie Est, 1919 Rte de Mende, 34000 Montpellier.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC220106MPR

Décision portant nomination de M. David Munoz aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. David Munoz, Ingénieur d'études hors classe, adjoint au responsable du service « finances, achats, comptabilité de la délégation Occitanie Est (SFAC), est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué aux ressources, pour la Mission aide au pilotage et relations avec les délégations régionales et les instituts (MPR), direction rattachée à la DGDR, du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022, pour assurer la coordination métier SFC au sein de l'équipe Webcontrat.

Webcontrat est un projet initié en 2009 à la délégation Occitanie Est visant à la création d'un système d'information partagé permettant de simplifier, automatiser, sécuriser et intégrer au sein d'une interface unique le processus des contrats de recherche du CNRS.

Pour l'exercice de cette mission, M. David Munoz demeure affecté à la délégation Occitanie Est, 1919 Rte de Mende, 34000 Montpellier.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le Président-directeur général

CNRS - Direction générale déléguée aux ressources (DGD-R)

Mission aide au pilotage et relations avec les Délégations Régionales et les instituts (MPR)

3, rue Michel-Ange - 75794 Paris Cedex 16

T. 01 44 96 48 64

www.cnrs.fr



Antoine Petit



DEC222019MPR

Décision portant fin de fonctions de Mme Chantal Ginestoux, chargée de mission

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC220406MPR du 19/01/2022 portant nomination de Mme Chantal Ginestoux aux fonctions de chargée de mission ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Il est mis fin, à compter du 31/05/2022, aux fonctions de chargé(e) de mission, exercées par Mme Chantal Ginestoux auprès du directeur général délégué aux ressources pour pour la Mission aide au pilotage et relations avec les délégations régionales et les instituts (MPR), direction rattachée à la DGDR.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le Président-directeur général
Antoine Petit

CNRS - Direction générale déléguée aux ressources (DGD-R)

Mission aide au pilotage et relations avec les Délégations Régionales et les Instituts (MPR)

3, rue Michel-Ange - 75794 Paris Cedex 16

T. 01 44 96 48 64

www.cnrs.fr



DEC214096MPR

Décision portant nomination de M. Jocelyn Méré aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Jocelyn Méré, ingénieur de recherche hors classe CNRS, adjoint au délégué régional de la délégation Occitanie Est du CNRS, est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué aux ressources, pour la Mission aide au pilotage et relations avec les délégations régionales et les instituts (MPR), direction rattachée à la DGDR, du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022, afin d'assurer le pilotage du projet Webcontrat.

Webcontrat est un projet initié en 2009 à la délégation Occitanie Est visant à la création d'un système d'information partagé permettant de simplifier, automatiser, sécuriser et intégrer au sein d'une interface unique le processus des contrats de recherche du CNRS.

Pour l'exercice de cette mission, M. Jocelyn Méré demeure affecté à la délégation Occitanie Est, 1919 Rte de Mende, 34000 Montpellier.

Article 2

Du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022, M. Jocelyn Méré percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Occitanie Est.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

CNRS - Direction générale déléguée aux ressources (DGD-R)

Mission aide au pilotage et relations avec les Délégations Régionales et les instituts (MPR)

3, rue Michel-Ange - 75794 Paris Cedex 16

T. 01 44 96 48 64

www.cnrs.fr



Le Président-directeur général
Antoine Petit

CNRS - Direction générale déléguée aux ressources (DGD-R)

Mission aide au pilotage et relations avec les Délégations Régionales et les instituts (MPR)

3, rue Michel-Ange - 75794 Paris Cedex 16

T. 01 44 96 48 64

www.cnrs.fr



DEC220413MPR

Décision portant nomination de Mme Christelle Sandoval aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Christelle Sandoval, Ingénieur d'études de classe normale, responsable du pôle Europe au service partenariat et valorisation de la délégation Occitanie Est, est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué aux ressources, pour la Mission aide au pilotage et relations avec les délégations régionales et les instituts (MPR), direction rattachée à la DGDR, du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2022, pour assurer la coordination métier Europe au sein de l'équipe Webcontrat.

Webcontrat est un projet initié en 2009 à la délégation Occitanie Est visant à la création d'un système d'information partagé permettant de simplifier, automatiser, sécuriser et intégrer au sein d'une interface unique le processus des contrats de recherche du CNRS.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Christelle Sandoval demeure affectée à la délégation Occitanie Est, 1919 Rte de Mende, 34000 Montpellier.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

CNRS - Direction générale déléguée aux ressources (DGD-R)

Mission aide au pilotage et relations avec les Délégations Régionales et les Instituts (MPR)

3, rue Michel-Ange - 75794 Paris Cedex 16

T. 01 44 96 48 64

www.cnrs.fr



Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC222852INEE

Décision portant nomination de MOUQUET Nicolas aux fonctions de délégué scientifique en institut

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs.

Sur proposition de Stéphane blanc, Directeur de l'INEE.

DECIDE :

Article 1^{er}

MOUQUET Nicolas, Directeur de Recherche 2^{ème} Classe, est nommé délégué scientifique en institut auprès de l'Institut Ecologie et Environnement (INEE) du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024.

La quotité consacrée à cette mission est de 50% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de délégué scientifique en institut auprès de l'INEE, MOUQUET Nicolas est en charge du suivi des actions au sein de la FRB ainsi que de représenter l'INEE et le CNRS auprès des partenaires de la direction de la FRB.



Article 3

MOUQUET Nicolas, demeure rattaché à l'UMR9190 - Biodiversité Marine, Exploitation et Conservation (MARBEC) - Université de Montpellier - Case courrier 093 - Place Eugène Bataillon - 34095 Montpellier cedex 5 - relevant de la délégation Occitanie Est (DR13).

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 05/12/2022

Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL

Conformément à la réglementation en vigueur, vous avez la possibilité, si vous le désirez, dans le délai de deux mois, à compter de la date de la notification de la présente décision :

- soit de vous pourvoir contre celle-ci devant le tribunal administratif,
- soit, de former préalablement à toute action en justice un recours gracieux ou hiérarchique. Dans ce cas, vous disposeriez, pour vous pourvoir devant le tribunal administratif, d'un délai de deux mois commençant à courir :
- en cas de lettre rejetant votre recours, à la date de réception de cette lettre,
- en cas de non réponse à votre recours pendant deux mois, à la date d'expiration du deuxième mois.



DEC222851INEE

Décision portant nomination de FOUILLAND Eric aux fonctions de délégué scientifique en institut

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs.

Sur proposition de Stéphane blanc, Directeur de l'INEE.

DECIDE :

Article 1^{er}

FOUILLAND, Eric, Chargé de Recherche Classe Normale, est nommé délégué scientifique en institut auprès de L'Institut Ecologie et Environnement (INEE) du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024.

La quotité consacrée à cette mission est de 60% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de délégué scientifique en institut auprès de l'INEE, FOUILLAND Eric est en charge du suivi des actions de valorisation menées à l'Institut.



Article 3

FOUILLAND Eric demeure demeure rattaché à l'UMR9190 - Biodiversité Marine, Exploitation et Conservation (MARBEC) - Université de Montpellier - Case courrier 093 - Place Eugène Bataillon - 34095 Montpellier cedex 5 - relevant de la délégation Occitanie Est (DR13).

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 05/12/2022

Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL

Conformément à la réglementation en vigueur, vous avez la possibilité, si vous le désirez, dans le délai de deux mois, à compter de la date de la notification de la présente décision :

- soit de vous pourvoir contre celle-ci devant le tribunal administratif,
- soit, de former préalablement à toute action en justice un recours gracieux ou hiérarchique. Dans ce cas, vous disposeriez, pour vous pourvoir devant le tribunal administratif, d'un délai de deux mois commençant à courir :
- en cas de lettre rejetant votre recours, à la date de réception de cette lettre,
- en cas de non réponse à votre recours pendant deux mois, à la date d'expiration du deuxième mois.



DEC222913INEE

Décision portant nomination de Mme Frédérique Viard aux fonctions de déléguée scientifique en institut

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs

Sur proposition de M. Stéphane Blanc, directeur de l'Institut écologie et environnement,

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Frédérique Viard, directrice de recherche au CNRS, est nommée déléguée scientifique en institut auprès de l'Institut écologie et environnement, du 1^{er} janvier 2023 au 30 juin 2023.

La quotité consacrée à cette mission est de 40% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de déléguée scientifique en institut auprès de l'Institut écologie et environnement, la mission de Mme Frédérique Viard a pour objet le pilotage et le suivi des actions liées aux océans, en lien avec les autres instituts du CNRS. A ce titre, elle représentera le CNRS au sein de la Taskforce Océan et dans le bureau du KAN Ocean de Future Earth.

Article 3

Mme Frédérique Viard demeure rattachée à l'UMR5554 intitulée « Institut des sciences de l'évolution de Montpellier (ISEM) », Site du Triolet, bât 22, place Eugène Bataillon, BP065, 34095 Montpellier cedex 5, relevant de la délégation Occitanie est.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL

CNRS

Campus Gérard Mégie

3, rue Michel Ange

75794 Paris Cedex 16

T. 01 44 96 40 00

www.cnrs.fr



DEC222603INEE

Décision portant nomination de Mme Alexandra Magro aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'Unité Mixte de Recherche n°5174 intitulée « Évolution et Diversité Biologique (EDB) »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5174 intitulée « Évolution et Diversité Biologique (EDB) » et nommant M. Jean-Louis Hemptinne, directeur adjoint de cette unité ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. A compter du 1^{er} septembre 2022, il est mis fin aux fonctions de M. Jean-Louis Hemptinne, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche susvisée, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

II. A compter de cette même date, Mme Alexandra Magro, Professeur à l'Ecole nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole (ENSFEA), est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président – directeur général

Antoine Petit



DEC222793DRE

Décision portant nomination de M. Philippe TAILHADES aux fonctions de délégué scientifique direction fonctionnelle

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs

Sur proposition de la directrice de la direction des relations avec les entreprises;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Philippe TAILHADES, directeur de recherche est nommé délégué scientifique auprès de la Direction des Relations avec les Entreprises (DRE), du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

La quotité consacrée à cette mission est de 20% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de délégué scientifique auprès de la Direction des Relations avec les Entreprises (DRE), M. Philippe TAILHADES est en charge d'assurer la coordination avec les acteurs institutionnels participants au financement de ces projets ou participants aux politiques publiques de financement de la recherche, notamment les pôles de compétitivité, les Instituts Carnot, les ITE et IRT, etc....



Article 3

M. Philippe TAILHADES demeure rattaché à l'UMR5085 Centre Interuniversitaire de Recherche et d'Ingénierie des Matériaux (CIRIMAT) Université Toulouse - Paul Sabatier - Bâtiment CIRIMAT – LCMIE, 118 route de Narbonne 31062 Toulouse CEDEX 9 relevant de la délégation DR14 - Occitanie Ouest

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 02.12.2022

Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL

Conformément à la réglementation en vigueur, vous avez la possibilité, si vous le désirez, dans le délai de deux mois, à compter de la date de la notification de la présente décision :

- soit de vous pourvoir contre celle-ci devant le tribunal administratif,
- soit, de former préalablement à toute action en justice un recours gracieux ou hiérarchique. Dans ce cas, vous disposeriez, pour vous pourvoir devant le tribunal administratif, d'un délai de deux mois commençant à courir :
 - en cas de lettre rejetant votre recours, à la date de réception de cette lettre,
 - en cas de non réponse à votre recours pendant deux mois, à la date d'expiration du deuxième mois.

DEC222863PDT

Décision portant nomination de Mme Claire GOUNY aux fonctions de chargée de mission à temps partiel

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 modifié relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Claire GOUNY, Ingénieure de recherche de 2^{ème} classe, responsable de la communication de la délégation régionale Aquitaine, est nommée chargée de mission auprès de la Directrice de cabinet du président-directeur général du 1^{er} novembre 2022 au 30 octobre 2024.

Sa mission a pour objet d'assurer une veille active et instrumentée sur les thématiques nationales émergentes, en lien avec les actions des collectivités territoriales afin d'identifier les réseaux d'influence en régions.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Claire GOUNY demeure affectée à la délégation régionale Aquitaine - Esplanade des Arts et Métiers - 33402 Talence cedex

Article 2

Du 1^{er} novembre 2022 au 30 octobre 2023, Mme Claire GOUNY percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 - Subvention d'état (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation régionale Aquitaine

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 12 décembre 2022

Antoine Petit



DEC221665INSMI

Décision portant nomination de M. Vincent KOZIARZ aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche UMR 5251 intitulée « Institut de Mathématiques de Bordeaux » (IMB).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°52521 intitulée « Institut de Mathématiques de Bordeaux » (IMB) et nommant M. Marc ARNAUDON directeur de cette unité ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}


A compter du 1^{er} janvier 2023, M. Vincent KOZIARZ, professeur à l'université de Bordeaux, est nommé directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, pour la durée fixée dans la décision DEC213767DGDS portant renouvellement de l'unité UMR 5251, en remplacement de M. Marc ARNAUDON, appelé à d'autres fonctions.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

22 DEC. 2022



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC222684INSIS

Décision portant cessation de fonctions et nomination par intérim de M. Jean-Paul CALLOT, directeur et M. Guillaume GALLIERO, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche UMR5150 intitulée "Laboratoire des Fluides Complexes et leurs Réservoirs" (LFCR)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5150 intitulée Laboratoire des Fluides Complexes et leurs Réservoirs (LFCR) ;

Vu l'accord des partenaires tutelles principales ;

Vu l'accord du conseil de laboratoire.

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Guillaume GALLIERO, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, à compter du 1^{er} janvier 2023.

II. A compter de cette même date, MM. Jean-Paul CALLOT et Guillaume GALLIERO, professeurs des universités à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour sont nommés respectivement, par intérim, directeur et directeur adjoint de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 30 juin 2023.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 28 novembre 2022.

Le président - directeur général

Antoine Petit



DEC223055DCIF

Décision portant cessation de Madame Catherine FAUCHET de ses fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Paris Michel-Ange » du CNRS, de Madame Marie CHANTREUIL-RIVETTE de ses fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Normandie » du CNRS et nomination de Madame Catherine FAUCHET aux fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Paris-Normandie » du CNRS

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée, portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS

Vu la décision DEC191635DCIF du 17 juin 2019 portant nomination de Madame Catherine FAUCHET aux fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Paris Michel-Ange » du CNRS

Vu la décision DEC213411DCIF du 8 novembre 2021 portant nomination de Madame Marie CHANTREUIL-RIVETTE aux fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Normandie » du CNRS

Vu l'agrément de la Direction générale des Finances publiques donnée par lettre RH-1B/2022/12/3111 du 16 décembre 2022 pour la nomination de Madame Catherine FAUCHET aux fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Paris-Normandie » du CNRS

Vu, l'avis favorable de l'Administratrice des Finances publiques, Agent comptable principal du CNRS

DECIDE

Article 1^{er}

Madame Catherine FAUCHET, Inspectrice divisionnaire des Finances publiques hors classe, cessera ses fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Paris Michel-Ange » à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 2

Madame Marie CHANTREUIL-RIVETTE, Inspectrice des Finances publiques, cessera ses fonctions d'agent comptable secondaire de la délégation régionale « Normandie » à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 3

A cette même date, Madame Catherine FAUCHET, Inspectrice divisionnaire des Finances publiques hors classe, est nommée agent comptable secondaire de la délégation régionale « Paris - Normandie ».

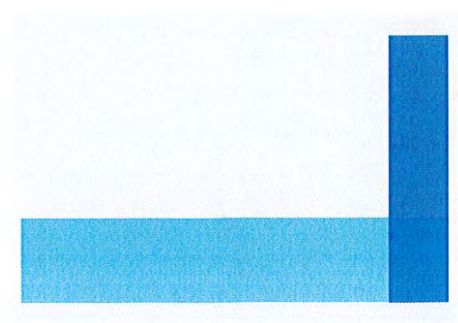


Article 4

La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 19 décembre 2022

Le Président-directeur général
Antoine PETIT



DEC221744INEE

Décision portant nomination de M. Fabian Blanchard aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'Unité d'appui et de recherche n°3456 intitulée « Laboratoire écologie, évolution, interactions des systèmes amazoniens (LEEISA) ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213787DGDS en date du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'Unité d'appui et de recherche n°3456 intitulée « Laboratoire écologie, évolution, interactions des systèmes amazoniens (LEEISA) » et nommant M. Vincent Goujon, directeur de cette unité ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2022, M. Fabian Blanchard, délégué régional IFREMER, est nommé directeur adjoint par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée pour la durée fixée dans la décision DEC213787DGDS portant renouvellement de l'unité d'appui et de recherche n°3456.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président – directeur général

Antoine Petit



DEC222889INSHS

Décision portant nomination de Monsieur Thomas FAUCHER aux fonctions de directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche UAR3134 intitulée Centre d'Etudes Alexandrines (CEAlex) et cessation de fonctions de Madame Marie-Dominique NENNA.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213784DGDS en date du 20 décembre 2021 portant renouvellement d'unités sous la forme d'unités d'appui et de recherche et renouvellement de Madame Dominique NENNA aux fonctions de directrice du Centre d'études Alexandrines (UAR3134) ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

Vu l'avis des partenaires ;

DECIDE :

Article 1^{er}


1- Il est mis fin aux fonctions de Madame Marie-Dominique NENNA, directrice de l'unité d'appui et de recherche susvisée, appelée à d'autres fonctions à compter du 1^{er} janvier 2023.

2- A compter de cette même date, Monsieur Thomas FAUCHER, chargé de recherche CNRS, est nommé directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2023.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **22 DEC. 2022**



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC222576INSHS

Décision portant cessation de fonctions de Mme Immaculada Fabregas, directrice adjointe, et nomination de M. Ronan Calvez et de M. Frédéric Pugnière-Saavedra aux fonctions de directeurs adjoints par intérim de l'unité d'appui et de recherche n° 3549 intitulée Maison des sciences de l'homme en Bretagne

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213771DGDS en date du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité d'appui et de recherche n° 3549 intitulée Maison des sciences de l'homme en Bretagne, et nommant M. Nicolas Thély et Mme Immaculada Fabregas, respectivement aux fonctions de directeur et de directrice adjointe de cette unité ;

Vu l'accord du partenaire tutelle principale ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Il est mis fin aux fonctions de Mme Immaculada Fabregas, directrice adjointe de l'unité d'appui et de recherche n° 3549 intitulée Maison des sciences de l'homme en Bretagne, démissionnaire, à compter du 1^{er} novembre 2022.

A compter de cette même date, M. Ronan Calvez, Professeur à l'université de Bretagne Occidentale et M. Frédéric Pugnière-Saavedra, Maître de conférences à l'université de Bretagne Sud, sont nommés directeurs adjoints par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée, pour la période du 1^{er} novembre 2022 au 31 juillet 2023.

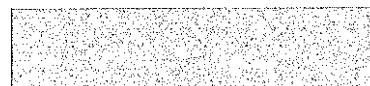

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

22 DEC. 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC222767MPR

Décision portant nomination de Mme Mariette Nivard aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Mariette Nivard, ingénieur d'études 2^e classe CNRS, responsable administrative du Laboratoire «Ecosystèmes, Biodiversité, Evolution» (ECOBIO - UMR6553, CNRS/Université Rennes 1), est nommée en qualité de chargée de mission auprès du directeur général délégué aux ressources, pour la Mission aide au pilotage et relations avec les délégations régionales et les instituts (MPR), direction rattachée à la DGDR, du 17 octobre 2022 au 16 octobre 2023.

Mme Mariette Nivard mettra son expertise au service du projet Portail DATA au sein du projet USER FIRST piloté par la MPR et lauréat du Fonds pour la transformation de l'action publique. Le Portail DATA a pour objectif de mettre à disposition des unités des données concernant leurs activités, utilisables pour leurs propres besoins de pilotage, la réponse aux enquêtes de leurs tutelles et, entre autres, la préparation de leur évaluation HCERES.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Mariette Nivard demeure affectée au Laboratoire ECOBIO, Université de Rennes1 / Campus de Beaulieu, 263 avenue du Général Leclerc, 35042 Rennes Cedex.

Article 2

Du 17 octobre 2022 au 16 octobre 2023, Mme Mariette Nivard percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 - subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Bretagne et pays de la Loire.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le Président-directeur général

CNRS - Direction générale déléguée aux ressources (DGD-R)

Mission aide au pilotage et relations avec les Délégations Régionales et les instituts (MPR)

3, rue Michel-Ange - 75794 Paris Cedex 16
T. 01 44 96 48 64

www.cnrs.fr

Antoine Petit

CNRS - Direction générale déléguée aux ressources (DGD-R)

Mission aide au pilotage et relations avec les Délégations Régionales et les instituts (MPR)

3, rue Michel-Ange - 75794 Paris Cedex 16

T. 01 44 96 48 64

www.cnrs.fr



DEC222641DRE

Décision portant nomination de Mme Virginie HOEL aux fonctions de déléguée scientifique en direction fonctionnelle

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs

Sur proposition de la directrice de la direction des relations avec les entreprises - DRE ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Virginie HOEL, Professeur des universités de 2e classe est nommée déléguée scientifique auprès de la Direction des Relations avec les Entreprises (DRE), filière industrie électronique, du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2024.

La quotité consacrée à cette mission est de 20 % d'un temps plein.

Article 2

En qualité de déléguée scientifique auprès de la Direction des Relations avec les Entreprises (DRE), filière industrie électronique, Mme Virginie HOEL est en charge d'identifier l'ensemble des compétences scientifiques existantes et des domaines prospectifs associés des laboratoires sous tutelle CNRS afin de proposer à la Direction des relations avec les entreprises une stratégie de valorisation et de partenariat transversale adaptée à la filière industrie électronique.



Article 3

Mme Virginie HOEL demeure rattachée à l'UMR8520 Institut d'électronique, de microélectronique et de nanotechnologie (IEMN), Université de Lille IEMN Antenne DHS, Cité scientifique - Bât P3, 59655 VILLENEUVE D'ASCQ CEDEX relevant de la délégation Régionale Hauts-de-France.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 28 octobre 2022

Pour le Président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL

Conformément à la réglementation en vigueur, vous avez la possibilité, si vous le désirez, dans le délai de deux mois, à compter de la date de la notification de la présente décision :

- soit de vous pourvoir contre celle-ci devant le tribunal administratif,
- soit, de former préalablement à toute action en justice un recours gracieux ou hiérarchique. Dans ce cas, vous disposeriez, pour vous pourvoir devant le tribunal administratif, d'un délai de deux mois commençant à courir :
- en cas de lettre rejetant votre recours, à la date de réception de cette lettre,
- en cas de non réponse à votre recours pendant deux mois, à la date d'expiration du deuxième mois.

DEC222018MPR

Décision portant nomination de Mme Caroline Chanteloup aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Caroline Chanteloup, Assistant Ingénieur, gestionnaire au service des ressources humaines de la délégation Normandie, est nommée chargée de mission auprès du directeur général délégué aux ressources, pour la Mission aide au pilotage et relations avec les délégations régionales et les instituts (MPR), direction rattachée à la DGDR, du 1^{er} juin 2022 au 31 décembre 2022, pour assurer la coordination métier RH au sein de l'équipe Webcontrat.

Webcontrat est un projet initié en 2009 à la délégation Occitanie Est visant à la création d'un système d'information partagé permettant de simplifier, automatiser, sécuriser et intégrer au sein d'une interface unique le processus des contrats de recherche du CNRS.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Caroline Chanteloup demeure affectée à la délégation Normandie, 14 Rue Alfred Kastler, 14000 Caen

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

21/07/22

Le Président-directeur général
Antoine Petit

CNRS - Direction générale déléguée aux ressources (DGD-R)

Mission aide au pilotage et relations avec les Délégations Régionales et les Instituts (MPR)

3, rue Michel-Ange - 75794 Paris Cedex 16

T. 01 44 96 48 64

www.cnrs.fr

DEC222960INSMI

Décision portant nomination de M. Vlad Stefan BARBU aux fonctions de directeur de la fédération de recherche FR3335 intitulée « Normandie Mathématiques » (NorMath).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213769DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de la fédération de recherche n°3335 intitulée « Normandie Mathématiques » (NorMath) et nommant M. Paolo BELLINGERI directeur de cette unité ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

Vu l'avis du conseil scientifique du 2 juin 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2023, M. Vlad Stefan BARBU Professeur à l'université Rouen Normandie, est nommé directeur de la fédération de recherche susvisée, pour la durée fixée dans la décision DEC213769DGDS portant renouvellement de l'unité FR3335, en remplacement de M. Paolo BELLINGERI.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

22 DEC. 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC222864INEE

Décision portant nomination de Mme Marie-Yasmine Dechraoui Bottein aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'Unité Mixte de Recherche n°7035 intitulée « Ecology and Conservation Science for Sustainable Seas (ECOSEAS) »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC181899DGDS en date du 21 décembre 2018 portant création de l'unité mixte de recherche n°7035 intitulée « Ecosystèmes côtiers marins et réponses aux stress (ECOMERS) » ;

Vu la décision DEC192016INEE en date du 25 juillet 2019 portant modification de l'intitulé de l'unité mixte de recherche n°7035 comme suit « Ecology and Conservation Science for Sustainable Seas » (ECOSEAS) ;

Vu la décision DEC212471INEE en date du 22 juillet 2021 portant nomination de Mme Cécile Sabourault aux fonctions de directrice de l'unité susvisée ;

Vu l'accord du partenaire cotutelle principale ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. A compter du 1^{er} septembre 2022, Mme Marie-Yasmine Dechraoui Bottein, Professeure des universités à l'Université Côte d'Azur, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président – directeur général

Antoine Petit



DEC22023INSU

Décision portant nomination de FERRARI Chiara aux fonctions de déléguée scientifique en institut à l'INSU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu les lignes directrices de gestion CNRS n° DEC221843DRH du 30 juin 2022 relatives au régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;

Vu la décision n° DEC221845DRH du 30 juin 2022 portant répartition des fonctions ou responsabilités particulières dans les groupes de fonctions et fixant les montants de l'indemnité associée du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs

Sur proposition de ARNAUD Nicolas, directeur de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

FERRARI Chiara, Astronome à l'Observatoire de la Cote d'Azur, est nommée déléguée scientifique en institut auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU), du 01/10/2022 au 30/09/2024.

La quotité consacrée à cette mission est de 25% d'un temps plein.

Article 2

En qualité de déléguée scientifique en institut auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU), FERRARI Chiara est en charge de l'aide au suivi des programmes et projets de l'Institut dans les domaines de la radioastronomie, de la cosmologie et l'étude des galaxies. Cela comprend notamment les grandes infrastructures SKAO et LOFAR-ILT, les missions spatiales du domaine (Euclid, LiteBIRD), ainsi que le suivi de l'Observatoire Radio-astronomique de Nançay. Elle sera également responsable du suivi pour l'INSU des activités du Programme National Cosmologie et Galaxies, PNCG. Elle pourra aussi être amenée à apporter son expertise sur toute évaluation nécessaire à la direction de l'INSU, ainsi que de la représenter dans les instances et événements scientifiques de son domaine de compétence.



Article 3

FERRARI Chiara demeure rattachée à UMR7293 - Laboratoire J-L Lagrange - Institut national des sciences de l'univers relevant de la délégation Côte d'Azur (DR20).

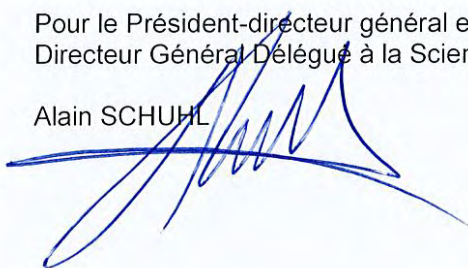
Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 12 décembre 2022

Pour le Président-directeur général et par délégation
Directeur Général Délégué à la Science

Alain SCHUHL



Conformément à la réglementation en vigueur, vous avez la possibilité, si vous le désirez, dans le délai de deux mois, à compter de la date de la notification de la présente décision :

- soit de vous pourvoir contre celle-ci devant le tribunal administratif,
- soit, de former préalablement à toute action en justice un recours gracieux ou hiérarchique. Dans ce cas, vous disposeriez, pour vous pourvoir devant le tribunal administratif, d'un délai de deux mois commençant à courir :
 - en cas de lettre rejetant votre recours, à la date de réception de cette lettre,
 - en cas de non réponse à votre recours pendant deux mois, à la date d'expiration du deuxième mois.



DEC221033INSHS

Décision portant fin de fonctions de M. Emmanuel Henry, chargé de mission

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission du CNRS ;]

Vu la décision n°DEC213305INSHS du 22 octobre 2021 portant nomination de M. Emmanuel Henry aux fonctions de chargé de mission ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Il est mis fin, à compter du 30/11/2021, aux fonctions de chargé de mission, exercées par M. Emmanuel Henry auprès du directeur général délégué à la science pour l'Institut des sciences humaines et sociales.

Article 2

La présente décision sera mise en œuvre par la délégation Paris-Centre.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 24/03/2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC222756DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Philippe Silar pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR8236 intitulée « Laboratoire Interdisciplinaire des Énergies de Demain » (LIED)

LE(LA) DIRECTEUR(TRICE) D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR8236, intitulée « Laboratoire Interdisciplinaire des Energies de Demain », dont le directeur est Monsieur Mathieu Arnoux ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Philippe Silar, professeur des universités de 1^{ère} classe, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe Silar, délégation est donnée à Monsieur Laurent Royon, professeur de 2^{ème} classe aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 1^{er} novembre 2022

Le directeur d'unité
Mathieu Arnoux

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC222757DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Rhalida Linda Amrani pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8239 intitulée « Centre d'Études Européennes et de Politique Comparée » (CEE)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR8239 intitulée « Centre d'Études Européennes et de Politique Comparée » (CEE), dont la directrice est Madame Florence Faucher ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Rhalida Linda Amrani, assimilée catégorie A de la fonction publique, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

La décision n° DEC211660DR01 du 15 mars 2021 donnant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés est abrogée.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 1^{er} septembre 2022

La directrice d'unité
Florence Faucher,

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC22221DR02

Décision portant délégation de signature à M. Gilles CRAMBERT, directeur de l'unité EMR8228 intitulée Métabolisme et physiologie rénales, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181909DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité ERL8228 intitulée Métabolisme et physiologie rénales, dont le directeur est M. Gilles CRAMBERT ;

Vu la décision DEC213796DGDS du 20 décembre 2021 portant recodification des ERL en EMR ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Gilles CRAMBERT, directeur de l'EMR8228, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles CRAMBERT, délégation de signature est donnée à M. Pascal HOUILLIER (PUPH1) et à Madame Dalila HAKER (TCS) aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22222DR02

Décision portant délégation de signature à M. Xavier CARRIER, directeur de l'unité FR2482 intitulée Fédération de Chimie et Matériaux de Paris-Centre - FCMat, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181904DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité FR2482, intitulée Institut des matériaux de Paris Centre, dont le directeur est M. Xavier CARRIER;

Vu la décision DEC212591INC du 22 juillet 2021 portant changement d'intitulé pour " Fédération de Chimie et Matériaux de Paris-Centre" à compter du 1er septembre 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Xavier CARRIER, directeur de la FR2482, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Xavier CARRIER, délégation de signature est donnée à Mme Nathalie FRANCOIS (AI) aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22223DR02

Décision portant délégation de signature à M. François ROCHET, directeur de l'unité FR2622 intitulée Institut Parisien de Chimie Physique et Théorique - IP2CT, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181904DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité FR2622 intitulée Institut Parisien de Chimie Physique et Théorique - IP2CT, dont le directeur est M. François ROCHET;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. François ROCHET, directeur de la FR2622, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222224DR02

Décision portant délégation de signature à M. Christian MOUGIN, directeur de l'unité FR3020 intitulée Fédération Ile de France de recherche sur l'environnement - FIRE, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181904DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité FR3020 intitulée Fédération Ile de France de recherche sur l'environnement - FIRE ;

Vu la décision DEC212600DGDS du 4 janvier 2021 portant modification des dispositions relatives aux partenaires de la fédération de recherche FR3020 intitulée Fédération Ile de France de recherche sur l'environnement

Vu la décision DEC210002INEE du 4 février 2021 portant nomination de M. Christian MOUGIN aux fonctions de directeur de la fédération de recherche n°3020 à compter du 1er janvier 2021

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christian MOUGIN, directeur de la FR3020, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur



au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian MOUGIN, délégation de signature est donnée à M. Naoise NUNAN (DR), directeur-adjoint et Mme Anne CARDODO (AI), gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22225DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Ina REICHE, directrice de l'unité FR3506 intitulée New-AGLAE, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC183283DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité FR3506 intitulée New-AGLAE,

Vu la décision DEC213881INC du 20 janvier 2022 portant nomination de Madame Ina REICHE et de M. François MIRAMBET, respectivement aux fonctions de directrice et directeur-adjoint de la fédération de recherche FR3506 « New-Aglae » à compter du 20 janvier 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Ina REICHE, directrice de la FR3506, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Ina REICHE, délégation de signature est donnée à M. Jean-Michel LOYER-HASCOET, administrateur civil, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222226DR02

Décision portant délégation de signature à M. Bruno MIROUX, directeur de l'unité FR550 intitulée Institut de biologie physico-chimique - IBPC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC183031DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité FR550 intitulée Institut de biologie physico-chimique - IBPC, dont le directeur est M. Bruno MIROUX;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Bruno MIROUX, directeur de la FR550, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno MIROUX, délégation de signature est donnée à Mme Carine TISNE, directrice-adjointe, Mme Goundo BARADJI, Secrétaire générale, et Mme Stéphanie BAILLE, assistante en gestion administrative, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22228DR02

Décision portant délégation de signature à M. Laurent PONCET, directeur de l'unité UAR2006 intitulée Patrimoine Naturel - PATRINAT, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC190302INEE du 29 janvier 2019 portant création au 11 décembre 2017 pour 5 ans de l'unité UAR2006 intitulée Patrimoine Naturel - PATRINAT, dont le directeur est M. Laurent PONCET;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Laurent PONCET, directeur de l' UAR2006, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22229DR02

Décision portant délégation de signature à M. Frederic COQUELLE, directeur de l'unité UAR2016 intitulée Multimodal Imaging Center (Centre d'Imagerie Multimodale) - MIC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'Unité et recodification en UAR de l'unité UAR2016 intitulée Multimodal Imaging Center (Centre d'Imagerie Multimodale) - MIC, dont le directeur est M. Frederic COQUELLE;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Frederic COQUELLE, directeur de l' UAR2016, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement M. Frédéric COQUELLE, délégation de signature est donnée à Mme Sandrine BOURGEOIS (TCN), gestionnaire administrative, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22230DR02

Décision portant délégation de signature à M. Dominique AVON, directeur de l'unité UAR2500 intitulée Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman - IISMM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181905DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMS2000 intitulée Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman - IISMM, dont le directeur est M. Dominique AVON;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant recodification en UAR2500 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Dominique AVON, directeur de l'UAR2500, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique AVON, délégation de signature est donnée à Mme Emmanuelle GRAVEJAT (SAENSR), responsable financière, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22231DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Claire GACHON, directrice de l'unité UAR2700 intitulée Acquisition et Analyse de Données pour l'histoire naturelle - 2AD, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181905DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UAR2700 intitulée Acquisition et Analyse de Données pour l'histoire naturelle - 2AD ;

Vu la décision DEC210235INEE du 4 février 2021 portant nomination de Mme Claire GACHON aux fonctions de directrice de l'unité mixte de service UMS2700 à compter du 1er janvier 2021

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités mixtes de service (UMS) en Unités d'appui et de recherche (UAR)

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Claire GACHON, directrice de l'UAR2700, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités



publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claire GACHON, délégation de signature est donnée à Mme Isabelle CHAVENEAU, responsable administrative et financière (T) et à Mme Patricia WILS (IR), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22232DR02

Décision portant délégation de signature à M. Sébastien OLIVEAU, directeur de l'unité UAR2506 intitulée USR PROGEDO, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181907DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité USR2006 intitulée USR PROGEDO, dont le directeur est M. Sébastien OLIVEAU;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant recodification en UAR2506 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Sébastien OLIVEAU, directeur de l'UAR2506, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sébastien OLIVEAU, délégation de signature est donnée à Mme Claire VANDEMOORTELE (IE), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222242DR02

Décision portant délégation de signature à M. Jean-François LE GALLIARD, directeur de l'unité UAR3194 intitulée Centre de recherche en écologie expérimentale et prédictive - Ecotron IleDeFrance - CEREEP, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC183282DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMS3194 intitulée Centre de recherche en écologie expérimentale et prédictive - Ecotron IleDeFrance - CEREEP, dont le directeur est M. Jean-François LE GALLIARD ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant recodification des UMS en UAR ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-François LE GALLIARD, directeur de l'UAR3194, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Jean-François LE GALLIARD, délégation de signature est donnée à Mme Sophie VAZQUEZ (AI), responsable administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22243DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Christine ANDRAUD, directrice de l'unité UAR3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation - CRC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181907DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UAR3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation - CRC ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités mixtes de service (UMS) en Unités d'appui et de recherche (UAR)

Vu la décision DEC222042 du 26 juillet 2022 portant nomination de Mme Christine ANDRAUD aux fonctions de directrice de l'UMR3224 à compter du 1er septembre 2022

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Christine ANDRAUD, directrice de l'UAR3224, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine ANDRAUD, délégation de signature est donnée à Mme Anne-Laurence DUPONT (DR2), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22244DR02

Décision portant délégation de signature à M. Vincent ROGER DE GARDELLE, directeur de l'unité UAR3332 intitulée Relais d'information sur les sciences de la cognition - RISC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181905DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMS3332 intitulée Relais d'information sur les sciences de la cognition - RISC, dont le directeur est M. Vincent ROGER DE GARDELLE ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant recodification des UMS en UAR ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Vincent ROGER DE GARDELLE, directeur de l'UAR3332, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent ROGER DE GARDELLE, délégation de signature est donnée à Mme Marie-Claude JAHAN (AI), gestionnaire administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22245DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Cécile CALLOU, directrice de l'unité UAR3468 intitulée Bases de données sur la Biodiversité, Ecologie, Environnement et Sociétés - BBEES, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC183282DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMS3468 intitulée Bases de données sur la Biodiversité, Ecologie, Environnement et Sociétés - BBEES, dont la directrice est Mme Cécile CALLOU;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant recodification des UMS en UAR ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Cécile CALLOU, directrice de l'UAR3468, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Cécile CALLOU, délégation de signature est donnée à Mme Chloé MARTIN (IR), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222246DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie ROUX, directrice de l'unité UAR3608 intitulée République des savoirs : Lettres, Sciences, Philosophie, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181907DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité USR3608 intitulée République des savoirs : Lettres, Sciences, Philosophie, dont la directrice est Mme Sophie ROUX;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant recodification des USR en UAR ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sophie ROUX, directrice de l'UAR3608, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie ROUX, délégation de signature est donnée à M. Jean-Charles DARMON (PU), sous-directeur et Mme Solange ROGUE (AI), chargée de l'administration, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222247DR02

Décision portant délégation de signature à M. Mathias GIREL, directeur de l'unité UAR3610 intitulée Centre d'archives en philosophie, histoire et édition des sciences - CAPHÉS, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181905DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMS3610 intitulée Centre d'archives en philosophie, histoire et édition des sciences - CAPHÉS, dont le directeur est M. Mathias GIREL;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant recodification des UMS en UAR ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Mathias GIREL, directeur de l'UAR3610, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Mathias GIREL, délégation de signature est donnée à M. Jeff ALEXANDRE (T), gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222248DR02

Décision portant délégation de signature à M. Bertrand CINQUIN, directeur de l'unité UAR3750 intitulée Unité mixte de service pour la plateforme technologique de l'IPGG - UMS IPGG, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181905DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UAR3750 intitulée Unité mixte de service pour la plateforme technologique de l'IPGG - UMS IPGG ;

Vu la décision DEC212654INC du 14 septembre 2021 portant nomination de M. Bertrand CINQUIN aux fonctions de directeur de l'UMS3750 à compter du 1er septembre 2021 ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités mixtes de service (UMS) en Unités d'appui et de recherche (UAR)

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Bertrand CINQUIN, directeur de l'UAR3750, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités



publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bertrand CINQUIN, délégation de signature est donnée à Mme Perrine FRANQUET (T), responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222249DR02

Décision portant délégation de signature à M. Franck PEREZ, directeur de l'unité UMR144 intitulée Biologie cellulaire et cancer, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC190133DGDS du 7 mars 2019 portant renouvellement de l'unité UMR144 intitulée Biologie cellulaire et cancer, dont le directeur est M. Franck PEREZ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Franck PEREZ, directeur de l' UMR144, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Franck PEREZ, délégation de signature est donnée à à Mme Renata BASTO, directrice-adjointe et à Mme Charlotte LOZACH, administratrice, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22250DR02

Décision portant délégation de signature à M. Pascal HERSEN, directeur de l'unité UMR168 intitulée Laboratoire Physico-Chimie Curie - PCC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR168 intitulée Laboratoire Physico-Chimie Curie - PCC,

Vu la décision DEC193030INC du 19 décembre 2019 portant nomination de M. Pascal HERSEN aux fonctions de directeur de l'UMR168 au 1er janvier 2020 ;

DECIDE :

Article 1^{er} Délégation est donnée à M. Pascal HERSEN, directeur de l'UMR168, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal HERSEN, délégation de signature est donnée à M. Mathieu COPPEY (DR), Mme Stéphanie DESCROIX (DR), M. Axel BUGUIN (PU), et M. Fabrice DEMARTHON (IE), administrateur, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22251DR02

Décision portant délégation de signature à M. Antonin MORILLON, directeur de l'unité UMR3244 intitulée Dynamique de l'information génétique : bases fondamentales et cancer - DIG-CANCER, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR3244 intitulée Dynamique de l'information génétique : bases fondamentales et cancer - DIG-CANCER, dont le directeur est M. Antonin MORILLON;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Antonin MORILLON, directeur de l' UMR3244, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Antonin MORILLON, délégation de signature est donnée à Mme Valérie BORDE (DR), directrice-adjointe, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22252DR02

Décision portant délégation de signature à M. Stephan VAGNER, directeur de l'unité UMR3348 intitulée Intégrité du génome, ARN et cancer, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité UMR3348 intitulée Intégrité du génome, ARN et cancer, dont le directeur est M. Stephan VAGNER;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Stephan VAGNER, directeur de l' UMR3348, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stephan VAGNER, délégation de signature est donnée à Mme Sarah LAMBERT (DR), directrice-adjointe et à Mme Pascale LEON (AI), responsable administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22253DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Angela TADDEI, directrice de l'unité UMR3664 intitulée Dynamique du noyau, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR3664 intitulée Dynamique du noyau, dont la directrice est Mme Angela TADDEI;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Angela TADDEI, directrice de l' UMR3664, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Angela TADDEI, délégation de signature est donnée à Mme Caroline AUDOUIN (AR), administratrice, Mme Nathalie DOSTATNI (PU) directrice-adjointe et Mme Marion BELLER (AI), gestionnaire administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22254DR02

Décision portant délégation de signature à M. Ludger JOHANNES, directeur de l'unité UMR3666 intitulée Chimie et Biologie de la Cellule - CBC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR3666 intitulée Chimie et Biologie de la Cellule - CBC, dont le directeur est M. Ludger JOHANNES;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Ludger JOHANNES, directeur de l' UMR3666, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ludger JOHANNES, délégation de signature est donnée à M. Christophe LAMAZE (DR), directeur-adjoint, M. Raphael RODRIGUEZ (DR), chef d'équipe et M. Yannick BONO (IE), administrateur, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22255DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Valérie GUILLARD, directrice de l'unité UMR7088 intitulée Dauphine Recherches en Management - DRM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7088 intitulée Dauphine Recherches en Management - DRM,

Vu la décision DEC190672INSHS du 16 octobre 2019 portant nomination de Mme Valérie GUILLARD aux fonctions de directrice de l'UMR7088 au 1er août 2019;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Valérie GUILLARD, directrice de l'UMR7088, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie GUILLARD, délégation de signature est donnée à Mme Valérie DILON (IE), responsable administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22257DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Andrea-Luz GUTIERREZ CHOQUEVILCA, directrice de l'unité UMR7130 intitulée Laboratoire d'anthropologie sociale - LAS, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7130 intitulée Laboratoire d'anthropologie sociale - LAS,

Vu la décision DEC212393INSHS du 29 octobre 2021 portant nomination de Mme Andréa-Luz Gutierrez-Choquevilca aux fonctions de directrice de l'UMR7130 intitulée « Laboratoire d'Anthropologie Sociale (LAS) » à compter du 1er octobre 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Andrea-Luz GUTIERREZ CHOQUEVILCA, directrice de l'UMR7130, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Andrea-Luz GUTIERREZ-CHOQUEVILCA, délégation de signature est donnée à M. Julien BONHOMME (MC), Mme Linda BRENDLIN (IE) et Mme Patricia RIGOLE (AI), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC22294DR02

Décision portant délégation de signature à M. Yannick DE WILDE, directeur de l'unité UMR7587 intitulée Institut Langevin, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7587 intitulée Institut Langevin,

Vu la décision DEC222507INSIS du 11 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Yannick DE WILDE aux fonctions de directeur par intérim de l'UMR7587 du 1er octobre au 31 décembre 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Yannick DE WILDE, directeur de l'UMR7587, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick DE WILDE, délégation de signature est donnée à Mme Christelle JACQUET (AI) aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222337DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Dominique MEDA, directrice de l'unité UMR7170 intitulée Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales - IRISSO, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7170 intitulée Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales - IRISSO, dont la directrice est Mme Dominique MEDA;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Dominique MEDA, directrice de l' UMR7170, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Dominique MEDA, délégation de signature est donnée à M. François-Xavier DUDOUET (DR), directeur-adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222338DR02

Décision portant délégation de signature à M. Pierre-Yves LAGREE, directeur de l'unité UMR7190 intitulée Institut Jean le Rond d'Alembert - DALEMBERT, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7190 intitulée Institut Jean le Rond d'Alembert - DALEMBERT, dont le directeur est M. Pierre-Yves LAGREE;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pierre-Yves LAGREE, directeur de l' UMR7190, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre-Yves LAGREE, délégation de signature est donnée à M. Régis WUNENBURGER (PU), à M. Arnaud ANTKOWIAK (P) et à M. François OLLIVIER (MC), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222338DR02

Décision portant délégation de signature à M. Pierre-Yves LAGREE, directeur de l'unité UMR7190 intitulée Institut Jean le Rond d'Alembert - DALEMBERT, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7190 intitulée Institut Jean le Rond d'Alembert - DALEMBERT, dont le directeur est M. Pierre-Yves LAGREE;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pierre-Yves LAGREE, directeur de l' UMR7190, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre-Yves LAGREE, délégation de signature est donnée à M. Régis WUNENBURGER (PU), à M. Arnaud ANTKOWIAK (P) et à M. François OLLIVIER (MC), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222339DR02

Décision portant délégation de signature à M. Thomas ROMER, directeur de l'unité UMR7192 intitulée Proche-Orient, Caucase : langues, archéologie, cultures, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7192 intitulée Proche-Orient, Caucase : langues, archéologie, cultures, dont le directeur est M. Thomas ROMER;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Thomas ROMER, directeur de l' UMR7192, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thomas ROMER, délégation de signature est donnée M. Lionel MARTI (CR), Mme Loraine MARCHEIX (IE), M. Christophe NICOLLE (CR) et Mme Hélène VIRLOUVET-ALMEIDA (AI), gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222340DR02

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Jacques BAHAIN, directeur de l'unité UMR7194 intitulée Histoire naturelle de l'Homme préhistorique - HNHP, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7194 intitulée Histoire naturelle de l'Homme préhistorique - HNHP, dont le directeur est M. Jean-Jacques BAHAIN;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-Jacques BAHAIN, directeur de l' UMR7194, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Jacques BAHAIN, délégation de signature est donnée à M. Gilles BERILLON (DR), directeur-adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222341DR02

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Baptiste BOULE, directeur de l'unité UMR7196 intitulée Structure et Instabilité des Génomes - StrInG, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7196 intitulée Structure et Instabilité des Génomes - StrInG, dont le directeur est M. Jean-Baptiste BOULE;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-Baptiste BOULE, directeur de l' UMR7196, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Baptiste BOULE, délégation de signature est donnée à Mme Patrizia ALBERTI (MC), M. Jean-Paul CONCORCET (CR), Mme Charlotte BOIX (AI), et Mme Paule DURIEZ (T), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222342DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Emmanuelle PORCHER, directrice de l'unité UMR7204 intitulée Centre d'Ecologie et des Sciences de la Conservation - CESCO, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7204 intitulée Centre d'Ecologie et des Sciences de la Conservation - CESCO,

Vu la décision DEC210285INEE du 4 février 2021 portant nomination de Mme Emmanuelle PORCHER aux fonctions de directrice de l'UMR7204 à compter du 1er janvier 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Emmanuelle PORCHER, directrice de l'UMR7204, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emmanuelle PORCHER, délégation de signature est donnée à M. Colin FONTAINE, (CR), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222343DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Evelyne HEYER, directrice de l'unité UMR7206 intitulée Eco-anthropologie - EA, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7206 intitulée Eco-anthropologie - EA, dont la directrice est Mme Evelyne HEYER;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Evelyne HEYER, directrice de l' UMR7206, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Evelyne HEYER, délégation de signature est donnée à M. Richard DUMEZ (MC), directeur-adjoint, M. Frédéric AUSTERLITZ (DR), Mme Sabrina KRIEF(professeure), Mme Susanne FÜRNISS (DR), M. Samuel PAVARD (MC), et Mme Taouès LAHREM (IE), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222344DR02

Décision portant délégation de signature à M. Serge PICAUD, directeur de l'unité UMR7210 intitulée INSTITUT DE LA VISION, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC183279DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7210 intitulée INSTITUT DE LA VISION,

Vu la décision DEC212736INSB du 16 septembre 2021 portant nomination de M. Serge PICAUD aux fonctions de directeur de l'UMR7210 intitulée « Institut de la vision » à compter du 1er juillet 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Serge PICAUD, directeur de l' UMR7210, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge PICAUD, délégation de signature est donnée à Mme Dominique SANTIARD-BARON, Secrétaire générale, Mme Nathalie BOYER, Responsable des gestionnaires, et M. Pierre BEUCHET, Directeur financier, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222345DR02

Décision portant délégation de signature à M. Guillaume MOREL, directeur de l'unité UMR7222 intitulée Institut des Systèmes Intelligents et de Robotique - ISIR, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7222 intitulée Institut des Systèmes Intelligents et de Robotique - ISIR, dont le directeur est M. Guillaume MOREL;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Guillaume MOREL, directeur de l' UMR7222, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume MOREL, délégation de signature est donnée à M. Stéphane DONCIEUX (PU), directeur-adjoint, M. Yves GERMAIN (IE), Secrétaire général et Mme Anne-Claire CHEMINANT (AI), Responsable du service financier aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222348DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Alessandra CARBONE, directrice de l'unité UMR7238 intitulée Laboratoire Biologie Computationnelle et Quantitative - LCQB, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC183279DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7238 intitulée Laboratoire Biologie Computationnelle et Quantitative - LCQB, dont la directrice est Mme Alessandra CARBONE;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Alessandra CARBONE, directrice de l' UMR7238, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Alessandra CARBONE, délégation de signature est donnée à M. Gilles FISCHER, Directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222349DR02

Décision portant délégation de signature à M. Vincent RIVOIRARD, directeur de l'unité UMR7534 intitulée Centre de recherche en mathématiques de la décision - CEREMADE, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7534 intitulée Centre de recherche en mathématiques de la décision - CEREMADE, dont le directeur est M. Vincent RIVOIRARD;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Vincent RIVOIRARD, directeur de l' UMR7534, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent RIVOIRARD, délégation de signature est donnée à Mme Isabelle BELLIER (AI), responsable du service administratif, M. Jean DOLBEAULT (DR) et M. Olivier GLASS (PU), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222350DR02

Décision portant délégation de signature à M. Christian BONHOMME, directeur de l'unité UMR7574 intitulée Laboratoire de Chimie de la Matière Condensée de Paris - LCMCP, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7574 intitulée Laboratoire de Chimie de la Matière Condensée de Paris - LCMCP, dont le directeur est M. Christian BONHOMME;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christian BONHOMME, directeur de l' UMR7574, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian BONHOMME, délégation de signature est donnée à M. François RIBOT (DR2), directeur-adjoint et à Mme Corinne POZZO DI BORGO (AENSR), responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222351DR02

Décision portant délégation de signature à M. Olivier BIQUART, directeur de l'unité UMR7586 intitulée Institut de mathématiques de Jussieu - Paris Rive Gauche - IMJ-PRG, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7586 intitulée Institut de mathématiques de Jussieu - Paris Rive Gauche - IMJ-PRG,

Vu la décision DEC202022INSMI du 24 novembre 2020 portant nomination de M. Olivier BIQUARD et de M. Laurent DESVILETTES respectivement aux fonctions de directeur et directeur adjoint de l'UMR7586 à compter du 1er janvier 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Olivier BIQUART, directeur de l'UMR7586, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier BIQUARD, délégation de signature est donnée à M. Laurent DESVILETTES, directeur adjoint (P) et à Mme Ayano TANAKA, responsable administrative (AI) aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222352DR02

Décision portant délégation de signature à M. Massimiliano MARANGOLO, directeur de l'unité UMR7588 intitulée Institut des NanoSciences de Paris - INSP, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7588 intitulée Institut des NanoSciences de Paris - INSP,

Vu la décision DEC193093INP du 20 décembre 2019 portant nomination de M. Massimiliano MARANGOLO aux fonctions de directeur de l'UMR7588 au 1er janvier 2020 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Massimiliano MARANGOLO, directeur de l' UMR7588, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Massimiliano MARANGOLO, délégation de signature est donnée à M. Tristan CREN (DR), Directeur adjoint, M. Jean-Louis THOMAS (DR), Sous-directeur, Mme Emmanuelle LACAZE (DR), Sous-directrice et Mme Valérie GUEZO (AI), administratrice, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222353DR02

Décision portant délégation de signature à M. Marco Antonino SAITTA, directeur de l'unité UMR7590 intitulée Institut de Minéralogie, de Physique des Matériaux et de Cosmochimie - IMPMC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7590 intitulée Institut de Minéralogie, de Physique des Matériaux et de Cosmochimie - IMPMC,

Vu la décision DEC212275INP du 22 juillet 2021 portant nomination à compter du 1er septembre 2021 respectivement de M. Antonino Marco SAITTA aux fonctions de directeur et de Mme Sandra NINET et M. Daniele ANTONANGELI, directrice-adjointe de l'UMR7590 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Marco Antonino SAITTA, directeur de l' UMR7590, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Antonino Marco SAITTA, délégation de signature est donnée à M. Mathieu ROSKOSZ (PR), directeur-adjoint, Mme Sandra NINET (MC), directrice-adjointe, M. Daniele ANTONANGELI (DR), directeur-adjoint, M. Bruno MOAL (IR), secrétaire général et Mme Ouafa FAOUZI (AI), responsable financière, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222354DR02

Décision portant délégation de signature à M. Emmanuel TRÉLAT, directeur de l'unité UMR7598 intitulée Laboratoire Jacques-Louis Lions - LJLL, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC183279DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7598 intitulée Laboratoire Jacques-Louis Lions - LJLL,

Vu la décision DEC192759INSMI du 4 décembre 2019 portant nomination de M. Emmanuel TRÉLAT aux fonctions de directeur de l'UMR7598 à compter du 1er janvier 2020 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Emmanuel TRÉLAT, directeur de l'UMR7598, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel TRÉLAT, délégation de signature est donnée à M. Albert COHEN (Professeur), adjoint au directeur et à Mme Merbouha LOUNICI (IE), responsable administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222355DR02

Décision portant délégation de signature à M. Bertrand DELAMOTTE, directeur de l'unité UMR7600 intitulée Laboratoire de physique théorique de la matière condensée - LPTMC, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7600 intitulée Laboratoire de physique théorique de la matière condensée - LPTMC, dont le directeur est M. Bertrand DELAMOTTE;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Bertrand DELAMOTTE, directeur de l' UMR7600, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bertrand DELAMOTTE, délégation de signature est donnée à M. Olivier BENICHOU (DR) et M. Pascal VIOT ((PU), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222356DR02

Décision portant délégation de signature à M. Fabrice KORDON, directeur de l'unité UMR7606 intitulée LIP6, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7606 intitulée LIP6, dont le directeur est M. Fabrice KORDON;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Fabrice KORDON, directeur de l' UMR7606, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabrice KORDON, délégation de signature est donnée à Mme Clémence MAGNIEN (DR), directrice-adjointe, et M. Stef GRAILLAT (PU), directeur-adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222357DR02

Décision portant délégation de signature à M. Richard TAIEB, directeur de l'unité UMR7614 intitulée Laboratoire de Chimie Physique - Matière et Rayonnement - LCPMR, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7614 intitulée Laboratoire de Chimie Physique - Matière et Rayonnement - LCPMR, dont le directeur est M. Richard TAIEB;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Richard TAIEB, directeur de l' UMR7614, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Richard TAIEB, délégation de signature est donnée à M. David MASSOT (T), administrateur et M. Ahmed NAITBADI (MC), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222358DR02

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Philip PIQUEMAL, directeur de l'unité UMR7616 intitulée Laboratoire de Chimie Théorique - LCT, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7616 intitulée Laboratoire de Chimie Théorique - LCT, dont le directeur est M. Jean-Philip PIQUEMAL;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-Philip PIQUEMAL, directeur de l' UMR7616, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philip PIQUEMAL, délégation de signature est donnée à M. Alexis MARKOVITS (PU), Monsieur Julien TOULOUSE (MC) et M. Salem TACINE, Gestionnaire financier (AI), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222359DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Martine MAIBECHE, directrice de l'unité UMR7618 intitulée Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris - IEES, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7618 intitulée Institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris - IEES, dont la directrice est Mme Martine MAIBECHE;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Martine MAIBECHE, directrice de l' UMR7618, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Martine MAIBECHE, délégation de signature est donnée à M. Pierre FEDERICI (IE), directeur-adjoint, M. Thibaud MONNIN (DR), directeur-adjoint, Mme Paola PARIDISI (IR), Secrétaire générale et Mme Emma ROCHELLE-NEWALL (DR), directrice-adjointe, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222472DR02

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Marie TARASCON, directeur de l'unité UMR8260 intitulée Chimie du solide et de l'énergie - CSE, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8260 intitulée Chimie du solide et de l'énergie - CSE, dont le directeur est M. Jean-Marie TARASCON;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-Marie TARASCON, directeur de l' UMR8260, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marie TARASCON, délégation de signature est donnée à M. Alexis GRIMAUD (CRCN) et à M. Romain DUGAS (IR2) aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222474DR02

Décision portant délégation de signature à M. David POINTCHEVAL, directeur de l'unité UMR8548 intitulée Département d'Informatique de l'Ecole Normale Supérieure - DI ENS, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8548 intitulée Département d'Informatique de l'Ecole Normale Supérieure - DI ENS, dont le directeur est M. David POINTCHEVAL;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. David POINTCHEVAL, directeur de l' UMR8548, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. David POINTCHEVAL, délégation de signature est donnée à M. Pierre SENELLART, Directeur Adjoint et à Mme Lise-Marie BIVARD, Responsable Administrative (AI), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222485DR02

Décision portant délégation de signature à M. Raphaël MORERA, directeur de l'unité UMR8558 intitulée Centre de recherches historiques - CRH, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8558 intitulée Centre de recherches historiques - CRH,

Vu la décision 222042DGDS du 26 juillet 2022 portant nomination de M. Raphaël MORERA aux fonctions de directeur de l'UMR8558 à compter du 1er octobre 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Raphaël MORERA, directeur de l' UMR8558, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raphaël MORERA, délégation de signature est donnée à Mme Dinah RIBARD, directrice adjointe et à M. Joao MORAIS, secrétaire général, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222485DR02

Décision portant délégation de signature à M. Raphaël MORERA, directeur de l'unité UMR8558 intitulée Centre de recherches historiques - CRH, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8558 intitulée Centre de recherches historiques - CRH,

Vu la décision 222042DGDS du 26 juillet 2022 portant nomination de M. Raphaël MORERA aux fonctions de directeur de l'UMR8558 à compter du 1er octobre 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Raphaël MORERA, directeur de l' UMR8558, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raphaël MORERA, délégation de signature est donnée à Mme Dinah RIBARD, directrice adjointe et à M. Joao MORAIS, secrétaire général, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222485DR02

Décision portant délégation de signature à M. Raphaël MORERA, directeur de l'unité UMR8558 intitulée Centre de recherches historiques - CRH, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8558 intitulée Centre de recherches historiques - CRH,

Vu la décision 222042DGDS du 26 juillet 2022 portant nomination de M. Raphaël MORERA aux fonctions de directeur de l'UMR8558 à compter du 1er octobre 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Raphaël MORERA, directeur de l' UMR8558, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raphaël MORERA, délégation de signature est donnée à Mme Dinah RIBARD, directrice adjointe et à M. Joao MORAIS, secrétaire général, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222485DR02

Décision portant délégation de signature à M. Raphaël MORERA, directeur de l'unité UMR8558 intitulée Centre de recherches historiques - CRH, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8558 intitulée Centre de recherches historiques - CRH,

Vu la décision 222042DGDS du 26 juillet 2022 portant nomination de M. Raphaël MORERA aux fonctions de directeur de l'UMR8558 à compter du 1er octobre 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Raphaël MORERA, directeur de l' UMR8558, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Raphaël MORERA, délégation de signature est donnée à Mme Dinah RIBARD, directrice adjointe et à M. Joao MORAIS, secrétaire général, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222486DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Tiphaine SAMOYAUULT, directrice de l'unité UMR8566 intitulée Centre de recherche sur les arts et le langage - CRAL, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8566 intitulée Centre de recherche sur les arts et le langage - CRAL,

Vu la décision DEC213664INSHS du 10 janvier 2022 portant nomination de Mme Tiphaine SAMOYAUULT aux fonctions de directrice de l'UMR8566 intitulée "Centre de recherche sur les arts et le langage (CRAL) » à compter du 1er janvier 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Tiphaine SAMOYAUULT, directrice de l'UMR8566, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Tiphaine SAMOYAUULT, délégation de signature est donnée à Mme Adeline LOEFFEL-ALVAREZ (AI), coordinatrice administrative, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222487DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Alfonsina BELLIO, directrice de l'unité UMR8582 intitulée Groupe Sociétés Religions Laïcités - GSRL, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8582 intitulée Groupe Sociétés Religions Laïcités - GSRL,

Vu la décision DEC212317INSHS du 11 octobre 2021 portant nomination à compter du 1er août 2021 de Madame Alfonsina BELLIO, aux fonctions de directrice de l'UMR8582 et de Madame Marie-Dominique EVEN aux fonctions de directrice adjointe ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Alfonsina BELLIO, directrice de l' UMR8582, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Alfonsina BELLIO, délégation de signature est donnée à Madame Laurence MABIT Secrétaire générale (IE) et à Madame Rabia FASSIRI, Gestionnaire (T), aux fins mentionnées à l'article 1er

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222488DR02

Décision portant délégation de signature à M. Cyril GRANGE, directeur de l'unité UMR8596 intitulée Centre Roland Mousnier - CRM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8596 intitulée Centre Roland Mousnier - CRM, dont le directeur est M. Cyril GRANGE;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Cyril GRANGE, directeur de l' UMR8596, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Cyril GRANGE, délégation de signature est donnée à Mme Farida VIDAL (TCN), gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222489DR02

Décision portant délégation de signature à M. Michel DUBOIS, directeur de l'unité UMR8598 intitulée Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne - GEMASS, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8598 intitulée Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique de la Sorbonne - GEMASS,

Vu la décision DEC191155INSHS du 16 juillet 2019 portant nomination de M. Michel DUBOIS aux fonctions de directeur de l'UMR8598 à compter du 1er septembre 2019 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Michel DUBOIS, directeur de l' UMR8598, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Michel DUBOIS, délégation de signature est donnée à Mme Georgette MILARD (TCS), aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222490DR02

Décision portant délégation de signature à M. Rodolphe VUILLEUMIER, directeur de l'unité UMR8640 intitulée Processus d'Activation Sélectif par Transfert d'Energie Uni-électronique ou Radiatif - PASTEUR, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC183279DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8640 intitulée Processus d'Activation Sélectif par Transfert d'Energie Uni-électronique ou Radiatif - PASTEUR, dont le directeur est M. Rodolphe VUILLEUMIER;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Rodolphe VUILLEUMIER, directeur de l' UMR8640, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Rodolphe VUILLEUMIER, délégation de signature est donnée à Mme Nathalie ETIENNE (IE), directrice administrative et financière de la plateforme de gestion mutualisée, et M. Richard AROQUIAME (IE), responsable du pôle Finances de la plateforme de gestion mutualisée, aux fins mentionnées à l'article 1er., aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222491DR02

Décision portant délégation de signature à M. Marc BAADEN, directeur de l'unité UPR9080 intitulée Laboratoire de Biochimie Théorique - LBT, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC222637DAJ du 7 novembre 2022 nommant M. Christophe GIRAUD délégué régional pour la circonscription Paris-Centre à compter du 17 novembre 2022 ;

Vu la décision DEC181906DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UPR9080 intitulée Laboratoire de Biochimie Théorique - LBT, dont le directeur est M. Marc BAADEN;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Marc BAADEN, directeur de l' UPR9080, à l'effet de signer au nom du délégué régional, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc BAADEN, délégation de signature est donnée à Mme Chantal PREVOST (CR), directrice-adjointe, M. Charles ROBERT (DR) et Mme Victoria TERZIYAN (TCE), gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le délégué régional,

Christophe GIRAUD



DEC222798DR04

Décision portant délégation de signature à Monsieur Emilien-Pierre AFFATICATI et Madame Johanna DJIAN, directeurs adjoints de l'unité UAR2010 intitulée TEFOR Paris-Saclay, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 portant fin de fonctions et nomination de Monsieur Benoît Forêt aux fonctions de délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC191244DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMS2010, intitulée « TEFOR Paris-Saclay » ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'unités mixtes de service (UMS) en unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu la décision DEC222427INSB du 16 novembre 2022 portant nomination de Monsieur Benoît FORÊT aux fonctions de directeur par intérim de l'unité UAR2010 ;

DÉCIDE :

Article 1

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benoît FORÊT, directeur par intérim de l'unité UAR2010, délégation de signature est donnée à Monsieur Emilien-Pierre AFFATICATI, ingénieur de recherche, et Madame Johanna DJIAN, ingénieure de recherche, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

La décision DEC210372DR04 du 1^{er} février 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 16 novembre 2022

Le délégué régional
Benoît FORÊT



DEC222799DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR2010 intitulée TEFOR Paris-Saclay

LE DIRECTEUR PAR INTÉRIM D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191244DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMS2010, intitulée « TEFOR Paris-Saclay » ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'unités mixtes de service (UMS) en unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu la décision DEC222427INSB du 16 novembre 2022 portant nomination de Monsieur Benoît FORÊT aux fonctions de directeur par intérim de l'unité UAR2010 ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Emilien-Pierre AFFATICATI, ingénieur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur par intérim d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emilien-Pierre AFFATICATI, délégation est donnée à Madame Johanna DJIAN, ingénieure de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1 de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 16 novembre 2022

Le directeur par intérim d'unité
Benoît FORÊT



DEC222958DAJ

Décision portant modification de la décision DEC220187DAJ modifiée du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Benoît Forêt, délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette (DR04)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC181816DR04 du 1^{er} juin 2018 portant nomination de Mme Juliette Guérin aux fonctions de chef de service adjoint du service partenariat et valorisation de la délégation Ile-de-France Sud ;

Vu la décision DEC220187DAJ modifiée du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Benoît Forêt, délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette (DR04) ;

DECIDE :

Article 1^{er}. – L'article 4 bis est inséré dans la décision DEC220187DAJ modifiée du 10 février 2022, comme suit :

- « Art. 4 bis. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît Forêt, délégué régional, de Mme Carole Le Contel, adjointe au délégué régional, de M. Clément Courvoisier, secrétaire général par intérim et de Mme Annabelle Alves, responsable du service partenariat et valorisation, délégation est donnée à Mme Juliette Guérin, responsable adjointe du service partenariat et valorisation, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1^{er}, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe énumérées au 1.1. »

Article 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 27 décembre 2022

Le président-directeur
général

Antoine Petit



DEC222901DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Cédric TARD*, directeur de l'unité *UMR9168* intitulée *Laboratoire de chimie moléculaire*, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 portant fin de fonctions et nomination de Monsieur Benoît Forêt aux fonctions de délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC193206DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR9168, intitulée « Laboratoire de chimie moléculaire » ;

Vu la décision DEC202119INC du 4 janvier 2021 portant nomination de Monsieur Cédric TARD aux fonctions de directeur de l'unité UMR9168 ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Cédric TARD, directeur de l'unité UMR9168, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cédric TARD, délégation de signature est donnée à Madame Véronique GIRARD, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1.

Article 3

La décision DEC210354DR04 du 01/02/2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} décembre 2022

Le délégué régional
Benoît FORÊT



DEC222900DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9168 intitulée Laboratoire de chimie moléculaire

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC193206DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR9168, intitulée « Laboratoire de chimie moléculaire » ;

Vu la décision DEC202119INC du 4 janvier 2021 portant nomination de Monsieur Cédric TARD aux fonctions de directeur de l'unité UMR9168 ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Véronique GIRARD, assistante ingénieure, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Palaiseau, le 1^{er} décembre 2022

Le directeur d'unité
Monsieur Cédric TARD



DEC222860DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3461 intitulée Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens

LE DIRECTEUR PAR INTÉRIM D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191246DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité USR3461, intitulée « Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens » ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'unités de service et de recherche (USR) en unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu la décision DEC222748INEE du 23 novembre 2022 portant nomination de Monsieur Stéphane BLANC aux fonctions de directeur par intérim de l'unité UAR3461 ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Regina OPRANDI-LEGORRE, assistante ingénieure, à l'effet de signer au nom du directeur par intérim d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} décembre 2022

Le directeur par intérim d'unité
Monsieur Stéphane BLANC



DEC222859DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Stéphane BLANC*, directeur par intérim de l'unité *UAR3461* intitulée *Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens*, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 portant fin de fonctions et nomination de Monsieur Benoît Forêt aux fonctions de délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC191246DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité USR3461, intitulée « Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens » ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'unités de service et de recherche (USR) en unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu la décision DEC222748INEE du 23 novembre 2022 portant nomination de Monsieur Stéphane BLANC aux fonctions de directeur par intérim de l'unité UAR3461 ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Stéphane BLANC, directeur par intérim de l'unité UAR3461, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane BLANC, délégation de signature est donnée à Madame Regina OPRANDI-LEGORRE, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1.

Article 3

La décision DEC213937DR04 du 01/12/2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} décembre 2022

Le délégué régional
Benoît FORÊT



DEC222877DR07

Décision portant délégation de signature à M. Eric DEBAYLE, directeur de l'unité UMR5276 intitulée Laboratoire de Géologie de Lyon : Terre, Planètes, Environnement, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE délégué régional,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5276, intitulée Laboratoire de Géologie de Lyon : Terre, Planètes, Environnement, dont le directeur est Eric DEBAYLE ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Eric DEBAYLE, directeur de l'unité UMR5276, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric DEBAYLE, délégation de signature est donnée à M. Vincent GROSSI, directeur adjoint, à M. Vincent BALTER, directeur adjoint, à Mme Sandrine LE SAUX, Ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} ; et à Mme Marie-Jeanne BARRIER, Assistante ingénieure aux fins mentionnées à l'article 1^{er} et dans la limite de 5000 euros.

Article 3

La décision n° DEC221072DR07 du 03 mars 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision, qui prend effet au 22 novembre 2022, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 1^{er} décembre 2022

Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC222818DR07

Décision portant délégation de signature à M. Patrick MEHLEN, directeur de l'unité UMR5286 intitulée Centre de recherche en cancérologie de Lyon, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5286, intitulée Centre de recherche en cancérologie de Lyon, dont le directeur est Patrick MEHLEN ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Patrick MEHLEN, directeur de l'unité UMR5286, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Patrick MEHLEN, délégation de signature est donnée à Mme Veronique MAGUER-SATTA, directrice de recherche, à M. Charles DUMONTET, directeur adjoint, à Mme Celine MANDON, ingénieure de recherche, et à Mme Julie POURCHET, ingénieure d'études aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211333DR07 du 17 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision, qui prend effet au 17 novembre 2022, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 22 novembre 2022

Le délégué régional
Laurent BARBIERI

DEC222828DR07

Décision portant délégation de signature à M. Bernard VERRIER, directeur de l'unité UAR2204 intitulée Institut NeuroMyoGène - Appui à la recherche, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC202316DAJ du 22 décembre 2020 nommant Laurent BARBIERI délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 1er mars 2021 ;

Vu la décision DEC211938INSB du 9 novembre 2021 portant création de l'unité UAR2204, intitulée Institut NeuroMyoGène - Appui à la recherche ;

Vu la décision DEC222085INSB du 15 Novembre 2022, portant nomination de M. Bernard VERRIER aux fonctions de directeur de l'UAR2204 intitulée Institut NeuroMyoGène - Appui à la recherche ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Bernard VERRIER, directeur de l'unité UAR2204, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard VERRIER, délégation de signature est donnée à Mme Andree DEFOURS, Ingénieure d'études et à Mme Isabelle ROMERA, Technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220727DR07 du 3 février 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision, qui prend effet au 1er septembre 2022, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 23 novembre 2022

Le délégué régional
Laurent BARBIERI



DEC212890DR08

Décision portant délégation de signature à Madame Christine IMBERT pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7267 intitulée Ecologie et Biologie des Interaction (EBI)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7267 intitulée Ecologie et Biologie des Interaction (EBI), dont le directeur est M. Jean-Marc BERJEAUD ;

Vu la décision DEC211722INEE du 20 mai 2021 portant nomination de Mme Christine IMBERT, aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7267 intitulé « Ecologie et biologie des interactions (EBI) » ;

Vu la décision DEC212565INEE du 22 juillet 2021 portant nomination de Mme Christine IMBERT, aux fonctions de directrice adjointe de l'unité mixte de recherche UMR7267 intitulé « Ecologie et biologie des interactions (EBI) ».

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Christine IMBERT, Directrice d'unité adjointe, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine IMBERT, délégation est donnée à M. Richard CORDAUX, Directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine IMBERT et de M. Richard CORDAUX, délégation est donnée à M. Pierre COUTOS-THEVENOS, Directeur Adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine IMBERT, de M. Richard CORDAUX et de M. Pierre COUTOS-THEVENOS, délégation est donnée à Mme Geneviève HARIKA, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine IMBERT, de M. Richard CORDAUX, de M. Pierre COUTOS-THEVENOS et de Mme Geneviève HARIKA, délégation est donnée à Mme Christelle MIREBEAU, gestionnaire, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision

Article 6

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 7

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Poitiers, le 20 août 2021

Le directeur d'unité
Jean-Marc BERJEAUD



DEC213388DR08

Décision portant délégation de signature à Christophe TAFFOUREAU pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité USR704 intitulée Station de Radioastronomie de Nançay (SRN)

LE DIRETEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181907DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n°704 intitulée Station de Radioastronomie de Nançay (SRN).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christophe TAFFOUREAU, Directeur technique, Ingénieur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe TAFFOUREAU, délégation est donnée à M. Christophe ROZIERE, Administrateur-gestionnaire, Assistant ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe TAFFOUREAU et de M. Christophe ROZIERE, délégation est donnée à M. Samuel GARNIER, responsable logistique, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nançay, le 12 octobre 2021

Le directeur d'unité
Stéphane CORBEL



DEC214066DR08

Décision portant délégation de signature à Madame Charline PARENTEAU pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'études biologiques de Chizé (CEBC), dont le directeur par intérim est M. Christophe GUINET ;

Vu la décision DEC213284INEE du 8 novembre 2021 portant nomination de M. Yves CHEREL, aux fonctions de directeur par intérim de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'études biologiques de Chizé (CEBC°).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Charline PARENTEAU, Directrice Adjointe, Ingénieure d'études, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Charline PARENTEAU délégation est donnée à Mme Pascale PEYROL-HALLEE, Responsable administrative, Ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Charline PARENTEAU, et de Mme Pascale PEYROL-HALLEE, délégation est donnée à Mme Delphine BONNET, Gestionnaire de la station, Assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Chizé, le 8 novembre 2021

Le directeur d'unité
Yves CHEREL

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC213752DR08

Décision portant délégation de signature à M. Matthieu KELLER, Directeur de l'unité UMR7247 intitulée Physiologie de la Reproduction et des Comportements (PRC), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7247 intitulée Physiologie de la Reproduction et des Comportements (PRC), dont le directeur est M. Florian GUILLOUX.

Vu la décision DEC210879INSB du 27 mai 2021 portant cessation de fonctions et nomination de M. Matthieu KELLER aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°7247 intitulée « Physiologie de la reproduction et des comportements ».

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Matthieu KELLER, directeur de l'unité UMR7247, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Matthieu KELLER, la délégation de signature est donnée à M. Eric REITER, Directeur adjoint, Directeur de recherche, à Mme Odile PETIT, Responsable d'équipe, Directrice de recherche, et à Mme Anne MYCHAK, gestionnaire d'unité, Ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC212879DR08 du 18 août 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 29 novembre 2021

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC213419DR08

Décision portant délégation de signature à M. Samuel BERNARD, Directeur de l'unité FR3469 intitulée Matériaux Val de Loire - Limousin (MATV2L), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité FR3469 intitulée Matériaux Val de Loire – Limousin (MATV2L), dont le directeur est M. Patrick SIMON ;

Vu la décision DEC213187INC du 28 septembre 2021 portant cessation de fonction et nomination du directeur par intérim de la fédération de recherche FR3469 intitulée Matériaux Val de Loire – Limousin (MATV2L) – M. Samuel BERNARD.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Samuel BERNARD, directeur de l'unité FR3469, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Samuel BERNARD, la délégation de signature est donnée à Mme Hélène MEMY-MIAN, Administratrice, Ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC212007DR08 du 21 mai 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 14 octobre 2021

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC213936DR08

Décision portant délégation de signature à M. Yves CHEREL, Directeur par intérim de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'études biologiques de Chizé (CEBC), dont le directeur par intérim est M. Christophe GUINET ;

Vu la décision DEC202219INEE du 23 décembre 2020 portant nomination de M. David GREMILLET, aux fonctions de directeur par intérim de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'études biologiques de Chizé (CEBC) ;

Vu la décision DEC213284INEE du 5 novembre 2021 portant nomination de M. Yves CHEREL, aux fonctions de directeur par intérim de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'études biologiques de Chizé (CEBC).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Yves CHEREL, directeur par intérim de l'unité UMR7372, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement M. Yves CHEREL, la délégation de signature est donnée à Mme Charline PARENTEAU, Directrice Adjointe, Ingénieure d'études, à Mme Pascale PEYROL-HALLEE, Responsable administrative, Ingénieure d'études, et à Mme Delphine BONNET, Gestionnaire de la station, Assistante ingénieure, fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC210179DR08 du 4 janvier 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 8 novembre 2021

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC213895DR08

Décision portant délégation de signature à M. Luc MOLINET, directeur de l'unité UMR7013 intitulée Institut Denis Poisson (IDP), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2016 portant création de l'unité UMR7013, intitulée Institut Denis Poisson (IDP), dont le directeur est M. Romain ABRAHAM ;

Vu la décision DEC201067INSMI du 23 juillet 2020 portant nomination de M. Luc MOLINET aux fonctions de directeur de l'UMR7013 l'Institut Denis Poisson (IDP).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Luc MOLINET, directeur de l'unité UMR7013, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Luc MOLINET, délégation de signature est donnée à

- M. Pascal BASEILHAC, Directeur Adjoint, Directeur de recherche,
- M. Luc HILLAIRET, Sous-directeur, Professeur,
- Mme Nathalie RIGOT, Sous-directrice, Professeur,
- M. Cédric LECOUEY, Sous-directeur, Professeur
- Mme Marie-France GRESPIER, Responsable administrative, Ingénieure d'études,
- Mme Anne LIGER, Gestionnaire d'unité, Technicienne de classe exceptionnelle,

aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC201325DR08 du 26 juillet 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 8 décembre 2021

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC213802DR08

Décision portant délégation de signature à M. Eric REITER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7247 intitulée Physiologie de la reproduction et des comportements (PRC)

LE DIRETEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7247 intitulée Physiologie de la Reproduction et des Comportements (PRC), dont le directeur est M. Florian GUILLOUX.

Vu la décision DEC210879INSB du 27 mai 2021 portant cessation de fonctions et nomination de M. Matthieu KELLER aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°7247 intitulée « Physiologie de la reproduction et des comportements ».

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Eric REITER, Directeur adjoint, Directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric REITER, délégation est donnée à Mme Odile PETIT, Responsable d'équipe, Directrice de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Eric REITER et de Mme Odile PETIT, délégation est donnée à Mme Anne MYCHAK, gestionnaire d'unité, Ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nouzilly, le 29 novembre 2021

Le directeur d'unité
Matthieu KELLER



DEC222196DR08

Décision portant délégation de signature à M. Francis PARENT pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7302 intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM)

LA DIRECTRICE D'UNITE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213778DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prorogation de l'unité UMR7302, intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM), dont le directeur est M. Martin AURELL,

Vu la décision DEC221660INSHS du 26 juillet 2022 portant nomination de Mme Cécile Voyer aux fonctions de directrice par intérim de l'unité UMR7302, intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Francis PARENT, ingénieur d'étude, Responsable administratif et financier, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité par intérim tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 6 septembre 2022

La directrice d'unité par intérim
Cécile VOYER

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



DEC222289DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Elena PIERAZZO, directrice par intérim de l'unité UMR7323 intitulé Centre d'études supérieures de la renaissance (CESR), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant prolongation de l'unité UMR7323, intitulée Centre d'Etudes Supérieures sur la Renaissance (CESR) dont le Directeur est M. Benoist PIERRE,

Vu la décision DEC221258INSHS du 26 juillet 2022 portant cessation de fonctions et nomination de M. Ludovic Hamon, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7323 intitulé Centre d'études supérieures de la renaissance (CESR) ;

Vu la décision DEC221787INSHS du 9 septembre 2022 portant nomination de Mme Elena PIERAZZO, directrice par intérim et de Mme Solveig SERRE directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7323 intitulé Centre d'études supérieures de la renaissance (CESR).

DÉCIDE :

Article 1^{er}



Délégation est donnée à Mme Elena PIERAZZO, directrice par intérim de l'unité UMR7323, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Elena PIERAZZO, délégation de signature est Mme Solveig SERRE, Chargée de recherche, Directrice adjointe par intérim, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC190061DR08 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 9 septembre 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC222589DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Solveig SERRE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7323 intitulé Centre d'études supérieures de la renaissance (CESR)

LA DIRECTRICE D'UNITE PAR INTERIM,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant prolongation de l'unité UMR7323, intitulée Centre d'Etudes Supérieures sur la Renaissance (CESR) dont le Directeur est M. Benoist PIERRE,

Vu la décision DEC221258INSHS du 26 juillet 2022 portant cessation de fonctions et nomination de M. Ludovic Hamon, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7323 intitulé Centre d'études supérieures de la renaissance (CESR) ;

Vu la décision DEC221787INSHS du 9 septembre 2022 portant nomination de Mme Elena PIERAZZO, directrice par intérim et de Mme Solveig SERRE directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7323 intitulé Centre d'études supérieures de la renaissance (CESR).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Solveig SERRE, Chargée de recherche, Directrice adjointe par intérim, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité par intérim tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 5 octobre 2022

La directrice d'unité par intérim
Elena PIERAZZO

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



DEC222598DR08

Décision portant délégation de signature à M. Thierry OLIVE, directeur de l'unité UAR3565 intitulée Maison des sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSH Poitiers), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UAR3565, intitulée Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSH Poitiers), dont le directeur est M. Thierry OLIVE.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Thierry OLIVE, directeur de l'unité UAR3565, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry OLIVE, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie HANOTE, directrice adjointe, Professeure des universités, à Mme Anne LEROUX-CONTER, secrétaire générale, ingénieure d'étude et à Mme Françoise PUTHON EL QUASSIMI, assistante en gestion financière, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC220447DR08 du 3 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 6 octobre 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC222600DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Agnès MICHELOT, directrice de l'unité FR3097 intitulée Fédération de recherche pour l'environnement et le développement durable (FR EDD), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213789DGDS du 20 décembre 2021 portant prolongation de l'unité FR3097 intitulée Fédération de recherche pour l'environnement et le développement durable (FR EDD), dont la directrice est Mme Agnès MICHELOT.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Agnès MICHELOT directrice de l'unité FR3097 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Agnès MICHELOT, délégation de signature est donnée à Mme Nadège SALAVILLR, responsable service pilotage financier, ingénieure d'études, à Mme Amélie PALLUEAU, responsable équipe exécution financière, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC190009DR08 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 6 octobre 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC222655DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Sylvie HANOTE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de UAR3565 intitulée Maison des sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSH Poitiers)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UAR3565, intitulée Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSH Poitiers), dont le directeur est M. Thierry OLIVE.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sylvie HANOTE, directrice adjointe, Professeure des universités, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sylvie HANOTE, délégation est donnée à Mme Anne LEROUX-CONTER, secrétaire générale, ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sylvie HANOTE et de Mme Anne LEROUX-CONTER, délégation est donnée à Mme Françoise PUTHON EL QUASSIMI, assistante en gestion financière, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 18 octobre 2022

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



Le directeur d'unité
Thierry OLIVE



DEC222673DR08

Décision portant délégation de signature à Luc MOLINET, directeur de l'unité UMR7013 intitulée Institut Denis Poisson (IDP), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2016 portant création de l'unité UMR7013, intitulée Institut Denis Poisson (IDP), dont le directeur est M. Romain ABRAHAM ;

Vu la décision DEC201067INSMI du 23 juillet 2020 portant nomination de M. Luc MOLINET aux fonctions de directeur de l'UMR7013 l'Institut Denis Poisson (IDP).

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Luc MOLINET directeur de l'unité UMR7013 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et



services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Luc MOLINET, délégation de signature est donnée à

- M. Pascal BASEILHAC, Directeur Adjoint, Directeur de recherche,
- M. Luc HILLAIRET, Sous-directeur, Professeur,
- Mme Magali RIBOT, Sous-directrice, Professeur,
- M. Cédric LECOUEY, Sous-directeur, Professeur
- Madame Marie GAUCHER, Responsable administrative, Ingénieure d'études,
- Mme Anne LIGER, Gestionnaire d'unité, Technicienne de classe exceptionnelle,

aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC213895DR08 du 8 décembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 21 octobre 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC222683DR08

Décision portant délégation de signature à Pascal BASEILHAC pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR7013 intitulée Institut Denis Poisson (IDP)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2016 portant création de l'unité UMR7013, intitulée Institut Denis Poisson (IDP), dont le directeur est M. Romain ABRAHAM ;

Vu la décision DEC201067INSMI du 23 juillet 2020 portant nomination de M. Luc MOLINET aux fonctions de directeur de l'UMR7013 intitulé Institut Denis Poisson (IDP).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pascal BASEILHAC, Directeur Adjoint, Directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal BASEILHAC, délégation est donnée à M. Luc HILLAIRET, Sous-directeur, Professeur, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal BASEILHAC et de M. Luc HILLAIRET, délégation est donnée à Mme Magali RIBOT, Sous-directrice, Professeur, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal BASEILHAC, de M. Luc HILLAIRET et de Mme Magali RIBOT, délégation est donnée à M. Cédric LECOUEY, Sous-directeur, Professeur, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 5

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal BASEILHAC, de M. Luc HILLAIRET, de Mme Magali RIBOT et M. Cédric LECOUEY, délégation est donnée à Madame Marie GAUCHER, Responsable administrative, Ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.



Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pascal BASEILHAC, de M. Luc HILLAIRET, de Mme Magali RIBOT, de M. Cédric LECOUEY et de Mme Marie GAUCHER, délégation est donnée à Mme Anne LIGER, Gestionnaire d'unité, Technicienne de classe exceptionnelle, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 7

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 8

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 24 octobre 2022

Le directeur d'unité
Luc MOLINET



DEC222730DR08

Décision portant délégation de signature à Fabien HALTER, directeur de l'unité FR2039 intitulée Fédération de recherche pour l'Innovation et la Transition énergétique (FITE), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC191243DGDS du 19 décembre 2019 portant création de l'unité FR2039, intitulée Fédération de recherche pour l'Innovation et la Transition énergétique (FITE), dont le directeur est Fabien HALTER.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Fabien HALTER, directeur de l'unité FR2039 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabien HALTER, délégation de signature est donnée à Mme Corinne DELHAYE, responsable administrative et financière, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC201026DR08 du 15 mai 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 novembre 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC222742DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Corinne DELHAYE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR2039 intitulée Fédération de recherche pour l'Innovation et la Transition énergétique (FITE)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191243DGDS du 19 décembre 2019 portant création de l'unité FR2039, intitulée Fédération de recherche pour l'Innovation et la Transition énergétique (FITE), dont le directeur est Fabien HALTER.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Corinne DELHAYE, responsable administrative et financière, assistante ingénieure, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 novembre 2022

Le directeur d'unité
Fabien HALTER

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



DEC222787DR08

Décision portant délégation de signature à M. Dominique DELCOURT, directeur de l'unité UMR7328 intitulée Laboratoire de Physique et Chimie de l'Environnement et de l'Espace (LPC2E), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant prolongation de l'unité UMR7328 intitulée Laboratoire de Physique et Chimie de l'Environnement et de l'Espace (LPC2E), dont le directeur est M. Dominique DELCOURT).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Dominique DELCOURT, directeur de l'unité UMR7328 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique DELCOURT, délégation de signature est donnée à M. Valéry CATOIRE, Directeur Adjoint, Professeur des Universités, à Mme Isabelle LANGER, Administratrice, Ingénieure d'études aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC190065DR08 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 16 novembre 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC222824DR08

Décision portant délégation de signature à M. Valéry CATOIRE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7328 intitulée Laboratoire de Physique et Chimie de l'Environnement et de l'Espace (LPC2E)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant prolongation de l'unité UMR7328 intitulée Laboratoire de Physique et Chimie de l'Environnement et de l'Espace (LPC2E), dont le directeur est M. Dominique DELCOURT.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Valéry CATOIRE, Directeur Adjoint, Professeur des Universités, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Valéry CATOIRE, délégation est donnée à Mme Isabelle LANGER, Administratrice, Ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 23 novembre 2022

Le directeur d'unité
Dominique DELCOURT

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



DEC222875DR08

Décision portant délégation de signature à M. Jérôme SPITZ, directeur de l'unité UAR3462 intitulée Observatoire pour la Conservation de la Mégaafaune Marine (PELAGIS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement sous la forme d'unités d'appui et de recherche de l'unité UAR3462, intitulée Observatoire pour la Conservation de la Mégaafaune Marine (PELAGIS), dont le directeur est M. Jérôme SPITZ.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jérôme SPITZ, directeur de l'unité UAR3462 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme SPITZ, délégation de signature est donnée à Mme Florence CAURANT, Directrice adjointe, Professeure des Universités, à Mme Pascale PEYROL-HALLEE, Responsable administrative et financière, Ingénieure d'études aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC190045DR08 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 1er décembre 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC222941DR08

Décision portant délégation de signature à M. Sylvain ROUTIER, directeur de l'unité UMR7311 intitulée Institut de Chimie Organique et Analytique (ICOA), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 Décembre 2017 portant prolongation de l'unité UMR7311, intitulée Institut de Chimie Organique et Analytique (ICOA), dont le Directeur est M. Pascal BONNET ;

Vu la décision DEC210912INC du 3 mars 2021 portant cessation de fonctions et nomination de M. Sylvain ROUTIER aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7311 intitulée Institut de Chimie Organique et Analytique (ICOA) ;

Vu la décision DEC211086INC du 20 juillet 2021 portant nomination de M. Sylvain ROUTIER aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche UMR7311 intitulée Institut de Chimie Organique et Analytique (ICOA).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Sylvain ROUTIER, directeur de l'unité UMR7311 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sylvain ROUTIER, délégation de signature est donnée à M. Raphaëlle MAILLARD, responsable administrative, ingénieure d'études, et à M. Christophe DUBOIS, Gestionnaire financier, Assistant ingénieur aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211758DR08 du 3 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 8 décembre 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC222943DR08

Décision portant délégation de signature à M. Lotfi ABOUDA, directeur de l'unité UMR7270 intitulée Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7270, intitulée Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL), dont le directeur est M. Gabriel BERGOUGNIOUX,

Vu la décision DEC220781INSHS du 7 avril 2022 portant cessation de fonctions et nomination de M. Lotfi ABOUDA aux fonctions de directeur par intérim et de Mme Audrey VIAULT, aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'UMR7270 intitulé Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Lotfi ABOUDA, directeur de l'unité UMR7270, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

DEC222943DR08 Page 1 | 2



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement M. Lotfi ABOUDA, la délégation de signature est donnée à M. Jean-Michel FOURNIER, Professeur des universités, Directeur adjoint et à Mme Catherine ALEONARD , gestionnaire, Technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC221406DR08 du 8 avril 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 8 décembre 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC223003DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Raphaëlle MAILLARD pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7311 intitulé Institut de Chimie Organique et Analytique (ICOA)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 Décembre 2017 portant prolongation de l'unité UMR7311, intitulée Institut de Chimie Organique et Analytique (ICOA), dont le Directeur est M. Pascal BONNET ;

Vu la décision DEC210912INC du 3 mars 2021 portant cessation de fonctions et nomination de M. Sylvain ROUTIER aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7311 intitulée Institut de Chimie Organique et Analytique (ICOA) ;

Vu la décision DEC211086INC du 20 juillet 2021 portant nomination de M. Sylvain ROUTIER aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche UMR7311 intitulée Institut de Chimie Organique et Analytique (ICOA).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Raphaëlle MAILLARD, responsable administrative, ingénieure d'études, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Raphaëlle MAILLARD, délégation est donnée à M. Christophe DUBOIS, Gestionnaire financier, Assistant ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



Fait à Orléans, le 8 décembre 2022

Le directeur d'unité
Sylvain ROUTIER



DEC223009DR08

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Michel FOURNIER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7270 intitulée Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 Décembre 2017 portant prolongation de l'unité UMR7311, intitulée Institut de Chimie Organique et Analytique (ICOA), dont le Directeur est M. Pascal BONNET ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7270, intitulée Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL), dont le directeur est M. Gabriel BERGOUGNIOUX,

Vu la décision DEC220781INSHS du 7 avril 2022 portant cessation de fonctions et nomination de M. Lotfi ABOUDA aux fonctions de directeur par intérim et de Mme Audrey VIAULT, aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'UMR7270 intitulé Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL) ;

Vu la décision DEC222179DGDS du 1er septembre 2022 portant nomination des directeurs et directeurs adjoints de diverses unités.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-Michel FOURNIER, Professeur des universités, Directeur adjoint, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Michel FOURNIER, délégation est donnée à Mme Catherine ALEONARD, gestionnaire, Technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 8 décembre 2022

Le directeur d'unité
Lotfi ABOUDA



DEC220169DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Stéphanie DURAND-PANTEIX, directrice de l'unité UAR2015 intitulée Biologie Intégrative Santé Chimie Environnement BISCEm, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UAR2015 intitulée Biologie Intégrative Santé Chimie Environnement (BISCEm), dont la directrice est Mme Stéphanie DURAND-PANTEIX.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Stéphanie DURAND-PANTEIX, directrice de l'unité UAR2015 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220395DR08

Décision portant délégation de signature à M. Matthieu REFREGIERS, directeur de l'unité UPR4301 intitulée Centre de biophysique moléculaire CBM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171286DGDS du 21 décembre 2017 portant prolongation de l'unité UPR4301 intitulée Centre de Biophysique Moléculaire (CBM), dont la directrice est Mme Eva JAKAB TOTH ;

Vu, la décision DEC213426INC du 6 janvier 2022 portant modification de l'équipe de direction de l'unité propre de recherche UPR4301 intitulée Centre de biophysique moléculaire (CBM) dont le directeur est M. Matthieu REFREGIERS.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Matthieu REFREGIERS, directeur de l'unité UPR4301, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Matthieu REFREGIERS, délégation de signature est donnée à Mme Agnès DELMAS, Directrice de recherche, Directrice adjointe par intérim, à Mme Fatiha AKROUM, Assistante ingénieure, responsable administrative, et à Mme Patricia LEGLAND, Assistante ingénieure, Gestionnaire financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC211531DR08 du 29 mars 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 7 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC220396DR08

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas VIBERT, directeur de l'unité UMR7295 intitulée Centre de Recherches sur la Cognition et l'Apprentissage (CeRCA), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7295 intitulée Centre de recherches sur la cognition et l'apprentissage (CeRCA), dont le directeur est M. Nicolas VIBERT.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Nicolas VIBERT, directeur de l'unité UMR7295, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



En cas d'absence ou d'empêchement de M. Nicolas VIBERT, délégation de signature est donnée à Mme Christel BIDEI-ILDEI, Maitresse de conférence, Directrice adjointe, à Mme Badiâa BOUAZZAOUI, Ingénieure de recherche, Directrice adjointe et à Mme Hélène BRILLET, Assistante ingénieure, Administratrice d'unité, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC190057DR08 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220398DR08

Décision portant délégation de signature à M. Bruno CONSTANTIN, directeur de l'unité UMR6041 intitulée Canaux et Connexines dans les Cancers et Cellules souches, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité UMR6041, intitulée Canaux et Connexines dans les Cancers et Cellules souches (4Cs) dont le directeur est M. Bruno CONSTANTIN.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Bruno CONSTANTIN, directeur de l'unité UMR6041, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno CONSTANTIN, délégation de signature est donnée à Mme Christelle MORILLON, Responsable administrative, Assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC220399DR08

Décision portant délégation de signature à M. Yves CHEREL, Directeur par intérim de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213785DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'études biologiques de Chizé (CEBC), dont le directeur par intérim est M. Yves CHEREL.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Yves CHEREL, directeur par intérim de l'unité UMR7372, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement M. Yves CHEREL, la délégation de signature est donnée à Mme Charline PARENTEAU, Directrice Adjointe, Ingénieure de recherche, à Mme Pascale PEYROL-HALLEE, Responsable administrative, Ingénieure d'études, et à Mme Delphine BONNET, Gestionnaire de la station, Assistante ingénieure, fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC213936DR08 du 8 novembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220408DR08

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Marc BERJEAUD, Directeur de l'unité UMR7267 intitulée Ecologie et Biologie des Interactions (EBI), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7267 intitulée Ecologie et Biologie des Interaction (EBI), dont le directeur est M. Jean-Marc BERJEAUD.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-Marc BERJEAUD, directeur de l'unité UMR7267, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

En cas d'absence ou d'empêchement M. Jean-Marc BERJEAUD, la délégation de signature est donnée à M. Pierre GREVE, Directeur Adjoint, Professeur d'université, à Mme Geneviève HARIKA, Gestionnaire financière, Assistante ingénieure, et à Mme Christelle MIREBEAU, Gestionnaire financière, technicienne aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC212881DR08 du 18 août 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220415DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Carine VAN HEIJENOORT, directrice de l'unité FR2054 intitulée INFRANALYTICS, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213769DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité FR2054 intitulée INFRANALYTICS, dont la directrice est Mme Carine VAN HEIJENOORT.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Carine VAN HEIJENOORT, directrice de l'unité FR2054, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Carine VAN HEIJENOORT, délégation de signature est donnée à M. Ludovic BRUTINOT, Directeur administratif, Ingénieur de recherche de 1^{ère} classe, et à Mme Anne-Marie HEUVELINE, Gestionnaire, Ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220422DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Sylvia NIETO PELLETIER directrice de l'unité UMR7065 intitulée IRAMAT par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité UMR7065 intitulée IRAMAT, dont la directrice est Mme Sylvia NIETO PELLETIER.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Sylvia NIETO PELLETIER, directrice de l'unité UMR7065, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sylvia NIETO PELLETIER, délégation de signature est donnée à M. Philippe DILLMANN, directeur adjoint, directeur de recherche, à Mme Karine NAUDIN, chargée de coordination administrative, financière et RH, et aide au pilotage, assistante ingénieure, à Mme Florence TANGUY, Assistante en gestion administrative, financière et RH,

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



assistante ingénieure, et à Mme Gwenaëlle BREARD, Assistante en gestion administrative, financière et RH, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC220437DR08

Décision portant délégation de signature à M. Xavier FEAUGEAS, directeur de l'unité UMR7356 intitulée Laboratoire des sciences de l'ingénieur pour l'environnement (LaSIE), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213785DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prorogation de l'unité UMR7356, intitulée Laboratoire des sciences de l'ingénieur pour l'environnement (LaSIE), dont le directeur est M. Xavier FEAUGEAS.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Xavier FEAUGEAS, directeur de l'unité UMR7356, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



En cas d'absence ou d'empêchement de M Xavier FEAUGEAS, délégation de signature est donnée à M. Abdelkarim AIT-MOKHTAR, directeur adjoint, professeur des universités, et à Mme Nadine SEGUIN, responsable administrative, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC190069DR08 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220440DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Valérie BALLU, Directrice de l'unité UMR7266 intitulée Littoral, Environnement et Sociétés (LIENSs), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213785DGDS du 20 décembre 2021 portant prolongation de l'unité UMR7266 intitulée Littoral, Environnement et Sociétés (LIENSs), dont la directrice est Mme Valérie BALLU.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Valérie BALLU, directrice de l'unité UMR7266, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Valérie BALLU, la délégation de signature est donnée à Mme Christine DUPUY, directrice adjointe, professeure des universités, à Mme Nathalie LONG, directrice Adjointe, chargée de recherche, et à Mme Lucia PICARD, responsable des services administratifs, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC212912DR08 du 1^{er} septembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220442DR08

Décision portant délégation de signature à M. Boris PASQUIER, directeur de l'unité UMR7348 intitulée Laboratoire de Mathématiques et Applications (LMA), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

+

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7348 intitulée Laboratoire de Mathématiques et Applications (LMA), dont le directeur est M. Boris PASQUIER.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Boris PASQUIER, directeur de l'unité UMR7348, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



En cas d'absence ou d'empêchement de M. Boris PASQUIER, la délégation de signature est donnée à M. Rémy GUILLEVIN, Directeur Adjoint, Professeur des universités, et à Mme Nathalie MONGIN, Responsable finances, Technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC190067DR08 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220443DR08

Décision portant délégation de signature à M. Olivier CLOCHARD, Directeur de l'unité UMR7301 intitulée Migrations Internationales, Espaces et Sociétés (MIGRINTER), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7301 intitulée Migrations Internationales, Espaces et Sociétés (MIGRINTER), dont le directeur est M. Olivier CLOCHARD.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Olivier CLOCHARD, directeur de l'unité UMR7301, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement M. Olivier CLOCHARD, la délégation de signature est donnée à M. Emmanuel DEMAURY, Responsable administratif, Assistant ingénieur aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC190058DR08 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC220444DR08

Décision portant délégation de signature à M. Yannis POUSSET, directeur de l'unité FR3423 intitulée Mathématique et Interactions, Images et Information Numérique, Réseaux et Sécurité (MIREs), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213789DGDS du 20 décembre 2021 portant prolongation de l'unité FR3423 intitulée Mathématique et Interactions, Images et Information Numérique, Réseaux et Sécurité (MIREs), dont le directeur est M. Yannis POUSSET.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Yannis POUSSET directeur de l'unité FR3423, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yannis POUSSET, délégation de signature est donnée à Mme Christine FERNANDEZ-MALOIGNE, directrice adjointe par intérim, professeure des universités, à Mme Sophie HARDOUIN, Gestionnaire, technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC190615DR08 du 7 février 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC220447DR08

Décision portant délégation de signature à M. Thierry OLIVE, directeur de l'unité UAR3565 intitulée Maison des sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSH Poitiers), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UAR3565, intitulée Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSH Poitiers), dont le directeur est M. Thierry OLIVE.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Thierry OLIVE, directeur de l'unité UAR3565, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry OLIVE, délégation de signature est donnée à Mme Anne LEROUX-CONTER, secrétaire générale, ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry OLIVE et de Mme Anne LEROUX-CONTER, délégation de signature est donnée à Mme Françoise PUTHON EL QUASSIMI, Assistante en gestion financière, Assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 4

La décision n° DEC200297DR08 du 28 janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 5

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220728DR08

Décision portant délégation de signature à M. Philippe DILLMANN pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7065 intitulée IRAMAT

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité UMR7065 intitulée IRAMAT, dont la directrice est Mme Sylvia NIETO-PELLETIER.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Philippe DILLMANN, directeur adjoint, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe DILLMANN, délégation est donnée à Mme Karine NAUDIN, chargée de coordination administrative, financière et RH, et aide au pilotage, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe DILLMANN et de Mme Karine NAUDIN, délégation est donnée à Mme Florence TANGUY, Assistante en gestion administrative, financière et RH, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe DILLMANN, de Mme Karine NAUDIN, et de Mme Florence TANGUY, délégation est donnée à Mme Gwenaëlle BREARD, Assistante en gestion administrative, financière et RH, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 5

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

La directrice d'unité
Sylvia NIETO-PELLETIER



DEC220745DR08

Décision portant délégation de signature à M. Ludovic BRUTINOT pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR2054 intitulée INFRANALYTICS

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213769DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité FR2054 intitulée INFRANALYTICS, dont la directrice est Mme Carine VAN HEIJENOORT.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Ludovic BRUTINOT, Directeur administratif, Ingénieur de recherche de 1^{ère} classe, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Ludovic BRUTINOT, délégation est donnée à Mme Anne-Marie HEUVELINE, Gestionnaire, Ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

La directrice d'unité
Carine VAN HEIJENOORT

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

DEC220746DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Christine FERNANDEZ-MALOIGNE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3423 intitulée Mathématiques et Interactions, Images et Information Numérique, Réseaux et Sécurité (MIRES)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213789DGDS du 20 décembre 2021 portant prolongation de l'unité FR3423 intitulée Mathématiques et Interactions, Images et Information Numérique, Réseaux et Sécurité (MIRES), dont le directeur est M. Yannis POUSSET.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Christine FERNANDEZ-MALOIGNE, directrice adjointe par intérim, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine FERNANDEZ-MALOIGNE, délégation est donnée à Mme Sophie HARDOUIN, Gestionnaire, technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Poitiers, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Yannis POUSSET

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

DEC220747DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Anne LEROUX-CONTER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3565 intitulée Maison des sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSH Poitiers)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UAR3565, intitulée Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSH Poitiers), dont le directeur est M. Thierry OLIVE.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Anne LEROUX-CONTER, secrétaire générale, ingénieure d'étude, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne LEROUX-CONTER, délégation est donnée à Mme Françoise PUTHON EL QUASSIMI, Assistante en gestion financière, Assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Poitiers, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
M. Thierry OLIVE

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



DEC220748DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Christine DUPUY pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7266 intitulée Littoral, Environnement et Sociétés (LIENSs)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213785DGDS du 20 décembre 2021 portant prolongation de l'unité UMR7266 intitulée Littoral, Environnement et Sociétés (LIENSs), dont la directrice est Mme Valérie BALLU.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Christine DUPUY, directrice adjointe, professeure des universités, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine DUPUY, délégation est donnée à Mme Nathalie LONG, directrice Adjointe, chargée de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine DUPUY et de Mme Nathalie LONG, délégation est donnée à Mme Lucia PICARD, responsable des services administratifs, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à La Rochelle, le 3 janvier 2022

La directrice d'unité
Valérie BALLU

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

DEC220749DR08

Décision portant délégation de signature à M. Pierre GREVE pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7267 intitulée Ecologie et Biologie des Interactions (EBI)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7267 intitulée Ecologie et Biologie des Interaction (EBI), dont le directeur est M. Jean-Marc BERJEAUD.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Pierre GREVE, Directeur Adjoint, Professeur d'université, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre GREVE, délégation est donnée à Mme Geneviève HARIKA, Gestionnaire financière, Assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre GREVE et de Mme Geneviève HARIKA, délégation est donnée à Mme Christelle MIREBEAU, Gestionnaire financière, technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Poitiers, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Jean-Marc BERJEAUD

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

DEC220750DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Christelle MORILLON pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6041 intitulée Canaux et Connexines dans les Cancers et Cellules souches

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité UMR6041, intitulée Canaux et Connexines dans les Cancers et Cellules souches (4Cs) dont le directeur est M. Bruno CONSTANTIN.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Christelle MORILLON, Responsable administrative, Assistante ingénieure, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Poitiers, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Bruno CONSTANTIN

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



DEC220751DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Christel BIDEI-ILDEI pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7295 intitulée Centre de Recherches sur la Cognition et l'Apprentissage (CeRCA)

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7295 intitulée Centre de recherches sur la cognition et l'apprentissage (CeRCA), dont le directeur est M. Nicolas VIBERT

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Christel BIDEI-ILDEI, Maître de conférence, Directrice adjointe, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christel BIDEI-ILDEI, délégation est donnée à Mme Badiâa BOUAZZAOU, Ingénieure de recherche, Directrice adjointe aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christel BIDEI-ILDEI et de Mme Badiâa BOUAZZAOU, délégation est donnée à Mme Hélène BRILLET, Assistante ingénieure, Administratrice d'unité aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Poitiers, le 3 janvier 2022



Le directeur d'unité
Nicolas VIBERT

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

DEC220752DR08

Décision portant délégation de signature à M. Emmanuel DEMAURY pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7301 intitulée Migrations Internationales, Espaces et Sociétés (MIGRINTER)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7301 intitulée Migrations Internationales, Espaces et Sociétés (MIGRINTER), dont le directeur est M. Olivier CLOCHARD.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Emmanuel DEMAURY, Responsable administratif, Assistant ingénieur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Poitiers, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Olivier CLOCHARD

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

DEC220753DR08

Décision portant délégation de signature à M. Rémy GUILLEVIN pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7348 intitulée Laboratoire de Mathématiques et Applications (LMA)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7348 intitulée Laboratoire de Mathématiques et Applications (LMA), dont le directeur est M. Boris PASQUIER.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Rémy GUILLEVIN, Directeur Adjoint, Professeur des universités, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Rémy GUILLEVIN, délégation est donnée à Mme Nathalie MONGIN, Responsable finances, Technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Poitiers, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Boris PASQUIER

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



DEC220754DR08

Décision portant délégation de signature à M. Abdelkarim AIT-MOKHTAR pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7356 intitulée Laboratoire des sciences de l'ingénieur pour l'environnement (LaSIE)

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213785DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prorogation de l'unité UMR7356, intitulée Laboratoire des sciences de l'ingénieur pour l'environnement (LaSIE), dont le directeur est M. Xavier FEAUGAS.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Abdelkarim AIT-MOKHTAR, directeur adjoint, professeur des universités, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Abdelkarim AIT-MOKHTAR, délégation est donnée à Mme Nadine SEGUIN, responsable administrative, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à La Rochelle, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
M Xavier FEAUGAS

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



DEC220755DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Charline PARENTEAU pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213785DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'études biologiques de Chizé (CEBC), dont le directeur par intérim est M. Yves CHEREL.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Charline PARENTEAU, Directrice Adjointe, Ingénieure de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Charline PARENTEAU, délégation est donnée à Mme Pascale PEYROL-HALLEE, Responsable administrative, Ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Charline PARENTEAU et de Mme Pascale PEYROL-HALLEE, délégation est donnée à Mme Delphine BONNET, Gestionnaire de la station, Assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Chizé, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Yves CHEREL

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

DEC220756DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Agnès DELMAS pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPR4301 intitulée Centre de biophysique moléculaire CBM

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213426INC du 6 janvier 2022 portant modification de l'équipe de direction de l'unité propre de recherche UPR4301 intitulée Centre de biophysique moléculaire (CBM) dont le directeur est M. Matthieu REFREGIERS.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Agnès DELMAS, Directrice de recherche, Directrice adjointe par intérim, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Agnès DELMAS, délégation est donnée à Mme Fatiha AKROUM, Assistante ingénieure, responsable administrative aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Agnès DELMAS et de Mme Fatiha AKROUM, délégation est donnée à Mme Patricia LEGLAND, Assistante ingénieure, Gestionnaire financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Matthieu REFREGIERS

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

DEC220821DR08

Décision portant délégation de signature à M. Gildas MERCERON, Directeur de l'unité UMR7262 intitulée Laboratoire paléontologie évolution paléoécosystèmes paléoprimatologie (PALEVOPRIM), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7262 intitulée Laboratoire paléontologie évolution paléoécosystèmes paléoprimatologie (PALEVOPRIM), dont le directeur est M. Gildas MERCERON.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Gildas MERCERON, directeur de l'unité UMR7262, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement M. Gildas MERCERON, la délégation de signature est donnée à M. Olivier CHAVASSEAU, Directeur adjoint, Maître de conférences, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC190051DR08 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC220822DR08

Décision portant délégation de signature à M. Olivier CHAVASSEAU pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7262 intitulée Laboratoire paléontologie évolution paléoécosystèmes paléoprimateologie (PALEVOPRIM)

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7262 intitulée Laboratoire paléontologie évolution paléoécosystèmes paléoprimateologie (PALEVOPRIM), dont le directeur est M. Gildas MERCERON.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M Olivier CHAVASSEAU, Directeur adjoint, Maître de conférences, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Poitiers, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Gildas MERCERON

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



DEC220865DR08

Décision portant délégation de signature à M. Stéphane BILA, Directeur de l'unité UMR7252 intitulée XLIM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7252 intitulée XLIM, dont le directeur est M. Dominique BAILLARGEAT ;

Vu la décision DEC193043INSIS du 20 décembre 2019 portant nomination de M. Stéphane BILA aux fonctions de directeur de l'unité UMR7252 intitulée XLIM.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Stéphane BILA, directeur de l'unité UMR7252, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane BILA, délégation de signature est donnée à

- M. Stéphane MERILLOU, Professeur des universités, directeur adjoint
- M. Samir ADLY, Professeur des Universités, responsable AXE MATHIS
- M. Denis BARATAUD, Professeur des Universités, responsable AXE SRF
- M. Pierre BLONDY, Professeur des Universités, responsable AXE RF ELITE
- M. Jean-Pierre CANCES, Professeur des Universités, responsable AXE SRI
- M. Daniel MENEVEAUX, Professeur des Universités responsable AXE ASALI
- M. Philippe ROY, Directeur de Recherche, responsable AXE PHOT
- M. Raphaël SOMMET, Chargé de recherche, responsable équipe CCSNL, AXE SRF (site Brive)
- M. Yannis POUSSET, Professeur des Universités, directeur délégué (site Poitiers)
- Mme Virginie REYTIER, Ingénieure d'étude, responsable administrative et financière
- Mme Françoise MERIGAUD, Assistante ingénieure, gestionnaire administrative et financière

aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC201109DR08 du 12 juin 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220951DR08

Décision portant délégation de signature à M. Yannick POUILLOUX, Directeur de l'unité UMR7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers (IC2MP), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers (IC2MP), dont le directeur est M. Yannick POUILLOUX.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Yannick POUILLOUX, directeur de l'unité UMR7285, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2



En cas d'absence ou d'empêchement M. Yannick POUILLOUX, la délégation de signature est donnée à Mme Florence EPRON, directrice de recherche, à Mme Karine DE OLIVEIRA VIGIER, professeure des universités, à Mme Christine CANAFF, ingénieure de recherche, à Mme Carine NOEL, ingénieure d'études et à Mme Nathalie Ranger, ingénieure d'Etudes aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC190056DR08 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220957DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Florence EPRON pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers (IC2MP)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7285 intitulée Institut de Chimie des Milieux et Matériaux de Poitiers (IC2MP), dont le directeur est M. Yannick POUILLOUX.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Florence EPRON, directrice de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Florence EPRON, délégation est donnée à Mme Karine DE OLIVEIRA VIGIER, professeure des universités, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Florence EPRON et de Mme Karine DE OLIVEIRA VIGIER, délégation est donnée à Mme Christine CANAFF, ingénieure de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Florence EPRON, de Mme Karine DE OLIVEIRA VIGIER et de Mme Christine CANAFF, délégation est donnée à Mme Carine NOEL, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Florence EPRON, de Mme Karine DE OLIVEIRA VIGIER, de Mme Christine CANAFF et de Mme Carine NOEL, délégation est donnée à Mme Nathalie RANGER, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 6

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

Article 7

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Poitiers, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Yannick POUILLOUX



DEC220958DR08

Décision portant délégation de signature à M. Stéphane MERILLOU pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7252 intitulée XLIM

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7252 intitulée XLIM, dont le directeur est M. Dominique BAILLARGEAT ;

Vu la décision DEC193043INSIS du 20 décembre 2019 portant nomination de M. Stéphane BILA aux fonctions de directeur de l'unité UMR7252 intitulée XLIM.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Stéphane MERILLOU, Professeur des universités, directeur adjoint, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane MERILLOU, délégation est donnée à M. Samir ADLY, Professeur des Universités, responsable AXE MATHIS, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane MERILLOU et de M. Samir ADLY, délégation est donnée à M. Denis BARATAUD, Professeur des Universités, responsable AXE SRF, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane MERILLOU, de M. Samir ADLY et de M. Denis BARATAUD, délégation est donnée à M. Pierre BLONDY, Professeur des Universités, responsable AXE RF ELITE, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane MERILLOU, de M. Samir ADLY, de M. Denis BARATAUD et de M. Pierre BLONDY, délégation est donnée à M. Jean-Pierre CANCES, Professeur des Universités, responsable AXE SRI, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane MERILLOU, de M. Samir ADLY, de M. Denis BARATAUD, de M. Pierre BLONDY et de M. Jean-Pierre CANCES, délégation est donnée à M. Daniel MENEVEAUX, Professeur des Universités responsable AXE ASALI, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 7

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane MERILLOU, de M. Samir ADLY, de M. Denis BARATAUD, de M. Pierre BLONDY, de M. Jean-Pierre CANCES et de M. Daniel MENEVEAUX, délégation est donnée à M. Philippe ROY, Directeur de Recherche, responsable AXE PHOT aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 8

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane MERILLOU, de M. Samir ADLY, de M. Denis BARATAUD, de M. Pierre BLONDY, de M. Jean-Pierre CANCES, de M. Daniel MENEVEAUX et de M. Philippe ROY, délégation est donnée à M. Raphaël SOMMET, Chargé de recherche, responsable équipe CCSNL, AXE SRF (site Brive), aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 9

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane MERILLOU, de M. Samir ADLY, de M. Denis BARATAUD, de M. Pierre BLONDY, de M. Jean-Pierre CANCES, de M. Daniel MENEVEAUX, de M. Philippe ROY et de M. Raphaël SOMMET, délégation est donnée à M. Yannis POUSSET, Professeur des Universités, directeur délégué (site Poitiers), aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 10

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane MERILLOU, de M. Samir ADLY, de M. Denis BARATAUD, de M. Pierre BLONDY, de M. Jean-Pierre CANCES, de M. Daniel MENEVEAUX, de M. Philippe ROY, de M. Raphaël SOMMET et de M. Yannis POUSSET, délégation est donnée à Mme Virginie REYTIER, Ingénieure d'étude, responsable administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 11

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane MERILLOU, de M. Samir ADLY, de M. Denis BARATAUD, de M. Pierre BLONDY, de M. Jean-Pierre CANCES, de M. Daniel MENEVEAUX, de M. Philippe ROY, de M. Raphaël SOMMET, de M. Yannis POUSSET et de Mme Virginie REYTIER, délégation est donnée à Mme Françoise MERIGAUD, Assistante ingénieure, gestionnaire administrative et financière, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 12

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 13

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Limoges, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Stephane BILA



DEC220970DR08

Décision portant délégation de signature à M. Philippe THOMAS, Directeur de l'unité UMR7315 intitulée Institut de Recherche sur les Céramiques (IRCER), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 Décembre 2017 portant prolongation de UMR7315 intitulée Institut de Recherche sur les Céramiques (IRCER), dont le directeur est M. Philippe THOMAS.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Philippe THOMAS, directeur de l'unité UMR7315, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2



En cas d'absence ou d'empêchement M. Philippe THOMAS, la délégation de signature est donnée à M. Fabrice ROSSIGNOL, directeur de recherche, directeur adjoint, et à Mme Hélène MIAN-MEMY, ingénieure d'Etudes, responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC190062DR08 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 3 janvier 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220996DR08

Décision portant délégation de signature à M. Fabrice ROSSIGNOL pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7315 intitulée Institut de Recherche sur les Céramiques (IRCER)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7252 intitulée XLIM, dont le directeur est M. Dominique BAILLARGEAT ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 Décembre 2017 portant prolongation de UMR7315 intitulée Institut de Recherche sur les Céramiques (IRCER), dont le directeur est M. Philippe THOMAS.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Fabrice ROSSIGNOL, directeur de recherche, directeur adjoint, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabrice ROSSIGNOL, délégation est donnée à Mme Hélène MIAN-MEMY, ingénieure d'Etudes, responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Limoges, le 3 janvier 2022

Le directeur d'unité
Philippe THOMAS

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique

DEC221403DR08

Décision portant délégation de signature à M. Martin AURELL, directeur de l'unité UMR7302 intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213778DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prorogation de l'unité UMR7302, intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM), dont le directeur est M. Martin AURELL.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Martin AURELL, directeur de l'unité UMR7302, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2



En cas d'absence ou d'empêchement M. Martin AURELL, la délégation de signature est donnée à Mme Harmony DEWEZ, Maître de conférence, et à M. Francis PARENT, Ingénieur d'études aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC190059DR08 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 8 avril 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC221404DR08

Décision portant délégation de signature à M. Eric PINAUD, directeur de l'unité UMR7276 intitulée Contrôle de la Réponse Immune B et Lymphoproliférations (CRIBL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7276, intitulée Contrôle de la Réponse Immune B et Lymphoproliférations (CRIBL), dont le directeur est M. Eric PINAUD.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Eric PINAUD, directeur de l'unité UMR7276, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2



En cas d'absence ou d'empêchement M. Eric PINAUD, la délégation de signature est donnée à Mme Nathalie FAUMONT, Maitresse de conférences, Directrice adjointe, à M. Jean FEUILLARD, Professeur des universités – praticien hospitalier, Responsable d'équipe, à M. Christophe SIRAC Professeur des universités, Responsable d'équipe et à M. Laurent DELPY, Directeur de recherche, Responsable d'équipe aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC210379DR08 du 4 janvier 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 8 avril 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC221406DR08

Décision portant délégation de signature à M. Lotfi ABOUDA, directeur de l'unité UMR7270 intitulée Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7270, intitulée Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL), dont le directeur est M. Gabriel BERGOUNIOUX,

Vu la décision DEC220781INSHS du 7 avril 2022 portant cessation de fonctions et nomination de M. Lotfi ABOUDA aux fonctions de directeur par intérim et de Mme Audrey VIAULT, aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'UMR7270 intitulé Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Lotfi ABOUDA, directeur de l'unité UMR7270, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement M. Lotfi ABOUDA, la délégation de signature est donnée à M. Jean-Michel FOURNIER, Professeur des universités, Directeur adjoint aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC210379DR08 du 4 janvier 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 8 avril 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC221458DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Nathalie FAUMONT pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7276 intitulée Contrôle de la Réponse Immune B et Lymphoproliférations (CRIBL)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7276, intitulée Contrôle de la Réponse Immune B et Lymphoproliférations (CRIBL), dont le directeur est M. Eric PINAUD.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Nathalie FAUMONT, Maitresse de conférences, Directrice adjointe, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie FAUMONT, délégation est donnée à M. Jean FEUILLARD, Professeur des universités - praticien hospitalier, Responsable d'équipe, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie FAUMONT et de M. Jean FEUILLARD, délégation est donnée à M. Christophe SIRAC Professeur des universités, Responsable d'équipe, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie FAUMONT, de M. Jean FEUILLARD et de M. Christophe SIRAC, délégation est donnée à M. Laurent DELPY, Directeur de recherche, Responsable d'équipe, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 5

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique





Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Limoges, le 12 avril 2022

Le directeur d'unité
Eric PINAUD



DEC221658DR08

Décision portant délégation de signature à M. Charles-André BOST, Directeur par intérim de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213785DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'études biologiques de Chizé (CEBC), dont le directeur par intérim est M. Yves CHEREL.

Vu la décision **Charles-André BOST**

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Charles-André BOST, directeur par intérim de l'unité UMR7372, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement M. Charles-André BOST, la délégation de signature est donnée, à M. Olivier CHASTEL, directeur adjoint par intérim, Directeur de recherche, à Mme Charline PARENTEAU, Directrice Adjointe, Ingénieure de recherche, à Mme Pascale PEYROL-HALLEE, Responsable administrative, Ingénieure d'études, et à Mme Delphine BONNET, Gestionnaire de la station, Assistante ingénieure, fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC220399DR08 du 3 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 16 mai 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC221661DR08

Décision portant délégation de signature à Matthieu REFREGIERS, directeur par intérim de l'unité FR2708 intitulée Physique et Chimie du Vivant (PCV), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité FR2708 intitulée Physique et Chimie du Vivant (PCV), dont la directrice est Mme Agnès DELMAS ;

Vu la décision DEC213837INC du 13 mai 2022 portant cessation de fonction et nomination de M. Matthieu REFREGIERS aux fonctions de directeur par intérim de la fédération de recherche FR2708 intitulée Physique et Chimie du Vivant (PCV).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Matthieu REFREGIERS, directeur par intérim de l'unité FR2708, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement M. Matthieu REFREGIERS, la délégation de signature est donnée, à Mme Pascale LETOURNEUX, directrice administrative, ingénieure de recherche, à M. Christophe DUBOIS, gestionnaire financier, assistant ingénieur, à Mme Fatima AKROUM, responsable administrative, assistante ingénieure, et à Mme Patricia LEGLAND, gestionnaire financière, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC190005DR08 du 2 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 16 mai 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC221673DR08

Décision portant délégation de signature à M. Matthieu REFREGIERS, directeur de l'unité UPR4301 intitulée Centre de biophysique moléculaire CBM, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC171286DGDS du 21 décembre 2017 portant prolongation de l'unité UPR4301 intitulée Centre de Biophysique Moléculaire (CBM), dont la directrice est Mme Eva JAKAB TOTH ;

Vu, la décision DEC213426INC du 6 janvier 2022 portant modification de l'équipe de direction de l'unité propre de recherche UPR4301 intitulée Centre de biophysique moléculaire (CBM) dont le directeur est M. Matthieu REFREGIERS.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Matthieu REFREGIERS, directeur de l'unité UPR4301, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Matthieu REFREGIERS, délégation de signature est donnée à Mme Hélène BENEDETTI, Directrice de recherche, Directrice adjointe, à Mme Fatiha AKROUM, Assistante ingénieure, responsable administrative, et à Mme Patricia LEGLAND, Assistante ingénieure, Gestionnaire financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220756DR08 du 3 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 17 mai 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC221686DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Hélène BENEDETTI pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPR4301 intitulée Centre de biophysique moléculaire CBM

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213426INC du 6 janvier 2022 portant modification de l'équipe de direction de l'unité propre de recherche UPR4301 intitulée Centre de biophysique moléculaire (CBM) dont le directeur est M. Matthieu REFREGIERS.

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Hélène BENEDETTI, Directrice de recherche, Directrice adjointe, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène BENEDETTI, délégation est donnée à Mme Fatiha AKROUM, Assistante ingénieure, responsable administrative aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Hélène BENEDETTI et de Mme Fatiha AKROUM, délégation est donnée à Mme Patricia LEGLAND, Assistante ingénieure, Gestionnaire financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 20 mai 2022

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



Le directeur d'unité
Matthieu REFREGIERS



DEC221687DR08

Décision portant délégation de signature à M. Olivier CHASTEL pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'Etudes Biologiques de Chizé (CEBC)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213785DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'études biologiques de Chizé (CEBC), dont le directeur par intérim est M. Yves CHEREL.

Vu la décision DEC221217INEE du 13 mai 2022 portant nomination de M. Charles-André BOST et de M. Olivier CHASTEL, respectivement aux fonctions de directeur par intérim et directeur adjoint par intérim de l'unité UMR7372 intitulée Centre d'études biologiques de Chizé (CEBC).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Olivier CHASTEL, Directeur adjoint par intérim, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier CHASTEL, délégation est donnée Mme Charline PARENTEAU, Directrice Adjointe, Ingénieure de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier CHASTEL et de Mme Charline PARENTEAU, délégation est donnée à Mme Pascale PEYROL-HALLEE, Responsable administrative, Ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Olivier CHASTEL, de Mme Charline PARENTEAU et de Mme Pascale PEYROL-HALLEE, délégation est donnée à Mme Delphine BONNET, Gestionnaire de la station, Assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 5

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Chizé, le 20 mai 2022

Le directeur d'unité
Charles-André BOST



DEC221688DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Pascale LETOURNEUX pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR2708 intitulée Physique et Chimie du Vivant (PCV)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité FR2708 intitulée Physique et Chimie du Vivant (PCV), dont la directrice est Mme Agnès DELMAS ;

Vu la décision DEC213837INC du 13 mai 2022 portant cessation de fonction et nomination de M. Matthieu REFREGIERS aux fonctions de directeur par intérim de la fédération de recherche FR2708 intitulée Physique et Chimie du Vivant (PCV).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Pascale LETOURNEUX, directrice administrative, ingénieure de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Pascale LETOURNEUX, délégation est donnée à M. Christophe DUBOIS, gestionnaire financier, assistant ingénieur aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Pascale LETOURNEUX et de M. Christophe DUBOIS, délégation est donnée à Mme Fatima AKROUM, responsable administrative, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Pascale LETOURNEUX, de M. Christophe DUBOIS et de Mme Fatima AKROUM, délégation est donnée à Mme Patricia LEGLAND, gestionnaire financière, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



Article 5

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.



Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 20 mai 2022

Le directeur d'unité
Matthieu REFREGIERS



DEC221689DR08

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Michel FOURNIER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7270 intitulée Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité UMR7270, intitulée Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL), dont le directeur est M. Gabriel BERGOUGNIOUX,

Vu la décision DEC220781INSHS du 7 avril 2022 portant cessation de fonctions et nomination de M. Lotfi ABOUDA aux fonctions de directeur par intérim et de Mme Audrey VIAULT, aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'UMR7270 intitulé Laboratoire Ligérien de Linguistique (LLL).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-Michel FOURNIER, Professeur des universités, Directeur adjoint, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 20 mai 2022

Le directeur d'unité
Lotfi ABOUDA

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



DEC222195DR08

Décision portant délégation de signature à Mme Cécile VOYER, directrice de l'unité UMR7302 intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC213778DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prorogation de l'unité UMR7302, intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM), dont le directeur est M. Martin AURELL,

Vu la décision DEC221660INSHS portant nomination de Mme Cécile Voyer au fonctions de directrice par intérim de l'unité UMR7302, intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM).

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Cécile VOYER, directrice de l'unité UMR7302, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et



- services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
 3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Cécile VOYER, délégation de signature est M. Francis PARENT, ingénieur d'étude, Responsable administratif et financier, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC221403DR08 du 8 avril 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 6 septembre 2022

Le délégué régional
Ludovic HAMON

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC222920DAJ

Décision portant délégation de signature à M. Géraud Delorme, délégué régional de la circonscription Alsace (DR10)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de la crise sanitaire ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

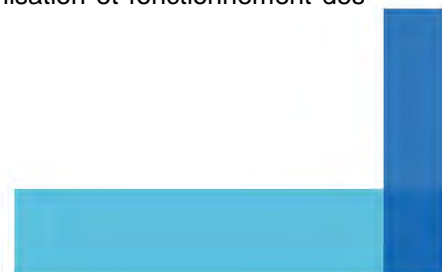
Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC122303DR10 du 1^{er} septembre 2012 portant nomination de Mme Doris Pflumio aux fonctions de responsable du service des ressources humaines ;

Vu la décision DEC180707DAJ du 15 février 2018 portant sur les recherches impliquant la personne humaine menées au CNRS ;

Vu la décision DEC182911DAJ du 9 novembre 2018 portant nomination de M. Kevin Geiger aux fonctions d'adjoint au délégué régional de la circonscription Alsace ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 modifiée portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;



Vu la décision DEC222919DAJ portant nomination de M. Géraud Delorme aux fonctions de délégué régional de la circonscription Alsace ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la santé au travail au CNRS ;

Vu la circulaire CIR202102DGDR du 19 novembre 2020 relative à l'attribution de cadeaux ou chèques cadeaux et au financement de prix scientifiques ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CNRS du 4 février 2010 modifiée donnant délégation de pouvoir au président du CNRS,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. – Délégation permanente est donnée à M. Géraud Delorme, délégué régional de la circonscription Alsace (DR10), à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS et dans la limite de ses attributions, les arrêtés, actes, décisions et conventions relevant des domaines suivants :

1.1 - Gestion des personnels

- les décisions relatives au recrutement et à la gestion des personnels chercheurs ainsi que celles relatives aux ingénieurs, personnels techniques et d'administration de la recherche ;
- les sanctions disciplinaires du premier groupe ;
- les conventions de mise à disposition à l'exception de celles impliquant une exonération totale ou partielle de la prise en charge de la rémunération et des charges sociales afférentes à la mise à disposition des personnes du CNRS auprès d'une entreprise ;
- les arrêtés interministériels de détachement des fonctionnaires du CNRS ainsi que les décisions de nomination dans le corps relevant de l'établissement des fonctionnaires qui y sont détachés ;
- les conventions et décisions relatives aux actions de formation permanente.

1.2 - Organisation et fonctionnement des services

- les décisions de nomination des correspondants fonctionnels et des responsables de la Délégation, à l'exception de l'adjoint(e) au délégué régional et des chargés de mission scientifique ou résidents ;
- les décisions de nomination de l'ingénieur régional de prévention et de sécurité et des agents chargés de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité ;
- les décisions relatives aux conseils de laboratoire et de service ;
- les conventions fixant les modalités d'acquisition et de fonctionnement des matériels communs au CNRS et à d'autres organismes ;
- les baux d'immeubles donnés ou pris à loyer d'une durée inférieure ou égale à neuf ans dont le montant annuel est inférieur ou égal à 125 000 euros ;



- les conventions d'utilisation des biens domaniaux conclues avec l'Etat d'une durée inférieure ou égale à 20 ans ;
- les conventions d'occupation précaire, conventions d'hébergement et concessions de logement ;
- les conventions de cession de matériels informatiques, dont le CNRS n'a plus l'emploi et dont la valeur unitaire de chaque bien meuble n'excède pas 300 euros, conclues par le CNRS avec des associations satisfaisant aux conditions posées par l'article L. 3212-2-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

1.3 - Relations avec les partenaires

- les contrats de recherche et les accords de partenariat impliquant au moins une unité de la circonscription ;
- les mandats de gestion et d'exploitation et les règlements de copropriété, d'un résultat issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les licences concédées à une société d'accélération du transfert de technologies (SATT) par le CNRS ou par une SATT à un partenaire, lorsque le CNRS est mandataire unique d'un résultat issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les contrats entrant dans le champ de la présente délégation de signature et comportant des clauses d'exploitation ou de cession de droits sur des résultats de recherche du CNRS issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les contrats conclus dans le cadre de l'Union européenne, ainsi que les actes et accords y afférents ;
- les conventions de collaboration pour une unité propre de recherche hors contractualisation ;
- les conventions d'association des unités de recherche hors contractualisation ;
- les conventions destinées à assurer le bon fonctionnement des unités et notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à la restauration et au suivi médical, en application notamment du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 susvisé et de l'instruction n° INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la santé au travail au CNRS ;
- les conventions avec les universités relatives à la délivrance des ordres de mission ;
- les conventions avec les collectivités locales de la circonscription ;
- les conventions d'adhésion à des associations « loi 1901 », lorsque la cotisation annuelle est inférieure à 10 000 euros nets ;
- les contrats d'édition ou de co-édition, de production et de coproduction, de diffusion, de cession et d'achat de droits d'auteur ou de droits voisins, pour le compte des unités relevant de sa circonscription ;
- les conventions de délégation de gestion des unités conclus avec les établissements d'enseignement supérieur et les actes qui leur sont afférents ;



- les contrats de partage des avantages relatifs à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées (APA) impliquant une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les conventions constitutives d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS) concernant une ou plusieurs unités de la circonscription, et les actes qui leur sont afférents ;
- les conventions constitutives d'un GIS concernant plusieurs unités rattachées à la circonscription et à une ou plusieurs délégations régionales, lorsque la délégation régionale de la circonscription est désignée délégation pilote, ainsi que les actes qui leur sont afférents.

1.4 - Dons et legs

- les actes consécutifs à l'acceptation de ceux-ci dans les conditions prévues aux dispositions testamentaires, les actes conservatoires, d'administration, de disposition, les actes donnant pouvoir avec faculté de substituer.

1.5 - Déclarations diverses

- les déclarations, demandes et autres formalités en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le visa des demandes d'autorisation des lieux de recherches biomédicales du CNRS, en tant que responsable des lieux, en application de l'article L. 1121-13 du code de santé publique ;
- les déclarations, demandes et autres formalités en matière de constitution d'échantillons biologiques humains à des fins scientifiques, en application de l'article L. 1243-3 du code de la santé publique ;
- les demandes d'autorisation relatives à l'importation à des fins de recherche de cellules souches embryonnaires, aux protocoles d'études et de recherche et à la conservation de ces cellules ;
- les demandes d'autorisation d'activité d'importation et/ou d'exportation d'organes et de cellules issus du corps humain et de leurs dérivés à des fins scientifiques, en application des articles R.1235-7 et R.1235-8 du code de la santé publique ;
- les déclarations de diligence nécessaire, les demandes d'autorisation et autres formalités relatives à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées (APA) ;
- les déclarations, demandes et autres formalités nécessaires en matière d'espèces protégées.

1.6 - Subventions

- l'attribution de subventions en espèces d'un montant, par subvention, inférieur ou égal à 125 000 euros et dont l'objet est limité aux aides à la recherche, à l'aide à la diffusion des résultats de la recherche, au soutien aux réunions et colloques scientifiques, au financement de prix scientifiques et au soutien à des institutions scientifiques et aux associations liées aux CNRS ;
- l'attribution de subventions en nature pour un montant, par bénéficiaire et par an, inférieur ou égal à 125 000 euros ;



- l'attribution de subventions pour l'exécution des programmes pluridisciplinaires entrant dans le cadre de la programmation scientifique approuvée par le conseil d'administration dont le montant, par an et par programme, est inférieur ou égal à 375 000 euros ;
- les décisions de versement de subventions aux établissements d'enseignement supérieur pour les unités dont la gestion leur est déléguée au titre d'une convention de délégation de gestion ;
- les conventions de subvention d'un montant inférieur ou égal à 300 000 euros et dont l'objet est limité au financement de projets scientifiques au titre des contrats de plan Etat-Région.

1.7 - Tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits

- les décisions fixant le montant des redevances et rémunérations dues au CNRS entrant dans le champ de compétences déterminé par l'instruction de procédure relative à la tarification, la facturation et la budgétisation de ventes de produits.

1.8 - Poursuites pénales engagées par le CNRS

- les dépôts de plaintes contre X ou contre des personnes physiques qui ne sont pas agents du CNRS, par courrier ou par déposition, relatives aux atteintes portées aux biens matériels et immatériels, excepté les dépôts de plainte avec constitution de partie civile, la citation directe et les dépôts de plaintes contre des personnes physiques qui sont des agents du CNRS.

Art. 2. – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Géraud Delorme, délégué régional, délégation est donnée à M. Kevin Geiger, adjoint au délégué régional, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS et dans la limite de ses attributions, l'ensemble des actes mentionnés à l'article 1^{er}, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe énumérées au 1.1.

Art. 3. – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Géraud Delorme, délégué régional, et de M. Kevin Geiger, adjoint au délégué régional, délégation est donnée à Mme Doris Pflumio, responsable du service des ressources humaines, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS et dans la limite de ses attributions, l'ensemble des actes mentionnés à l'article 1^{er}, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe énumérées au 1.1.

Art. 4. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 16 décembre 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC222663DR12

Décision portant délégation de signature à Mme Ana ZARUBICA, directrice de l'unité UAR3367 intitulée Centre d'Immunophénomique (CIPHE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171285DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMS3367, intitulée Centre d'Immunophénomique, dont le directeur est Bernard MALISSEN ;

Vu la décision DEC214036DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification de certaines Unités mixtes de service (UMS) en Unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu la décision DEC222387INSB du 17 octobre 2022 portant nomination de Mme Ana ZARUBICA aux fonctions de directrice de l'unité d'appui et de recherche n°3367 intitulée « centre d'Immunophénomique (CIPHE) » à compter du 1er septembre 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme **Ana ZARUBICA**, directrice de l'unité UAR3367, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur



au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Ana ZARUBICA**, délégation de signature est donnée à

- **Mme Anabelle PRUNT**, AI ;
- **Mme Mylène BOSLER**, AI ;
- **M. Raphael DANYACH**, AI ;
- **Mme Céline GARCIN**, TCN, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.
- **M. Julien GENTET**, CDD, uniquement **pour la certification du service fait**.

Article 3

La décision n° DEC220355DR12 du 1^{er} janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 18 octobre 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC222777DR15

Décision portant délégation de signature à Mme Samira Fatmi pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'UMR5164 intitulée Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle (Immuno ConcEpT)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5164 intitulée Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle (Immuno ConcEpT), dont la directrice est Mme Julie Dechanet-Merville ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Samira Fatmi, assistante ingénieur, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice ainsi qu'en cas de changement de la délégataire ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Bordeaux, le 1^{er} octobre 2022

La directrice d'unité
Julie Dechanet-Merville



DEC222775DR15

Décision portant délégation de signature à Mme Julie Dechanet-Merville, directrice de l'UMR5164 intitulée Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle (Immuno ConcEpT), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180755DAJ du 22 février 2018 nommant M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine à compter du 1^{er} avril 2018 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5164 intitulée Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle (Immuno ConcEpT), dont la directrice est Mme Julie Dechanet-Merville ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Julie Dechanet-Merville, directrice de l'UMR5164, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Julie Dechanet-Merville, délégation de signature est donnée à Mme Samira Fatmi, assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision DEC191093DR15 du 1^{er} septembre 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 1^{er} octobre 2022

Le délégué régional



DEC222830DR16

Décision portant délégation de signature à Madame Carine CONSTANS, adjointe à la déléguée régionale, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LONGIN, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange aux responsables de la délégation

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 - Délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC131207DR16 du 3 avril 2013 portant nomination de Mme Hélène LENISTON aux fonctions de responsable du service partenariat et Valorisation de la délégation Paris Michel-Ange en remplacement de Mme Daphnée RAFFINI, à compter du 1^{er} avril 2013 ;

Vu la décision DEC171261DR16 du 3 avril 2017 portant nomination de Monsieur Christophe FERSING aux fonctions de responsable du Service Technique et Logistique de la délégation Paris Michel-Ange à compter du 1^{er} avril 2017 ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC221159DAJ du 5 avril 2022 portant fin de fonction et nomination de Mme Carine CONSTANS aux fonctions d'adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, à compter du 1^{er} avril 2022 en remplacement de Mme Christelle POULAIN appelée à d'autres fonctions ;

DECIDE :

Article 1^{er}



En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LONGIN, déléguée régionale pour la circonscription Paris Michel-Ange, délégation est donnée à **Madame Carine CONSTANS**, adjointe de la déléguée régionale de Paris Michel-Ange, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire de Madame Isabelle LONGIN.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LONGIN déléguée régionale pour la circonscription Paris Michel-Ange et de Madame Carine CONSTANS, adjointe de la déléguée régionale de Paris Michel-Ange, délégation est donnée aux fins mentionnées ci-dessous à :

- **Madame Hélène LENISTON**, responsable du Service Partenariat et Valorisation
- **Monsieur Christophe FERSING**, responsable du Service Technique Informatique et Logistique

A l'effet de signer, dans la limite des crédits disponibles :

- tous actes, décisions et documents relatifs à la liquidation et au mandatement des dépenses, ainsi que les commandes en fonctionnement ou équipement d'un montant unitaire inférieur ou égal à 40 000€ HT ;
- les ordres de missions (France métropolitaine, DOM TOM, pays appartenant à l'Union Européenne et pays étrangers en respectant la réglementation en vigueur au CNRS pour les pays à risques), ainsi que les bons de transports afférents ;
- tous les actes, décisions et documents relatifs à l'émission des titres de recettes.
- les titres de recettes ;

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **2 novembre 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC222746DR16

Délégation de signature consentie à Monsieur Hervé BERTRAND, directeur de la sûreté (DIRSU) et conseiller pour les questions aéronautiques, unité MOY1648 intitulée « Fonctionnaire de Sécurité de Défense » (FSD), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la circulaire interministérielle N°3415/SGDSN/AIST/PST du 7 novembre 2012 de mise en œuvre du dispositif de la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) ;

Vu la décision DEC133400DAJ du 1^{er} janvier 2014 portant organisation et fonctionnement de la direction de la sûreté ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu l'instruction INS160675DAJ du 2 mars 2016 sur l'utilisation des drones ;

Vu la décision DEC181812DAJ du 10 juillet 2018, portant nomination de M. Jean-Robert ROCHE aux fonctions d'adjoint au fonctionnaire de sécurité de défense du CNRS à compter du 3 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2020 relatif à l'utilisation de l'espace aérien par les aéronefs sans équipage à bord ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

Vu la décision DEC222656DAJ du 27 octobre 2022 portant nomination de M. Hervé BERTRAND aux fonctions de directeur de la sûreté (DIRSU) et de conseiller pour les



questions aéronautiques en remplacement de M. Philippe GASNOT appelé à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} novembre 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Monsieur Hervé BERTRAND**, directeur de la sûreté (DIRSU) et conseiller pour les questions aéronautiques, unité MOY1648 intitulée « Fonctionnaire de sécurité de défense du CNRS » (FSD), à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles du FSD, les actes suivants :

1. Les commandes d'un montant inférieur à 40 000,00 euros hors taxes, soit 50 000,00 euros TTC et les actes d'exécution correspondants ;
2. Les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risques, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hervé BERTRAND, délégation de signature est donnée à **Monsieur Jean-Robert ROCHE**, adjoint au fonctionnaire de sécurité de défense du CNRS, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **2 novembre 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC222970DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à Mme Isabelle Longin, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange (DR16)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle Longin aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange ;

Vu la délibération du conseil d'administration du 4 février 2010 modifiée relative à la délégation de pouvoir consentie au Président du CNRS ;

Vu le bon de commande relatif à l'achat d'un motorcycle neuf de la marque BMW, modèle CE-04, avec reprise d'un motorcycle d'occasion de la marque BMW pour un montant de 5 800 euros,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. – Délégation est donnée à Mme Isabelle Longin, déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, tout acte nécessaire à la réalisation de la cession, pour un montant de 5 800 euros, d'un motorcycle d'occasion de la marque BMW, référencé sous le numéro d'inventaire 005/0328/2018, dans le cadre de l'achat d'un motorcycle neuf de la marque BMW, modèle CE-04.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 14 décembre 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC222782DR16

Décision portant délégation de signature à Monsieur David BERTHEBAUD, directeur de l'unité IRL3629 intitulée « Laboratory for Innovative Key Materials and Structures (LINK) », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC133022DGDS du 20 décembre 2013 portant création de l'unité UMI3629, intitulée « Laboratory for Innovative Key Materials and Structures (LINK) » ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC181903DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMI3629, intitulée « Laboratory for Innovative Key Materials and Structures (LINK) » dont le directeur est M. Fabien GRASSET et le directeur adjoint M. David BERTHEBAUD, à compter du 1^{er} janvier 2019 ;

Vu la décision DEC193033INC du 18 décembre 2019 portant nomination de M. David BERTHEBAUD aux fonctions de directeur l'unité UMI3629, intitulée « Laboratory for Innovative Key Materials and Structures (LINK) », à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC200408INC du 19 février 2020, portant nomination de M. Naoko OHASHI et M. David LECHEVALIER aux fonctions de directeurs adjoints par intérim de



l'unité UMI3629, intitulée « Laboratory for Innovative Key Materials and Structures (LINK), à compter du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 août 2020 ;

Vu la décision DEC201188INS du 23 juillet 2020, portant nomination de M. Naoko OHASHI et M. David LECHEVALIER aux fonctions de directeurs adjoints de l'unité UMI3629, intitulée « Laboratory for Innovative Key Materials and Structures (LINK), à compter du 1^{er} septembre 2020 jusqu'au terme du mandat de l'unité ;

Vu la décision DEC202353DGDS du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines unités mixtes internationales (UMI) en International research laboratories (IRL), à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

Vu la décision DEC211514DAJ du 1^{er} avril 2021 portant fin de fonctions et nomination de Mme Isabelle LONGIN aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Paris Michel-Ange, en remplacement de Mme Hélène MAURY, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. David BERTHEBAUD**, directeur de l'unité IRL3629 intitulée « Laboratory for Innovative Key Materials and Structures (LINK) », à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

¹ soit jusqu'à 140 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2022.



En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David BERTHEBAUD, délégation de signature est donnée à **M. Jean-François HALET**, chercheur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **2 novembre 2022**

La Déléguée régionale de Paris Michel-Ange

Isabelle LONGIN



DEC222740DR17

Décision portant délégation de signature à Mme Anne-Catherine Chasles pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3556 intitulée BioCore

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213791DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité d'appui et de recherche n°3556 intitulée « Santé François Bonamy » ;

Vu la décision DEC222386INSB du 17 octobre 2022 portant modification de la DEC213791DGDS portant le renouvellement de l'unité d'appui et de recherche n°3556 intitulée « Santé François Bonamy », dont le directeur est M. Laurent Beck ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Anne-Catherine Chasles, ingénieure d'études, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nantes, le 30/11/2022

Le directeur d'unité

Laurent Beck



DEC222856DR17

Décision portant délégation de signature à M. Marc Quincampoix, directeur de l'unité UMR6205 intitulée Laboratoire de mathématiques de Bretagne-Atlantique (LMBA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6205 intitulée Laboratoire de mathématiques de Bretagne-Atlantique (LMBA), dont le directeur est M. Marc Quincampoix ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Marc Quincampoix, directeur de l'unité UMR6205, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Quincampoix, délégation de signature est donnée à M. Daniel Boivin, professeur, et Mme Gaëlle Calvez-Barnot, technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220734DR17 du 4 février 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 28/11/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC222735DR17

Décision portant délégation de signature à M. Samuel Corgne pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6554 intitulée Littoral, environnement, télédétection, géomatique (LETG)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6554 intitulée Littoral, environnement, télédétection, géomatique (LETG), dont le directeur est M. Brice Trouillet ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Samuel Corgne, professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement M. Samuel Corgne, délégation est donnée à M. Mohamed Maanan, maître de conférences, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Samuel Corgne et de M. Mohamed Maanan, délégation est donnée à M. Cyril Tissot, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nantes, le 21 novembre 2022

Le directeur d'unité

Brice TROUILLET



DEC222861DR17

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Michel Bouler, directeur de l'unité UMR6230 intitulée Chimie et interdisciplinarité : synthèse, analyse, modélisation (CEISAM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6230 intitulée Chimie et interdisciplinarité : synthèse, analyse, modélisation (CEISAM), dont le directeur est M. Jean-Michel Bouler ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-Michel Bouler, directeur de l'unité UMR6230, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Michel Bouler, délégation de signature est donnée à Mme Nathalie Le Ba, ingénieure de recherche, Mme Stéphanie Tessier, ingénieure d'études, Mme Muriel Bermon, technicienne, Mme Karine Gautier, technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC221604DR17 du 4 mai 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 28/11/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC222800DR17

Décision portant délégation de signature à M. David Le Touzé, directeur par intérim de l'unité UMR6598 intitulée Laboratoire de recherche en hydrodynamique, énergétique et environnement atmosphérique (LHEEA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ du 16 janvier 2020 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC213793DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prolongation d'un an de l'unité UMR6598 intitulée Laboratoire de recherche en hydrodynamique, énergétique et environnement atmosphérique (LHEEA) dont le directeur d'unité est M. David Le Touzé ;

Vu la décision DEC220506DGDS du 29 décembre 2021 portant modification de la décision DEC213793DGDS portant prolongation d'unités mixtes de recherche ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. David Le Touzé, directeur par intérim de l'unité UMR6598, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. David Le Touzé, délégation de signature est donnée à M. Guillaume Ducrozet, maître de conférences, Mme Soulia Bentouhami, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220327DR17 du 14 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 18/11/2022

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC223129DR18

Décision portant délégation de signature à M. Jean DUBUISSON, directeur de l'unité UMR9017 intitulée Centre d'Infection et d'Immunité de Lille (CIIL), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE(LA) DELEGUE(E) REGIONAL(E),

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 nommant M. Christophe MULLER délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR9017, intitulée Centre d'infection et d'immunité de Lille (CIIL), dont le directeur est M. Jean DUBUISSON ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean DUBUISSON, directeur de l'unité UMR9017, à l'effet de signer, au nom du(de la) délégué(e) régional(e), pris(e) en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2



En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean DUBUISSON, délégation de signature est donnée à Mme Nathalie MIELCAREK, directrice adjointe (Chargée de recherche Inserm), à M. Jean-Claude SIRARD, Chef d'équipe du CIIL (Directeur de recherche Inserm), Mme Isabelle ASLANI, Secrétaire générale (Ingénieure d'étude) et à Mme Karine SERRURE, Coordinatrice du service gestion (technicienne Inserm), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220626DR18 du 26 Janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de délégué régional ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 23 décembre 2022

Le délégué régional
M. Christophe J. MULLER


Pré Délégué Régional
Empêché par délégation
L'Adjointe au Délégué Régional
Benoîte SAMYN-PETIT

DEC222780DR18

Décision portant délégation de signature à Mme Emmanuelle Poulain-Gautret, directrice par intérim de l'unité d'appui et de recherche UAR3185 intitulée Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 nommant M. Christophe MULLER délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191246DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité de service et de recherche n°3185, intitulée Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHS) et nommant M. Christophe Niewiadomski directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC214035DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de service et de recherche (USR) en Unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu la décision DEC221948INSHS du 18 octobre 2022 portant cessation de fonctions de M. Christophe Niewiadomski, directeur et nomination de Mme Emmanuelle Poulain-Gautret et de M. Mathieu Le Bescond de Coatpont respectivement aux fonctions de directrice par intérim et de directeur adjoint par intérim de l'unité d'appui et de recherche n°3185 intitulée Maison Européenne des Sciences de l'Homme et de la Société (MESHS)

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Emmanuelle Poulain-Gautret, directrice par intérim de l'UAR3185, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants du 1^{er} septembre 2022 au 31 décembre 2022:

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux

marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emmanuelle Poulain-Gautret, délégation de signature est donnée à M. Mathieu Le Bescond de Coatpont, Maître de conférences, directeur adjoint par intérim, Mme Inès Bonet, Ingénieure d'études, secrétaire générale, Mme Fariza Marécaille, Ingénieure d'études, responsable du pôle financier, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220253DR18 du 13 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de délégué régional ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 16 novembre 2022



Le délégué régional
M. Christophe J. MULLER

DEC222999DR04

Décision relative aux tarifs des prestations de l'UAR2010 intitulée « TEFOR Paris-Saclay »

LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS

Vu la décision DEC210118DAJ en date du 22 janvier 2021 portant nomination de M. Benoît FORÊT aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC220187DAJ en date du 10 février 2022 modifiée donnant délégation de signature à M. Benoît FORÊT délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2022-6 en date du 17 février 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditable pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs des prestations d'animalerie de l'UAR2010 intitulée « TEFOR Paris-Saclay » sont fixés selon le barème joint en annexe 1.

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 01/09/2022.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif sur Yvette, le 14 décembre 2022

Pour le Président-Directeur Général et par délégation
Le Délégué Régional
Benoît FORÊT



Annexe 1

Prestations proposées	Catégorie rongeur		Catégorie aquariologie		Catégorie Chat
	Sous catégorie conventionnelle	Sous catégorie EOPS/A2	Sous catégorie Zebra-fish	Sous catégorie aquariologie générale	
PRIX DE VENTE					
Tarif interne NeuroPsi	1.51€	5.12€	0.48€	0.42€	21.50€
Tarif académique	2.07€	5.68€	0.56€	0.50€	34.02€
Tarif industriel et académique étranger	5.11€	10.50€	0.82€	0.76€	69.40€

DEC220525DR08

Décision relative au tarif des produits de l'unité UPR3079 intitulée Conditions extrêmes et matériaux : haute température et irradiation (CEMHTI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n°181660DAJ en date du 30 mai 2018 portant nomination de M. Ludovic Hamon aux fonctions de délégué régional pour la circonscription de Centre Limousin Poitou-Charentes ;

Vu la décision n°181661DAJ en date du 21 décembre 2018 donnant délégation de signature à M. Ludovic Hamon délégué régional pour la circonscription de Centre Limousin Poitou-Charentes notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs des diverses prestations réalisées par l'unité UPR3079 intitulée Conditions extrêmes et matériaux : haute température et irradiation (CEMHTI) sont fixés selon le barème joint en annexe.

Article 2 :

Ces tarifs prennent effet à compter du 01/12/2021.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 29 novembre 2021

Pour le président – directeur général
et par délégation,
Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220525DR08

**Tarification des prestations réalisées par la plateforme
"Accélérateur électrostatique Pelletron 3MV"
de l'UPR3079 - CEMHTI - Conditions extrêmes et matériaux haute température et
irradiation**

CATEGORIE	TARIF
Clients externes privés et laboratoires académiques pour des projets financés au coût complet	291,00 €
Laboratoires CNRS pour des projets financés au coût complet	253,00 €
Laboratoires académiques hors projet financé	60,00 €
Laboratoires CNRS dans le cadre d'un projet ANR	29,00 €
ANR	29,00 €

DEC222927DR12**Décision relative aux tarifs des prestations du CEREGE - UMR7330, plateforme PANISS, intitulé Analyses des silicates et oxydes par spectrométrie de masse Isotope Ratio Mass Spectromètre****LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC213808DAJ en date du 16 Décembre 2021 portant nomination de Mme Aurélie Philippe aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse ;

Vu la décision n° DEC213810DAJ en date du 16 Décembre 2021 donnant délégation de signature à Mme Aurélie Philippe déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2022-6 en date du 17 février 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditable pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE:

Article 1^{er}

Les tarifs des prestations de la plateforme PANISS/SILICATES du CEREGE - UMR7330, intitulé Analyses des silicates et oxydes par spectrométrie de masse Isotope Ratio Mass Spectromètre sont fixés selon le barème ci-dessous (TVA applicable au taux en vigueur) :

Typologie Clients	Tarif HT par échantillon
Clients privés	986,54 €
Clients externes académiques	709,23 €
Clients partenaires	238,24 €
Clients internes	238,24 €

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} Janvier 2023.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 7 Décembre 2022

Pour le Président-Directeur Général et par délégation
La Déléguée Régionale
Mme Aurélie Philippe





DEC223040DR12

Décision relative aux tarifs des prestations du CEREGE - UMR7330, plateforme PANISS, intitulée isotopes du carbone et de l'hydrogène des composés organiques par chromatographie en phase gazeuse (GC) couplée à la spectrométrie IRMS.

LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC213808DAJ en date du 16 Décembre 2021 portant nomination de Mme Aurélie Philippe aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse ;

Vu la décision n° DEC213810DAJ en date du 16 Décembre 2021 donnant délégation de signature à Mme Aurélie Philippe déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2022-6 en date du 17 février 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditable pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE:

Article 1er

Les tarifs des prestations de la plateforme PANISS/ORGANIQUE GC IRMS du CEREGE - UMR7330, intitulée isotopes du carbone et de l'hydrogène des composés organiques par chromatographie en phase gazeuse (GC) couplée à la spectrométrie IRMS sont fixés selon le barème ci-dessous (TVA applicable au taux en vigueur) :

Typologie Clients	Tarif HT par échantillon
Clients privés	395,48 €
Clients externes académiques	246,40 €
Clients partenaires	133,09 €
Clients internes	133,09 €

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} Janvier 2023.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 16 Décembre 2022

Pour le Président-directeur général et par délégation
La Déléguée régionale
Mme Aurélie Philippe



DEC223036DR12

Décision relative aux tarifs des prestations du CEREGE - UMR7330, plateforme PANISS, intitulée isotopes du carbone et de l'azote des composés organiques par analyse élémentaire (EA) couplée à la spectrométrie IRMS.

LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC213808DAJ en date du 16 Décembre 2021 portant nomination de Mme Aurélie Philippe aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse ;

Vu la décision n° DEC213810DAJ en date du 16 Décembre 2021 donnant délégation de signature à Mme Aurélie Philippe déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2022-6 en date du 17 février 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditable pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE:

Article 1^{er}

Les tarifs des prestations de la plateforme PANISS/ORGANIQUE EA IRMS du CEREGE - UMR7330, intitulée isotopes du carbone et de l'azote des composés organiques par analyse élémentaire (EA) couplée à la spectrométrie IRMS sont fixés selon le barème ci-dessous (TVA applicable au taux en vigueur) :

Typologie Clients	Tarif HT par échantillon
Clients privés	261,86 €
Clients externes académiques	222,48 €
Clients partenaires	20,12 €
Clients internes	20,12 €

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} Janvier 2023.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 16 Décembre 2022.

Pour le Président-directeur général et par délégation
La Déléguée régionale
Mme Aurélie Philippe



DEC222998DR12**Décision relative aux tarifs des prestations du CEREGE - UMR7330, plateforme PANISS, intitulée isotopes de l'oxygène et du carbone des carbonates par spectrométrie de masse IRMS.****LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC213808DAJ en date du 16 Décembre 2021 portant nomination de Mme Aurélie Philippe aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse ;

Vu la décision n° DEC213810DAJ en date du 16 Décembre 2021 donnant délégation de signature à Mme Aurélie Philippe déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2022-6 en date du 17 février 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditable pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE:

Article 1^{er}

Les tarifs des prestations de la plateforme PANISS/CARBONATES IRMS du CEREGE - UMR7330, intitulée isotopes de l'oxygène et du carbone des carbonates par spectrométrie de masse IRMS sont fixés selon le barème ci-dessous (TVA applicable au taux en vigueur) :

Typologie Clients	Tarif HT par échantillon
Clients privés	45,23 €
Clients externes académiques	38,43 €
Clients partenaires	24,29 €
Clients internes	24,29 €

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} Janvier 2023.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 13 Décembre 2022

Pour le Président-Directeur général et par délégation
La Déléguée régionale
Mme Aurélie Philippe



DEC222985DR12**Décision relative aux tarifs des prestations du CEREGE - UMR7330, plateforme PANISS, intitulée isotopes de l'oxygène et du carbone des carbonates par spectrométrie laser.****LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC213808DAJ en date du 16 Décembre 2021 portant nomination de Mme Aurélie Philippe aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse ;

Vu la décision n° DEC213810DAJ en date du 16 Décembre 2021 donnant délégation de signature à Mme Aurélie Philippe déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2022-6 en date du 17 février 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditable pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE:

Article 1er

Les tarifs des prestations de la plateforme PANISS/CARBONATES LASER du CEREGE - UMR7330, intitulée isotopes de l'oxygène et du carbone des carbonates par spectrométrie laser sont fixés selon le barème ci-dessous (TVA applicable au taux en vigueur) :

Typologie Clients	Tarif HT par échantillon
Clients privés	304,97 €
Clients externes académiques	259,11 €
Clients partenaires	12,77 €
Clients internes	12,77 €

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2023.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 13 Décembre 2022

Pour le Président-directeur général et par délégation
La Déléguée régionale
Mme Aurélie Philippe



DEC222967DR12**Décision relative aux tarifs des prestations du CEREGE - UMR7330, plateforme PANISS, intitulée isotopes de l'oxygène et de l'hydrogène des eaux par spectrométrie laser.****LE PRESIDENT • DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC213808DAJ en date du 16 Décembre 2021 portant nomination de Mme Aurélie Philippe aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse ;

Vu la décision n° DEC213810DAJ en date du 16 Décembre 2021 donnant délégation de signature à Mme Aurélie Philippe déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Vu la note n° DSFIM-SBOR- 2022-6 en date du 17 février 2022 relative aux règles de détermination d'un coût complet et d'élaboration des tarifs auditables pour les produits et prestations des unités de recherche du CNRS ;

DECIDE:

Article 1^{er}

Les tarifs des prestations de la plateforme PANISS/EAUX du CEREGE - UMR7330, intitulée isotopes de l'oxygène et de l'hydrogène des eaux par spectrométrie laser sont fixés selon le barème ci-dessous (TVA applicable au taux en vigueur) :

Typologie Clients	Tarif HT par échantillon
Clients privés	76,77 €
Clients externes académiques	65,22 €
Clients partenaires	38,69 €
Clients internes	38,69 €

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} Janvier 2023.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 12 décembre 2022

Pour le Président-directeur général et par délégation
La Déléguée régionale
Mme Aurélie Philippe



DEC222911DR14

Décision relative aux tarifs de location des espaces de cultures (Serres) de la FR3450 intitulé Agrobiosciences Interactions & Biodiversité (AIB).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC222188DAJ en date du 26 sept 2022 portant nomination de M. Jocelyn Méré aux fonctions de délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest ;

Vu la décision n° DEC222189DAJ en date du 26 sept 2022 donnant délégation de signature à M. Jocelyn Méré délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs des espaces de cultures -serres de la FR3450 intitulé Agrobiosciences Interactions & Biodiversité (AIB) sont fixés selon le barème ci-dessous, conformément à l'instruction de procédures n° IN8000211BPC du 26 septembre 2000.

- Coût m²/jour FR : 2.73€ (espace actuel FRAIB)
- Coût m²/jour PABS : 2.83€ (nouveau pôle Agro-sciences FRAIB)

Article 2 :

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} décembre 2022.

Article 3 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse le 10/12/2022

Pour le Président-Directeur Général et par délégation
Le Délégué Régional
le délégué régional
Jocelyn Méré



DEC222772INSHS

Décision portant retrait de l'EHESS en tant que tutelle principale de l'unité d'appui et de recherche n° 2506 intitulée UAR PROGEDO (PROGEDO)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et de service du CNRS ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC181907DGDS en date du 21 décembre 2018 du portant renouvellement de l'USR2006 intitulée USR PROGEDO et nommant M. Sébastien Oliveau, directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC214035DGDS en date du 20 décembre 2021 portant notamment recodification de l'USR2006 en unité d'appui et de recherche (UAR) n° 2506 ;

Vu l'avis de la directrice de l'institut des Sciences humaines et sociales (InSHS) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2022, l'EHESS n'est plus tutelle principale de l'UAR2506 intitulée UAR PROGEDO (PROGEDO).

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

22 DEC. 2022

Le président - directeur général

Antoine Petit



DEC222854DR04

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8029 intitulée Systèmes et applications des technologies de l'information et de l'énergie

LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220187DAJ du 10 février 2022 modifiée donnant délégation de signature à M. Benoît Forêt, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8029 intitulée Systèmes et applications des technologies de l'information et de l'énergie ;

DÉCIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8029 intitulée Systèmes et applications des technologies de l'information et de l'énergie.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 17 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 9 membres élus ;
- 7 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 25 novembre 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Benoît FORÊT



DEC220912DR08

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UAR3565 intitulée Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSHS Poitiers)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220191DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre Limousin Poitou-Charentes ;

Vu la décision DEC122896DGDS du 19 décembre 2012 portant création de l'unité Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UAR3565, intitulée Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSH Poitiers), dont le directeur est M. Thierry OLIVE.

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité l'UAR3565 Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Poitiers (MSH Poitiers),

Article 2 : Composition

En application de l'article 3 de la décision du 28 octobre 1992, l'assemblée générale, composée de l'ensemble des électeurs, constitue le conseil de laboratoire.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 14 février 2022

Pour le Président-directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC222143DR08]

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7355 intitulée Immunologie, Neurogénétique Expérimentales et Moléculaires (INEM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220191DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M. Ludovic HAMON, délégué régional pour la circonscription Centre Limousin Poitou-Charentes ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 Décembre 2017 portant prolongation de l'unité UMR7355, intitulée Immunologie, Neurogénétique Expérimentales et Moléculaires (INEM), dont la directrice est Mme Valérie QUESNIAUX-RYFFEL.

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité intitulée Immunologie, Neurogénétique Expérimentales et Moléculaires (INEM).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 13 membres :

- le/la directeur.rice de l'unité ;
- le/la directeur.rice adjoint.e ;
- 7 membres élu.e.s : 5 pour le collège A (4 sous collèges Chercheurs-EC 1 sous collège Doctorants) 2 pour le collège B (IT)
- 4 membres nommé.es

Invité.e permanent.e : le/la gestionnaire de l'unité

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 25 août 2022



délégation,

Pour le Président - directeur général et par

Le délégué régional
Ludovic HAMON



DEC220881DR08

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7348 intitulée laboratoire de mathématiques et applications (LMA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220191DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre Limousin Poitou-Charentes ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7348 intitulée Laboratoire de Mathématiques et Applications (LMA), dont le directeur est M. Boris PASQUIER.

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7348 LMA.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 12 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 8 membres élus : 6 élus pour le collège A1 Chercheurs, Enseignants Chercheurs, 1 élu pour le collège A2 Doctorants, ATER et post doctorants, 1 élu pour le collège B Personnels IT et BIATSS ;
- 2 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 :

La décision n° DEC121481dr08 du 6 avril 2012 portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7348 intitulée laboratoire de mathématiques et applications (LMA) est abrogée.

Article 5 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 11 février 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC220880DR08

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7065 Institut de recherche sur les archéomatériaux (IRAMAT)**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC220191DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre Limousin Poitou-Charentes ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant création de l'unité UMR7065 intitulée Institut de recherche sur les archéomatériaux (IRAMAT), dont la directrice est Mme Sylvia NIETO PELLETIER.

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7065 IRAMAT.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 9 membres :

- le directeur de l'unité ;
- le directeur adjoint ;
- 5 membres élus : 2 élus pour le collège A1 Chercheurs, Enseignants Chercheurs, 1 élu pour le collège A2 Doctorants, 2 élus pour le collège B Personnels IT et BIATSS ;
- 2 membres nommés : 1 membre nommé parmi le collège A1 Chercheurs, Enseignants Chercheurs, 1 membre nommé parmi le collège B Personnels IT et BIATSS.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 11 février 2022

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Ludovic HAMON

DEC213894DR08

Décision portant habilitation de certains agents aux fins de contrôler le respect du passe sanitaire

LE DELEGUE REGIONAL

Vu la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 modifiée relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décret n° 2021-699 du 1er juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC181660DAJ du 30 mai 2018 nommant Ludovic HAMON délégué régional pour la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes à compter du 1er janvier 2019 ;

Vu la décision DEC181661DAJ du 21 décembre 2018 portant délégation de signature à M. Ludovic HAMON, délégué régional de la circonscription Centre-Limousin-Poitou-Charentes et notamment son article 1.1 ;

Vu la décision DEC212891DAJ du 8 septembre 2021 portant modification des délégations de signature permanentes consenties aux délégués régionaux.

DECIDE :

Article 1^{er}. - Sont habilités à effectuer les contrôles relatifs au respect du passe sanitaire, lorsque celui-ci est requis :

Au sein des unités :

- MOY800 DR08 : Mme Milena VEROT, Mme Florence ROYER
- UPR4301 CBM : M. Stéphane GOFFINONT, Mme Virgine GAUDON
- UMR7374 ICMN : Mme Marylène VAYER
- UPR3079 CEMHTI : M. Aurélien BELLAMY

Les personnes habilitées nominativement par la présente décision ne peuvent déléguer le contrôle des justificatifs du passe sanitaire à une autre personne.

Article 2. - Les données personnelles ne sont traitées qu'une seule fois, lors de la lecture du justificatif sur l'application « TousAntiCovidVérif » et ne sont pas conservées.



Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orléans, le 20 novembre 2021

Le Délégué régional
Ludovic HAMON



DEC221758 DR13

Décision portant institution d'une régie de recettes auprès du laboratoire des procédés Matériaux et Energie Solaire PROMES UPR 8521 code 0125

LE(LA) DELEGUE(E) REGIONAL(E),

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, l'arrêté du 26 avril 2021 relatif aux régies d'avances et de recettes des organismes publics nationaux situées à l'étranger,

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision du 2 février 1996 portant création de la régie de recette auprès du restaurant administratif situé au laboratoire Promes d'Odeillo à compter du 1^{er} Mars 1996,



Vu, la décision n° DEC 1860807DAJ du 18/01/2017 portant nomination de M. Jérôme VITRE aux fonctions de Délégué(e) régional(e) pour la circonscription de Occitanie Est,

DECIDE :

Article 1^{er} – Institution de la régie et recettes encaissées

Il est institué auprès du laboratoire des procédés Matériaux et Energie Solaire PROMES UPR 8521 code 0125

une régie de recettes permanente à compter du 01/05/2022
installée à PROMES CNRS , 7 rue du four solaire, 66120 Font Romeu-Odeillo-via ,

pour l'encaissement des recettes suivantes : Repas du restaurant administratif du CNRS d'odeillo

Le régisseur encaisse les recettes réglées par les redevables selon les modes de règlements suivants: par chèque et en numéraire

Le régisseur doit tenir une comptabilité générale qui fait apparaître et permet de justifier à tout moment la situation de ses disponibilités et la ventilation des recettes encaissées.

Article 2 – Compte de dépôt de fonds

Le régisseur ouvre un compte de dépôt de fonds au Trésor.

Article 3 – Montant de l'encaisse

Le montant maximum de l'encaisse s'élève à 4600€

L'encaisse est constituée de l'ensemble des recettes encaissée par le régisseur, tous moyens de paiement confondus.

Article 4 – Montant du fonds de caisse

Le montant du fonds de caisse permanent s'élève à 100 €.dont :

- 100 € pour les espèces détenues.

Article 5 – Encaissements en numéraires

Lorsque les recettes, prévues à l'article 1, sont encaissées en numéraire, le régisseur délivre en contrepartie, à l'usager, un ticket ou à défaut, une quittance.

Article 6 – Chèques



Les chèques bancaires sont remis à l'encaissement sur le compte de dépôt de fonds ouvert au Trésor au plus tard le lendemain de leur réception par le régisseur³.

Article 7 – Versement des recettes en numéraire

Les recettes encaissées en numéraire sont versées à l'agent comptable secondaire selon la périodicité suivante : tous les mois et au minimum une fois par mois.

Article 8 – Versement des recettes encaissées sur le compte de dépôt de fonds

Les recettes encaissées sur le compte de dépôt de fonds ouvert au Trésor sont versées à l'agent comptable secondaire dès que le montant des encaissements dépasse 4600 € et au minimum une fois par mois.

Article 9 – Pièces justificatives

Le régisseur transmet à l'agent comptable secondaire les pièces justificatives des recettes encaissées par ses soins (et reversées à la caisse de l'agent comptable secondaire), tous les mois et au minimum une fois par mois.

Article 10 – Cautionnement

Le régisseur est assujetti à un cautionnement .

Article 11 – Indemnité de responsabilité

Le régisseur peut percevoir une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par l'article 4 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019³.

Article 12 – Responsabilité du régisseur

Le régisseur engage sa responsabilité personnelle et pécuniaire pour les opérations effectuées dans le cadre de la régie.

Article 13 – Désignation du régisseur et des mandataires

Le régisseur et un mandataire suppléant sont désignés par le délégué régional après agrément de l'agent comptable secondaire assignataire.

Le régisseur peut être assisté d'autres mandataires lorsque le fonctionnement de la régie l'impose. Les mandataires sont désignés par le régisseur après autorisation de l'ordonnateur.

Article 14 – Abrogation

La décision du 2 février 1996 portant création d'une régie de recette auprès du restaurant administratif situé au laboratoire Promes d'Odeillo est abrogée à compter du 1^{er} Mai 2022.

Article 15 – Dispositions finales

³ Non cumulable avec l'IFSE.

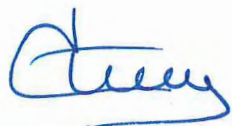


I. Le Délégué régional et l'Agent comptable secondaire de la Délégation de Occitanie Est sont chargés de l'exécution de la présente décision.

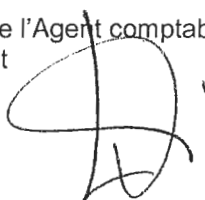
II. La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Montpellier, le 08/06/2022

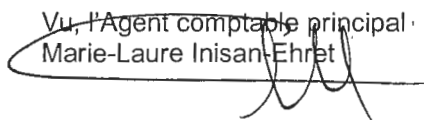
Le Délégué(e) régional, Jérôme Vitre

A blue ink signature, appearing to read 'J. Vitre', written in a cursive style.

Avis conforme de l'Agent comptable secondaire
Laurent Vézinhet

A black ink signature, appearing to read 'L. Vézinhet', written in a cursive style.

Vu, l'Agent comptable principal
Marie-Laure Inisan-Ehret

A black ink signature, appearing to read 'M. Inisan-Ehret', written in a cursive style.

DEC221759 DR13

Décision portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie de recettes du laboratoire des procédés Matériaux et Energie Solaire PROMES UPR 8521 code 0125

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu, le code pénal, notamment l'article 432-10,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, l'arrêté du 26 avril 2021 relatif aux régies d'avances et de recettes des organismes publics nationaux situées à l'étranger,

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision n° DEC 1860807DAJ du 18/01/2017 portant nomination de M. Jérôme VITRE aux fonctions de Délégué régional pour la circonscription de Occitanie Est,

Vu, la décision n° dec221758 du 08/06/2022 instituant la régie de recettes du laboratoire des procédés Matériaux et Energie Solaire PROMES UPR 8521 code 0125

Vu, la décision du 08/12/2004 de nomination du régisseur et du suppléant auprès de la régie de recettes du laboratoire des procédés Matériaux et Energie Solaire PROMES UPR 8521 code 0125

DECIDE :

Article 1^{er}

M Jean Louis SANS est nommé régisseur de la régie de recettes du laboratoire des procédés Matériaux et Energie Solaire PROMES UPR 8521 code 0125
avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans la décision de création de celle-ci.

Article 2

M Didier RIVES est nommé mandataire suppléant de M. Jean Louis SANS.

La suppléance s'exerce afin d'assurer le remplacement du régisseur pour l'ensemble des opérations de la régie (en cas d'absence du régisseur titulaire) pour une durée ne pouvant excéder deux mois.

Une remise de service est organisée entre le mandataire suppléant et le régisseur à chaque départ et retour dans le service.

Article 3

Le régisseur est astreint à constituer un cautionnement d'un montant de 460 € conformément au montant maximum des recettes encaissées mensuellement de 4600 €]

Le mandataire suppléant est dispensé cautionnement

Article 4

- I. Le régisseur ne perçoit pas d'indemnité responsabilité.
- II. Le mandataire suppléant ne perçoit pas d'indemnité responsabilité

Article 5

Le régisseur et le mandataire suppléant sont personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par l'agent comptable, du maniement des fonds et des mouvements du compte de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

Article 6

Le régisseur et le mandataire suppléant ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptable de fait et de s'exposer aux poursuites judiciaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal.

Article 7

- I. Le régisseur peut être assisté d'autres mandataires lorsque le fonctionnement de la régie l'impose et que l'acte constitutif de la régie le prévoit
- II. Les mandataires sont désignés par le régisseur après autorisation de l'ordonnateur. Ils sont chargés d'effectuer les opérations qui leur sont confiées par mandat par le régisseur. L'agent comptable secondaire est destinataire d'une copie des mandats délivrés.
- III. Le régisseur est responsable personnellement et pécuniairement des opérations réalisées en son nom et pour son compte par ces mandataires
- IV. Ces mandataires ne perçoivent pas d'indemnité de responsabilité. Ils sont dispensés de cautionnement.



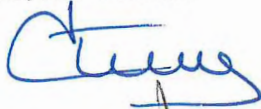
Article 8 – Dispositions finales

La présente décision abroge la décision du 08/12/2004 de nomination du régisseur et du suppléant auprès de la régie de recettes du laboratoire des procédés Matériaux et Energie Solaire PROMES UPR 8521 code 0125

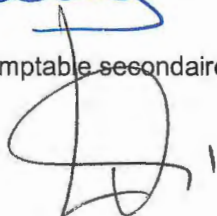
- I. Le Délégué régional et l'Agent comptable secondaire de la Délégation de Occitanie Est sont chargés de l'exécution de la présente décision.
- II. La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Montpellier, le 08/06/2022

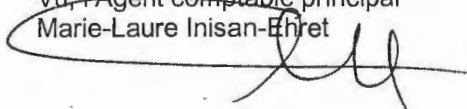
Le Délégué régional, Jérôme Vitre



Pour agrément, l'Agent comptable secondaire
Laurent Vézinhet



Vu, l'Agent comptable principal
Marie-Laure Inisan-Ehret



Pour acceptation,
Le régisseur, Jean Louis SANS

Pour acceptation,
Le mandataire suppléant, Didier RIVES



DEC222076DR15

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5254 intitulée Institut des sciences analytiques et de physico-chimie pour l'environnement et les matériaux (IPREM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180758DAJ du 22 février 2018 modifiée donnant délégation de signature à M. Younis Hermès, délégué régional pour la circonscription Aquitaine ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'UMR5254 intitulée Institut des sciences analytiques et de physico-chimie pour l'environnement et les matériaux (IPREM), dont le directeur est M. Ryszard Lobinski ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR5254 intitulée Institut des sciences analytiques et de physico-chimie pour l'environnement et les matériaux (IPREM).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 18 membres :

- le directeur de l'unité
- le directeur adjoint
- 12 membres élus
- 4 membres nommés

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Talence, le 15 novembre 2022



délégation,

Pour le Président - directeur général et par

Le délégué régional
Younis Hermès



DEC222792SGCN

Décision relative à la vacance de sièges au sein de Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique.

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 91-179 du 18 février 1991 modifié relatif au fonctionnement des Sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 2021 portant création de commissions interdisciplinaires au Comité national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique;

Vu la décision DEC162080SGCN du 22 septembre 2016 relative au règlement intérieur des Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique,

Vu la décision DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca Grassia aux fonctions de secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) ;

Vu la décision DEC220226DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Francesca Grassia, secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS).

DECIDE**Article 1er**

Les sièges suivants sont à pourvoir, pour les Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national mentionnées ci-dessous :

Section 2 : « Théories physiques : méthodes, modèles et applications »

1 - Sièges - Collège C

Section 8 : « Micro- et nanotechnologies, micro- et nanosystèmes, photonique, électronique, électromagnétisme, énergie électrique »

1 - Sièges - Collège B1

Section 13 : « Chimie physique, théorique et analytique »

1 - Sièges - Collège C

Section 25 : « Neurobiologie moléculaire et cellulaire, neurophysiologie »

1 - Sièges - Collège C

Section 38 : « Anthropologie et étude comparative des sociétés contemporaines »

1 - Sièges - Collège A2

Section 40 : « Politique, pouvoir, organisation »

1 - Sièges - Collège C

Section 41 : « Mathématiques et interactions des mathématiques »

1 - Sièges - Collège B1

Commission interdisciplinaire 51 : « Modélisation mathématique, informatique et physique pour les sciences du vivant »

1 - Sièges - Collège B

Commission interdisciplinaire 52 : « Environnements sociétés: du savoir à l'action »

2 - Sièges - Collège A

2 - Sièges - Collège B

Commission interdisciplinaire 53 : « Sciences en société: production, circulation et usages des savoirs et des technologies »

2 - Sièges - Collège A

1 - Sièges - Collège B

1 - Sièges - Collège C

Commission interdisciplinaire 54 : « Phénomènes fondamentaux et propriétés collectives du vivant: développements instrumentaux, expériences et modèles physiques »

1 - Sièges - Collège A

2 - Sièges - Collège B

Article 2

Les Commissions interdisciplinaires concernées éliront un membre pour chaque siège vacant parmi les personnes ayant fait acte de candidature à cette fin.

Pour le remplacement des membres élus des Commissions interdisciplinaires, les candidats doivent appartenir à une instance du Comité national de la recherche scientifique.

Article 3

Les candidatures doivent être établies en un fichier unique incluant le formulaire de déclaration de candidature correspondant annexé au présent avis, avec signature manuscrite, accompagnées d'un curriculum vitae et le cas échéant, de la liste des travaux, des productions scientifiques les plus récentes. Il est recommandé de joindre également une lettre de motivation. L'ensemble du dossier ne devant pas excéder 10 pages.

Elles doivent obligatoirement parvenir en un fichier unique au Secrétariat général du Comité national, soit par courriel (sgcn.secretariat@cns.fr), soit par courrier postal (CNRS-SGCN, 3 rue Michel Ange - 75016 PARIS), avant le **09 JANVIER 2023 à 18h00.**

Le formulaire de déclaration de candidature est téléchargeable à l'adresse ci-dessous :

- pour les sections
http://www.cnrs.fr/comitenational/sieges_vacants/sections/Annexe_Section.pdf
- pour les commissions interdisciplinaires :
http://www.cnrs.fr/comitenational/sieges_vacants/cid/Annexe_CID.pdf.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS. Une mention de cette décision sera faite au *Bulletin officiel* du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Fait à Paris, le 16-NOVEMBRE-2022

*Pour le président-directeur général et par délégation,
la Secrétaire générale du Comité national*

Francesca Grassia

DEC222773SGCN

Décision relative au changement de Section d'évaluation de chercheurs du Centre national de la recherche scientifique

LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS);

Vu le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n°84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2011 modifié fixant la liste des Sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC050043DAJ du 10 octobre 2005 modifiée relative au suivi et à l'évaluation des unités et des chercheurs relevant du CNRS, notamment son article 11 ;

Vu la décision DEC183103DAJ du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Alain Schuhl aux fonctions de directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu la décision DEC183105DAJ du 21 décembre 2018 portant délégation de signature à M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu l'avis des Sections concernées du Comité national de la recherche scientifique émis lors de la session de printemps 2021 ;

Sur la proposition des directeurs d'Institut concernés,

DÉCIDE :

Article 1^{er} - La Section d'évaluation des chercheurs listés ci-dessous est modifiée comme suit :

Nom	Matricule	Code unité	Ancienne Section d'évaluation	Nouvelle Section d'évaluation	Délégation régionale unité
BISCHOF Oliver	4886	SNC6579	22	24	01 - Île-de-France Villejuif
BONNEVILLE Jean Marc	21997	UMR5553	23	29	11 - Alpes
BOURDINEAUD-BORDERE Sylvie	32945	UMR5295	15	10	15 - Aquitaine
COQ Jacques Olivier	24273	UMR7287	25	26	12 - Provence et Corse
DALMAS Davy	14474	UMR5513	5	9	7 - Rhône Auvergne

Nom	Matricul e	Code unité	Ancienne Section d'évaluation	Nouvelle Section d'évaluation	Délégation régionale unité
DUFRESNE Alexis	38496	UMR6553	29	30	17 - Bretagne et Pays de la Loire
FERRIE Laurent	73880	UMR8076	16	12	04 - Ile-de-France Gif-sur-Yvette
LENAERS Guy	26765	UMR6015	25	24	17 - Bretagne et Pays de la Loire
METIVIER Raphaël	38038	UMR6290	22	21	17 - Bretagne et Pays de la Loire
RIVERA Santiago	23202	UMR7051	25	28	12 - Provence et Corse
ROMANIELLO Pina	60240	UMR5152	5	3	14 - Occitanie Ouest
SARTI Alessandro	71582	UMR8557	6	7	02 - Paris-Centre

Article 2 - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 25/10/2021

*Pour le président-directeur général et par délégation,
le directeur général délégué à la science,
Alain Schuhl*

DEC222665SGCN***Décision modifiant la décision DEC221108SGCN relative à la nomination des membres des Sections et des Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique***

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2011 modifié fixant la liste des sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2015 relatif aux sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 2021 portant création de commissions interdisciplinaires au Comité national de la recherche scientifique ;

Vu la décision N° 162080SGCN du 22 septembre 2016 relative au règlement intérieur des Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national de la Recherche scientifique et notamment son article 2.3 ;

Vu la DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca GRASSIA aux fonctions de secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) ;

Vu la DEC200941DR16DAJ du 27 mars 2020 donnant délégation de signature à Mme Francesca GRASSIA, Secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS).

DÉCIDE

Art. 1^{er} – Madame Barbara NICOLAS, Directrice de recherche, est nommée membre du bureau de la Section 7 – « Sciences de l'information : signaux, images, langues, automatique, robotique, interactions, systèmes intégrés matériel-logiciel », en remplacement de Madame Aida TODRI-SANIAL, démissionnaire.

Art. 2 – L'article 1 de la décision du 08 mars 2022 susvisée est modifié comme suit :

Les mots « Madame Isabelle FANTONI et Madame Aida TODRI-SANIAL » sont remplacés par les mots « Madame Isabelle FANTONI et Madame Barbara NICOLAS ».

Art. 3 – La présente décision sera publiée au *Bulletin Officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 19-OCTOBRE-2022

*Pour le Président-directeur général et par délégation,
la Secrétaire générale du Comité national*

Francesca Grassia



DEC222374SGCN***Décision modifiant la décision DEC221108SGCN relative à la nomination des membres des Sections et des Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique***

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2011 modifié fixant la liste des sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2015 relatif aux sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 2021 portant création de commissions interdisciplinaires au Comité national de la recherche scientifique ;

Vu la décision N° 162080SGCN du 22 septembre 2016 relative au règlement intérieur des Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national de la Recherche scientifique et notamment son article 2.3 ;

Vu la DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca GRASSIA aux fonctions de secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) ;

Vu la DEC200941DR16DAJ du 27 mars 2020 donnant délégation de signature à Mme Francesca GRASSIA, Secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS).

DÉCIDE

Art. 1^{er} – Madame Aurélie JULLIEN, Directrice de recherche, est nommée membre du bureau de la Section 4 – « Physique des atomes, molécules et plasmas. Optique et lasers », en remplacement de Madame Hélène PERRIN, démissionnaire.


Art. 2 – L'article 1 de la décision du 08 mars 2022 susvisée est modifié comme suit :

Les mots « Madame Marie Christine FIRPO et Madame Hélène PERRIN » sont remplacés par les mots « Madame Marie Christine FIRPO et Madame Aurélie JULLIEN ».

Art. 3 – La présente décision sera publiée au *Bulletin Officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 14-SEPTEMBRE-2022

*Pour le Président-directeur général et par délégation,
la Secrétaire générale du Comité national*



Francesca Grassia



DEC222942SGCN***Décision modifiant la décision DEC221108SGCN relative à la nomination des membres du bureau des Sections et des Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique***

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2011 modifié fixant la liste des sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2015 relatif aux sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 2021 portant création de commissions interdisciplinaires au Comité national de la recherche scientifique ;

Vu la décision N° 162080SGCN du 22 septembre 2016 relative au règlement intérieur des Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national de la Recherche scientifique et notamment son article 2.3 ;

Vu la DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca GRASSIA aux fonctions de secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) ;

Vu la DEC200941DR16DAJ du 27 mars 2020 donnant délégation de signature à Mme Francesca GRASSIA, Secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS).

DÉCIDE

Art. 1^{er} – Monsieur Nemo PEETERS, Directeur de recherche, est nommé membre du bureau de la Section 23 – « Biologie intégrative des organismes photosynthétiques et des microorganismes associés », en remplacement de Monsieur Grégory VERT, démissionnaire.

Art. 2 – L'article 1 de la décision du 08 mars 2022 susvisée est modifié comme suit :

Les mots « Madame Juliette JOUHET et Monsieur Grégory VERT » sont remplacés par les mots « Madame Juliette JOUHET et Monsieur Nemo PEETERS ».

Art. 3 – La présente décision sera publiée au *Bulletin Officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 08-DECEMBRE-2022

*Pour le Président-directeur général et par délégation,
la Secrétaire générale du Comité national*

Francesca Grassia



DEC222785DR18

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Louis Nandrino, directeur par intérim de l'UMR9193 intitulée « Laboratoire sciences cognitives et sciences affectives », par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{er} juillet 2019 nommant M. Christophe MULLER délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant notamment le renouvellement de l'unité mixte de recherche n°9193, intitulée « Laboratoire sciences cognitives et sciences affectives » ;

Vu la décision DEC222433INSHS du 20 octobre 2022 portant nomination de M. Jean-Louis Nandrino aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°9193 intitulée « Laboratoire sciences cognitives et sciences affectives »

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-Louis Nandrino, directeur par intérim de l'UMR9193, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants du 1^{er} septembre 2022 au 31 décembre 2022:

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Louis Nandrino, délégation de signature est donnée à Mme Emmanuelle Fournier, Ingénieure d'études hors classe, responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220856DR18 du 10 février 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

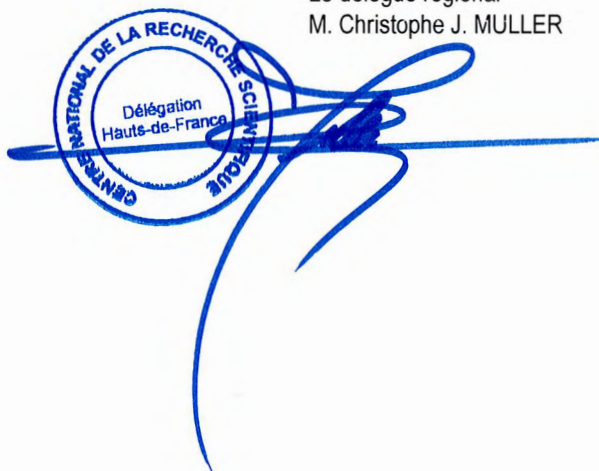
Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de délégué régional ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 16 novembre 2022

Le délégué régional
M. Christophe J. MULLER



The image shows a circular official stamp of the CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) for the Hauts-de-France delegation. The stamp is blue and contains the text "CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE" around the perimeter and "Délégation Hauts-de-France" in the center. A handwritten signature in blue ink is written over the stamp, extending from the right side towards the bottom left.

BULLETIN OFFICIEL DU CNRS

CNRS
3, rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex 16

Directeur de la publication
Christophe Coudroy

Pour consulter le BO et ses archives
<http://www.dgdr.cnrs.fr/bo/>

Dépôt légal à parution
Décembre 2022
ISSN 1148-4853

Établissement public
à caractère scientifique
et technologique Recherche

à caractère scientifique et technologique

Recherche fondamentale

Textes fondamentaux du CNRS

Publication légale

Information

Règlementation

Actes administratifs

Actes de recherche

Organisation générale du CNRS

Présidence du CNRS

Direction générale déléguée

Instituts : domaines scientifiques, technologiques

Exercice des activités de recherche

UPR, UPS, UFR, IFR, GDR, UFR, IFR, GDR

Article unique

Article 1. -

Article 2. -

Article 3. -

Article 3. -

Présidence du CNRS
Direction générale déléguée
Instituts : domaines scientifiques
et sociétés régionales
Centres et de services : UPR, UPS, UFR, IFR, IGR, GDR, ...

signatures

décret

Mesures particulières
Comités, conseils et commissions
Conseil d'administration
Concours et promotions
Distinctions
Embaire

présenté
présenté
dispositions
fonctionnaires
procédure
recherche
CNRS

Don et de la
Circulaires
Don et legs consensuels
Administration d'un
Budget, finances, et
Générallement, le compte
qualité d'ordonnateur d'un
Vo la décision n° 1000/ADJ du 28 décembre 2000
Vo la décision n° 1000/ADJ du 28 décembre 2000
d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables
Don et de la
Circulaires
Don et legs consensuels
Administration d'un
Budget, finances, et
Générallement, le compte
qualité d'ordonnateur d'un
Vo la décision n° 1000/ADJ du 28 décembre 2000
Vo la décision n° 1000/ADJ du 28 décembre 2000
d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables
Don et de la
Circulaires
Don et legs consensuels
Administration d'un
Budget, finances, et
Générallement, le compte
qualité d'ordonnateur d'un
Vo la décision n° 1000/ADJ du 28 décembre 2000
Vo la décision n° 1000/ADJ du 28 décembre 2000
d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables

